# MON ENQUÊTE EN ESPAGNE

Je dois confesser d'abord que je ne me flatte point de connaître l'Espagne. Voilà vingt-cinq ans que je vis en contact avec des Espagnols, soit dans leur pays même, soit dans le Nord de l'Afrique. Il ne se passe guère d'année sans que je fasse un séjour plus ou moins prolongé dans la Péninsule. Mais jusqu'aujourd'hui, je n'ai été, en somme, qu'un passant qui, en pays étranger, regarde ce qui l'amuse ou ce qui l'intéresse. Je ne suis pas un spécialiste de l'Espagne, ayant adopté une fois pour toutes un plan d'études et un sujet auquel on consacre une vie entière. Même si je l'eusse fait, j'entendrais toujours, comme un rappel à la modestie, ce que nous disait autrefois, à l'École normale, le bon helléniste Édouard Tournier, surnommé le Juge : « On ne sait jamais *le* grec, on sait *du* grec. » Cet excellent Juge avait raison. On ne connaîtra sans doute jamais l'Espagne, mais on pourra savoir des choses, avoir vu des gens, contemplé des spectacles et des paysages d'Espagne. C'est toute ma prétention. J'ajoute que, même en la restreignant ainsi, j'ai peur de paraître encore outrecuidant, non pas peut-être aux nôtres, mais très probablement aux Espagnols. Étrange susceptibilité de caractère ! Ils se plaignent sans cesse que nous ne nous occupions pas d'eux, et, quand nous nous essayons de le faire, en toute diligence, en toute sympathie et même en toute admiration, ils se plaignent alors de notre maladresse et de notre incompréhension. Il y a ainsi, par le monde, de jolies femmes capricieuses, qui gémissent sans cesse de ne pas être comprises de leurs maris. Leurs adorateurs eux-mêmes ne les comprennent pas. Elles mourront incomprises.

Résignons-nous donc à cette mutuelle incompréhension de

peuple à peuple, puisque, quoi qu'on fasse, on n'arrive jamais à se pénétrer réciproquement : l'étranger, par définition, reste toujours au seuil de l'âme nationale. Mais il va sans dire que j'ai fait de mon mieux pour diminuer, dans la mesure du possible, les chances d'erreur. Au cours de ces cinq mois passés en Espagne, j'ai dû modifier notablement mon attitude d'observateur purement littéraire, donner la plus grande part de mon attention à des faits, à des questions, à des catégories d'individus, qui, autrefois, me laissaient indifférent, surtout prendre conscience de tout ce que j'ignorais. La plus coupable de ces ignorances, pour un littérateur, est assurément celle de la littérature espagnole. Un des bons résultats de cette guerre, au point de vue international, sera sans doute d'avoir rapproché les écrivains et les intellectuels de France et d'Espagne. De part et d'autre, nous avons tout intérêt à nous mieux connaître. Je ne sais ce que les Espagnols y gagneront, — et ils y gagneront certainement, — mais je sais que, pour nous, cette notion plus précise de l'âme espagnole ne sera pas seulement une satisfaction de curiosité, mais, sur bien des points, un redressement et un enrichissement de notre pensée comme de notre sensibilité, et, pour tout dire, de notre conception de la vie.

Enfin, je manquerais à tous mes devoirs, si je ne rappelais ceux qui m'ont précédé dans cette enquête sur l'opinion espagnole. Ils m'ont donné d'utiles indications, ils ont confirmé mes propres observations, ou ils m'ont fourni des raisons à l'appui de mon sentiment. Ici même, M. Morel-Fatio a été le premier à esquisser, avec autant de finesse que de tact et de discrétion, le véritable état d'esprit des Espagnols depuis la guerre. Il est revenu ailleurs sur la question, à propos du belliqueux discours de M. Vazquez de Mella. Deux articles anonymes, d'une documentation très abondante et très sûre, ont paru dans *le Correspondant*. D'autre part, des voyageurs ou des missionnaires, comme M. Louis Arnould, ou M. l'abbé Lugan, — qui a dépensé, dans une tâche ingrate, beaucoup de zèle patriotique et religieux et beaucoup d'éloquence, — nous ont abondamment renseignés sur la propagande germanophile comme sur la violence des préjugés anti-français en Espagne. Je ne parle, bien entendu, que de ceux que je connais, ou que j'ai pu lire. Que les autres m'excusent! Et ainsi je ne me flatte pas d'apporter du nouveau. Laissant de côté ce qui a été dit ailleurs et bien dit,

je voudrais seulement préciser, sur certains points, certaines affirmations, les compléter sur d'autres, et, en même temps, — on le permettra sans doute à un romancier, — rendre au lecteur l'image vivante des scènes auxquelles j'ai pu assister, le ton et l'esprit des conversations que j'ai entendues, de façon que, derrière les faits, on aperçoive un peu plus que les faits eux-mêmes.

*
* *

Je l'avoue : lorsque je me mis en campagne, je partageais, non sans amertume, tous les étonnemens de nos compatriotes devant l'attitude inattendue de la plupart des Espagnols. Les colères qui nous secouaient alors (on s'habitue même à l'horreur) avaient oblitéré en moi la vision de l'Espagne réelle. Je crois que ces sentimens conservent encore, aujourd'hui, toute leur valeur, même en face des sentimens opposés que je vais essayer de définir. Je crois que, pour être contraires, ils ne sont pas contradictoires, et que, si beaucoup d'Espagnols voulaient s'en donner la peine, ils finiraient bien par concilier ce qu'il peut y avoir de légitime dans leurs aspirations et dans leurs griefs contre nous avec le souci de la justice et de la vérité. C'est pourquoi j'insiste, en commençant, sur ce qu'on appellera, si l'on veut, nos illusions, et qui n'était, chez nous, que la protestation spontanée de la conscience publique.

Cette protestation avait trouvé une expression aussi ferme et aussi nette que mesurée dans des brochures et des livres répandus chez les neutres, par nos services de propagande. *La Guerre allemande et le catholicisme* de Mgr Baudrillart et de ses collaborateurs avait été traduite en espagnol. La belle étude théologique de l'évêque de Nice : *La France et l'Allemagne devant la doctrine chrétienne sur la guerre*, — le travail le plus complet et le plus pénétrant qui ait paru sur la question, — commençait à circuler dans les milieux ecclésiastiques de la Péninsule. Tant d'efforts devaient-ils rester infructueux auprès des lecteurs de bonne foi?... On me disait : « Ils ne lisent pas. Ils refusent même de lire. Ils se bouchent les yeux et les oreilles pour ne pas voir et pour ne pas entendre! » Alors, il faut les obliger à nous écouter, il faut aller à eux, leur offrir l'entretien, et, avec tous les ménagemens requis, les amener à la discussion!...

C'est dans ces dispositions un peu naïves que je pris le

chemin de l'Espagne. A peine avais-je passé la frontière que toutes mes illusions tombaient. La douche froide de la réalité me rendait le sentiment exact de la situation.

Je m'arrête d'abord dans les villes-frontières, Barcelone et Saint-Sébastien. Je prolonge surtout mon séjour à Saint-Sébastien, la reine des stations estivales espagnoles, la plage élégante, où tout ce qui compte dans le pays, tout ce qui a un nom à faire reluire, un automobile à promener, ou même simplement quelques billets de banque à dépenser, se donne rendez-vous pendant trois grands mois d'été. J'ai, sous les yeux, comme un résumé de l'Espagne aristocratique, intellectuelle, politique, ecclésiastique même : nombre de prélats et de religieux sont, ici, en villégiature, les uns dans de somptueuses villas échelonnées le long de la côte basque, les autres modestement hébergés dans des couvens. Maintes communautés françaises s'honorent de recevoir, pendant la saison, un hôte épiscopal.

On excusera des susceptibilités trop compréhensibles, en ce moment, chez un Français : j'avoue que le premier contact est loin d'être réconfortant. Je regarde autour de moi, dans la rue. Voici des prêtres. Ils ont une mine avantageuse et des épaules athlétiques. Ils sont gras, bien nourris, bien vêtus, le chapeau luisant, la cape enrubannée de soies flottantes. Ils brandissent de fortes cannes, ou se drapent dans leurs manteaux, dont ils retroussent la queue sous leur bras, avec une virile élégance. Si quelques-uns, maigres et noirs, ont quelque chose d'agressif dans leurs yeux subitement baissés, la plupart promènent sur le monde un tranquille et hautain regard, où se lit la conscience de la force, l'orgueil d'une domination millénaire contre laquelle rien ne prévaudra. Je songe à l'humilité d'un saint François d'Assise, à la douceur courtoise d'un saint François de Sales...

Voici des officiers aux molletières trop belles, aux uniformes trop pincés à la taille. Le monocle à l'œil, ils toisent le passant avec une morgue et une raideur toutes prussiennes. Certainement, ce sont eux que j'ai vus, avant la guerre, dans les rues de Metz et de Strasbourg. Leurs casques à pointe, leurs écharpes multicolores, leurs casquettes plates achèvent de préciser mes vieux souvenirs d'Alsace-Lorraine... Voici des bour-

geois cossus. Les uns, au profil ascétique, encadré d'une barbe de jais, ont un visage dur et soupçonneux, et, dans toute leur personne, une sorte de réserve inquisitoriale, qui décourage le moindre élan. Les autres, largement étoffés de substance humaine, soigneux de leur linge et de leur chaussure, les mains chargées de bagues, les poignets cliquetans de bracelets, semblent absorbés par l'unique souci des félicités matérielles.

Les paysans passent, aux masques taillés à coups de serpe, aux joues vermillonnées d'idoles primitives. La placidité têtue de leurs bœufs se reflète dans leurs gros yeux à fleur de tête. Ils croisent des ouvriers qui sortent des fabriques. Ceux-ci, la figure blême, le regard sans flamme, la démarche automatique, l'air indifférent à tout, s'en vont vers la soupe. Ah! comme je les sens tous étrangers à moi et aux miens, étrangers aux préoccupations et aux angoisses, qui torturent, en ce moment, d'un bout de l'Europe à l'autre, des millions de vivans!

Je les aborde. J'essaie de causer. Je suis un voisin, un hôte; j'arrive d'un pays où l'on souffre, où l'on supporte depuis des mois une existence qui est une perpétuelle angoisse, où il s'accomplit journellement des actes admirables de vaillance guerrière, d'héroïsme et de sacrifice. Les compatriotes du Cid et de sainte Thérèse veulent ignorer tout cela. Je les sens dressés contre moi comme des murs. Pas un mot d'admiration pour nos soldats, pas un mot de sympathie pour nos souffrances. On dirait que cela leur est égal, et même que nos épreuves leur causent un secret plaisir.

Un vrai soldat s'incline devant la bravoure malheureuse. La Belgique, dépouillée et mutilée, pour avoir gardé la foi du serment, n'inspire, ici, qu'une pitié dédaigneuse. On traite sa résistance de folie et de donquichottisme. Des officiers en plaisantent publiquement. Les personnes augustes, qui entendent ces plaisanteries indécentes, ne trouvent pas une parole de blâme pour les coupables.

Assurément, il serait injuste de généraliser trop ces toutes premières constatations et de donner trop d'importance à des impressions d'arrivée. Cependant, elles ne se sont pas beaucoup modifiées pendant mon séjour. J'ajoute qu'autrefois j'ai regardé les mêmes hommes et les mêmes spectacles avec d'autres yeux, des yeux plus amicaux et plus admiratifs. Mes sympathies anciennes, malgré les surprises de l'heure présente, ne se

démentent point. Elles me serviront d'excuse auprès de mes amis d'Espagne. Eux si susceptibles en tout ce qui touche à l'honneur national, ils doivent comprendre qu'aujourd'hui les susceptibilités françaises sont à l'état aigu. Et si quelqu'un est tenu à l'indulgence, ils admettront, j'espère, que ce sont ceux-là surtout qui ont la chance d'être à l'abri de l'actuelle tourmente.

A Madrid, mon impression n'est pas meilleure qu'à la frontière. Au sortir de notre Paris nocturne, à demi plongé dans l'obscurité prudente de l'état de siège, — de la grande ville toujours si active, mais d'une activité presque exclusivement guerrière, si digne pendant le jour, si noblement recueillie dans ses deuils, si virilement concentrée dans son effort patriotique, on ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment pénible, en entrant dans ce Madrid bruyant, agité, et comme trépidant de la fièvre du plaisir. Les éclairages violens de la Puerta del Sol m'éblouissent, et, — l'avouerai-je ? — me scandalisent. Le soir que j'arrive, une âpre chaleur africaine embrase l'atmosphère, exaspère la frénésie du mouvement et la gesticulation des foules dominicales. Les gens se précipitent à la Plaza de toros, où l'on inaugure une nouveauté sensationnelle : des courses de nuit. Pour la première fois, des flots de lumière électrique vont inonder l'arène, faire chatoyer les bijoux et les toilettes des femmes, noyer dans de la splendeur l'ignominie des bêtes éventrées. Tous les véhicules disponibles sont mobilisés. Par masses compactes, voitures et piétons se déversent dans la rue d'Alcala, et la cohue roule vers les Arènes, dans l'air brûlant et sec, au milieu d'une poussière enragée... Évidemment, il serait absurde de leur en vouloir. Eux qui n'ont pas l'ennemi à leurs portes, ils ont le droit de s'amuser comme il leur plait. D'ailleurs, — nous le verrons bientôt, — cette frivolité apparente cache un intérêt passionné pour toutes les choses de la guerre. La neutralité espagnole n'est qu'un paravent, une attitude politique. En réalité, ils suivent les phases de la lutte, sinon dans les mêmes sentimens que nous, du moins avec l'entière conscience de sa gravité exceptionnelle.

Il n'en est pas moins vrai que cet air de fête perpétuelle indispose, au premier abord, le Français de maintenant. Le pire, pour lui, c'est de trouver, ici, une Allemagne étalée et

triomphante. Une presse tapageuse ne cesse de publier, en manchettes voyantes, ses prétendues victoires. Le *Correo español* imprime carrément, en gros caractères : *La prise de Dunkerque*. Du matin au soir, et du soir au matin, des camelots, installés aux endroits les plus passans de la Puerta del Sol, s'égosillent à crier un journal de Hambourg, rédigé en allemand et en espagnol. Ces deux mots accolés et répétés en une litanie continue, *allemand-espagnol*, *espagnol-allemand*, finissent par halluciner le public et par lui obséder les oreilles et le cerveau d'une confuse rumeur d'alliance hispano-germanique. Les effigies de Hindenbourg, du Kaiser et même du Kronprinz sont exposées un peu partout, dans les kiosques des marchands de journaux, aux vitrines des libraires et des vendeurs de cartes postales. Nous autres Français, pour nous rafraîchir les yeux, après avoir contemplé tristement ces exhibitions, ou pour nous reposer des clameurs importunes de la rue, nous n'avons que la lecture de quelques rares journaux favorables à notre cause, comme le *Liberal*, ou la *Correspondencia de España*. Ce n'est pas assez. On peut tourner en ridicule les excès et les extravagances de la propagande allemandes : il est trop certain, hélas! qu'en dépit de ses maladresses, il en reste quelque chose.

Après les débauches de la presse et de la propagande germanophiles, qui s'emparent tout de suite de l'attention du passant, comment ne pas remarquer l'impudeur de la réclame allemande et l'étalage de ce que j'appellerai le décor allemand? Les Espagnols, qui en ont l'habitude, ne s'en aperçoivent pas comme nous. Depuis un quart de siècle, l'insensible pénétration du commerce et de l'industrie allemande a peu à peu transformé la physionomie du pays, celle des villes surtout. Il n'en est guère qui ne possèdent leur *Café Suisse*, généralement tenu par de blonds enfans de la Germanie et rendez-vous obligatoire des commerçans et des touristes teutons. A Madrid, sur la place Sainte-Anne, en face de la statue de Calderon, il y a une brasserie à choucroute et à saucisse, — *zum Krokodil*, — qui forme comme une petite enclave munichoise dans ce vieux quartier au caractère si original. Tous les hôtels un peu relevés sont ou exploités ou administrés par des Allemands. La valetaille et le mobilier y sont allemands aussi; du moins certains emplois, qui permettent une surveillance facile des hôtes sont confiés de préférence à des Allemands : allemands les portiers, les liftiers,

les fonctionnaires chargés de la correspondance ou du service de réception. La même chose d'ailleurs se passait chez nous, avant la guerre. Nous n'avons pas assez remarqué cette lente conquête des hôtels par les Allemands, non seulement en France, mais dans le monde entier : ce sont là des postes d'espionnage tout indiqués. On peut être sûr que nos ennemis en ont largement profité. En Espagne, où la vie de café répond à une sorte de besoin national, ils ont multiplié, à côté des grands hôtels, et quelquefois dans ces hôtels mêmes, les cafés colossaux, véritables « Palaces, » où se succèdent, en une enfilade interminable, des salles de consommation, des restaurans, des salles de billard, des salles de bal, des cinémas, et jusqu'à des tirs aux pigeons.

On a rempli ces locaux neufs, ou modernisé les anciens, avec des articles allemands, bien entendu, — avec de la camelote allemande, avec les inventions les plus saugrenues de l'art nouveau allemand. Dans de modestes hôtels de province, et jusque dans des buffets de gare, j'ai pu contempler des boiseries du plus pur style germanique, des revêtemens de tôle émaillée ou de verre peinturluré, d'un horrifique effet. Cette déroute de la couleur locale s'est accomplie à petit bruit, pendant de longues années d'infiltration discrète : les Allemands excellent à s'insinuer dans un pays, à pas feutrés, en évitant avec soin d'alarmer le patriotisme des indigènes. Ils s'évertuent même à le flatter. Mais, aujourd'hui, comme s'ils étaient en possession de la victoire, ou assurés de n'éveiller que des sympathies, ils répudient tout ménagement. Ils se montrent au grand jour, avec fracas, ils battent la grosse caisse autour de leurs produits comme autour de leur politique. Dans une foule de magasins espagnols, l'article allemand fait prime. Il est annoncé, exposé à grand renfort de réclame, une réclame agressive, belliqueuse, qui crève les yeux du badaud. Pendant mon dernier séjour à Madrid, au sommet de la plus haute maison de la Puerta del Sol, visible de tous les coins de la place et de toutes les rues avoisinantes, une inscription lumineuse, en lettres colossales, resplendissait pendant toute la nuit, éclipsant les feux des plus brillans éclairages : *Planchado Aleman*, blanchissage allemand. On ne pouvait pas traverser le célèbre forum madrilène, le cœur de la capitale espagnole, sans être aveuglé par cette réclame fulgurante à la gloire du blanchissage allemand. Il faut croire

d'ailleurs que ce blanchissage est fort apprécié en Espagne et que les élégans de Madrid ne se font plus blanchir à Londres, mais à Berlin. Dans une foule de villes, j'ai constaté le triomphe du *planchado aleman*. L'essentiel, pour les ingénieux metteurs en scène de la Puerta del Sol, c'était assurément beaucoup moins de recommander leur glaçage ou leur lessivage spécial, que de faire flamboyer le mot *Aleman* au plus haut des cieux, par-dessus les vaines agitations des foules étrangères : *Deutschland über alles!* Plus tard, à Saragosse, pendant les fêtes de la Vierge del Pilar, je remarquai, au dernier étage d'une maison de la place de la Constitution, un immense drapeau aux couleurs germaniques arboré derrière l'écusson du Consulat d'Allemagne. Le pavillon allemand semblait présider aux réjouissances publiques. Qu'on ne dise pas que ce sont là des enfantillages. Le drapeau allemand signifie la présence allemande dans un pays (il signifiait de plus, en cette circonstance, une habile flatterie au catholicisme espagnol). La diminution de notre influence à l'étranger aurait dû nous apprendre depuis longtemps que les absens ont toujours tort.

La présence réelle, nombreuse et agissante, des Allemands, en Espagne, n'est malheureusement que trop vraie. On assure qu'ils sont au moins 50 000 dans la Péninsule, la plupart groupés à Madrid et dans les villes frontières, comme Barcelone et Saint-Sébastien. Il est bien difficile, en ce moment, de vérifier cette assertion et de fixer un chiffre. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on les rencontre partout : que ce soient les vétérans de la colonie allemande, commerçans ou industriels fixés depuis longtemps dans le pays, ou le flot des immigrés américains, touchés par la mobilisation et arrêtés ici faute de pouvoir rejoindre leur corps. Le long de la frontière de la Bidassoa, il y avait, cet été, une petite armée de gouvernantes, d'institutrices, d'équivoques joueuses, assidues dans les Casinos de la région, qui faisaient constamment la navette entre Irun et Saint-Sébastien, — la grande citadelle de l'espionnage allemand, — et dont le français tudesque trahissait immédiatement l'origine. A Barcelone, ils sont plusieurs milliers, hospitalisés dans un ancien abattoir, où ils s'exercent au maniement d'armes. Que des officiers allemands, plus ou moins déguisés, se mêlent à ces recrues, que certains aient même réussi à s'introduire dans des milieux militaires de compétence spéciale, on

comprendra trop que nous ne puissions qu'effleurer des questions si délicates. Que cherchent-ils, que complotent-ils, à quelles besognes tortueuses s'emploient ces bandes de Germains désœuvrés? Espérons qu'on s'en préoccupe, en Espagne, comme chez nous. Il est évident, en effet, que tous, depuis les bonnes d'enfans et les garçons d'hôtel jusqu'aux diplomates et aux officiers supérieurs en villégiature forcée, que tout ce monde-là s'agite démesurément dans l'intérêt de la patrie allemande. Pendant les premiers mois de la guerre, l'ambassadeur d'Allemagne, le prince de Ratibor, se montrait partout, en véritable racoleur de l'opinion. Il assiégeait les ministères, le verbe haut, les façons brusques et autoritaires. Il paraît que, depuis, il a mis une sourdine à ce zèle envahissant. Mais sa propagande, pour être moins personnelle et moins ostentatoire, ne s'est pas ralentie pour cela. Elle continue son œuvre à la Cour, comme dans l'armée. Encore une fois, il m'est difficile d'apporter ici des précisions. Tout au plus oserai-je risquer une simple interrogation sur un point particulier : la protection allemande s'étendrait-elle jusqu'à Mouley-Hafid, le sultan détrôné du Maroc, que l'on voit se promener tous les jours, en automobile et avec une suite de souverain, dans les rues de Madrid? Pour un simple particulier, ce personnage se donne vraiment beaucoup d'importance.

Je sais bien que les Espagnols peuvent répondre qu'ils sont libres chez eux, libres d'accueillir ceux qu'il leur plaît, libres d'écouter le commis voyageur teuton et d'acheter sa pacotille, libres de lire ou de ne pas lire les paquets d'imprimés que les Allemands répandent à profusion dans leur pays. Évidemment, cela les regarde. Bornons-nous à enregistrer les faits, même s'ils sont désagréables pour nous. Or, c'en est un autre, et non des moins pénibles, que les sympathies et les admirations de nos voisins vont de préférence à nos ennemis. Il est inutile de le dissimuler. Cette multiforme invasion allemande, cette mainmise sur une partie de la presse, tout cela est non seulement toléré, mais considéré avec complaisance par un très grand nombre d'Espagnols. Sans doute, il ne faut pas s'exagérer la sincérité des journaux « inspirés, » qui, par avance, acclament le triomphe de la Germanie, — bien que ce soient ceux-là qui fassent le plus de vacarme en Espagne. Mais il est trop évident que les particuliers ne se gênent pas pour manifester des senti-

mens tout pareils, et cela trop souvent, et aussi avec l'intention bien nette de nous blesser, ou de nous mortifier. Il est malheureusement certain que des imprudences ou des violences de langage ont été commises en chaire par des prédicateurs, que des paroles regrettables ont été prononcées par des confesseurs ou des directeurs de conscience. On n'en finirait pas, si l'on se mettait à en citer des exemples. Je m'en voudrais pourtant de ne pas rapporter celui-ci, qui est, à la fois, odieux et touchant... Une vieille religieuse française à l'agonie dit à son confesseur espagnol qu'elle offre ses souffrances à Dieu pour la victoire de la France. Sur quoi, le prêtre de se récrier : « Comment! pour la France? une nation impie, ennemie de Dieu et de son Église!... Mais c'est un sacrilège, un outrage à la Majesté divine!... » Comme elle est belle, la fidélité patriotique de la vieille sœur exilée, confrontée avec l'inhumaine goujaterie du confesseur!

Il faut mettre en pendant de cette histoire cette autre que voici, et qui me paraît non moins typique. Dans un collège dirigé par des religieux français, les fils d'un haut fonctionnaire, tous deux élèves de la maison, arrivent, un beau matin, arborant à leur boutonnière des médaillons à l'effigie de Guillaume II et du prince impérial allemand. Or, tous leurs professeurs étaient français et aussi le plus grand nombre de leurs condisciples. N'importe, ils tenaient à honneur de faire leur petite manifestation germanophile. Le supérieur de la maison dut les chapitrer vertement pour les empêcher de recommencer le lendemain. Notons que celui-ci risquait de se brouiller avec le père des deux jouvenceaux, personnage considérable, dont il a intérêt, comme étranger, à se ménager les bonnes grâces. Et notons aussi que, nos compatriotes étant plutôt rares en Espagne, ce sont nos religieux qui doivent y défendre l'honneur d'une patrie qui les condamne à l'exil perpétuel.

Ces sympathies hautement affichées et, souvent, — on vient de le voir, — au mépris des plus élémentaires convenances, ne font que traduire l'admiration profonde, l'admiration béate de la grande majorité des Espagnols pour l'Allemagne. Ces admirateurs sont surtout nombreux dans l'armée, cela va sans dire, parmi les industriels, les ingénieurs, les techniciens de toutes spécialités, qui ont étudié dans des écoles ou suivant des méthodes allemandes. Cependant, on compte parmi eux un certain nombre d'écrivains, d'intellectuels, d'hommes poli-

tiques, et, pour d'autres raisons, presque tout le clergé. Ce qui les étonne démesurément, ce sur quoi ils ne cessent de se pâmer, c'est l'organisation matérielle de l'Allemagne moderne. Ils en ont plein la bouche. Ce seul mot d'*organisation* est l'argument péremptoire qui, pour eux, rend toute espèce de discussion inutile. Naturellement, la plupart n'ont qu'une notion très superficielle, quand elle n'est pas purement fantaisiste, de la culture allemande et du caractère allemand. Ils ne connaissent le Teuton que pour l'avoir vu, chez eux, obséquieux et empressé, prêt à toutes les platitudes pour placer sa marchandise. Même les intellectuels s'en font un tableau idyllique, un peu comme les nôtres avant 1870. Au cours d'une discussion avec un éminent jésuite espagnol, je remarquai la surprise de mon interlocuteur, lorsque je crus devoir lui rappeler que son ordre est expulsé d'Allemagne. Je vis le moment où il allait me donner le démenti.

Cette ignorance est particulièrement choquante chez les catholiques, qui considèrent Guillaume II comme un sauveur, et qui s'obstinent à ne voir en lui que le protecteur, tout momentané et d'ailleurs très intéressé, du catholicisme. Mais cette protection suffit, à leurs yeux, pour que lui et ses sujets soient doués de toutes les vertus. Récemment, à Madrid, on me mit entre les mains le texte d'un discours d'apparat, prononcé pour la rentrée solennelle du grand séminaire. L'orateur n'avait pas manqué une si belle occasion de dire son mot sur les vertus édifiantes du germanisme. Veut-on savoir ce dont il loue le plus les Allemands, ce qu'il admire comme leur qualité dominante? Eh bien, c'est la modestie, tout simplement! « La race teutonne est grande, dit-il, et sa grandeur a son fondement dans son *humilité* (1)... » On croit rêver quand on lit cette phrase stupéfiante. Et, comme il fallait s'y attendre, cette modestie et cette humilité forment un parallèle instructif avec la vanité et l'outrecuidance françaises. Souhaitons que nos voisins ne paient pas trop cher de semblables illusions. Comme ils changeraient de ton, s'ils avaient ces « humbles » Allemands non pas même pour vainqueurs, mais simplement pour alliés! Ils verraient de quel train leurs bons amis les feraient marcher et, en fin de compte, le bât dont ils seraient bâtés!

(1) *De Paidologia*, discurso inaugural pronunciado en la apertura del curso de 1915 à 1916 en el Seminario conciliar de Madrid, por el catedratico Licdo-Manuel Rubio y Cercas. Madrid, 1915.

Néanmoins, si déplaisante pour notre amour-propre que soit cette germanophilie admirative, il serait injuste de n'y voir que de la badauderie. J'en ai causé maintes fois avec un écrivain espagnol de mes amis, qui, d'ailleurs, est francophile et qui connaît merveilleusement la littérature de notre pays : seulement, il se pique de ne nous estimer qu'à bon escient. Il me disait, non sans une certaine ironie :

— Que voulez-vous? Nous aussi, nous cherchons des professeurs d'énergie. Beaucoup de nos compatriotes croient trouver les meilleurs en Allemagne. Quelle est donc, d'après eux, le secret de la force allemande?... Relisez, je vous prie, dans ce discours inaugural, dont vous parliez tout à l'heure, la phrase qui vous a semblé si ridicule. Rapprochez-la de son contexte, dépouillez-la de son emphase oratoire, et vous jugerez peut-être qu'elle n'est pas si déraisonnable. L'auteur dit ceci : « La race teutonne est grande, et sa grandeur a son fondement dans son humilité : c'est l'humilité d'un peuple qui, avec la pensée, avec la conviction que tout lui manque, a voulu tout avoir; qui, faisant peu de cas de sa science, s'est imposé un effort gigantesque pour tout savoir; qui, supputant les perfections sans nombre dont se glorifiaient d'autres peuples et qu'il ne possédait point, a voulu à tout prix être comme eux, les égaler, les dépasser. Et en effet, dans sa légitime ambition de grandeur, il a surpassé tout ce que l'on peut dire et mesurer... » Encore une fois, ôtez les banales hyperboles de ce style ecclésiastique, et vous arriverez à préciser les raisons de notre admiration pour l'Allemagne. Au lieu de commencer par mépriser ses voisins, elle s'est évertuée à acquérir toutes celles de leurs qualités qu'elle jugeait utiles à sa propre culture. Nous autres Espagnols, nous lui savons bon gré de cette réelle modestie, nous qui avons été si souvent en butte à vos dénigremens. Peu importent ses arrière-pensées platement utilitaires ; le fait est qu'elle a tâché de bien connaître les autres peuples, soit pour agir sur eux, soit pour les dominer. Vos journalistes et même vos écrivains les plus sensés ne cessent de répéter que les Allemands ignorent la psychologie. A mon avis, c'est une erreur. En ce qui nous concerne, voyez plutôt avec quelle habileté ils ont su conduire leur propagande dans notre pays. Qu'ils y aient manqué de tact, et qu'ils en manquent généralement, c'est une autre question. En tout cas, ils ont fait preuve non

seulement d'une connaissance exacte de notre histoire, de nos aspirations, de l'état actuel de l'opinion espagnole, mais ils ont montré qu'ils avaient une notion très juste et même très fine de notre caractère. Ils ont su piquer au bon endroit toutes nos vanités, exploiter toutes nos faiblesses. C'est ce qu'on appelle couramment de la psychologie. Pour vous, la psychologie, c'est la lutte du devoir et de la passion, selon la formule de votre théâtre classique, c'est l'analyse des délicatesses du cœur, des subtilités du sentiment. Vous ne sortez pas de ce canton très restreint de la psychologie générale. Vous vous flattez de connaître l'homme, mais *in abstracto*, indépendamment des circonstances de temps et de milieu. De même que la géographie physique, vous ignorez la géographie morale de l'humanité. Rien ne le démontre mieux que les « surprises » récentes de vos diplomates, les étonnemens naïfs de votre presse, lorsque vous vous vîtes bernés par l'astuce balkanique. Les Allemands ont prouvé qu'ils connaissaient mieux que vous l'âme levantine... Et voilà ce qui nous flatte par ricochet, nous autres Espagnols : ce qu'ils ont fait pour d'autres, ils l'ont fait pour nous. Ils ont pris la peine de nous étudier et de nous connaître, *ils se sont occupés de nous*.

« Par ailleurs, les vertus viriles et très modernes qu'ils nous prêchent sont en complète opposition avec la sentimentalité et ce que certains de nos compatriotes appellent, — laissez-moi vous le dire, — *l'effémination française* (1). Pour ma part, je le regrette. Mais c'est ainsi : il est certain que la force nous plaît plus que la grâce. Vous, au contraire, vous semblez avoir horreur de la force, comme vous avez horreur de l'étranger, horreur de l'avenir. Vous vous repliez sur vous-mêmes, vous vous immobilisez dans la contemplation de votre passé. Jusqu'à la veille de la guerre, vos nationalistes les plus fervens n'ont fait qu'exalter vos vieilles mœurs, vos vieux logis, vos vieilles provinces. Au lieu de se renseigner exactement sur la force allemande, ils n'ont vu que les ridicules de l'ennemi. Ils ont

(1) Bien entendu, il n'entrait nullement dans la pensée de mon interlocuteur de contester l'héroïsme de nos soldats ou la barbarie germanique. Par ce mot d'*effémination*, il désignait seulement une certaine sensiblerie humanitaire, dont nous sommes les premiers à dénoncer les effets amollissans. C'est, en Espagne, un grief courant contre nous. Je le retrouve dans une lettre d'un Espagnol, publiée par M. Louis Arnould, dans sa brochure, *Le duel franco-allemand en Espagne*, p. 24 : « A bas l'*effémination* et l'athéisme français ! »

daubé sur la manie du « kolossal, » sur la grossièreté, la vulgarité allemandes, et ils ont célébré en revanche des qualités archaïques, des sentimens de luxe, qui ne trouvent plus que rarement leur emploi dans le monde moderne, et qui, en tout cas, ont besoin d'être complétés par des vertus plus rudes et plus neuves. Vous avez cru être plus Français, en dédaignant d'acquérir les qualités du voisin, qui, d'ailleurs, furent autrefois les vôtres. C'est une mauvaise méthode. Nietzsche le disait excellemment à ses compatriotes : « La meilleure façon d'être un bon Allemand, c'est d'acquérir toutes les qualités qui manquent à l'Allemand. » Ailleurs : « O mes frères, ce n'est pas en arrière que votre noblesse doit regarder, mais *au dehors*. Vous devez être des expulsés de toutes les patries et de tous les pays de vos ancêtres. Vous devez aimer *le pays de vos enfans :* que cet amour soit votre nouvelle noblesse. Le pays inexploré dans les mers lointaines, c'est lui que je dis à vos voiles de chercher et de chercher encore !... »

Ainsi parlait Zarathoustra. Ainsi parlait mon ami, l'illustre écrivain espagnol. Je me borne, pour l'édification du lecteur français, à résumer aussi fidèlement que je puis, les idées essentielles de nos conversations. Mais je serais un sténographe infidèle, si je n'ajoutais que, toujours, il terminait ces considérations et ces critiques générales par une charge à fond contre ses propres compatriotes. Comme s'il voulait se faire pardonner ses censures de nos défauts, il jugeait son pays avec une sévérité impitoyable. Il me disait encore :

— Cette admiration raisonnée de l'Allemagne n'est le fait que d'un très petit nombre. La plupart de nos germanophiles ne dépassent pas la façade du germanisme. C'est, chez eux, un engouement où il entre beaucoup de snobisme, d'ignorance et de légèreté... Oui, ils s'extasient devant la raideur d'un officier prussien. Un casque à pointe, un régiment au pas de parade les jettent dans des extases. Mais cette discipline, qu'ils célèbrent avec tant d'enthousiasme, il ferait beau voir qu'on essayât de la leur appliquer. L'effort persévérant que réclamerait d'eux une véritable organisation à l'allemande, ils en sont parfaitement incapables. D'ailleurs, que voulez-vous faire avec l'inertie de nos masses, la corruption de notre parlementarisme? C'est à désespérer !...

Non pas une fois, mais cent fois, j'ai entendu ces propos,

et non pas seulement dans la bouche de francophiles comme mon ami, mais surtout dans les milieux carlistes intransigeans où l'on est fanatique de l'Allemagne. Personne ne dit plus de mal de l'Espagne que les Espagnols. J'étais obligé de prendre contre eux la défense de leur propre pays.

Évidemment, ils exagéraient par passion politique et aussi par excès de patriotisme, en amoureux jaloux qui ne tolèrent aucune défaillance dans l'objet de leur flamme.

Au sortir de ces entretiens, j'observais avec plus d'attention ce qui se passait autour de moi, et, contrairement à ce que me répétaient ces détracteurs par amour, mon impression de passant était bonne, et même flatteuse pour l'Espagne. J'avais sous les yeux des gens heureux de vivre et qui, après tout, n'ont aucune raison de ne pas continuer allégrement la fête de l'existence. Dans les provinces industrielles, en Catalogne, en Biscaye, dans l'Aragon, je constatais un redoublement d'activité. Partout on fabrique des munitions, des armes, des tissus et des chaussures pour l'étranger. Le paysan lui-même vend son bétail et ses denrées à des prix excellens. Jamais l'argent n'a circulé avec autant d'abondance dans le pays. Sans doute, à Madrid et dans les grandes villes, on se plaint de la vie chère, surtout de la hausse du pain, on pille de temps en temps quelques boutiques de boulangers : ce sont là incidens communs en Espagne. Dans les centres laborieux, à Bilbao, à Santander, à Barcelone, les maisons neuves suent le luxe et la prospérité. On sent un peuple qui marche, qui veut absolument reprendre sa place parmi les grandes nations modernes. Avec cela, une armée d'une très belle tenue, bien équipée, bien disciplinée, des soldats qui, au dire des meilleurs juges, sont à la fois très sobres, très endurans et très braves, des officiers qui semblent prendre leur métier très à cœur, un Roi qui s'y intéresse passionnément...

Songeant à tout cela, je me disais : Comme il sera difficile de les ramener à nous, de changer les dispositions de ces gens qui se trouvent fort bien comme ils sont; qui, en somme, gagnent plus à la guerre qu'ils n'en souffrent; qui, d'ailleurs, admirent nos ennemis, qui brûlent de se mettre à leur école!... Je l'éprouvai cruellement, lorsque, sortant des généralités courantes sur la germanophilie espagnole, je me mis à étudier en détail les variétés de l'opinion et à discuter la longue liste des

griefs, réels ou imaginaires, que l'on oppose, de l'autre côté des Pyrénées, à nos avances amicales.

***

C'est presque une banalité de dire que personne, en Espagne, ne veut la guerre, pas plus contre nous que contre nos ennemis. Les exceptions sont une minorité infime, composée, soit à droite, soit à gauche, de professionnels de l'opposition, qui n'ont aucune influence sérieuse sur la politique. Cette attitude neutraliste, nettement affirmée dès le début des hostilités, ne s'est pas démentie depuis. Voilà le fait. Il faut en tenir grand compte, sans néanmoins considérer ce parti pris d'abstention comme un dogme intangible. Chez nous non plus, personne ne voulait la guerre. Même le 31 juillet 1914, après le décret de mobilisation générale, il y avait encore des gens qui espéraient que tout finirait par s'arranger. A n'en juger que par l'état de l'opinion et par le ton de la presse, il semble bien que, après quinze mois, la sainte horreur des Espagnols pour la guerre se soit encore accrue. On croirait que plus elle s'éternise, plus elle accumule de ruines et d'atrocités, plus nos voisins s'épouvantent des risques qu'une intervention armée leur ferait courir.

Mais, parmi cette immense majorité de neutralistes, il convient de distinguer des groupes de toutes couleurs et de toutes nuances. Allons d'abord à ceux qui passent pour nous être le plus hostiles : les conservateurs, les carlistes, les catholiques. Mais j'ai tort de dire : les catholiques, car toute l'Espagne en bloc est catholique. Disons plus justement : le clergé. Et encore faut-il mettre à part de l'énorme masse démocratique des curés de campagne, à part des moines, des réguliers de toute espèce, qui sont hautement germanophiles, un certain nombre de membres du haut clergé, évêques ou professeurs; esprits ouverts et cultivés, renseignés sur les choses d'Allemagne, — qui penchent secrètement du côté de la France et de ses alliés.

Tous ces abstentionnistes convaincus ne sont pas également fixés dans leurs préférences. Les indécis sont en bien plus grand nombre qu'on ne le croit, même en Espagne. Comme les intransigeans, ils ne veulent pas entendre parler de la guerre : c'est une question réglée. Mais cela posé, auxquels des belligérans vont-ils accorder leurs sympathies? Ils hésitent. Ils pèsent

le pour et le contre. Bien qu'ils connaissent mal nos ennemis, ils sentent de quel poids écrasant serait, pour eux, l'amitié obligatoire d'une Allemagne victorieuse. Et, d'autre part, ils s'effraient des conséquences possibles de la victoire française : les partis de désordre n'en seraient-ils pas encouragés dans la Péninsule? Le nouveau prestige de la France républicaine n'entraînerait-il pas, à l'étranger, une recrudescence de propagande révolutionnaire et anticléricale? Ils écoutent nos réponses à ces dernières objections, mais sans en être très convaincus. Un alcade de village, au pays basque, résumait assez bien cet état d'esprit, dans une de ces formules sentencieuses, que les paysans affectionnent. Il disait à des religieux français, ses administrés, qui essayaient de le convertir à notre cause :

— Si la France est vaincue, mauvais! Si elle triomphe, c'est pire!

La question est de savoir si ce n'est pas le triomphe de l'Allemagne qui serait pire. Mais, là-dessus, ils récusent naturellement tout ce que peut alléguer un Français. Au fond, ces indécis, et peut-être la grande masse du peuple espagnol, espèrent que tous les belligérans, vainqueurs et vaincus, seront tellement épuisés par la guerre que, pendant longtemps, ils demeureront hors d'état de nuire. Et ainsi, l'Espagne restera bien tranquille. Sans avoir tiré l'épée, elle profitera même de la déconfiture générale. On n'ose pas trop avouer ces sentimens devant l'étranger. On sent bien qu'une telle attitude n'est pas très brillante. Cependant, beaucoup de mes interlocuteurs, à bout d'argumens, ont fini par me déclarer crûment la chose.

D'autres indécis appartiennent à une catégorie plus subtile, plus intellectuelle. Ce sont, par exemple, des prélats hommes du monde ou hommes d'études, quelquefois les deux ensemble, gens aimables, distingués, d'une politesse exquise. Avant tout, ils ne voudraient rien dire de blessant pour le visiteur, pour l'hôte qui arrive d'un pays si éprouvé. Ils écoutent beaucoup plus qu'ils ne parlent. Ils ne se décident à aborder les sujets brûlans qu'à la dernière extrémité... Oui sans doute, ils plaignent la Belgique! Il en est même qui ont écrit des brochures en sa faveur, mais avec toute la prudence requise, sous le voile de l'anonyme. Et ils plaignent aussi la France envahie, ils lui prodiguent les bonnes paroles, mais ils ne veulent pas aller plus loin, ils refusent de prendre parti, du moins publi-

quement. D'ailleurs, tous se retranchent derrière la neutralité prescrite par le Saint-Père. Si l'on insiste, en invoquant contre le germanisme les livres de propagande française, notamment *La guerre allemande et le catholicisme* de Mgr Baudrillart, ou bien ils confessent qu'ils ne les ont pas lus, ou bien ils en réprouvent les tendances. L'un d'eux, qui dirige une grande revue catholique, me disait :

— Tout cela, ce sont des constructions *a priori!* On peut tirer de Kant, de Hegel et de Nietzsche tout ce qu'on voudra. Il n'y a que les faits qui comptent, et les faits que l'on m'apporte sont contestables, ou excusables par les nécessités de la guerre...

Un autre s'élevait doucement contre le caractère confessionnel de ces brochures :

— A quoi bon, me disait-il, compromettre la religion dans cette affaire? Pourquoi la mêler aux passions et aux ambitions humaines?.. Non, non, la religion est au-dessus du conflit, elle ne doit pas descendre dans l'arène. Sans doute, on peut se demander ce qui vaut mieux pour le catholicisme, de quel côté est son intérêt. En réalité, nous ne le savons pas encore. Quelle audace d'anticiper ainsi sur l'avenir! Et disserter par avance sur les conséquences religieuses de la victoire germanique, n'est-ce pas empiéter sur les desseins de la Providence?.. Non, je vous en prie, laissons la religion en dehors de nos querelles!

Et, avec les démonstrations les plus flatteuses, on vous reconduit à travers les salles de réception, jusqu'à la porte de l'antichambre. Le visiteur s'en va ravi de tant d'aménité et de souplesse d'esprit, personnellement touché de tant de bienveillance. Mais il n'a rien obtenu, pas même la faveur d'une discussion sérieuse.

Ainsi voilà des catholiques qui croiraient diminuer la religion, s'ils lui demandaient de juger la conduite humaine! Ils prétendent que le cas exceptionnel qu'on lui soumet est terriblement obscur et que l'on s'expose, en réclamant son arbitrage, à la faire servir aux passions politiques. Cependant, il en est d'autres qui ne s'en privent pas, qui paraissent même ne chercher dans la religion qu'un excitant des passions politiques. La plupart de ces fanatiques se recrutent surtout dans le camp carliste. Néanmoins, une foule de catholiques conservateurs, quelques-uns même libéraux, m'ont tenu un langage, sinon

aussi violent que les carlistes, du moins à peu près semblable. Qu'il s'agisse d'évêques, de religieux, ou de laïques, leur réquisitoire contre nous était identique pour le fond. On dirait d'un mot d'ordre. Nous nous imaginons que notre propagande va les prendre au dépourvu, ou que son effet persuasif doit être irrésistible. En réalité, ils ont tout un arsenal d'argumens rangés en bataille contre les nôtres, et, à de certains momens, la poussière de la mêlée est telle qu'on finit par n'y plus voir clair.

Autant que les tièdes, ces passionnés se refusent absolument à envisager la guerre actuelle comme un conflit d'idées, et s'ils consentent à prévoir l'avenir, ils en attendent des résultats diamétralement opposés à ceux que nous redoutons. « De grâce, disent-ils, pas de théories, pas de constructions arbitraires! Tenons-nous-en aux faits! Ne sortons pas des faits!.. Eh bien, oui ou non, l'Empereur allemand est-il un protecteur respectueux du catholicisme? Oui ou non, la République française a-t-elle persécuté, persécute-t-elle encore les catholiques?... Pouvez-vous contester ces faits? » Et bon gré mal gré, on vous enferme dans ce dilemme par trop simpliste. Si l'on se décide à reconnaître que les faits sont tout de même un peu plus compliqués qu'on ne veut bien le dire, on vous offre finalement cette fiche de consolation :

— Certes, nous distinguons entre la France et son gouvernement, entre la France catholique et la France athée et révolutionnaire!... Vous venez nous parler de fraternité latine : nous ne savons pas ce que cela veut dire. Mais nous savons que la France de saint Louis et de Jeanne d'Arc est la sœur de l'Espagne catholique. Celle-là, nous souhaitons son triomphe, nous l'aimons, nous l'accueillons de tout cœur. Voyez plutôt quelle hospitalité empressée et fraternelle nous accordons à vos religieux exilés!..

Le catholique français, qui entend ces propos, ne peut pas s'empêcher de remarquer que la France de Jeanne d'Arc est bien lointaine, qu'elle appartient au passé. Elle peut avoir toutes les perfections, mais elle a le grand tort de ne plus exister. En revanche, il y a, aujourd'hui, comme au temps de Jeanne d'Arc, une France catholique, qui a droit aux sympathies des catholiques espagnols. Il ne suffit pas de la distinguer de son geuvernement, il faudrait peut-être, dans l'intérêt général du catholicisme, faire quelque chose pour elle. La question est

délicate, embarrassante pour l'interlocuteur. On devine bien, quand on la lui pose, qu'il n'ose pas déclarer toute sa pensée. Cependant quelques-uns ont fini par me dire :

— Vos catholiques, oui, certainement, ce sont de très braves gens. Ils sont pieux, ils vont à la messe, ils assistent à tous les offices, ils pratiquent avec exactitude, ils sont charitables, pleins de bonnes idées et de bonnes intentions, ils ont bon cœur, ils donnent pour toutes les œuvres, pour toutes les missions. Nous reconnaissons volontiers leurs qualités. Mais, que voulez-vous, ils ne sont pas un parti puissamment organisé, capable de résister à l'ennemi et de lui imposer sa loi. Ils peuvent souffrir la persécution sans défaillance, aller même jusqu'au martyre : ce ne sont pas des hommes d'action. Car enfin, il ne s'agit pas de mourir, — et même de bien mourir, — il s'agit de lutter et de vivre. Les vôtres se laissent tondre sans autre protestation que celle peu efficace de la parole ou de l'écriture !..

En vain, rappelle-t-on à ces belliqueux Espagnols que les catholiques français ont poussé la résistance jusqu'à la limite du possible, chaque fois que des mesures vexatoires ont été prises contre eux. On a beau alléguer les bagarres violentes qui, lors de la loi de séparation, ont accompagné les inventaires des églises : cela ne les satisfait point. Alors quoi? La guerre civile?... et la guerre civile sous les yeux de l'ennemi, qui nous guettait de l'autre côté de la frontière? L'Espagne, qui jusqu'ici n'a pas eu à compter avec le péril germanique, pouvait se permettre le luxe de ces guerres-là. Nous autres, nous ne connaissons que la guerre nationale.



Cette froideur et cette antipathie invincibles à tout raisonnement s'expliquent par des rancunes profondes, que nos gouvernans ont accumulées, comme à plaisir, contre nous, et que nos catholiques de France, il faut bien le dire, n'ont rien fait pour atténuer. Notre politique antireligieuse nous a mis à dos non seulement les catholiques, mais les croyans du monde entier. Je me rappelle encore le scandale qu'elle excita en Orient, même dans les milieux islamiques, lors de la loi sur les congrégations. Gambetta s'est cru très fort en lançant sa fameuse formule : « L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. » Comme s'il valait mieux en tant qu'article d'importation,

ou que produit de la culture nationale! La grande erreur et la grande faute de la République, ç'a été de vivre *en vase clos*, de s'imaginer qu'elle pouvait tout se permettre dans les limites de nos frontières, et, comme on dit, laver son linge sale en famille. Elle ne s'est pas doutée que tous les coups dirigés par elle contre les catholiques ou les classes dirigeantes avaient immédiatement leur répercussion à l'étranger. Nous nous sommes comportés comme si nous étions les seuls habitans de la planète, les propriétaires de la maison, alors que nous avons, sur notre palier même, des voisins nombreux et peu bienveillans. Nous ne nous sommes pas demandé si le vacarme de nos querelles de ménage, ou les mauvaises odeurs de nos lessives ne risqueraient point d'incommoder ces voisins et de les ameuter contre nous.

C'est ce qui nous est arrivé avec l'Espagne. D'abord, nous l'avons profondément blessée dans ses convictions : la solidarité catholique n'y est pas un vain mot. Elle a pu considérer nos persécutions comme une injure personnelle. Elle nous en a voulu de donner le mauvais exemple à ses partis avancés, qui, pour être une minorité, n'en sont pas moins turbulens. Enfin, parce qu'elle est notre très proche voisine et que l'exode de nos congrégations s'est surtout dirigé de son côté, elle a subi plus désagréablement que d'autres le contre-coup de nos querelles religieuses. Elle a pu mieux juger que d'autres, — mieux même que nous, catholiques de France, — de l'importance et de la signification de cet exode. Nos réfugiés sont partout sur son territoire, principalement dans les provinces du Nord, le long de la frontière basque et navarraise. Là, pas une ville de quelque importance qui ne possède un ou plusieurs couvens de ces réfugiés français. Lors de leur arrivée dans le pays, des scènes pénibles se sont produites. Un avocat de Saint-Sébastien me disait avec indignation :

— Monsieur, nous avons vu vos sœurs mendier dans nos rues. L'injure que vous leur avez faite, à ces femmes, nous la prenons pour nous : ce sont de ces choses qui ne s'oublient pas!...

La présente permanente de ces exilés ravive sans cesse le ressentiment des catholiques espagnols. Nous Français, nous envisageons en historiens ces événemens déjà lointains. La réalité de l'injustice commise ne frappe plus nos yeux. En

Espagne, on la voit et on la sent tous les jours. De là des rancunes et des colères, dont nous n'avons pas idée. Il faut avoir entendu des Basques s'expliquer sur ce sujet. Quand ils y touchent, ces gens ne se possèdent plus. Ah! ils tiennent leur promesse : ils n'ont rien oublié! En France, on ne songeait guère jusqu'à ces derniers temps à tel politicien obscur, qui avait eu son moment de célébrité à l'époque de la loi de séparation. Il avait à peu près sombré dans l'indifférence publique. En Espagne, son nom seul continuait à exciter des fureurs, comme s'il était toujours au pouvoir, j'allais dire : comme s'il était toujours vivant. On ne saurait trop le répéter : nous ne nous rendons pas compte de la blessure douloureuse que notre politique sectaire a infligée à la conscience de nos voisins, de l'insulte faite à leur foi. Avec les carlistes, en particulier, toute discussion de sang-froid est impossible sur cette question brûlante. Immédiatement, c'est le ton de l'invective et de l'anathème. Ou bien, c'est quelque chose de pis : un mutisme glacial, qui signifie un dédain sans bornes et une hostilité sans merci. En somme, nous avons créé à nos portes un état d'inimitié analogue à celui que nous reprochons tant à Louis XIV d'avoir suscité en Hollande et en Allemagne par la révocation de l'Édit de Nantes. La présence à l'étranger de nos réfugiés catholiques qui, pourtant, restent de bons et fidèles Français, nous fait autant de mal que, voilà deux siècles, celle des réfugiés protestans.

Quand on a l'honneur de défendre au dehors la cause de son pays, il convient de jeter un voile sur ses erreurs et sur ses dissensions intestines. On y cherche des explications, des palliatifs. On objecte aux Espagnols les persécutions de Bismarck contre les catholiques allemands, on leur rappelle le *Kulturkampf* (il est vrai que certains d'entre eux ignorent jusqu'à ce mot et qu'ils le prennent pour une expression de technique militaire). Et puis d'ailleurs, tout cela n'appartient-il pas au passé, tout cela n'est-il pas entré dans l'histoire? A quoi bon ranimer le souvenir de nos vieilles querelles? Un esprit nouveau inspire « l'Union sacrée. » On ose se porter garant que la République s'aperçoit enfin de la place énorme que le catholicisme tient dans le monde. Sa politique n'en sera-t-elle pas modifiée dans le sens de la tolérance et de la paix religieuse?... Malheureusement, ces propos sont accueillis avec

beaucoup de scepticisme par l'interlocuteur. Il sourit finement, va vous chercher dans un carton une coupure de journal, — de journal français, — et il vous met sous les yeux un entrefilet haineux, tout gonflé de venin anticlérical, qui dénonce les menées ténébreuses du clergé. Voilà pour l'Union sacrée! Et, si l'on proteste que le gouvernement n'est pas responsable de ces sottises, il entame un réquisitoire des plus précis. Ce réquisitoire, je le connais par cœur, l'ayant entendu répéter, exactement dans les mêmes termes, par tous les prélats espagnols, qui ont bien voulu me recevoir. Tous me disaient ceci :

— Si réellement, il y a quelque chose de changé dans votre gouvernement, pourquoi n'a-t-il pas rétabli son ambassade auprès du Vatican? L'Angleterre, nation protestante, s'est empressée d'y envoyer un représentant officiel, dès le début des hostilités... Sans abroger la loi sur les congrégations, — du moins pour le moment, — comment n'a-t-il pas eu ce beau geste, cette générosité si naturelle de permettre au moins à de vieux prêtres exilés de mourir dans leur pays, alors que les jeunes sont accourus en si grand nombre pour donner à la France leur dévouement et leur vie?... Pourquoi des catholiques n'ont-ils pas leur place dans vos ministères d'union nationale? (M. Denys Cochin n'avait pas encore accès dans les conseils du gouvernement.) Pourquoi le nom de Dieu n'est-il jamais prononcé dans les harangues de vos hommes d'État?...

A ces griefs généraux s'en ajoutaient d'autres, d'un caractère plus particulier et plus local. On remettait sur le tapis de vieilles questions, que nous pouvions croire, en France, enterrées depuis longtemps. Par exemple, pourquoi le gouvernement français s'oppose-t-il à la création d'écoles catholiques, dans la province d'Oran, où les Espagnols sont si nombreux? Est-ce que l'Espagne ne tolère pas des écoles françaises, laïques et confessionnelles, dans toute l'étendue de son territoire? La France n'a-t-elle pas, à Madrid même, une espèce d'université?... A côté de cela, on m'avouait, ou on me laissait deviner des motifs de rancune plus secrets, des froissemens d'amour-propre, que l'on voulait taire, mais qui se trahissaient d'eux-mêmes. Je soupçonnais que tel prélat espagnol n'avait peut-être pas été reçu, à Lourdes ou à Paris, avec tous les égards, tous les dehors cérémonieux qu'il eût souhaités. Ces nuances se perdent évidemment dans le grand courant de la susceptibilité natio-

nale, qui est extrême. Mais ce sont ces impondérables qui contribuent à créer l'atmosphère de l'opinion.

De toutes ces causes, minuscules ou grandes, prochaines ou éloignées, résulte cette conviction bien ancrée dans l'esprit de presque tous les catholiques espagnols : que la France a besoin d'être châtiée, en expiation de ses fautes. La doctrine de l'expiation est le fondement même du christianisme. Aucun catholique français ne songe à la rejeter. Mais ce qu'il y a d'incompréhensible et d'attristant, chez les Espagnols, c'est qu'à leurs yeux le châtiment de la France a pour corollaire la récompense de l'Allemagne. S'ils peuvent reprocher à nos gouvernans des violences contre l'Église, comment ne veulent-ils pas considérer que l'Allemagne en a commis de bien plus grandes contre la doctrine de l'Église, qu'elle mérite incomparablement plus d'être châtiée, elle qui justifie par des théories abominables les pires attentats contre le droit des gens et contre l'humanité? Le plus inexpiable de tous les crimes, c'est le péché contre le Saint-Esprit.

A cela, les politiques répondent que l'Église n'est pas seulement une doctrine, qu'elle est aussi un gouvernement. Entre celui de la France et celui de l'Allemagne, il n'y a pas, disent-ils, à hésiter. D'un côté, l'ordre, la discipline, l'organisation matérielle et intellectuelle, l'esprit public contenu dans de justes limites, les forces révolutionnaires elles-mêmes solidement embrigadées. De l'autre, l'anarchie, le désordre, le gaspillage des énergies, le vagabondage des idées, une nation ivre de sa licence et livrée aux pires forces dissolvantes. Après cette comparaison sommaire, on nous répète :

— Pour notre malheur, nous ne vous avons que trop imités, vous autres Français : tout ce que nous avons de mal nous vient de vous, notre parlementarisme, notre bureaucratie, notre centralisation administrative. Au fond, nous sommes des individualistes, des régionalistes irréductibles. Nous sommes une démocratie catholique, divisée en une foule de petites républiques locales, sous la présidence d'un souverain héréditaire, ou du moins c'est ce que nous voudrions redevenir. Votre système politique est on ne peut plus opposé à notre caractère!...

On reconnaît là l'essentiel des théories carlistes. Mais la grande masse des conservateurs espagnols n'en est pas moins

opposée aux principes généraux de notre démocratie, comme à l'esprit de la France moderne, au moins de celle qui se dit émancipée et qui prétend « vivre sa vie. » Ils censurent la corruption de nos mœurs, nos scandales publics et privés, la licence et jusqu'à la malpropreté de nos rues. Ils blâment ou ils plaisantent notre débraillé démocratique, notre manque de tenue, le négligé, l'attitude peu martiale, les formes souvent inciviles de nos gendarmes, de nos douaniers, de nos employés de chemin de fer. Ils ne nous passent rien : la moindre incorrection est âprement relevée. Mais surtout, ils ont peur pour eux-mêmes de la contagion de nos mauvais exemples, de nos idées subversives. Même en supposant que cette contagion soit rendue impossible, grâce aux mesures prophylactiques les plus radicales, la France, — disent-ils, — n'en resterait pas moins l'ennemie héréditaire de l'Espagne. La décadence de celle-ci a commencé avec le triomphe de celle-là. Et l'on rappelle les guerres de Louis XIV, l'invasion napoléonienne. On nous apprend que le souvenir de Napoléon est toujours un épouvantail pour les imaginations populaires. Tous les ans, dans un grand nombre d'églises, à date fixe (c'est le 2 mai, si je ne m'abuse), il se prononce un sermon traditionnel, où l'Empereur des Français est représenté comme un monstre d'ambition et d'impiété, justement châtié par le ciel.

Ces vieilles haines recuites, ces préventions, ces malentendus, ces divergences d'idées et de tempérament, et aussi les vagues désirs de revanche qui travaillent l'âme espagnole depuis la malheureuse campagne de Cuba, — tout cela s'est concrété dans le fameux discours que prononça, l'été dernier, au théâtre de la Zarzuela, le grand leader carliste, M. Vazquez de Mella. Avec le souci évident de ne pas trop contredire d'autres déclarations anciennes et non moins retentissantes en faveur de la France, l'orateur nous y traite sans trop d'hostilité déclarée, même d'une façon plutôt indulgente : « Quant à la France, dit-il, nous avons des intérêts relativement antagonistes dans la Méditerranée, parce qu'elle voudrait y être la première Puissance et s'étendre dans tout le Nord africain, et il est évident que ces prétentions contredisent notre propre intérêt. Nous avons été souvent en lutte dans le passé, nous avons été souvent en rivalité et en opposition. Mais ces rivalités et ces luttes que nous avons soutenues avec elle, comme avec

d'autres peuples, sont relativement accidentelles. Avec la France, nous pourrions, demain, nous autres Espagnols, resserrer nos relations. Mais avec l'Angleterre?... Avec l'Angleterre, jamais (1)...! » *(Applaudissemens.)* Néanmoins, il est inévitable que la haine vouée à notre alliée rejaillisse sur nous, d'autant plus que celle-ci est plus détestée. Depuis le commencement de la guerre actuelle, on s'est mis à l'exécrer cordialement en Espagne. C'est elle la véritable ennemie héréditaire, l'ennemie irréconciliable. Sans doute, on ne lui avait jamais pardonné l'occupation de Gibraltar. Mais, avant l'année dernière, ce ressentiment ne se manifestait guère, du moins dans la masse profonde du peuple espagnol. Pour ma part, même en Andalousie, je n'avais jamais entendu dire de mal des Anglais, bien au contraire. Cette haine de la perfide Albion n'était cultivée que par quelques intellectuels, historiens et littérateurs. Il a fallu cette guerre, le subit espoir d'une reconquête possible du fameux rocher, et surtout la suggestion allemande, pour que cette haine devînt populaire et agitât toute la Péninsule. Nos ennemis ont très habilement encouragé ces espoirs de revanche. Ils n'ont pas eu d'ailleurs grand'chose à faire pour cela, ils n'ont eu qu'à laisser aller l'imagination espagnole : celle-ci se voit déjà à Gibraltar, elle rêve d'extensions territoriales au Maroc, d'une fédération avec le Portugal, d'on ne sait quelle hégémonie sur l'Amérique du Sud.

Cette dernière partie du programme est peut-être celle qui fascine le plus l'opinion. En réalité, on ne devine pas très bien en quoi pourrait consister cette hégémonie. On parle de resserrer les relations commerciales et intellectuelles avec les anciennes colonies d'Amérique, de multiplier les lignes de navigation entre celles-ci et la métropole, et, par delà ces résultats assez ordinaires, on en espère, on en pressent d'autres, que l'on se garde bien de définir, mais qui seraient éblouissans. Quoi qu'il en soit, ce projet d'alliance hispano-américaine est dans l'air. Il a déjà fait couler beaucoup d'encre. Pour les journalistes et les conférenciers, c'est devenu un sujet de prédilection, presque un lieu commun. Celui qui le traite est toujours sûr d'exciter l'enthousiasme de son public. J'ai entendu un conférencier parler après tant d'autres sur ce beau sujet.

(1) *El ideal de España, los tres dogmas nacionales*, por el Excmo. Sr. D. Juan Vazquez de Mella, p. 56.

Dans sa péroraison, l'orateur montrait saint Jacques de Compostelle dressé sur son cheval de bataille, tel un preux chevalier, et, du haut des falaises de la Galice, au bord des flots de l'Océan, tendant son épée vers l'Amérique lointaine, comme pour en rapprendre le chemin aux Espagnols du xx^e siècle. La presse germanophile entretient tant qu'elle peut ce mirage. Ne nous hâtons pas d'en sourire. Les Allemands nous prouvent qu'ils sont les hommes des longs desseins et des vastes pensées. Si leur politique mondiale a déjà des visées sur l'Amérique, — et c'est très vraisemblable, — il est naturel qu'ils songent à faire collaborer tous les élémens espagnols avec leurs propres nationaux (déjà si nombreux dans l'Amérique du Sud), en vue de la résistance et de la lutte éventuelle contre le Nord. L'hégémonie espagnole masquerait la mainmise et la conquête allemandes. Tout cela sans doute est encore dans le devenir. On ne parle pour l'instant que d'une sorte d' « hégémonie d'honneur » exercée par l'Espagne continentale, en sa qualité de mère patrie, sur les Espagnes d'outre-mer. Ensuite, on réunirait en une vaste confédération toutes les républiques sud-américaines. C'est là le point délicat. Rien de plus facile, selon M. Vazquez de Mella, une fois que l'Espagne aura recouvré Gibraltar, sera devenue maîtresse du détroit, aura réalisé l'unité politique de la Péninsule par sa fédération avec le Portugal : « Alors, s'écrie-t-il dans un mouvement oratoire des plus entraînans, nous pourrons nous lever sur cette pointe extrême de l'Europe, et, nous adressant aux peuples de l'Amérique, nous leur dirons : Nous vous avons donné tout ce que nous avions... Nous vous avons créés de notre chair et de notre sang, vous êtes l'œuvre de notre civilisation *(j'abrège, il y en a plus de vingt lignes sur ce ton)*, eh bien ! formons les États-Unis espagnols de l'Amérique du Sud, pour faire contrepoids aux États-Unis saxons de l'Amérique du Nord !... » *(Longue salve d'applaudissemens.)*

Voilà donc les trois buts, — comparables aux trois buts classiques de Richelieu, — que M. Vazquez de Mella propose à l'activité renaissante de ses compatriotes. Tous trois sont solidaires : Gibraltar, Portugal et Amérique. La nécessité de reconquérir ces trois domaines perdus, c'est ce qu'il appelle « le triple dogme national » de l'Espagne. Encore une fois, gardons-nous de traiter à la légère ces développemens oratoires.

On a beau alléguer que l'auteur appartient à une minorité politique et que c'est l'impérialisme carliste dont il se fait le porte-voix : il n'en est pas moins vrai que, grâce à lui, la formule carliste de la politique extérieure de l'Espagne est devenue la formule même du nationalisme espagnol. La majorité de la nation adopte son programme. Il faut avouer d'ailleurs qu'il a su lui donner une apparence de solidité, qu'il l'a étayé de considérations historiques et géographiques, sans doute aussi spécieuses que superficielles, mais capables d'éblouir des lecteurs ou des auditeurs peu exigeans. De loin, cela a l'air de quelque chose. Le fait est que beaucoup s'y laissent prendre.

Ceux-là ne se demandent pas de quel prix ils paieraient la réalisation de ce mirifique programme. On ne veut pas penser que la vassalité de l'Espagne, réduite au rôle de lieutenant de l'Allemagne, en serait l'inévitable condition. Et même, osons descendre jusqu'au fond de certaines consciences, il y a peut-être des gens que cette vassalité ne scandaliserait pas trop, qui s'en accommoderaient même fort bien. Le prestige de l'Empire cacherait les dessous un peu humilians de l'aventure. On serait les associés d'une grande puissance, on ferait partie intégrante d'une grande force, on goûterait l'orgueil de collaborer à une grande œuvre. Sans doute, il faudrait pour cela marcher sous la bannière germanique. Mais on aurait mauvaise grâce à trop insister sur ce point. On ne veut considérer qu'une chose : l'amitié flatteuse de la colossale Allemagne. Tout cet été, à Madrid, les lecteurs des feuilles germanophiles se disaient d'un air pénétré : « Notre ambassadeur, à Berlin, est le premier personnage après le Kaiser ! » Et les naïfs de renchérir : « L'Allemagne est notre amie : elle nous donnera ceci, elle nous donnera cela, — et encore cela !... » Ah ! la généreuse amie !

Le beau de l'affaire, c'est qu'elle n'a jamais rien promis, en laissant entendre qu'elle était disposée à tous les cadeaux. On peut trouver bien de la puérilité dans ces illusions. Cependant, elles sont aussi tenaces qu'elles sont répandues. Ne nous le dissimulons pas : elles répondent au vœu intime de la nation. Sur Gibraltar, le Maroc et même le Portugal, libéraux et carlistes, républicains et catholiques sont presque tous d'accord. Il faudrait changer l'âme espagnole pour en extirper ces espérances.

Dans les partis les plus conservateurs, on accuse la France,

comme l'Angleterre, d'y être opposée. C'est pourquoi, outre les motifs de rancune d'ordre politique et religieux, l'hostilité contre nous y est si vive. Telle est la conviction finale qui s'impose, après qu'on a entendu les voix de droite. Mais je serais inexact et injuste, si je n'ajoutais ce correctif : aucun des catholiques et des conservateurs que j'ai interrogés ne m'a manifesté de haine contre la France. Je fais la part, bien entendu, de la courtoisie obligatoire à l'égard d'une hôte. On abomine le gouvernement français, mais on prétend aimer la France, non pas seulement celle de Jeanne d'Arc et de saint Louis, — la France tout court. Et cependant, on souhaite le triomphe de l'Allemagne. Arrange cela qui pourra! M. Vazquez de Mella, dans son réquisitoire contre notre politique extérieure, n'a-t-il pas trouvé le moyen de glisser quelques phrases aimables pour notre pays? Il y a plus : je dois reconnaître que toutes les âmes vraiment religieuses, que j'ai rencontrées, même dans les camps les plus germanophiles, m'ont exprimé pour la France une sympathie et une affection qui semblent sincères. Il subsiste, tout au fond d'elles, un obscur sentiment de fraternité chrétienne, que rien ne peut étouffer. Je me souviens notamment d'une conversation avec un vieil officier carliste, qui avait, me disait-il, mangé en France « le pain noir de l'exil, » après la restauration alphonsiste. C'était un homme terrible et frénétique, d'une intransigeance superbe. Après avoir déversé pendant une heure les pires invectives contre notre gouvernement, il me quitta assez brusquement. Mais, soudain, comme pris d'un remords, il courut à ma poursuite, et, me pressant les deux mains avec effusion, il me dit, de sa grosse voix de soudard, qu'il s'efforçait de rendre bien débonnaire :

— Je prierai Notre-Dame de Lourdes pour la France!

Enfin, ce serait ingratitude et aussi négliger des bonnes volontés sur qui nous pourrions nous appuyer plus tard, que de passer sous silence l'accueil si chaleureux que j'ai reçu de quelques prélats : malgré la vogue de la culture allemande, ceux-ci tiennent à honneur de rester dans notre clientèle intellectuelle. Ils lisent nos journaux et nos revues, ils sont au courant de notre littérature. La fidélité de leur culte pour nos gloires catholiques de l'autre siècle a quelque chose de touchant.

L'un d'eux, orateur célèbre, causeur brillant, à la parole souple et charmeuse, me parla de Lacordaire avec une admiration qui s'adressait moins, — je crus le comprendre, — au grand prédicateur qu'au Français illustre. Les circonstances lui interdisant peut-être un éloge direct de la France, ce fut sa façon de me témoigner sa sympathie pour elle. Il fit mieux. Le lendemain, il vint me rendre, à mon hôtel, une visite dont son âge et son rang le dispensaient. L'arrivée de ce personnage, connu de toute la ville, y produisit une petite révolution. Sous les regards mauvais des Allemands qui encombraient le hall, nous gagnâmes ensemble le salon de réception... Qu'il soit remercié ici pour ce réconfort qu'il m'accorda, après bien des humiliations et des duretés subies ailleurs, et pour ce témoignage d'amitié donné publiquement à notre pays.

***

Et maintenant, tournons-nous de l'autre côté.

Nous croyons pouvoir fonder plus d'espérances sur les partis espagnols de gauche. Dans quelle mesure, ces espérances sont-elles justifiées ?

Comme avec les conservateurs et les catholiques, il convient d'abord de distinguer entre ces partis. Et, avant d'aller plus loin, il faut absolument mettre à part les républicains et les socialistes, qui ne représentent qu'une minorité mal organisée et sans action réelle sur le gouvernement et sur les couches profondes du pays. Même réserve à faire, — et à plus forte raison, — pour les élémens anarchistes et révolutionnaires. Ils ne peuvent rien pour nous. Il suffit qu'ils se déclarent en faveur de la France, pour que, tout de suite, ils y provoquent une recrudescence d'hostilité contre nous.

Ceux-là écartés, reste le bloc des libéraux, qui se subdivisent en deux ou trois groupes et qui, pour la plupart, sont monarchistes. Auprès d'eux, cela va sans dire, nous trouvons un accueil des plus empressés, une atmosphère plus respirable pour nous. Leurs tendances *aliadophiles*, comme on dit en Espagne, ne sont pas douteuses. Mais je dois noter que leur attitude à l'égard de la France et de ses alliés, comme celle de bien des germanophiles à l'égard de l'Allemagne, est purement intellectuelle. Ce que ceux-ci admirent ou approuvent, chez nos voisins, c'est une certaine idéologie. De l'Allemagne,

en elle-même, ils ne se soucient guère, au fond. Ils envisagent surtout les idées que représente l'Allemagne. C'est moins le triomphe des armées que celui des idées germaniques qu'ils souhaitent. Même état d'esprit chez un très grand nombre de libéraux. On sent bien que la France, en tant que nation, les intéresse moins que le libéralisme ou l'humanitarisme français, le système d'idées que la France représente dans le monde. Parmi eux, quelques hommes d'âge conservent de l'admiration pour le parlementarisme anglais, qui reste, à leurs yeux, le type classique du gouvernement libéral.

Au nom de cette idéologie, ils condamnent et ils attaquent le césarisme et le militarisme allemands, quelques-uns avec une extrême âpreté et une violence de langage inouïe. J'ai lu, sur ce sujet, des articles de journaux, qui dépassent en virulence tout ce que nous pouvons imprimer chez nous. Mais les mêmes hommes se montrent assez froids à l'égard de la France. C'est entendu, ils se rangent de son côté, ou, plus exactement, du côté des Alliés, ils accordent au Français qui les interroge quelques phrases de politesse banale. Puis, s'étant mis en règle avec la courtoisie, ils passent incontinent au chapitre de leurs griefs contre nous. Et l'on devine tout de suite que ces griefs sont beaucoup plus vivans, ont des racines beaucoup plus profondes que leur idéologie franco-anglaise.

Que nos amis d'Espagne soient susceptibles à l'excès, eux-mêmes le reconnaissent d'assez bonne grâce. Mais nous ne pouvons pas comprendre jusqu'à quel point va cette susceptibilité. En croyant leur être agréables, il nous arrive, les trois quarts du temps, de les désobliger. Comme chez les prélats espagnols, j'ai constaté la trace de froissemens d'amour-propre chez beaucoup de ces libéraux, qui ne s'en disent pas moins francophiles. La plupart sont des intellectuels, des écrivains, des hommes politiques, de hauts fonctionnaires. A ce titre, ils prennent quelquefois contact avec leurs confrères français : ils n'en gardent pas toujours un souvenir très flatteur. L'un d'eux me contait sa visite à un de nos compatriotes, son collègue, qui est à la tête d'une de nos plus importantes universités méridionales :

— Eh bien ! lui dis-je, comment l'avez-vous trouvé ?

— Oh ! me dit-il, *un homme somptueux !*

Ce fut tout. Je vis que la correction un peu froide et céré-

monieuse du personnage avait déçu le visiteur, écrivain du plus grand mérite, et extrêmement simple dans ses manières.

Les gens de lettres, de passage à Paris, se plaignent d'être reçus négligemment, ou même de ne pas être reçus du tout par nos auteurs en renom, que cependant ils admirent, qu'ils vantent, à qui ils consacrent des articles dans les journaux de leur pays. Un romancier des plus en vue m'avouait sa rancœur de n'avoir pu franchir le seuil d'Anatole France. Je dus excuser de mon mieux l'illustre académicien : « C'est un homme d'âge, avide de repos et de tranquillité. D'ailleurs, chez nous, il est admis que M. Anatole France ne fait ni ne reçoit de visites. » Nous passâmes à un autre sujet. Nous discutâmes les talens de quelques littérateurs espagnols, et, comme mon hôte avait prononcé le nom d'un dramaturge, célèbre là-bas, je m'empressai de lui déclarer que le grand dramaturge non plus ne m'avait pas fait l'honneur de me recevoir :

— Eh bien! me dit-il sèchement, c'est notre Anatole France !

Ces vétilles, on ne saurait trop le répéter, ont plus d'importance que nous ne pensons. Mais ce que ces écrivains nous reprochent le plus, c'est de les ignorer eux-mêmes. En quoi, nous sommes vraiment de grands coupables. Car, parmi les littératures vivantes, nulle n'est plus riche, ni plus originale que la littérature espagnole. Eux, ils connaissent, en général, fort bien la nôtre. S'ils la placent très haut, ils se piquent d'en savoir aussi le fort et le faible. Ils ne nous épargnent pas les critiques, même les plus acerbes.

Il convient peut-être d'y insister, car ces critiques décèlent des différences foncières de tempérament, qui ont, ici, leur signification. Rien ne les choque plus, chez nos auteurs à la mode, que le manque de bonhomie, l'affectation salonnière et mondaine, le faisandage psychologique, le factice, le chiqué des cénacles littéraires. Il est certain qu'ils sont plus naturels que nous, plus spontanés, plus près de la vie. S'il y a dans le clan conservateur, quelques écrivains qui s'appliquent à imiter notre néo-classicisme, les autres en réprouvent la sécheresse et les artifices de forme. En général, pour eux, notre littérature a quelque chose de trop extérieur, et aussi de trop fini, de trop arrêté et de trop symétrique dans la composition. La prolixité anglaise ou russe leur plaît davantage, ou alors l'aimable non-

chalance de nos vieux conteurs et de nos vieux moralistes. Miguel de Unamuno me déclarait son incompréhension de Corneille et de Racine : ce qui est le cas de presque tous les étrangers. Mais il ne comprend pas davantage Hugo, dont le verbalisme effréné le déconcerte. En revanche, il admire tout ce qu'il y de sérieux et de profond chez nos grands prosateurs, il a même un faible pour Joseph de Maistre ou pour des écrivains protestans comme Alexandre Vinet. Azorin, le brillant collaborateur de l'A. B. C., ne cesse de proclamer son culte pour notre Montaigne. Le romancier Pio Baroja critique, chez Flaubert, les minuties de la phrase, le manque de liberté dans la composition, mais la notation fragmentaire de Stendhal le ravit : il y trouve plus de vérité, plus de sincérité. Au fond, c'est cela surtout qu'ils cherchent. Ils ont le dédain de l'artificiel, du « bien parisien, » du genre boulevardier, du cabotinage sous toutes ses formes. Nos grands cabotins, nos grandes actrices nationales les horripilent. La futilité de tels de nos dramaturges en renom les met en fureur, ou excite leurs sarcasmes.

Ils comparent, et ils prétendent avoir mieux à nous offrir. Et alors ils en reviennent à leur éternel grief : « Vous ne vous occupez pas de nous! Vous nous dédaignez!... Tandis que les Allemands!... » Il y a quelques mois, le secrétaire perpétuel de l'Académie espagnole, qui est germanophile, exaltait, au cours d'une interview, les travaux d'ensemble exécutés par les savans teutons sur la littérature espagnole et aussi les éditions de classiques espagnols, que les mêmes savans ont mis en circulation dans le monde entier. C'est un reproche fréquent. Ou bien on nous sait mauvais gré, lorsque nous daignons nous intéresser à l'Espagne, de n'y voir que ce qu'il y a de plus extérieur et de moins recommandable dans les mœurs. On nous en veut encore d'estropier la langue, lorsque nous citons une phrase courante ou de mal traduire les livres espagnols. Inversement, les traductions d'ouvrages français en mauvais castillan sont jugées avec sévérité. On explique ainsi le peu de succès de certaines brochures répandues ces derniers temps, par nos services de propagande. Les Espagnols mettent à défendre l'honneur de leur langue la même délicatesse jalouse qu'un chevalier à défendre l'honneur de sa dame. Récemment, l'alcade de Madrid proposait au Conseil municipal de frapper d'une

amende toute inscription, toute affiche, ou même toute enseigne rédigée en langue fautive.

Que voilà donc des gens difficiles à contenter! Essayons-nous de les satisfaire, en écrivant sur l'Espagne, nous jouons de malheur. On nous répond : « Vous louez notre passé, nos villes mortes, nos peintres, nos littérateurs d'autrefois. Enfin! nous aussi nous existons! Nous croyez-nous entrés définitivement dans l'archéologie?... »

Les politiciens se montrent non moins chatouilleux que les gens de lettres et les artistes. Si les nôtres viennent les voir, ils s'offusquent de leurs manières et de leur langage : « Ces Français, — dit-on, — ils ont toujours l'air de débarquer en pays sauvage! Et, quand ils ouvrent la bouche, quel vide dans leur discours! Une fois qu'ils ont appelé l'Espagne « la nation chevaleresque, » ils ont tout dit. Nous prennent-ils pour un peuple de Don Quichottes? »

En temps ordinaire, ces récriminations peuvent faire sourire. En ce moment, nous ne saurions trop les avoir présentes à l'esprit, ni, d'une façon générale, trop surveiller notre attitude et nos propos, dans nos relations avec les neutres. Comme me le disait spirituellement le marquis de Valdeiglesias, le distingué directeur de *La Epoca*, quand on courtise une jolie femme, il faut non seulement bien connaître son caractère, mais savoir aussi flatter ses faiblesses.

Encore une fois, tout cela est à fleur de peau. Il y a des froissemens plus intimes, dont on s'aperçoit après un quart d'heure de conversation. Les libéraux ont beau s'interdire les excès de langage des carlistes, ils ne tardent pas à nous faire sentir que notre politique antireligieuse, sans les blesser autant que leurs adversaires de droite, provoque néanmoins leur blâme. Nous les prenons pour des anticléricaux : ils ne le sont même pas nettement. Les mots nous abusent. Parce que beaucoup de ces libéraux sont des politiciens de gauche, nous les concevons sur le modèle des nôtres. C'est ainsi que l'épithète de « révolutionnaires » accolée aux Jeunes-Turcs, a illusionné nos radicaux : ils les ont vus à travers les hommes de 93. En réalité, il n'y avait rien de commun entre eux que les instincts patibulaires. Or, pour ce qui est des libéraux espagnols, presque tous sont catholiques. Comment s'en étonner? Ne nous lassons pas de le redire : l'Espagne en bloc est catholique.

Sans doute, dans cette grande masse de croyans, il y a des catégories à établir. Même dans le clergé, il existe des divisions, voire des hostilités plus ou moins latentes. Ce n'est pas ici le lieu d'y insister. L'intéressant est de constater cette presque unanimité, sinon précisément de la foi, du moins de l'opinion religieuse. Un écrivain de mes amis ne cessait de me le répéter pour ma gouverne : « Grattez l'Espagnol, vous trouvez le moine! » Parmi les ministres libéraux, ceux sur l'amitié de qui nous pensons pouvoir le plus compter, il en est qui sont de zélés pratiquans, qui assistent dévotement à la messe, tous les matins. Un des grands chefs des gauches est assidu aux offices dans une chapelle élégante. Tâchons de nous mettre à leur place et demandons-nous comment ils doivent juger la conduite de notre gouvernement à l'égard du catholicisme. Ils ont pu nous suivre jusqu'à un certain point dans notre campagne contre les congrégations, s'affirmer les champions du pouvoir civil contre les empiétemens du clergé, préconiser une certaine tolérance en faveur des cultes dissidens (n'oublions pas qu'en Espagne le catholicisme est *officiellement* la religion de l'État) : toujours est-il qu'ils se défendent d'attaquer l'idée religieuse, bien plus, qu'ils tiennent à honneur de rester catholiques.

Quant au peuple, il s'y trouve évidemment des réfractaires dans les centres socialistes et anarchistes. Mais combien timides, en dehors des émeutes locales, d'ailleurs vite réprimées! On me contait ce fait divers tout récent. Dans une grande ville d'Espagne, les socialistes de l'endroit tinrent un meeting le jour de la Fête-Dieu. Au sortir de la réunion, un groupe de manifestans croisa la procession du *Corpus*. Vous pensez peut-être qu'il y eut une collision? Pas du tout. Ces farouches anticléricaux ôtèrent leurs casquettes et se mirent à genoux comme les camarades. Il va sans dire que la masse paysanne est demeurée intacte. Depuis un temps immémorial, ces gens sont accoutumés à confondre l'instinct patriotique avec le sentiment religieux. L'Espagne est certainement le pays du monde où le catholicisme est le plus marqué à l'empreinte nationale. Le clergé, quoi qu'on dise, y reste très populaire. Il se mêle familièrement à la vie et même aux plaisirs de tous. Il entre dans les cafés, assiste aux jeux de pelote et aux courses de taureaux. Constamment, on croise des jeunes prêtres qui se promènent avec des ouvriers en bourgeron, leurs parens ou leurs amis d'enfance. J'ai vu des

prélats s'arrêter dans la rue pour causer avec des ménagères, caresser les enfans, faire un bout de conversation, sur le quai d'une gare, avec l'homme d'équipe ou le gendarme de service. Au fond, le catholicisme est l'armature nationale et sociale de l'Espagnol. Sans ce soutien, sans la contrainte de cette règle, ces individualistes farouches deviendraient les pires des hommes. Un militant du carlisme me disait : « Si je n'étais pas catholique, je serais anarchiste! » — Les petits bourgeois, les ouvriers qui lisent, qui essaient de se cultiver, — espèce plutôt rare, — ne manifestent pas sans doute des sentimens d'une pareille intransigeance, mais ils n'en persistent pas moins dans leur attachement à la religion nationale. En tout cas, ils n'entendent pas s'en séparer. Leur culture élémentaire les a rendus tolérans à l'égard des autres cultes, voilà tout. J'eus l'occasion d'interroger longuement un compagnon de voyage, un simple agent des ponts et chaussées, personnage mi-bourgeois, mi-ouvrier, dont les façons sérieuses, la tenue austère m'avaient frappé. Sur sa mine, je le pris d'abord pour un protestant, car il y a tout de même des protestans en Espagne, — et je lui demandai s'il l'était réellement :

— Moi? fit-il avec stupéfaction : je suis catholique, apostolique et romain! Mais j'admets parfaitement que l'on soit protestant, ou juif, ou musulman. Ce que je ne comprends pas, c'est un pays sans religion!

Et ce brave homme m'énuméra, en un castillan fort correct, — comme il sied quand on a de la lecture, — tous les inconvéniens politiques et moraux qui résultent du manque de religion.

Ainsi pense et sent la majorité du peuple espagnol. Quelles que soient nos opinions personnelles, nous devons tenir un très grand compte de ces sentimens. Il ne s'agit plus maintenant de propagande, dans un sens ou dans l'autre : il est trop tard, le siège est fait. Seul, le succès de nos armes peut amener un revirement en notre faveur. Mais, en attendant, il importe d'éviter avec soin, soit dans le choix de nos porte-paroles en Espagne, soit dans notre politique intérieure, tout ce qui pourrait être considéré comme une atteinte aux sentimens assez complexes que nous venons d'analyser. Il est trop sûr, hélas! que nous n'y avons pas assez pris garde avant la guerre. Et c'est pourquoi ceux des libéraux espagnols, qui favorisent fran-

chement notre cause, se voient obligés néanmoins d'observer avec nous une certaine réserve, ne fût-ce que pour écarter le soupçon de complicité avec nos sectaires de France. Malgré cela, ce reproche n'est déjà que trop exploité par leurs adversaires.

Tous ces malentendus d'ordre religieux, littéraire ou sentimental sont encore peu de chose, en regard des griefs patriotiques, que l'on entretient contre nous, aussi bien dans le camp libéral que dans le camp conservateur. Notons d'abord ceci : c'est que les libéraux espagnols, pour se faire pardonner leur libéralisme religieux, sont tenus de se montrer plus patriotes que les plus ardens nationalistes. Pareille chose est arrivée pour les Jeunes-Turcs, comme il était facile de le prévoir dès 1908. Pour ce qui est de nos voisins, s'il était nécessaire d'en apporter la preuve, il suffirait de rappeler que, dernièrement, les républicains et les libéraux ont été les seuls à protester, lorsque des bateaux espagnols furent coulés par des sous-marins allemands. Toute la presse germanophile garda, à ce sujet, un silence scandaleux, qui fut même relevé assez vivement par le premier ministre, M. Dato. Mais allons jusqu'au fond de leur pensée. S'ils sont moins tapageurs que M. Vazquez de Mella, s'ils se montrent moins agressifs dans l'exposé de leurs revendications, ils n'en acceptent pas moins tout ou presque tout le programme carliste de politique extérieure.

Sur Gibraltar, ils s'expriment avec prudence devant l'étranger : ils préfèrent ne pas aborder de front ce sujet délicat. Tandis que, pour leurs adversaires, rien ne semble plus facile, ils ne s'illusionnent point sur les difficultés de l'entreprise. Mais tous sont d'accord pour demander Tanger, avec l'arrière-pensée de neutraliser Gibraltar. En tout cas, ils réclament un nouveau règlement des affaires marocaines, bien entendu dans un sens plus favorable à l'Espagne. Pas plus que dans les autres partis, ils n'ont d'idées bien nettes sur la fédération avec le Portugal. Mais beaucoup d'écrivains libéraux défendent cette thèse dans la presse. Comment cela se réalisera-t-il? Ils pensent que, pour l'instant, la chose importe peu. L'essentiel est d'affirmer que cela doit être. Sans doute, il convient de ne pas s'exagérer la fermeté de ces revendications. En Espagne, encore plus qu'en France, le grand point, pour un projet politique, est d'occuper les imaginations et de faire

parler de lui. Notons aussi que beaucoup d'Espagnols sensés sont hostiles à toute politique d'extension territoriale; ils y trouvent beaucoup plus d'inconvéniens que d'avantages pour la nation; enfin le peuple tout entier renâcle devant la perspective d'une guerre, même réduite à la taille d'une simple expédition coloniale. Il n'en est pas moins vrai que tous se feraient hacher plutôt que de renoncer à ce qu'ils regardent comme le droit strict de leur pays : l'honneur est engagé. C'est pourquoi, lorsque nous venons à eux, le sourire aux lèvres, les libéraux nous répondent comme les conservateurs :

— Vous nous apportez de bonnes paroles, et vous ne nous apportez que cela ! Ou bien vous nous adressez d'éloquentes considérations sur la justice et la liberté des peuples. A quoi bon ? Nous sommes tous d'accord sur ces grands principes, lesquels d'ailleurs ne sont pas plus français qu'espagnols. Mais, en échange d'une amitié plus effective, que nous offrez-vous de solide ? Nous avons des questions pendantes à régler au Maroc. Nous avons des traités de commerce à reviser en commun, des tarifs douaniers à remanier. Vos droits prohibitifs nous empêchent de vendre nos vins, nos fruits, tous nos produits agricoles. Avez-vous songé à cela ?...

Il est certain : tant qu'on n'aura pas envisagé sérieusement ces questions, de part et d'autre, les plus belles protestations du monde resteront en l'air. Étant donné l'état d'esprit qui règne dans la Péninsule, il importe même de prévoir de pires mécomptes. Si des chances favorables se présentaient permettant de considérer comme possible la réalisation de certaines aspirations nationales, les libéraux eux-mêmes, ces libéraux qui se donnent comme nos amis, se verraient, — la mort dans l'âme, — débordés et entraînés par le mouvement général de l'opinion. Avons-nous tout fait, avons-nous même fait quelque chose, pour leur persuader que leur intérêt n'est pas inconciliable avec le nôtre, autrement que dans le domaine théorique des idées ? Tout est là. Sinon, c'est le champ libre à toutes les surprises.

***

Après cet exposé, — aussi consciencieux et aussi complet que je l'ai pu faire, — de l'opinion publique espagnole, je me garderai, et pour cause, d'en tirer des conclusions : je laisse ce

soin au lecteur. Il observera sans doute que je me suis borné à faire de très brèves allusions aux partis dits « avancés. » Je suis loin d'en méconnaître l'existence. J'étais à Barcelone, en 1909, pendant « la semaine sanglante : » j'ai pu les juger d'après leurs œuvres. Il se peut que, chez nous, certains politiciens fondent sur eux de très grandes espérances pour l'avenir. Le fait est que, pour le moment, ils sont une minorité impuissante. Ce serait folie que de compter sur leur appui. Enfin, on observera sans doute aussi que j'ai attribué, dans cette étude, une place considérable au catholicisme. Ce n'est pas ma faute si l'immense majorité de l'Espagne est catholique. Quand donc nous déciderons-nous à laisser de côté nos préférences et nos passions politiques, lorsqu'il s'agit d'établir froidement une situation ? Si, au lieu de l'Espagne, j'avais eu à parler ici de la Grèce, je n'aurais pas hésité à dire que le catholicisme ne peut qu'y compromettre notre cause.

L'instant est grave. Ce serait une malhonnêteté impardonnable que de fausser la réalité au bénéfice de nos théories. Certains d'entre nous sont trop enclins à regarder les neutres comme les simples spectateurs d'un combat d'idées. Il s'agit d'une lutte qui intéresse matériellement le monde entier. Bon gré, mal gré, il va falloir bientôt que ces neutres soient pour ou contre nous. Nous nous sommes déjà laissé devancer en Orient. Ne recommençons pas ailleurs.

Louis Bertrand.

# VERS LA GLOIRE[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

## L'AUBE DU BONHEUR

### XXII

*Patenostres et oraisons*
*Sont pour ceux-là qui les retiennent.*
*Ung ffre allant en fenaison*
*Est plus fort que deux qui en viennent...*

C'était sur les rives du Lez, ce fleuve charmant que Sainte-Beuve a comparé à l'Eurotas, et dont les eaux, après avoir contourné l'Orient de Montpellier, s'en vont nonchalamment vers les plaines inachevées et la mer. Un paysage pittoresque, tantôt aride et sec, tantôt ombreux et frais comme celui du Péloponèse, regarde s'écouler ces eaux transparentes, si bleues qu'au fond du sol fissuré on croit voir passer un peu de ciel. Et quand du milieu des lagunes un bosquet surgit, fait de chênes verts et de lauriers-roses, on s'attend à voir apparaître la ronde des nymphes aux bras humides, coiffées de salicornes et déjà fallacieuses comme des sirènes.

Mais depuis longtemps les dieux n'habitent plus ces rivages; ils ont fui devant l'invasion des hôteliers, fabricans de matelotes et entrepreneurs de jeux, qui ont pris possession des


(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre 1915 et du 1er janvier.

sites les plus enchanteurs ; et, au lieu que ce soit les nymphes méditerranéennes qui mènent ici leur ronde, c'est le plus souvent la bande tapageuse des étudians et de leurs belles dont les chansons et les rires éveillent ces échos sacrés.

Pour marquer de joie ce premier jour de l'année 1914, ils étaient venus nombreux ; Gabriel d'Artissac conduisait le chœur androgyne qui déambulait entre les replis du fleuve ; les voix accouplées, vives et fraîches, montaient avec une ampleur magnifique dans cette solitude, affirmant les droits éternels de la jeunesse à se faire l'annonciatrice du printemps. Déjà quelques amandiers se mettaient en fleurs ; leur masse claire parmi les masses sombres des autres feuillages éblouissait comme une chevelure blonde au milieu de têtes brunes ; mais la beauté était partout dans cette nature exaltée, erratique, où la création semblait se poursuivre perpétuellement pour aboutir à un perfectionnement nouveau.

— Je meurs de faim ! déclara tout à coup la grande Denise, avouant sans honte qu'elle était d'une espèce purement humaine.

On était parti tôt le matin, et l'on avait suivi à pied le chemin délicieux des Lattes. Jadis les eaux de la mer venaient jusque là, et les Arabes marchands y abritaient leurs barques à voiles vertes ; maintenant, c'étaient des vignes et des prairies, et la forte odeur humide de cette terre aux infiltrations marines ; il faisait bon respirer cette odeur vivifiante, qui augmentait la puissance de fonctionnement des organes. On s'en apercevait à l'explosion de cette gaieté toute physique et à cet appétit formidable des estomacs de vingt ans.

Sébastien s'était rapproché de Denise ; il lui parlait avec une familiarité souriante, qui montrait assez que leur réconciliation était consommée. Quoi de plus sage que de renouer cette liaison passagère et d'attendre sans trop de hâte la revanche qu'il était décidé à demander au destin ? Denise, depuis près de trois années, lui avait prodigué ces consolations intermittentes, cette grâce, cette paix légère nécessaire à l'équilibre de son existence de travailleur forcené ; il lui en savait gré ; puis il était flatté d'être le compagnon préféré de cette belle fille, aux lignes allongées et flexibles, qui semblait avoir conservé le pur exemplaire des formes féminines fixées par le

ciseau de Praxitèle dans le plus beau moment du monde. Lui-même se savait être un bel échantillon d'humanité, un Celte robuste comme les Cévennes en conservent encore le type dans leurs causses à peu près inaccessibles.

Il lui avait pris le bras, et tous deux marchaient en avant vers le restaurant champêtre où le repas avait été commandé. Sous une tonnelle qui guettait l'étirement bleu du fleuve, un long couvert était déjà dressé, dont la rusticité s'ennoblissait de la finesse du décor. Ils s'installèrent côte à côte, aux meilleures places, avec cet égoïsme des couples amoureux qui n'ont d'autre souci qu'eux-mêmes. Bientôt les autres convives arrivèrent, et dans un grand désordre on prit la table d'assaut. L'élément féminin étant plus rare, plusieurs étudians se trouvaient assis côte à côte. Le hasard fit que Michel eut pour voisine certaine petite Agnès, aux yeux candides, qui, un instant, l'avait intéressé. Mais, en ce moment, ce voisinage lui était parfaitement indifférent. Pourquoi d'ailleurs s'était-il décidé aujourd'hui à prendre part à ces agapes fraternelles? Simplement pour faire plaisir à Gabriel d'Artissac, qui était venu, dès le matin, le secouer de sa mélancolie. « Distrais-toi un peu, que diable! Que vas-tu faire toute la journée, après avoir présenté tes devoirs à ton oncle? Le temps est splendide, les augures sont favorables. Allons incliner leur regard sur cette année qui commence! » — Et il avait cédé à son ami.

Le Lez zigzaguait paresseusement parmi les petits îlots d'ajoncs; de la tonnelle, on eût presque dit un lac, tant il apparaissait pur et tranquille. La verve littéraire de Gabriel d'Artissac s'en trouva accrue; il vanta les charmes nostalgiques de ce pays du Bas-Languedoc, qui touche de si près à la Provence et qui a, comme elle, le pouvoir de retenir, après les avoir attirés, des individus de toutes les nations de la terre.

— Voyez, expliquait-il, moi, je suis un enfant de la Dordogne; Michel Sorguier est Parisien de naissance; Pierre Brizuela vient d'Aragon, Béhémond de la Guadeloupe, — sans compter les autres! Combien retourneront dans leur pays? Combien resteront fixés sur ce rivage? Le plus grand nombre sans doute!

— Moi, déclara Michel, je n'ai jamais varié dans mes inten-

tions; au contraire! Je suis plus décidé que jamais à regagner Paris, sitôt mon prochain examen passé.

Cette déclaration attrista les camarades. On protesta :

— Quel sauvage ! Tu ne peux même pas finir tes études ici ?

— Tant pis pour lui ! déclara Denise. Nous ferons bien la fête sans lui.

On parla d'autre chose. Bernard Dureval, qui était jaloux de l'érudition de Gabriel d'Artissac, voulut à son tour montrer qu'il avait des Lettres.

— Oui, dit-il, ce Lez est un fleuve admirable, et combien poétique! Regardez comme il s'attarde sous les ombrages qui le bordent. On peut lui appliquer le distique de Sénèque :

*Ararque dubitans quo suos cursus agat,*
*Tacitus quietis alluit ripas vadis.*

Mais la grande Denise intervint :

— Tu nous ennuies avec ton grec!

— Ce n'est pas du grec, c'est du latin, assura Bernard avec dignité.

— C'est la même chose, puisqu'on ne comprend pas! fit observer judicieusement la jeune Esther, qui se tenait à côté de Béhémond.

Cette réflexion mit fin aux évocations de ces amoureux de la nature. Les étudians ne s'occupèrent plus que de leurs compagnes. Vers la fin du repas, Agnès demanda timidement à Michel s'il avait jamais eu occasion de faire du canotage sur ces eaux limpides. Rien n'était plus délicieux; on pouvait voguer, soit du côté des étangs ou de Maguelonne, soit en amont vers Castelnau, où tant de belles villas rendent la campagne plus riante.

— On n'a presque pas besoin de tirer les avirons, tant le cours du fleuve est paisible, assurait-elle de sa voix candide.

Et elle ajouta avec un accent persuasif :

— Si vous vouliez, nous pourrions peut-être louer la barque de l'hôtelier; je la connais; elle est douce comme un hamac.

— Si cela vous est agréable, consentit Michel, qui n'aimait point à se faire prier.

Il avait, d'ailleurs, du goût pour ces navigations faciles. Que

de fois, à Bougival ou au Bas-Meudon, il avait canoté sur la Seine en aimable compagnie ! Mais alors il était plus gai, plus libre, plus insouciant !... Pourtant le plaisir d'Agnès, qui tapait des mains, le gagnait peu à peu.

— Vite ! vite ! disait-elle ; retenez la barque, avant que les autres aient eu la même idée que nous !

Mais les autres étaient engagés dans des voies plus matérielles. Une nouvelle bouteille de vin de Lunel était apportée, pour faire la douzaine, remarquait-on, sans tenir compte des reproches de Gabriel d'Artissac.

— Messieurs, affirmait-il, je proteste au nom de l'hygiène et en ma qualité de fondateur de la Ligue des Buveurs d'eau. Vous dépassez la mesure et vous scandalisez ces dames.

Sébastien Lepic lui coupa la parole :

— Assez de morale ! Ou bien on va vous forcer à parjurer vos sermens.

Déjà une main féminine avait rempli du liquide doré le verre de l'abstinent.

— Qu'il boive ! Qu'il boive ! répétait-on en cadence.

Riant et ne se défendant plus, Gabriel d'Artissac avala d'un trait le vin chaleureux. Aujourd'hui, tout le monde était à la joie...

Entre les fruits et le café, Esther proposa quelques danses. Elle les connaissait toutes, non seulement les savantes, celles qu'elle exécutait le soir sur la scène de l'Eldorado, mais les plus simples, celles qu'elle avait apprises dès l'enfance et que les jeunes filles exécutent encore les jours de réjouissance sur les places de leur village natal, les Treilles, le Bâton, la Torlana ; mais ces danses locales, aux grâces modestes, parurent démodées aux étudians ; ils n'en goûtaient plus la charmante simplicité, et bientôt Esther dut renoncer à les entraîner. Même Béhémond, qui d'habitude « gobait » les moindres gestes de ces dames, ne témoignait d'aucun enthousiasme :

— Peuh ! disait-il en arrondissant ses lèvres trop rouges, ce n'est rien, tout cela ; je vais vous montrer bien mieux !

— Fais voir, Béhémond ! Fais voir !

On le poussa dans l'espace vide que l'on avait ménagé au bout de la tonnelle. Bientôt sa silhouette se découpa sur le fond clair du paysage luisant de soleil. Pour avoir les mouvemens plus libres, il avait enlevé son veston, et, au-dessus du plastron

immaculé de la chemise, la tête de bronze lisse prenait un extraordinaire relief. Il grimaçait, ses yeux roulaient dans l'orbite et sa bouche se plissait et se déplissait autour de la double rangée des dents solides. Ce fut une gigue insensée, la désarticulation furieuse de ces membres jetés en l'air comme des morceaux de bois qu'on rattrape, sans rythme ni raison, sans harmonie; quelle musique pouvait convenir à une telle dislocation? On n'en savait rien; mais, d'instinct, les « friches dames » l'avaient trouvée.

— Zim, boum, boum ! Zim, boum, boum ! accompagnaient-elles en frappant du pied le sol.

Quand l'homme de bronze, essoufflé, ruisselant de sueur, s'arrêta enfin, elles l'entourèrent.

— Admirable ! merveilleux ! Comment s'appelle cette danse ?

Il s'essuyait le front d'un élégant mouchoir bordé d'une vignette de soie rose.

— C'est la Matchich ! la plus belle danse de mon pays.

Ah ! oui, c'était bien la plus belle danse du pays de Béhémond et de tous les autres pays, cette gigue effrénée qui détendait les nerfs, qui engourdissait l'esprit. Elles voulaient toutes en connaître le sens obscur.

— Nous ne danserons que cela, cette saison, déclara Esther, qui déjà l'avait apprise.

Michel et la petite Agnès n'avaient pas attendu la fin de cette démonstration chorégraphique pour monter dans la barque « douce comme un hamac » et filer au courant du fleuve. L'enfant avait enlevé son chapeau ; sa tête fragile reposait sur le banc d'arrière et recevait la douce lumière bleue et verte qui lui venait du ciel et des feuillages. Michel la regardait avec un ravissement secret. Elle n'avait point encore l'audace et le sans-gêne de ses compagnes; et, bien qu'elle n'en fût pas certainement à sa première aventure, elle gardait encore un air de pudeur ingénue qui la rendait attachante ; l'ovale si net de son visage aux larges yeux, à la bouche étroite, semblait avoir été tracé par un pinceau sans défaillance; dans ce paysage presque hellénique qu'encerclait la Méditerranée, sur ces eaux du Lez comparables dans leur douceur à celles de l'Eurotas, elle était la sœur lointaine des Naïades de l'Hellespont, « Opis et Cymo-

doce et la tendre Nérée... » Et il pensait aux vers de Chénier, inoubliables quand une fois ils sont entrés dans la mémoire, à cette blanche Amymone, que le poète saluait d'une si vibrante apostrophe :

Salut, belle Amymone; et salut, onde amère
A qui je dois la belle à mes regards si chère.
Assise dans sa barque, elle franchit les mers.
Son écharpe à longs plis serpente dans les airs...

...Il se sentait heureux tout à coup; il entrait dans une disposition nouvelle; il savait bien que ce n'était pas encore là le bonheur, et que ce n'était pas là qu'il le trouverait; mais c'était le plaisir, l'oubli, quelque chose comme l'aube même de ce bonheur auquel il n'osait pas songer encore. Agnès croisait avec les siens ses regards limpides; bientôt, bercée par le mouvement de la barque, ses cils se rejoignirent et ses paupières closes donnèrent à ses traits une expression plus suave encore. Elle s'était assoupie. Son sein doucement montait et s'abaissait comme le flot pressé par le flot, et sa bouche petite s'était entr'ouverte. Michel ne résista pas au désir de baiser cette bouche humide et fraîche; elle lui appartenait aujourd'hui; il pouvait y boire sans scrupule ce dont il s'était privé si longtemps, ce dont il n'aurait pu se priver plus longtemps encore : il but le souffle de la vie, et, comme aux fontaines des dieux, le désir d'immortalité sur cette jeune bouche offerte...

Elle avait ouvert les yeux; elle lui passait maintenant les bras autour du cou, et lui parlait lèvres à lèvres :

— Veux-tu, dit-elle, que j'aille chez toi au retour?

Il tardait à répondre. Elle comprit pourquoi il hésitait, et lui dit sans amertume :

— Tu crains que je te gêne ensuite et que je sois sans cesse sur ton chemin? Il ne faut pas que cela t'empêche de me recevoir aujourd'hui. Je suis docile; je suis de celles à qui l'on dit : « Viens! » et qui viennent, et qui s'en vont, lorsqu'on leur dit : « Va-t'en! » Je suis une passagère, une petite passagère. Je ne dois m'attacher à personne; je le sais bien. Est-ce que nous avons, nous autres, le droit d'aimer?

Elle disait tout cela si doucement qu'il en fut charmé et conquis.

— Viens ce soir, lui dit-il; mais attends que l'ombre soit

complète: et surtout arrange-toi de façon à ne faire aucun bruit.

Il songeait à l'oncle Cléophas, qui jusqu'à minuit poursuivait sa veillée studieuse. Mais la petite hétaïre était habituée à ces recommandations de prudence :

— Ne t'inquiète pas, répondit-elle avec son divin sourire; Je retirerai mes chaussures avant de monter l'escalier.

## XXIII

Depuis cette folle journée, une vague de plaisir semblait rouler sur la ville. Jamais le Carnaval, toujours si joyeux dans les cités du Midi, n'avait été aussi gai. Ce n'était pas seulement les étudians et leurs amies qui se livraient à ce besoin de dissipation; mais la population tout entière, toutes les classes de la société, emportées dans ce même courant vertigineux. On eût dit que quelque intuition secrète avertissait ces mortels avides d'avoir à se presser de jouir de la vie avant que quelque catastrophe soudaine vînt mettre un terme à leurs ébats. On dansait, on s'esbaudissait en cortèges, on organisait des galas nocturnes; les rues étaient pleines de rires et de chansons. Il n'y avait pas assez de bouquets pour tous les corsages, ni de guirlandes pour toutes les têtes.

Vers la fin de février, le docteur Pellier décida de donner un grand bal auquel il convierait l'élite du monde universitaire et les nombreuses relations qu'il s'était créées parmi sa riche clientèle. Les élémens ne manquaient pas pour cette fête qui serait assurément la plus brillante de la saison. On en parlait d'avance; on racontait les chefs-d'œuvre de goût et de décoration que les tapissiers avaient réalisés dans le bel hôtel du clinicien.

Énimie s'était prêtée de bonne grâce à cette coûteuse fantaisie. Les volontés de son mari étaient pour elle des oracles qu'elle ne discutait point. Peut-être aussi préférait-elle ce genre de réception générale aux dîners pantagruéliques dont elle était systématiquement exclue. Ici du moins, elle ferait les honneurs de sa maison et occuperait la place qui lui revenait de droit.

Michel, avec quelques étudians privilégiés, — principalement ceux qui se trouvaient dans les services du docteur à

l'hôpital suburbain, — avait reçu le bristol envié. Il fallait beaucoup de jeunesse pour apporter de la gaîté et de l'entrain à cette réunion qui ne voulait pas être solennelle. On annonçait un cotillon agrémenté de figures nouvelles que devait suivre le souper par petites tables vers la fin de la nuit. Les couples désignés à l'avance formeraient ensuite une immense farandole qui irait nouer sa couronne autour du docteur et de Madame Pellier.

A dix heures du soir, Énimie, toute prête, attendait ses invités. Elle avait mis une coquetterie singulière à rester simple au milieu de ce luxe éblouissant. Une robe à la grecque boutonnée aux épaules et découvrant le décolleté du dos et de la gorge s'enroulait à son corps, sans nul ornement; mais le tissu en était si soyeux et si souple qu'elle semblait vêtue d'un rayon de lune; un croissant de diamans dans les cheveux était la seule richesse de sa parure; ainsi elle s'apparentait à une déesse de la nuit, Sélénè ou Perséphone, avant que celle-ci eût accompli aux Enfers sa course désordonnée... Michel, arrivé l'un des premiers, lui baisa la main; il eût souhaité pouvoir se tenir quelques instans auprès d'elle; mais d'autres hommes le suivaient, qui, tour à tour, accomplissaient le même rite. Puis ce furent les ménages retardés par la toilette des femmes. Comme onze heures sonnaient, Arlata fit son entrée au bras de son père. Michel, avant même d'avoir discerné leurs visages au milieu de la foule qui se pressait à travers les salons, avait reconnu la jeune fille à sa chevelure admirable, plus rousse encore aux lumières et toute parsemée de petites étoiles de bégonias; deux touffes de ces fleurs sur les tempes faisaient ressortir davantage la pureté du teint lilial et l'éclat des yeux et des lèvres. « C'est cela, c'est tout à fait cela, une figure de Henner, » disaient quelques étudians sur son passage. Elle n'entendait point ces remarques, non plus que le professeur Dubail, tout rayonnant de paternelle fierté. Énimie eut pour eux un accueil particulièrement amical; elle retint Arlata à ses côtés, tandis que le docteur Pellier s'emparait du professeur et le remerciait d'avoir bien voulu rompre ce soir l'austérité habituelle de sa vie.

Très rapidement, l'animation s'était propagée; un orchestre, caché derrière un massif de verdure, jouait les valses entraînantes et les onduleuses redowas. Vraiment, le spectacle était ravissant de ces femmes presque toutes distinguées et belles et de ces jeunes hommes empressés et corrects. Les

couples enlacés glissaient dans une atmosphère grisante de parfums. Michel prenait sa part de l'excitation ambiante. C'était la première fois qu'il avait l'occasion de voir la société montpelliéraine dans une fête privée, et il en recevait une secousse inattendue; jamais avec son parti pris de Parisien, imbu de la supériorité de la capitale, il n'aurait pu croire que tant de style et d'élégance pouvaient se rencontrer dans une ville de province, surtout dans une ville pliée depuis longtemps au formalisme universitaire et qui, de premier abord, pouvait sembler rébarbative. Mais il ne songeait pas à analyser ses impressions; il goûtait sans arrière-pensée le puissant attrait de se mêler à ces femmes jeunes et belles qui tournoyaient légèrement entre ses bras. Cependant il n'avait pas encore osé inviter Arlata, la voyant tellement adulée et recherchée. On faisait cercle autour d'elle. C'était un hommage que l'on rendait à la haute situation du père et à la glorieuse jeunesse de la fille. Elle était dans un de ces instans où toute la flamme de la vie monte à la surface de l'être et l'irradie d'une sorte d'apothéose. Au milieu des admirations dont elle était l'objet, elle gardait cette assurance tranquille qui était la caractéristique de sa nature; mais elle y ajoutait quelque chose de plus, l'ardeur de cette flamme surgie tout à coup, et qui augmentait singulièrement sa puissance d'attraction, flamme légère, alliciante, pareille à celles dont le clignement appelle de loin les insectes dans la nuit et les contraint de brûler leurs ailes à ce mystérieux scintillement.

Michel, autant que les autres, se trouvait subjugué; il regardait Arlata comme il eût regardé un tableau de prix, une statuette précieuse. N'osant aller jusqu'à elle, il s'était approché d'Enimie; là, il se sentait en sûreté, appuyé sur cette affection si douce, si généreusement protectrice. Parmi toutes les autres femmes qui prodiguaient honnêtement leurs grâces et leurs sourires, celle-ci était la seule qui ne cherchât point à plaire; et, les épaules nues, son croissant lunaire au front, elle conservait cet air surnaturel, cette dignité mystique qui la plaçait si haut et suscitait l'envie de lui rendre un culte à part.

Elle comprit ce que signifiait le muet recours de Michel. L'avait-elle prévu? Peut-être! Elle sourit et lui demanda :

— Pourquoi n'invitez-vous pas à danser la fille de votre maître?

Michel s'excusa :

— Je craindrais un refus; elle a tant à faire pour ne pas décourager tous ceux qui la sollicitent !

— C'est vrai, reconnut Énimie ; elle est réellement ce soir la reine de notre fête.

Elle l'enveloppa d'un regard plus insinuant :

— Je ne vous ai pas dit encore... Je compte sur vous pour conduire le cotillon avec elle. Cela vous plaît-il?

— C'est trop d'honneur ! balbutia Michel.

Au fond, cet honneur l'enchantait ; il était reconnaissant à Énimie de l'avoir choisi pour un aussi charmant tête-à-tête. En même temps un scrupule le prenait : Sébastien Lepic, retenu tard à l'hôpital à cause de son service de garde, venait d'arriver. Que penserait-il de voir Michel prendre si vite la place qui aurait dû être la sienne? Ne le soupçonnerait-il pas d'avoir sournoisement cherché à le supplanter? Cela mettait une ombre à sa joie. Il se décida à prendre, comme on dit, le taureau par les cornes, et fonça droit sur son camarade.

— Dites donc, cher ami, il paraît que c'est moi qui dois conduire le cotillon avec la fille du professeur Dubail. Est-ce que cela ne vous désoblige point?

Sébastien eut un geste d'indifférence :

— Mais non ! Pourquoi donc? C'est parfait ! Allez-y.

Et il ajouta, se penchant à son oreille :

— Je n'ai plus aucune prétention de ce côté.

En effet, il était pressé de courir vers d'autres conquêtes. Quelques secondes après, comme l'orchestre attaquait la valse lente de la *Traviata*, il tournoyait, souple et heureux, enlaçant la taille d'une captivante danseuse brune. Alors Michel respira. Sébastien était un de ces hommes qui savent mettre en pratique le système des compensations. Et Michel, que faisait-il lui-même, sinon de s'avancer, étape par étape, vers le difficile bonheur? Mais chez lui les évolutions étaient plus lentes et moins directement consenties.

Assis à côté l'un de l'autre au centre du vaste salon, Michel et Arlata formaient un couple délicieusement accordé. Une égale propulsion vers le plaisir les jetait ensemble dans les rets d'un filet étroit. Ils causaient avec animation durant les intervalles des figures, dont ils avaient à cœur de bien mener la suite variée et brillante. Ainsi jouaient-ils aux propos inter-

rompus; et cette solidarité d'un moment de fête créait entre eux plus d'intimité que n'en avaient pu amener deux années d'incessant voisinage. Vers cinq heures du matin, comme la farandole allait s'ouvrir, ils avaient dû constater que leurs goûts en Littérature, en Art, en Métaphysique, et leur sens général de la vie étaient à peu près les mêmes...

## XXIV

D'un brusque saut en arrière, on était revenu au 1er mai 1207, date célèbre dans les fastes de la commune de Montpellier. Ces sortes de résurrections enchantaient l'imagination naïve des foules, en même temps qu'elles exerçaient la verve critique des gens instruits. Puisque cette année les folies du Carnaval avaient débordé sur le Carême et se poursuivaient jusque dans les beaux mois du printemps, il fallait inventer quelque chose de plus que les habituels divertissemens populaires; et, au lieu que ce fussent de grossières figures de carton qui symbolisaient les héros de cette journée historique, c'était cette fois de vivans personnages, de fringantes haquenées, de l'or, de la soie, de brillans costumes étincelans au soleil, et toute la beauté de la vie qui se lève lorsqu'on secoue d'une main hésitante la fine poussière dont se couvre le passé.

On était bien revenu à l'aube de cette journée... Quels battemens agitaient le cœur de la ville déjà puissante et avertie de son bel avenir! Cinquante mille poitrines percevaient en elles ces battemens, car il s'agissait de conserver l'indépendance de la cité qui depuis le VIIIe siècle n'avait fait que prospérer et grandir sous l'habile gestion de ses seigneurs, les Guillem. Le commerce y fleurissait avec de si nombreuses ramifications qu'on y parlait toutes les langues; les Chrétiens et les Sarrasins y trafiquaient de concert, et c'étaient constamment les atterrissages des marchands de la Lombardie, de l'Égypte, de l'Angleterre, de l'Orient qui apportaient et emportaient les denrées, les métaux et les parfums. Ses Écoles n'étaient pas moins renommées que son négoce. Placentin avait illustré le Droit et Arnaud de Villeneuve la Médecine; on accourait de partout consulter ses Esculapes fameux, qui n'avaient encore d'autres rivaux que ceux de Salerne. Soixante ans auparavant, l'archevêque de Lyon, se rendant à Rome et étant tombé malade en

chemin, s'était fait porter jusqu'à Montpellier, dans l'espoir d'y trouver une prompte guérison ; il y avait en effet laissé son mal, mais aussi le fond de sa bourse, comme le constatait, sans d'ailleurs s'en étonner, le grave abbé de Cîteaux, saint Bernard, qui assurait que son ami l'archevêque avait dépensé avec les médecins de Montpellier « ce qu'il avait et même ce qu'il n'avait pas. »

Tant de prospérité avait enorgueilli jusqu'au plus humble de ses habitans. Des alliances habilement choisies augmentaient sans cesse l'apanage des puissans seigneurs. Le dernier d'entre eux, Guillem VIII, avait donné sa fille Marie en mariage au comte de Comminges. C'était une enfant délicate et pensive et qui n'avait pas quinze ans; après peu de temps de cette union, le comte, déjà divorcé de ses deux premières femmes, l'avait répudiée; Marie était revenue vivre auprès de son père, au château des Lattes, en attendant qu'on pût lui trouver un nouveau parti; le peuple, qui l'adorait, rêvait pour elle les plus beaux destins. Aussi l'allégresse avait-elle été générale quand on apprit un matin que le roi Pierre d'Aragon acceptait de s'allier aux Guillem et de prendre Marie pour femme. Escorté de ses nobles hidalgos, le Roi était venue prêter serment de fidélité à la commune de Montpellier dans l'antique église de Notre-Dame-des-Tables, sanctuaire vénéré, aussi ancien que la ville; puis il avait emmené la jeune princesse dans le donjon de Mireval, qu'on lui avait donné en apanage. Mais cette union n'avait pas été plus heureuse que la première; bientôt Marie était revenue au château des Lattes, sans avoir connu les faveurs de son mari, qui tout à coup avait refusé de la voir, sous prétexte qu'elle n'était pas de sang royal. Cette fois la déception du peuple touchait à son comble : il fallait à tout prix que la fille de Guillem eût un héritier pour assurer à la commune les brillans avantages que devait lui procurer cette alliance inespérée. Guillem rongeait son frein, cherchait une ruse... Bientôt il l'eut trouvée : le roi d'Aragon, hardi cavalier et loyal jouteur, n'était-il pas aussi le mâle le plus voluptueux de son royaume, celui que ses compatriotes appelaient un « homme de femmes » *ell era hom de fembres!* Sous le subterfuge d'une aventure galante, on lui ramena un soir la docile Marie, déguisée en Mauresque et recouverte de longs voiles. Il ne la reconnut point; elle se montra aimable; le jour se leva

sur leurs embrassemens. Quand le Roi s'aperçut de sa méprise, il était trop tard pour s'en défendre; alors il prit le parti de rentrer triomphalement dans la ville avec son épouse, montés tous deux sur la même blanche haquenée et précédés des hautbois et des tambourins.

C'était cet épisode légendaire, enraciné fortement dans la mémoire du peuple, que l'on faisait revivre aujourd'hui. L'entrée solennelle des époux réconciliés, qui faisait présager la naissance d'un héritier du sang des Guillem, était saluée par des acclamations unanimes; et ces cris d'espoir et de joie retentissaient aussi nombreux que si vraiment le jeune homme et la jeune femme que portait la blanche haquenée eussent été le voluptueux roi d'Aragon et cette dolente princesse, qui plus tard devait encore connaître l'amertume du dédain et de l'abandon. Une suite magnifique se pressait derrière le couple royal; c'étaient les escholiers, les hérauts d'armes, le bayle, les consuls et toute la foule des ouvriers, des manans et des bourgeois, tôt levés et revêtus incontinent de leurs plus somptueux habits. Rien n'était changé, semblait-il, dans la ville aux profondes rues gothiques, aux vieilles pierres patinées de rouille; et c'était toujours le même soleil qui resplendissait sur ces têtes promptes à l'enthousiasme et fidèles au souvenir.

Mais bientôt l'illusion se fut dissipée. Rentrés le cortège, les hérauts d'armes et toute la séquelle des officiels personnages, le peuple se retrouva dans sa terne démocratie de chaque jour, les épaules lourdes des huit siècles, qui depuis s'étaient écoulés, et de tant de misères et de vicissitudes que le cours du temps charrie sans cesse sur l'humanité en travail. Après la suprématie espagnole, la dynastie capétienne, faiseuse d'unité, avait absorbé dans le domaine de France la belle province du Languedoc; puis ç'avait été les guerres intestines, la grande rafale de la Révolution, le coup de tonnerre de l'Empire, puis encore la Monarchie, puis la République encore; et toujours, toujours cette volonté supérieure, inflexible, qui courbe l'homme sur le sillon. Tant de sang avait coulé, tant de sueurs et tant de larmes!... Cependant on dansait, on s'amusait sur toutes les places, sur celle de l'Esplanade, sur celle des Abattoirs, dans les jardins et dans les faubourgs; on dansait, on cherchait encore la chimère de la Liberté et de l'Espoir... et de cette lointaine

journée, évoquée avec une certitude singulière, ce qui restait de plus vivant, de plus indestructible, c'étaient ces hautbois et ces tambourins, dont la musique légère entraînait les couples à l'oubli.

Le professeur Dubail et Cléophas Sorguier se promenaient à travers cette animation grandissante ; leur philosophie y trouvait matière à disserter longuement. Vers la fin de l'après-midi, comme la température continuait à être d'une douceur prenante, ils s'assirent sur un banc au centre de la longue promenade du Peyrou qui, de l'Arc de Triomphe à l'aqueduc Saint-Clément, prolongeait le déroulement de son tapis vert ; la statue de Louis XIV, costumé en empereur romain, s'élevait majestueusement dans ce décor inspiré de Versailles, et c'était une anomalie assez plaisante que d'assister au débordement de ces réjouissances populaires en un lieu où l'on se serait plutôt attendu à voir défiler les pompes solennelles de la Cour. Cependant des femmes en riches toilettes et des hommes portant déjà les nuances claires du printemps étaient venus jusqu'ici pour goûter la fraîcheur de cette soirée de mai. Ils échangeaient des colloques excités, et parfois, aux échos de la musique enragée qui montait des quatre coins de la ville, ils esquissaient des pas de danses ultra-modernes avec une aisance que des professionnels eussent enviée.

— Ne penses-tu pas, dit tout à coup Cléophas Sorguier à son vieil ami, que ces gens sont tout à fait fous ?

— Je ne le pense pas, répondit le professeur Dubail, — son sourire indulgent éclairait sa barbe blanche, — je ne le pense pas ! Je crois seulement qu'ils sont atteints de cette maladie contagieuse de l'extravagance qui sévit de temps à autre comme une épidémie sur les milieux les plus policés. Nous assistons à l'une de ces crises, dont le dénouement est problématique, et où, comme on dit communément, le monde danse sur un volcan.

Le stoïcisme de l'oncle Cléophas ne se contenta pas de cette explication :

— Regarde, regarde-les donc ! fit-il, en désignant deux nouvelles arrivantes ; les modes, cette année, sont d'une inconvenance qui dépasse les bornes ! Ne dirait-on pas, à voir ces femmes habillées à la turque, avec une jupe serrée par le milieu et une aigrette sur le turban qui les coiffe, qu'elles ont aban-

donné toute pudeur... Et pourtant, ce ne sont pas des courtisanes !

— Sûrement non ! dit le père d'Arlata, qui venait de reconnaître en ces promeneuses deux charmantes amies de sa fille.

— Autrefois, reprit Cléophas Sorguier, on s'amusait certainement. J'ai été jeune ; j'ai passé par les mêmes stades que la jeunesse d'aujourd'hui. Mais je ne me souviens pas d'avoir jamais constaté un tel dévergondage, une telle perversion du sens moral dans toutes les classes de la société. Tu disais tout à l'heure que nous dansions sur un volcan ; je crois plutôt que c'est la course à l'abîme.

— Ne soyons pas trop pessimistes, corrigea doucement le professeur. Le pessimisme est une plante vénéneuse d'importation étrangère, que nous ne devons pas acclimater chez nous. Je ne puis nier l'évidence ; j'admets qu'il se passe en ce moment un phénomène dont les causes seraient peut-être assez faciles à démêler, et dont les effets nous demeurent encore inconnus. Le plus curieux, c'est que, malgré tant de dissipation et de concession au plaisir, nos étudians n'ont pas cessé un instant d'être laborieux et exacts ; ils travaillent avec plus d'ardeur, avec plus de profit que jamais. Je puis t'en donner l'assurance.

— Je le sais bien, dit l'oncle Cléophas ; et c'est précisément ce qui me fait douter que nous soyons dans notre bon sens. De mon temps, quand on s'écartait un peu du devoir, le lendemain on ne pouvait plus rien faire, on s'avouait entre soi qu'on avait mal aux cheveux.

Cette réminiscence eut le pouvoir de le faire sourire, tandis que le professeur Dubail riait à pleine gorge, sans se gêner :

— Tu vois bien ! Tu vois bien ! Ce n'est pas une question de principe, c'est une question de quantité ! Ils ont la tête plus solide que nous.

— Il n'en est pas moins vrai, déclara l'oncle Cléophas, qu'il y a quelque chose de changé dans la situation présente. Que vaut cette génération qui succédera à la nôtre et que je ne veux certes pas calomnier ? Que porte-t-elle en elle ? Quel sera son rôle dans l'avenir ? Un grand désir de gloire l'anime, cela est certain. Je n'en veux pour preuve que cette fidélité au travail que rien ne peut ébranler, Mais que de fermens dangereux risquent aussi de faire avorter les belles qualités de la race, ces

qualités qu'elle conserve encore sous des apparences regrettables, — oui, bien regrettables en vérité !

Ils se levèrent, car la promenade maintenant était envahie par une foule tumultueuse et exigeante qui se mêlait sans façon aux groupes distingués des bourgeois et des gens de qualité. Sur la longue piste du tapis vert, cette foule se livrait à des gambades forcenées, et quelques voix même ne craignaient pas d'entonner l'*Internationale*. On avait bu. Au parfum des chèvrefeuilles en fleur et des myrtes, l'odeur desséchante de l'alcool ajoutait un relent acide. Et la gaieté de cette journée se terminait dans une effervescence grosse d'inquiétude.

Cléophas s'arrêta un instant devant le Louis-Quatorze de bronze, qui de son sceptre indiquait le bel horizon toujours pareil.

— Il n'avait pas prévu tout cela ! murmura-t-il.

Mais le professeur Dubail ne jugea pas à propos de contredire sur ce point son vieil ami, trop imbu de l'irrémédiable vice des choses.

Et ils s'en allèrent à petits pas, tels Sénèque et Pythagore, si le Destin avait fait naître dans le même âge de l'Humanité ces deux philosophes aux tempéramens contraires.

## XXV

On en parlait depuis quelques jours, mais personne encore ne voulait y croire. Après tant de tumulte et d'allégresse, après la grande vague de plaisir qui, jusqu'à cette dernière semaine de juillet, n'avait pas cessé de rouler, du Nord au Midi de la France, son flux et son reflux étourdissant, on ne pouvait croire à cela, on se refusait à y croire... Après avoir tant discouru sur la fraternité des peuples, tant travaillé pour la paix, tant souffert pour la garder sereine et droite au milieu de la nation en confiance, on ne voulait pas croire à cette chose épouvantable qui apparaissait tout à coup à l'horizon et mettait le holà à toutes les chimères de l'Idée. Non, on ne voulait pas y croire...

Michel, aux premiers bruits de la guerre, avait couru chez Gabriel d'Artissac. Bien souvent il avait pu juger de la singulière force d'intuition que recélait en elle cette nature de poète et d'artiste restée intacte au milieu des frottemens de la vie.

Mais cette fois, c'était le cœur serré d'angoisse qu'il retournait à la mansarde transformée en tour d'ivoire, où l'étudiant amoureux des Muses abritait son rêve et aussi son multiple labeur; et, chemin faisant, il se demandait s'il allait le trouver là encore, ou si, brusquement, Gabriel n'aurait pas quitté Montpellier pour rejoindre sa famille en Dordogne et attendre les événemens dans le vieux château ancestral. Il y avait plusieurs jours que les deux jeunes gens ne s'étaient vus. « Serait-il parti sans me dire adieu? » s'inquiétait Michel. Et cette pensée augmentait l'angoisse vague qui étreignait son cœur. Dans ce quartier populaire où l'odeur âcre des anciennes tanneries traînait encore sous le ruisseau couvert du Merdanson (le Verdanson, disaient aujourd'hui les gens bien parlans, car ce ruisseau, au cours des siècles, avait plusieurs fois changé de nom); dans ce quartier populeux, c'était un silence de mauvais augure; Michel traversa la ruelle étroite où, après tant d'années de séparation, il avait rencontré, — si loin de Paris! — son plus cher camarade de Rollin! Quelle joie alors! Quelle surprise heureuse! Il entendait la voix souple et puissante de son ami jeter aux échos d'alentour les vers de Rabelais mis par lui en musique et qui étaient devenus le refrain préféré de leurs fêtes :

*Ung fifre allant en fenaison*
*Est plus fort que deux qui en viennent...*

Allaient-ils partir ensemble pour la fenaison de la gloire? Et comment en reviendraient-ils? Michel essayait de concilier tout cela dans son esprit. Ses jambes tremblaient d'impatience en montant l'escalier. Il aurait voulu déjà être dans les bras de cet ami d'enfance qui avait tout su de ses premiers élans et de ses premières illusions. Là-haut, sur la petite terrasse ouverte à plein ciel, le poète ne caressait plus les cordes de sa cithare et n'invoquait plus les Muses propices; debout et attentif, il semblait écouter des voix lointaines.

Vers l'Orient douteux tourné comme les autres,
Écoutant tous les bruits, formidables et doux...

Ce fut avec cette réminiscence de leur classe de rhétorique que Michel l'aborda, et tout de suite ils rentrèrent dans la réalité présente :

— Est-ce que vraiment nous la subirons, cette guerre? Est-ce que vraiment nous pourrons en arriver là?

— Je l'espère et je l'attends!

Et, comme Michel s'étonnait, s'indignait presque que son ami pût envisager de gaieté de cœur une éventualité aussi grosse de périls, Gabriel eut une brusque détente d'impatience :

— Eh! mon Dieu, oui! Qu'on en finisse! Je ne suis pas un homme de proie, ni un ogre avide de sang. J'ai horreur de la force brutale que symbolise, depuis que le monde est monde, la vile idole à face de taureau. Mais qu'on en finisse! Qu'on attende de pied ferme la bête maudite! Il y a assez longtemps qu'elle nous menace, et que nous nous dérobons devant elle. Cette fois, nous saurons enfin si l'impondérable fierté de l'esprit n'est pas supérieure à l'orgueil pesant de la brute, et quelle est celle des deux puissances qui devra triompher dans cette lutte aussi vieille que l'humanité.

Il parlait avec un accent entraînant et prophétique. Michel cependant risqua une objection :

— Alors, tous les sacrifices consentis jusqu'à présent n'auront servi qu'à nous jeter plus durement contre un ennemi implacable?

— Il n'y a pas d'effort perdu, assura doucement Gabriel, dont le visage se recouvrait de songe; nous retrouverons cela plus tard. Pour l'instant, ne pensons qu'à cette heure magnifique, dont l'aube se lèvera sans doute bientôt pour la France, l'aube rouge, éclatante, qui sera la revanche de demain.

— Allons! dit Michel convaincu, je vois qu'il faut renoncer à ces utopies généreuses dont on a nourri notre jeunesse; nos maîtres, nos éducateurs, les ouvrages de philosophie qu'on mettait entre nos mains, ne nous ont-ils pas enseigné qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir pour le monde, et que l'heure était venue de réaliser le grand rêve de la fraternité universelle?

— En attendant l'avènement de cet Évangile, on préparait là-bas la poudre sèche et les canons. Sommes-nous prêts, quant à nous? je l'ignore! Ce que je sais pour ma part, c'est que j'ai déjà offert ma vie : ce soir, demain, quand il le faudra, je marcherai le front haut et l'ivresse de la mort dans le cœur.

— Moi aussi, fit simplement Michel.

Ils s'étaient pris les mains et se les serraient avec enthousiasme, comme pour un pacte tacite dont ils ratifiaient l'enga-

gement. Puis Gabriel d'Artissac se mit tout à coup à sourire.

— Dis donc, si leur Otto Ridler revenait en ce moment pour servir aux étudians sa conférence humano-musico-scientifique, on ne le porterait plus en triomphe, on ne le recevrait plus comme le surhomme, le Messie, l'annonciateur! Ont-ils été assez ridicules, avec leur emballement?

Michel rougit un peu; il se souvenait que c'était uniquement pour ne pas déplaire au professeur Dubail et à Arlata qu'il avait renoncé à se joindre à ses camarades en cette circonstance mémorable :

— Toi, dit-il, tu as toujours plané au-dessus de ces erremens, tu as pris le parti de la Tour d'Ivoire.

— Mon cher, la Tour d'Ivoire a du bon; mais il faut savoir en descendre quand le tocsin d'alarme sonne au beffroi de son municipe; j'en descendrai, et, s'il plaît à Dieu, je serai aussi bouillant dans la lutte que j'ai été calme dans l'attente.

Le jeune gentilhomme laissait percer dans ses regards la fierté qu'avait déposée en lui une longue suite d'ancêtres à l'irréprochable honneur. Gabriel ne se sentait pas moins ardent; il venait de jeter comme une défroque usée et suspecte les apports de provenance étrangère qui avaient fait jusqu'à présent le fond de ses idées générales; maintenant, il était prêt. Cependant il doutait encore que l'heure solennelle fût arrivée, ou que même elle vînt jamais au milieu de tant de contradictions, de tant d'intérêts en jeu, de tant de fils enchevêtrés à démêler.

— Descends-tu avec moi? demanda-t-il à son ami.

Dehors, ils trouvèrent le silence partout rompu. Afin d'avoir des nouvelles, les ouvriers abandonnaient l'usine ou l'atelier; les femmes sortaient sur le pas de leur porte et interrogeaient les passans.

— Eh bien! sait-on quelque chose?

Mais on ne savait rien encore, rien de précis, rien de certain. Les journaux n'apportaient que des renseignemens vagues, et toujours l'espoir que les chancelleries triompheraient de la formidable crise et détourneraient l'orage qui grondait de l'Orient à l'Occident. La volonté d'un seul homme, pareille à une épée de Damoclès suspendue sur le front innombrable de l'Europe, restait immobile, menaçante; — le glaive rentrerait-il au fourreau?

— Allons jusqu'à la Brasserie voir ce qu'ils disent, proposa Gabriel, que l'instinct de la solidarité poussait vers ses compagnons d'études, — peut-être ses frères d'armes de demain...

L'Esplanade fourmillait de monde, et la Brasserie regorgeait de consommateurs; mais on buvait peu, et c'était surtout pour la forme que l'on commandait les boissons rafraîchissantes, malgré la chaleur de cette fin de juillet où l'air desséchant brûlait la gorge. Des étudians de toutes les Facultés, le Droit, les Lettres, les Sciences, la Médecine, étaient là, parlant et s'interpellant d'une table à l'autre; on sentait qu'entre eux le souffle d'une espérance commune venait de passer, et que jamais, même au jour des plus grandes solennités universitaires, ils n'avaient été rapprochés comme aujourd'hui.

Au milieu d'un groupe compact, Bernard Dureval pérorait. Sa voix d'enfant du peuple, qui avait gardé l'accent du terroir, dominait toutes les autres conversations. Debout derrière sa chaise, sa face énergique barrée d'une moustache plébéienne taillée en brosse, il attirait à soi par une sorte de magnétisme positif, et aussi par une facilité oratoire qui rendait toujours intéressantes ses élucubrations, alors même qu'on n'en acceptait pas les principes. Gabriel et Michel se dirigèrent de son côté; ils étaient curieux d'entendre quels propos pouvait tenir en un pareil jour ce fervent de l'Internationalisme, ce disciple des socialistes les plus farouches.

— Oui, criait Bernard Dureval, étendant ses bras dans une gesticulation passionnée, j'ai cru longtemps que l'homme meilleur serait celui qui abolirait les frontières et qui rapprocherait les peuples dans un fraternel embrassement. Je me trompais, je crois maintenant que l'homme meilleur sera celui qui défendra le sol de ses pères, sa patrie intégrale, son propre foyer. Alors, n'est-ce pas? nous marcherons tous d'un seul cœur, les enfans du peuple de France, d'un seul cœur, d'un seul élan, tous, tous!...

— Tous! tous! répondaient en écho des centaines de voix, mâles et vibrantes.

Cependant on n'ajoutait aucun cri de haine ou de provocation. On se gardait de sortir de cette note grave, presque religieuse, qui donnait le son des cœurs.

Béhémond essayait de pérorer à son tour; sa verbosité naturelle, parsemée de tours de phrase primitifs et de locutions

exotiques, ne prêtait plus à rire; on ne songeait pas non plus à le railler sur l'élégance trop raffinée de sa tenue, qui si souvent lui avait attiré les plaisanteries de ses camarades : « Quand mulâtre met ses bels habits, li dire : négresse pas maman li. » On l'écoutait en silence. Il parlait avec une générosité impulsive, une franchise de sentimens, qui vraiment le rendaient beau. On eût dit un guerrier antique prêt à partir, avec ses éléphans et ses tentes multicolores, pour une expédition contre les barbares du Sud. Mais c'était mieux que cela. Il représentait en ce moment la glorieuse épopée des conquêtes de la France, et la fidélité touchante de ses nouveaux fils. On l'applaudit; on l'aimait; et Sébastien Lepic, se levant, alla vers lui et l'accola de deux baisers retentissans sur ses joues de bronze.

Puis, brusquement, les éloquences se turent. On venait d'apporter les journaux du soir. Les nouvelles étaient un peu moins alarmantes. On espérait encore que le terrible conflit serait écarté; des articles écrits dans la paix du cabinet de travail proposaient encore des solutions conciliatrices. Mais, à la dernière page, une dépêche laconique permettait de tout supposer. Alors ce fut de nouveau le grand silence; toutes les têtes baissées lisaient, dévoraient les lignes; chacun cherchait à y découvrir cette vérité obscure, confuse, qui se dérobait sous le protéisme fuyant des mots. Une chaleur étouffante régnait dans cette salle où tant de poitrines humaines haletaient. Michel, quand il eut achevé de parcourir les feuilles publiques, serra la main de Gabriel d'Artissac et sortit.

Il avait la fièvre; les émotions successives de cette journée, durant laquelle il lui semblait avoir vécu plusieurs années de sa vie, le laissaient dans un état d'hypertension qui lui rendait tout repos impossible. Il avait besoin de grand air et d'espace, et surtout de solitude. Bien que l'heure du dîner approchât, il résolut de ne pas rentrer à la maison; il n'avait pas faim, et, d'autre part, il n'était influencé par aucun scrupule à l'égard de l'oncle Cléophas, qui, une fois pour toutes, lui avait dit : « Si tu n'es pas là au moment des repas, je me mettrai seul à table. Tu ne me devras aucune excuse. » Alors il s'en allait vers les riantes campagnes, qu'un rayon de soleil dorait encore dans ces longues veillées de l'été. La moisson presque partout était faite, mais le regain repoussait déjà et revêtait la

terre d'une seconde parure d'épis, légère comme une robe de gaze. Plantureuses et riches, les vignes étalaient sur les coteaux leur forte verdure; et, dans les champs potagers, les légumes plantés serré débordaient les carrés bien alignés qui se succédaient à perte de vue. C'étaient l'abondance et l'heureuse fertilité. Et il devait en être ainsi dans tous les champs, dans toutes les prairies, dans tous les vignobles de France. Et c'était cela qu'il fallait défendre, cela qui était le résultat d'un labeur obstiné, où la sueur et la fatigue dépensées sans cesse avaient tiré de la terre tous ces biens. Michel errait au hasard à travers cette nature arrivée au point culminant de sa beauté; l'enthousiasme qui l'avait soulevé un instant s'abolissait maintenant devant une fortuite inquiétude : aurait-il l'abnégation nécessaire pour accomplir dans toutes ses rigueurs ce devoir qui allait s'imposer à lui, — le plus grand de tous les devoirs, — pour affronter sans défaillance, non seulement la mort, — cela lui paraissait peu de chose, — mais les fatigues, les misères, les privations et l'oubli total de soi? Rien ne l'y avait préparé; la fibre patriotique n'avait jamais eu occasion de vibrer en lui; il n'avait pas eu derrière son berceau, comme Gabriel d'Artissac, une longue lignée d'ancêtres belliqueux qui commandaient la vaillance à son sang; il était né d'un père dilettante et artiste, et d'une mère dont il avait ignoré le tempérament, puisqu'il l'avait si tôt perdue, mais qui certainement lui avait légué des délicatesses, des exigences, des frilosités d'âme dont il n'avait jamais songé à se défaire. Même à la caserne, où il avait passé deux années et où il s'était mortellement ennuyé, il avait toujours conservé cette aptitude prédominante, la passion pour les idées et pour l'observation scientifique des faits. Et, maintenant, il allait être un soldat, c'est-à-dire un homme voué à l'obéissance passive, un homme qui n'a plus de nom, de désir, de volonté et qui doit être dans les mains de ses chefs ce que Loyola exigeait de ses adeptes : *perinde ac cadaver*. Saurait-il être ce cadavre vivant, ce héros sacrifié et anonyme? Il se le demandait avec cette sincérité douloureuse qu'il mettait toujours à s'examiner soi-même aux heures critiques de sa vie. — Et, si la transformation nécessaire ne se faisait pas, s'il restait l'être indépendant et personnel qu'il avait été jusqu'à présent, il ne servirait pas bien son pays, il ne remplirait pas complètement le grand devoir... Ah! que ce calice s'éloignât de lui! Que le spectre

sanglant de la guerre se détournât de cette patrie charmante et heureuse où il n'avait respiré que de doux effluves! Mais, au point où en étaient les choses, cela pourrait-il être? Il comprenait que non; il était pareil à un homme brusquement réveillé et qui s'attarde encore un peu avant de se jeter hors du repos.

Il s'avançait à la lisière d'un boqueteau de frênes; la nuit commençait à gagner sur l'horizon et noyait les choses dans une vapeur bleue et fuyante; quelques maisons isolées formaient des taches sombres sur ces clartés indécises, maisons de paysans ou de cultivateurs à la toiture basse, que précédait une cour où dans la journée la volaille devait s'ébattre. Tout près, un froissement dans le feuillage fit s'arrêter Michel; il vit la chevelure blonde, le corsage rouge et la jupe évasée d'une fille qu'un garçon venait de rejoindre. Ils se parlaient à voix basse, rapidement — « Ne vous faites pas de tourment, allez! ne vous en faites pas plus que je ne m'en fais moi-même! » — « Alors, c'est vrai, Bruneau? Vous allez partir? » — « Bien sûr! Si c'est pas demain, ce sera le jour après. Le maire nous a avertis qu'il faudrait se mettre en route, aussitôt l'affiche posée. C'est pourquoi je suis venu vous dire au revoir. » La jeune fille pleurait; Michel entendait de petits sanglots mourir dans sa gorge; quant au garçon, il s'était tu; la même émotion l'étreignait sans doute; il y eut une seconde de tragique silence; puis ce furent deux baisers échangés avec une ferveur égale, deux baisers vigoureux, sonores, qui avaient la valeur d'un serment. Les pas s'éloignèrent dans des directions différentes; l'aboi d'un chien retentit. Michel se remit en route. Malgré la tristesse de cette scène d'adieux, il enviait presque le sort du jeune paysan qui emportait avec lui un gage de tendresse, quelque chose qui le fortifierait, qui l'électriserait pendant le choc des combats et qui, s'il devait mourir, lui assurerait l'immortalité dans un cœur. Mais lui, en partant, il n'emporterait rien de semblable; il s'en irait seul, il reviendrait seul, il se retrouverait seul dans la vie; l'amour ardent et pieux d'une femme ne le suivrait pas dans cette épreuve surhumaine; il ne laisserait pour l'attendre ni une mère, ni une sœur, ni une fiancée, ni même une maîtresse chérie. *Væ soli! Væ soli!* se répétait-il en regagnant la ville à grands pas. Jamais il n'avait ressenti plus vive la misère d'être détaché du tronc primitif et de ne s'être pas fait de nouvelles racines. Les étoiles brillantes

sur sa tête, la fécondité de la terre, la paix des arbres exaltés dans la nuit, tout cela le poussait à souffrir. Il croyait entendre contre ses épaules la malédiction implacable qui pesait sur toute la race d'Adam : Marche! marche! — Et il songeait aux baisers qu'échangeaient à cette heure ceux qui demain peut-être seraient séparés...

Les faubourgs étaient tout en rumeur; il y avait autant de monde dans les rues que les jours des plus grandes fêtes; le chant de *la Marseillaise* montait dans l'azur glorieux du ciel. En passant devant la caserne du Génie, Michel vit les soldats qui astiquaient leur fourniment à la lueur des grosses lanternes accrochées aux poutres de la cour. Quelques officiers allaient et venaient au milieu d'eux. Tous étaient graves, silencieux, stricts. C'était la veillée des armes. Alors il cessa de penser à lui-même; il ne fut plus que ce qu'il devrait être désormais, un bras qui allait servir, une volonté qui allait obéir, une chair d'homme offerte aux morsures de la mitraille pour le salut et le rachat de la Nation.

## XXVI

La ville semblait s'être tout à coup vidée... Plus sensible qu'ailleurs dans la vieille cité universitaire, le départ de tant de bruyante jeunesse laissait comme un deuil au sein de la population restante. Cependant une activité continuelle régnait sous le couvert du silence et aucune main n'était inoccupée.

Énimie, dès le début de la guerre, avait pris l'initiative d'organiser un des nombreux ouvroirs qui bientôt allaient fonctionner dans tous les quartiers de la ville. Les femmes du peuple, celles de la noblesse et de la bourgeoisie participaient aux mêmes travaux et s'unissaient dans le même labeur. Il fallait tant de choses pour assurer le bien-être relatif des soldats, ou plutôt pour les empêcher de trop souffrir! Des femmes seulement pouvaient savoir ce qui manquait à ces héros magnanimes, brusquement arrachés à leurs foyers par l'appel immédiat du tocsin. Chaque après-midi, on se réunissait autour des longues tables de couture, en attendant que dans les ambulances les premiers blessés arrivassent, et que des devoirs plus urgens encore fussent dévolus aux mains féminines. Quelque-

fois on prolongeait le travail assez avant dans la soirée. Si l'on faisait beaucoup de besogne, on parlait peu. Le bavardage que favorise habituellement le rythme pressé des aiguilles cédait la place à une méditation inquiète : « Où sont-ils ? Que font-ils ? Pourquoi ne donnent-ils pas de leurs nouvelles ? » Rares étaient les lettres reçues de là-bas, et, quand elles arrivaient, elles avaient tant traîné en route que l'on n'osait plus, en les lisant, s'abandonner à la confiance : « Depuis, se disait-on, tant de choses ont pu se passer ! »

Ainsi s'écoulaient les heures, monotones et cruelles. Après la gaieté exubérante de l'hiver, la tristesse d'un été sans ébats... Mais qui donc eût songé à philosopher ou à se retourner en arrière ? On regardait devant soi l'horizon chargé de menaces, et si dans la nuée sombre allaient apparaître quelques lueurs fugitives d'espoir. *Stabat mater dolorosa :* les mères, debout sur la colline, cherchaient à recueillir les échos de la formidable mêlée. Quelques-unes déjà étaient en deuil. Les vendanges cette année allaient se faire avec le sang, et les belles grappes pressées ce seraient les corps de leurs fils.

Un matin, Énimie, toujours arrivée la première à son ouvroir, s'occupait à préparer les tâches de la journée, quand elle vit entrer Arlata Dubail, que le professeur avait conduite jusque là. Arlata n'avait plus l'éclat radieux de son regard, ni la délicieuse animation de son sourire ; grave, elle semblait porter, elle aussi, la meurtrissure de la France.

— Me voici, dit-elle simplement. Si je ne me suis pas jointe à vous plus tôt, c'est que j'hésitais à laisser mon père seul, alors que je ne l'ai jamais quitté. Mais il a compris la lutte qui se passait en moi, et c'est lui-même, aujourd'hui, qui m'a ordonné de venir.

— Je vous attendais, répondit Énimie en l'embrassant. Asseyez-vous là. Vous allez nous être très utile. Nous n'aurons jamais assez de doigts agiles pour fabriquer les innombrables objets qu'on nous réclame.

Elle sourit un peu. Elle n'avait presque pas changé. Son air recueilli et exceptionnel d'avant était devenu un air naturel, en accord avec les vicissitudes présentes. Bientôt elle ne s'occupa plus d'Arlata ; d'autres femmes, d'autres jeunes filles entraient, qui sans bruit venaient s'asseoir à leur place et se

penchaient sur le travail quotidien. Énimie, au milieu d'elles, était comme la bergère au milieu de son troupeau. Entendait-elle des voix, comme Jeanne aux champs de Lorraine? Elle semblait, après cette miraculeuse figure, continuer implicitement la tradition d'abnégation et de dévouement inscrite au cœur de toutes les femmes de France, depuis que la plus grande d'entre elles avait donné sa vie pour le « doulx royaume. » Pas un instant, elle ne perdait la sérénité de sa foi. Cependant, quelles confidences navrantes elle recevait! Combien, parmi ses collaboratrices de l'heure présente, tremblaient pour un être cher! Elle essayait de remonter les courages; elle distribuait cette manne de l'espoir qui fait traverser le désert aride de l'existence, et, faute de quoi, les plus vaillans risquent de succomber en chemin. Elle était bonne et miséricordieuse à chaque souffrance; elle savait écouter toutes les plaintes.

A côté d'Arlata, une brune ouvrière cousait en silence; elle pouvait avoir vingt-deux à vingt-trois ans. C'était une de ces jeunes femmes du peuple, dont le type se retrouve fréquemment dans le Bas-Languedoc : maigre, le visage très blanc, avec des yeux dont on dit qu'ils font le tour de la tête, et une chevelure lisse et noire qui accentue, sans l'endurcir, l'expression ardente des traits. De temps en temps, d'un geste furtif, elle portait la main à ses paupières; mais quelquefois aussi une larme, qu'elle n'avait pas assez vite captée, tombait sur son ouvrage et y formait une petite tache circulaire. Cela troublait Arlata, qui eût aimé interroger cette douleur muette, mais qui, peu experte, ne savait comment y toucher; — ainsi que tous les gens qui n'ont pas encore souffert, Arlata ignorait l'art difficile de consoler, que possédait si bien Énimie, et à cette inconnue qui pleurait près d'elle, elle n'osait manifester la chaude sympathie de son cœur.

Pourtant de rapides dialogues s'échangeaient de voisine à voisine; et c'était toujours les mêmes mots qui exprimaient les mêmes pensées, des mots simples, sans artifice, qu'elles employaient toutes, les grandes dames aussi bien que les autres, pour exprimer des pensées pareilles... — « Vous a-t-il écrit? — Moi, je n'ai rien encore. — Pourvu qu'il ne soit pas blessé, ou prisonnier, ou malade!... » Elles s'arrêtaient là; elles se gardaient d'énoncer le doute suprême, comme si, en l'entendant, la mort, si affairée à cette heure, se fût présentée pour une vic-

time de plus. Et toutes les têtes, penchées sur l'humble travail, s'absorbaient dans l'imaginaire et décevante poursuite. — Mais que pouvait-elle avoir, cette pauvre femme silencieuse, et qui continuait de pleurer ? A la fin, Arlata, lui demanda doucement :

— Vous avez perdu quelqu'un ? Déjà ?

Les yeux immenses et mouillés se levèrent sur elle :

— Non, Dieu merci ! quoique ce soit peut-être pire... Mon mari ! il est parti à la guerre sans que nous ayons pu nous embrasser.

— Oh ! fit Arlata, je comprends votre chagrin ; mais comment cela s'est-il fait ?

— Il était allé passer quelques semaines dans la Creuse, parce qu'il est ouvrier métallurgiste, et que là on avait besoin de gens de son métier. La mobilisation l'y a surpris. — Maintenant, quand le reverrai-je ?

Elle essuya de nouveau ses paupières du même geste furtif; puis, loquace tout à coup :

— Il faut que je vous raconte : nous étions mariés depuis trois mois seulement ; et, depuis qu'il est parti, j'ai eu la certitude que je le rendrai bientôt père. — Alors, s'il ne revient pas, vous comprenez ?...

Arlata avait rougi ; cet aveu la troublait plus que les larmes de la petite épouse ; de nouveau elle s'éprouvait gênée et impuissante à trouver les paroles qu'il eût fallu dire. Mais Énimie s'approchait et rapidement se mettait au courant de la conversation.

— Ne vous désolez pas, assurait-elle de sa voix tranquille, votre mari reviendra ; Dieu ne permettra pas qu'il ne connaisse pas son enfant ; alors vous aurez deux êtres à aimer, à soigner, deux êtres chers au lieu d'un ! — Ne serez-vous pas complètement heureuse ?

Les yeux mouillés s'illuminèrent d'un rayon de joie.

— Ah ! si cela pouvait être ! Si vous pouviez dire la vérité ! Quelle douce vie nous passerions tous les trois ! Ah ! mon Dieu ! Je me sens déjà plus courageuse ; j'ai honte d'avoir tant pleuré ! — Pensez-vous que cela ait fait du mal à mon enfant ?...

Comme la presse était de plus en plus grande, et que chaque jour de nouvelles demandes affluaient à tous les ouvroirs de la

ville, Énimie et Arlata s'étaient décidées ce soir-là à veiller ensemble. Il fallait complèter un envoi de lingerie qui devait partir le lendemain pour le front. Sans perdre une minute, elles travaillaient à la clarté de la lampe électrique qu'atténuait un abat-jour improvisé. On était déjà en Novembre, mois des journées grises et des nuits immobiles, couvées par la buée opaque d'où sortira le soleil délivré du solstice. Actives, elles ne relevaient même pas la tête; jamais ouvrières, obligées de peiner pour gagner leur vie, n'avaient déployé une fébrilité égale. Comme onze heures sonnaient, Énimie mettait le point final à son ouvrage; elle le plia, le déposa sur une haute pile déjà prête; puis elle se rapprocha d'Arlata, afin de l'aider à terminer la dernière chemise de flanelle dont les deux manches étaient inachevées encore.

— Comme cela, nous finirons plus vite!

Arlata ne répondait point: elle cousait... on eût dit que ses doigts étaient éclairés par le reflet de son admirable chevelure rousse. Tout à coup elle se piqua. Un petit filet de sang sortit de son index, troué par l'aiguille.

— Vous voilà blessée! dit Énimie avec son paisible sourire.

— Ah! fit Arlata, secouant brusquement sa torpeur; je voudrais que ce fût davantage et que tout mon sang coulât, s'il le faut. Jamais jusqu'ici je n'avais désiré être un homme; mais maintenant, ah! oui, je le souhaiterais passionnément! Je souhaiterais être plus utile...

— Chacun sa tâche, prononça Énimie avec résignation.

Elles avaient repris l'étoffe; leurs mains se heurtaient parfois à petits coups secs qui leur faisaient mal. Mais elles ne s'interrompaient point; elles continuaient de se hâter, au bruit mécanique de l'heure.

Arlata sentait sa langue se délier; sûre maintenant que la tâche urgente serait remplie, elle parlait, heureuse de se détendre enfin :

— Mon Dieu! soupirait-elle en regardant la petite étoile rouge que son sang avait laissée sur la blancheur de la tunique, que ce ne soit pas un mauvais présage pour celui qui la portera! Quel sera-t-il, celui-là? De quel pays? Peut-être sera-ce l'un des nôtres?

— Tous les Français nous sont également chers à cette heure, reprit Énimie, convaincue.

— Tous nous sont chers, mais pas tous également, oh non! Est-ce que cela serait possible?

Sans répondre, Énimie retournait l'ouvrage.

— Voilà : il n'y a plus que les boutonnières à faire, et les boutons des poignets à poser. Il faut les coudre solidement. Là-bas il n'y a pas d'ouvrières pour remettre les boutons qui manquent.

Arlata soupirait encore; elle oubliait les sages recommandations d'Énimie, et tenait son aiguille droite et inoccupée :

— Comment ne pourrait-on pas en préférer un parmi la foule de ces jeunes hommes qui combattent en ce moment pour la France? Les mères ont leurs fils, les femmes leur mari, les jeunes filles leur fiancé, ou simplement celui qu'elles aiment!

Elle avait prononcé cette dernière phrase avec tant de ferveur secrète qu'Éminie s'arrêta à son tour :

— Et vous? interrogea-t-elle. Vous avez aussi votre héros?

— Oui, dit Arlata avec sa belle franchise impulsive. Peut-être l'avez-vous deviné?

— Peut-être! Du jour où je vous ai vue repousser les avances de Sébastien Lepic, j'ai pensé que sans doute votre cœur s'était donné déjà.

— Vous ne vous trompiez point : il s'est donné en effet, donné pour toujours...

Elles s'étaient remises à coudre; le même nom flottait sur leurs lèvres, que ni l'une ni l'autre, par un détour de leur délicatesse, n'osait prononcer la première.

— Avez-vous de ses nouvelles? demanda bientôt Énimie.

— Pas encore. Tous les autres écrivent, excepté lui! Tous les autres envoient au moins une pauvre petite carte, griffonnée au crayon entre deux alertes. Mais lui n'a rien envoyé depuis le départ. Son oncle n'y comprend rien, et mon père aussi s'en inquiète, car c'était un de ses élèves préférés.

— Alors, dit Énimie en posant l'ouvrage complètement terminé cette fois, c'est bien lui que vous aimez, Michel Sorguier? Je l'avais prévu. J'en suis heureuse. Il a toutes les qualités précieuses qu'une femme peut souhaiter rencontrer dans le compagnon de sa vie ; et ses défauts sont pleins de grâce ; ce sont ceux de la jeunesse ; ils s'atténueront un peu plus chaque jour.

— Vous le connaissez bien?

— A peu près comme s'il était mon enfant !

Arlata s'était jetée contre la poitrine d'Énimie; elle lui entourait le cou d'un bras caressant :

— Croyez-vous qu'il puisse m'aimer ? Le croyez-vous ? Moi, j'ai tellement peur parfois qu'il en aime une autre ?...

Un grand trouble l'agitait toute... Mais Énimie, maternelle, la rassurait.

— Ne vous tourmentez pas. Ayez confiance ! Son évolution n'est pas achevée encore ; il a beaucoup de leçons à recevoir de la vie. Il faut prier d'abord pour qu'il nous revienne.

— Ah ! dit Arlata, je le demande à Dieu constamment ! S'il ne revenait pas, je sens bien que je mourrais de douleur !

Énimie avait repris son visage impassible de Madone, qui s'était attendri un instant devant l'émoi de la jeune fille.

— On ne meurt pas de douleur, murmura-t-elle ; sans quoi nous serions trop qui succomberions, avant d'avoir porté notre croix jusqu'au bout. Les hommes font, aux heures tragiques où leur héroïsme s'enflamme, le don de leur sang à la patrie ; mais nous, nous versons nos larmes secrètement, patiemment, sur l'autel ignoré du foyer. Cette rançon vaut peut-être l'autre. Il faut beaucoup souffrir pour acheter le droit d'être heureux.

## XXVII

Il était dix heures du matin. C'était l'instant où plusieurs fois par semaine les trains remplis de blessés arrivaient en gare et déposaient sur le quai leur lamentable chargement. Un nombreux personnel d'infirmières et de médecins de la Croix-Rouge procédait à l'enlèvement des civières, après avoir donné les premiers soins à ces victimes du devoir dont quelques-unes avaient déjà l'apparence de cadavres. Ceux qui pouvaient parler demandaient à boire ; une soif atroce les dévorait, à la suite de ces longues heures de cahotemens pendant lesquelles leur fièvre s'exacerbait ; quelques-uns avaient le délire ; ils prononçaient des phrases disjointes où les mots de France et de Victoire revenaient sans cesse ; et tous, poudreux, salis, dépenaillés, apportaient avec eux le témoignage des tragiques réalités d'une guerre dont les imaginations les plus vives eussent été impuissantes à retracer le tableau.

Ce jour-là, le convoi était en retard ; dans les salles d'attente,

aménagées en ambulances provisoires, les jeunes infirmières, vêtues de longues blouses blanches, et la tête chastement recouverte d'un voile de lin, attendaient le signal de l'arrivée; — c'étaient les mêmes qui, quelques mois auparavant, portaient les jupes fendues à la turque et l'insolente aigrette au turban; — c'étaient les mêmes, et rien n'était changé en elles, sinon le costume, et aussi ce premier vêtement de l'âme plus intime et apparent, sous lequel se dissimulent la mobile sensibilité et les pudeurs subtiles de l'être féminin. Aujourd'hui elles laissaient paraître ces vertus cachées et profondes; elles semblaient être devenues tout à coup dévouées, patientes, laborieuses..., et l'observateur superficiel en concluait qu'un miracle s'était fait soudain; — mais non, il n'y avait pas eu là de miracle; la nature n'avait pas été violentée; un souffle avait passé, qui avait calmé l'effervescence des vagues, et dissipé le vain tumulte, — et le ciel de nouveau se mirait dans ces eaux profondes, rendues à leur transparence primitive.

Les jeunes femmes causaient entre elles, à voix contenue :

— Vous rappelez-vous quand ils sont partis? Les wagons étaient recouverts de fleurs, des fleurs des champs en gerbes tricolores, des coquelicots, des bluets, des marguerites. Ils étaient forts; ils étaient brillans de santé...

— Et maintenant, dans quel état ils nous reviennent!...

— On les avait accompagnés ce dimanche matin. Ils chantaient, leurs yeux resplendissaient de jeunesse et d'ardeur. Ils prenaient le train d'assaut, tant ils étaient pressés d'arriver à la frontière où l'on allait se battre, où l'on allait peut-être mourir.

— Beaucoup sont morts. Et les autres! des aveugles, des estropiés, des manchots, et souvent des garçons de vingt ans qui n'ont plus ni bras, ni jambes, qu'il faut faire manger, qu'il faut habiller, coucher, comme des enfans au maillot...

— Cela encore n'est rien ; on peut vivre amoindri et disloqué: mais il y a les autres, ceux qui rapportent dans leur chair les horribles blessures que guette la gangrène ou l'infection et que l'on ne peut toucher, même avec les mains les plus pures, sans risquer d'y déposer un germe fatal. Ceux-là s'en vont petit à petit en regrettant de n'être pas tombés dans les tranchées sous l'éclat d'une marmite ennemie, — et ils sont bien les plus à plaindre!...

— Comme ils étaient joyeux au départ! Avec quelle ivresse pathétique ils embrassaient les joues qui se tendaient vers eux! la gare était pleine du bruit de ces baisers... et pas une larme ne coulait.

— C'est vrai! c'est vrai! Pas une larme! On leur criait : Bon courage! Ils n'en avaient pas besoin. Quand le train s'ébranla, ce fut une immense acclamation; et ce grand soleil qui tapait sur les voitures, qui semblait défoncer les vitres..., toutes les têtes penchées au dehors emportaient leur auréole.

Elles se turent. Lourde, saccadée, haletante, la locomotive, que retardait un poids trop lourd, entrait dans la gare. Une odeur d'acide phénique et de formol se répandait, avant même que les portières fussent ouvertes; au long des banquettes, on apercevait des uniformes étendus, des visages blêmes; et ce fut l'opération difficile et lente d'extraire ces corps voués à l'immobilité de ces compartimens étroits qui ressemblaient à des cercueils.

Énimie veillait près de la couche d'un blessé auquel on venait d'extraire une balle qui lui avait traversé la cuisse; mal réveillé encore du sommeil chloroformique, le jeune homme s'agitait, essayait de rompre ce pesant engourdissement. Enfin, il ouvrit les yeux, il regarda bien en face cette femme vêtue de blanc qui venait de lui prendre le poignet.

— M^me^ Pellier, dit-il, connaissez-vous cela?... M^me^ Pellier, la femme d'un médecin de la ville?

— C'est moi, dit Énimie, étonnée d'entendre prononcer son nom.

— J'ai une lettre pour vous. Comme ça se trouve! C'est l'aide-major qui m'a relevé sur le champ de bataille et qui me l'a remise pour vous quand il a su qu'on m'évacuait sur ce pays-ci; il m'en a donné aussi une autre pour M. Sorguier, professeur à l'École de Droit. Mais c'est la vôtre surtout qu'il m'a recommandée; elle est là, dans la poche de ma tunique; — voulez-vous la prendre?

— Plus tard, dit Énimie. Pour le moment, il ne faut songer qu'à vous. Vous avez un peu de fièvre. Laissez-moi prendre la température.

— Oui, continuait le petit soldat, il était gentil, cet aide-major. Il avait la douceur et la politesse d'une demoiselle. Et

habile avec cela! Quand il m'a pansé pour la première fois, je sentais à peine ses mains.

La détente habituelle se produisait : un irrésistible besoin de parler. Mais Énimie le contraignit au silence :

— Calmez-vous! Vous me raconterez cela demain. Il faut boire cette tisane. Vos lèvres sont sèches, mon pauvre petit!

— Ah! oui. J'ai soif! J'ai soif! Il me semble que j'ai du sang séché plein la bouche...

Il s'agitait encore, serrait convulsivement le verre que lui tendait Énimie; puis, ayant bu, il la regarda fixement :

— Vous êtes belle! Vous ressemblez à la Sainte-Vierge de mon village, Perrigny-sur-l'Ognon, en Bourgogne. Connaissez-vous ça? Une Sainte-Vierge qui a les yeux baissés, et qui sourit si doucement? Elle donne confiance; on croit toujours qu'elle va vous exaucer!

— Voulez-vous faire votre prière, comme quand vous étiez enfant? demanda Énimie.

— Je veux bien, répondit le petit soldat.

Ensemble, ils récitèrent « Notre Père » et la Salutation Angélique. Puis, d'une voix plus apaisée, le jeune homme reprit :

— On nous avait dit que, les sœurs étant parties, il n'y aurait plus personne pour soigner les blessés, et les malades de la guerre; mais je vois bien qu'on se trompait, et qu'il y a toujours des saintes femmes qui ont pitié des pauvres gens. Oh! oui, et cela fait plus de bien que tous les remèdes!

Il s'assoupit enfin, après avoir discouru encore un peu. Alors Énimie se leva, prit dans la tunique maculée de boue la lettre de Michel Sorguier, et, sans l'ouvrir, la plaça devant elle, sur la tablette chargée de fioles.

Que contenaient ces pages? Avaient-elles été écrites dans un moment d'exaltation ou de sagesse? Et elle-même, dans quels sentimens allait-elle en faire la lecture? Elle se le demandait pour la première fois; dans le calme de cette chambre d'hôpital, où le silence nocturne prenait une expression plus solennelle encore, elle cherchait à dégager ce qu'il y a de plus complexe dans l'âme humaine, les élémens d'une sensible affection. Pourquoi avait-elle porté à ce grand garçon de vingt-trois ans, qui ne lui était rien, une sollicitude aussi tendre, aussi profonde? Dès leur premier entretien, elle s'était

attachée à lui, elle avait souhaité passionnément qu'il fût vertueux et heureux. Était-ce qu'il remplçait la fille si chérie qu'elle avait perdue, et que, près du tombeau de Narcissa, où ils avaient pris l'habitude d'échanger de nobles pensées, elle avait goûté le charme de ces évocations douloureuses? Il y avait cela peut-être, mais il y avait autre chose aussi... Michel l'intéressait par d'autres côtés de sa nature; il était un de ces êtres qui tirent à eux les puissances d'affectivité des autres, et, au lieu que ce fût lui qui la consolât, c'était elle qui le plus souvent avait remonté et vivifié ses énergies; un être inachevé encore, un orphelin déjà homme par la maturité du cerveau, mais incomplet par le cœur et par la raison, qui avait besoin d'être guidé, surveillé, averti. Elle l'avait saisi par la main, parce qu'elle l'avait senti moralement seul; elle l'avait préservé de bien des dangers, de bien des chutes. Elle l'aimait bien; elle eût donné volontiers pour lui beaucoup d'elle-même. Certes, elle pouvait se rendre ce témoignage que jamais, à aucune minute, elle ne s'était sentie troublée en sa présence, pas même lorsqu'il avait osé ce mouvement coupable qu'elle lui avait généreusement pardonné; aucune sensualité, aucune pensée inavouable n'entrait dans le penchant qui l'inclinait vers lui. L'aimait-elle cependant comme une mère aime son fils? Pas tout à fait! Il n'était pas né de sa chair; il n'avait pas une goutte de son sang; et, de ce qu'il lui était étranger, elle avait peut-être pour lui une dilection plus vive. — Qu'il connût le véritable bonheur, que sa coupe fût pleine et qu'au fond il ne trouvât aucune lie, voilà ce qu'elle demandait à Dieu chaque jour. Elle s'oubliait tout entière; elle pratiquait cette forme rare de la charité, qui transmue en abnégation les exigences du cœur...

Sûre de son inébranlable vertu, elle avait ouvert la lettre et la parcourait sans hâte. L'écriture en était posée, appliquée presque, les lignes bien régulières se succédaient dans un ordre parfait. Il était évident que Michel y avait rêvé longtemps à l'avance, et que c'était comme un testament qu'il avait entendu lui envoyer. De détails sur les contingences matérielles de sa vie, il n'en donnait aucun; mais il s'étendait longuement sur l'état de ses dispositions morales.

« Je ne sais si je vous reverrai, lui disait-il. A toute minute, l'aveugle Mort qui fauche sans cesse autour de moi peut me frapper; — aveugle Mort, Mort clairvoyante peut-être, — puis-

qu'en m'emportant elle m'épargnerait des luttes irritantes et les pesantes responsabilités de l'avenir...

« Mais si je vous revois, si j'ai cette joie inespérée de pouvoir de nouveau vous ouvrir mon âme, combien la trouverez-vous changée, cette âme qui eut tant de fois besoin de votre indulgence! J'éprouve quelque orgueil à vous le dire : de la chenille rampante est sorti le papillon ébloui de lumière, la Psyché immortelle qui ouvre les ailes au-dessus des durs sillons. Il a fallu pour cela cette grande tourmente, ce tremblement prédit par l'Écriture qui a secoué le monde sur sa base; les montagnes ont bondi comme des béliers, et les collines comme des agneaux; et nous, les jeunes gens de cette génération, les égoïstes, les arrivistes, les dupes de l'utopie et des fausses doctrines philosophiques, nous avons aussi secoué notre erreur. Nous poursuivions le fantôme de la Gloire, mais nous ne savions où la rejoindre, ni de quelle manière la forcer à nos désirs... Maintenant, nous ne divaguons plus; la Gloire est là, vivante, réelle, visible à tous, accessible à tous; elle nous ouvre ses bras, elle nous propose ses lèvres... Quelle fortune pour des hommes de notre âge, que ni la science, ni l'amour, ni les plus beaux concepts de l'idéal, n'ont su contenter encore! La vraie gloire, ce n'est plus celle que nous poursuivions de nos pas incertains, c'est celle qui nous est offerte aujourd'hui.

« Que de rêves insensés, que de préjugés absurdes j'ai jetés loin de moi, comme un fardeau inutile! Ce qui me semblait être les conditions rigoureuses du bonheur me paraît maintenant vain et puéril. Tout s'est simplifié, tout s'est clarifié devant mes regards. Est-ce donc que je verrai demain les lueurs éternelles?... »

## XXVIII

Un service solennel était célébré à la cathédrale pour honorer la mémoire des étudians de l'Université glorieusement tombés au champ d'honneur. Ils étaient nombreux déjà. Le catafalque s'élevait dans la nef de l'ancienne chapelle abbatiale, sévère et sombre, qui gardait, malgré ses transformations successives, la gravité de la pensée bénédictine; et, sous les arceaux noircis par les siècles, le vif éclat des trois couleurs symbolisait l'irréductible accord du présent avec le passé tou-

jours vivant, toujours debout, comme l'assemblage héroïque de ces pierres. C'était bien une arche d'alliance que cette basilique drapée de deuil et pavoisée de drapeaux, dans laquelle, en cet instant, battaient des cœurs unanimes; la foi dans la patrie remplaçait pour quelques-uns la grande foi extasiée des ancêtres; mais tous subissaient le poids du mystère accumulé à cette place où la Religion et la Science, agenouillées côte à côte, avaient si longtemps prié.

Quand la cérémonie eut pris fin, la foule silencieusement se dispersa à travers les longues rues de la ville. Le professeur Dubail et son collègue Pellier, qui s'étaient rejoints à la sortie, n'eurent que quelques pas à faire pour gagner la cour de l'École de Médecine dans laquelle beaucoup de membres de la Faculté se trouvaient réunis. On commentait les nouvelles, — les nouvelles officielles et les autres, celles qui arrivaient par des voies moins rapides, et que l'on n'attendait pas moins anxieusement.

— Messieurs, dit un jeune agrégé, celui-là même qui avait organisé la conférence d'Otto Ridler, — mais combien il l'avait oubliée depuis ! — nous voici menacés de perdre encore l'un des élèves de notre École, et des plus brillans : — Michel-Antoine Sorguier, qui avait déjà été cité à l'ordre du jour de l'armée pour sa belle conduite ; il a été frappé le 18 novembre par un éclat d'obus qui a perforé la région thoracique, au moment où il s'avançait dans les lignes ennemies pour assurer le service de nos blessés. — Parviendra-t-il à se remettre de cette lésion profonde? C'est douteux !... Il a, paraît-il, conscience de la gravité de son état, et il a demandé comme faveur suprême de venir mourir ici, puisqu'il n'a pas eu la chance magnifique de rester sur le champ de bataille.

Le jeune agrégé était ému; il s'intéressait à Michel Sorguier, qu'il avait suivi depuis son arrivée à Montpellier et sur qui il fondait les plus belles espérances; souvent, il avait vu entrer dans cette même cour de l'École l'étudiant exact, curieux de toutes sciences, vigilant et attentif, montant d'un pas alerte les marches du péristyle, entre les statues géantes de Barthez et de Lapeyrone. Et maintenant, celui-là aussi était tombé, frappé mortellement peut-être, — peut-être immobilisé pour toujours...

— Pensez-vous, dit-il en s'adressant plus particulièrement

au professeur Dubail, qu'on lui accordera la consolation suprême qu'il réclame?

Avec sa fougue habituelle, le docteur Pellier intervint :

— J'en fais mon affaire! Je vais écrire aujourd'hui même au directeur du service de santé. On ne pourra pas nous refuser cela!

Le professeur Dubail réfléchissait, penchant sa belle tête grave, appesantie par toutes les angoisses de l'heure.

— Peut-être faudrait-il essayer d'obtenir aussi que le pauvre enfant, au lieu d'être transporté dans une de nos formations sanitaires, qui d'ailleurs regorgent de monde, fût confié aux soins de son oncle. Cela lui épargnerait les tristesses, plus sensibles encore pour un homme du métier, de se trouver au milieu des autres blessés, d'entendre leurs plaintes, et de voir le lugubre appareil dont toutes ces souffrances sont forcément entourées. S'il doit mourir, ne vaut-il pas mieux que ce soit dans la maison familiale?

— Il guérira, affirma le docteur Pellier; nous devons en conserver l'assurance. Le devoir du médecin n'est-il pas d'espérer quand même, toujours, tant qu'il y a un souffle de vie? Nous allons nous trouver en présence d'un être jeune, bien constitué. La Nature, qui est souvent notre meilleure collaboratrice, nous viendra en aide cette fois encore.

Un silence inquiet accueillit ces paroles du brillant praticien. On l'estimait trop hardi; on n'ajoutait pas grande créance à la prophétie qu'il venait d'émettre. — Tant d'êtres, aussi jeunes et aussi sains que l'était Michel Sorguier, succombaient chaque jour dans les hôpitaux, dans les ambulances, d'où leur cercueil, étroit souvent comme celui d'un enfant, sortait sans bruit pour aller reposer pour toujours au cimetière Saint-Lazare! On n'osait pas fonder sur tant d'incertitude un espoir qui serait sans doute cruellement déçu.

— Je demande à le prendre chez moi! proposa le docteur Pellier, toujours ardent et mordu par le désir thérapeutique de tenter une cure difficile. Ma femme lui prodiguera ses soins; c'est une infirmière incomparable! Il aura de l'air, de l'espace, un beau jardin devant les yeux; et son oncle viendra le voir autant qu'il le voudra, à condition, toutefois, — ajouta-t-il en souriant, — qu'il ne le sermonne pas trop avec sa philosophie stoïcienne. Le stoïcisme ne vaut rien pour ceux qui veulent

guérir; il sert seulement à accueillir la mort sans trop d'épouvante...

— Vous avez peut-être raison, approuva le docteur Dubail, en serrant la main de son collègue avec plus d'élan que d'habitude.

Était-ce vraiment Michel Sorguier qui reposait sur ce lit soigneusement dépouillé de rideaux, mais garni de draps si fins et de couvertures si soyeuses? La tête réduite, le visage mince, les narines serrées, celui qui reposait là semblait plutôt un frère chétif et puîné de l'autre, l'étudiant qu'on avait connu plein d'alacrité et d'ardeur. Deux femmes se tenaient de chaque côté, Énimie et Arlata; elles avaient organisé leur tour de garde, de façon que leur service à l'ambulance n'en souffrît point. Mais à cette heure, matineuses elles se trouvaient réunies près de ce lit où chacune, alternativement, exécutait les prescriptions médicales.

Le docteur Pellier entra; élégant et soigné comme s'il se rendait à une réception mondaine, il jeta un coup d'œil exercé sur le malade qui sommeillait encore.

— Eh bien? dit-il en mettant une sourdine à sa voix, cela va-t-il mieux, ce matin? La nuit a-t-elle été meilleure?

Énimie consulta le tableau :

— Température 38; pouls 95; respiration 22.

— Bon! dit le docteur. Nous sommes en progrès sur hier. Regardons maintenant la blessure.

Elle était horrible; l'éclatement de l'obus avait ouvert une plaie béante sur cette poitrine d'une blancheur si délicate. Cependant, Énimie et Arlata regardaient sans défaillir la tendre chair fracassée et, de leurs mains fermes et agiles, achevaient d'enlever le pansement.

Le grand silence qui préside à ces enquêtes douloureuses s'était établi. Michel sommeillait toujours. Quand le docteur Pellier se releva, son visage resta préoccupé. Ce ne serait pas aujourd'hui encore qu'il pourrait prononcer le mot de salut, et amener au chevet de son jeune « rescapé » l'oncle Sorguier et le professeur Dubail.

Sans s'approcher de la glace qui faisait face à la fenêtre ouverte, Énimie plaçait son chapeau sur sa tête, tandis qu'Arlata enlevait le sien. Elles se séparèrent, après avoir échangé

quelques mots à voix basse. Puis Arlata prit sa garde solitaire dans la chambre claire et riante.

Qu'elle était heureuse ! Quelle plénitude de joie débordait son âme ! Ah ! oui, malgré l'effrayante menace qui pesait sur la vie de Michel, elle remerciait Dieu de l'avoir ramené jusque là ! Il aurait pu mourir sans aucun secours ou se consumer peu à peu entre des mains étrangères, — et il était là ! Elle avait le bonheur de se pencher sur lui, de redresser sa tête alanguie, de prendre entre ses mains cette tête deux fois chère, plus chère aujourd'hui qu'hier, plus précieuse et plus vénérable. Elle avait fait son sacrifice : s'il mourait, elle aurait eu du moins la consolation inespérée de lui fermer les yeux, de recevoir son dernier souffle ; — et s'il vivait?... ah ! s'il vivait, par quelle chance nouvelle, offerte par le Destin, lui laisserait-elle entrevoir la vérité de son cœur ? Elle avait fait jurer à Énimie de ne jamais rien révéler du secret qu'elles étaient seules toutes deux à connaître. Énimie tiendrait parole. Alors, si Michel vivait, continuerait-il à ignorer cet amour profond, cet amour tenace, qu'il lui avait inspiré et qu'elle sentait rivé en elle, comme l'anneau dans la pierre ?

Cependant, cette préoccupation passait au second plan dans son esprit. Pour le moment, elle était une infirmière, pas autre chose, une infirmière comme toutes celles qui, à cette même heure, dans toutes les villes de France, remplissaient le même devoir sacré. Pendant que Michel sommeillait encore, elle préparait les gouttes qu'il devait prendre à son réveil. Énimie, avant de partir, lui avait recommandé de les faire avaler de gré ou de force au malade, qui souvent répugnait à les prendre ; il fallait aussi renouveler les compresses d'eau oxygénée, dont on lui entourait le thorax, et lui faire respirer un mélange de sels aromatiques, que le docteur Pellier avait composé lui-même. Le moindre oubli pouvait compromettre la guérison, ou simplement le soulagement attendu Arlata ne voulait pas songer à autre chose.

Un rayon du paresseux soleil d'hiver venait de faire irruption dans la chambre ; depuis un moment, il s'avançait sournoisement à travers les feuillages persistans du jardin qui, en toutes saisons, gardait sa parure ; les oiseaux chantaient comme en avril. Michel se réveilla, et chercha des yeux quelle était en ce moment sa gardienne. Il vit Arlata debout, le dos tourné,

occupée à compter minutieusement les gouttes qui tombaient une à une dans le verre fragile qu'elle tenait à hauteur de son visage. Quand ce fut fini, elle appuya ses lèvres sur le cristal où bientôt il allait poser les siennes. Ce geste avait été si prompt, si spontané, que Michel doutait encore de s'être trompé. Jamais il n'avait eu la sotte fatuité de certains hommes qui s'imaginent porter le trouble dans le cœur de toutes les femmes qu'ils fréquentent; si Arlata avait pour lui quelque tendresse, quelque pitié, n'était-ce pas qu'il était si près de sa fin, si voisin déjà avec la mort, que ce geste innocent n'avait aucune signification, rien, absolument rien, dont il se pût prévaloir...

Elle s'approchait de lui, souriante; sa chevelure rousse était tout illuminée par ce rayon de soleil qui semblait la suivre et voltigeait sur elle comme un papillon sur une fleur; elle se pencha, lui passa autour du cou son bras tiède :

— Buvez, dit-elle.

Et quand ce fut fait :

— N'était-ce pas trop mauvais?

— Non, assura-t-il. Jamais breuvage ne m'a paru aussi délicieux.

Ils se regardèrent, troublés de leur jeunesse qui, malgré eux, prenait les devans pour se joindre. Mais Arlata, aussitôt, redevenait impassible et sévère :

— Ne vous agitez point. Laissez-moi renouveler les compresses. Mme Pellier va revenir dans un moment et, si elle ne vous trouve pas tout à fait en bonne forme, elle me grondera; elle aura raison.

Énimie avait pris la place de sa jeune compagne; elle allait passer la nuit auprès de Michel, — la vingt-et-unième nuit depuis qu'il était revenu! Étendue dans un grand fauteuil, elle prenait un repos précaire, coupé de fréquens réveils; elle avait en elle ce sens intérieur qui règle le temps mieux que l'horloge la plus exacte et ne permet pas de laisser passer la minute du devoir.

D'ailleurs, on eût dit que Michel s'appliquait à ne la point déranger. Presque toujours elle venait à lui sans qu'il l'eût appelée; elle le trouvait, les yeux grands ouverts, tourmenté par l'insomnie, ou bien feignant de dormir, mais conscient de

sa présence ; elle lui prenait la main ; elle redressait ses oreillers ; elle lui donnait à boire, comme une mère l'eût fait pour son enfant au berceau ; quelquefois elle posait ses doigts sur son front, et, dans ce geste chaste et presque immatériel, elle faisait passer toute la douceur de son âme.

Mais, cette nuit, Michel était plus agité que de coutume ; il soupirait, cherchait évidemment à retenir l'attention de sa gardienne. Elle s'approcha du lit :

— Vous souffrez ?

— Non, pas du tout ! Je me sens mieux, au contraire.

Il chercha son regard, et ajouta à voix basse :

— Asseyez-vous là, tout près de moi. J'ai quelque chose à vous dire.

Elle s'assit sur la haute chaise où le docteur Pellier se mettait d'habitude pour tâter le pouls du malade ; ainsi elle se trouvait juste en face des coussins où reposait la tête pâle de Michel.

— Qu'y a-t-il ? Vous avez un secret qui vous oppresse ?

Il fit « oui » du menton, et un sourire d'une grâce attendrissante passa sur sa bouche. Il se sentait en confiance avec Énimie ; il savait qu'il pouvait tout lui révéler de ses pensées les plus intimes. Cependant il hésitait un peu ; il cherchait de nouveau son regard :

— Un secret qui n'existait pas hier, ni même ce matin ; un secret tout nouveau, tout frais éclos, frais comme le printemps et l'aurore...

Elle avait compris. Le *Magnificat* des mères heureuses chantait en elle. Cela devait être ; cela était prévu à l'avance, inscrit au livre du Destin ; l'heure avait sonné. Michel ne mourrait pas sans avoir connu le mystère du pur amour, sans avoir été touché par ce qu'il y a de plus émouvant sur la terre : la grâce d'une vierge passionnée et pudique.

— Ah ! lui dit-elle, vous pouvez parler ! Je vous écoute, je vous écoute, mon cher enfant.

Alors il ne se déroba plus :

— Je ne me croyais pas si près d'aimer... Vous me l'aviez prédit cependant ; vous m'aviez dit qu'un jour viendrait où cette grande lumière se lèverait devant mes yeux, — cette grande lumière à la lueur de laquelle on doit marcher, sans craindre les aspérités du chemin.

Il s'était soulevé et semblait prêt à descendre de son lit de souffrance pour commencer le pèlerinage de son bonheur. Elle le retint :

— Restez calme ; bientôt sans doute vous serez en état d'agir. Pour le moment, il faut vous contenter de libérer votre cœur.

— Vous avez raison ! Ah ! que je vous aime aussi ! Vous êtes une amie si accomplie, si parfaite ! Vous m'avez conduit dans la vraie voie, vous m'avez empêché de faillir. Quelle reconnaissance ne vous dois-je pas !

La fièvre le reprenait ; ses paroles étaient maintenant plus saccadées et plus trépidantes. Il ajouta en s'exaltant :

— Non, je ne me croyais pas si près d'aimer, et que je serais pris tout entier, tout à coup... Cela était sans doute en moi depuis longtemps... L'amour couvait en moi comme le feu sous la cendre. Et aujourd'hui... Ah ! mon Dieu ! Comment pourrai-je exprimer cela ?

Il avait saisi la main d'Énimie, la pressait entre les siennes.

— ... Elle était debout, penchée sur cette console, un rayon de soleil jouait avec sa chevelure ; elle s'est retournée vers moi ; je ne sais ce qui m'a empêché à cet instant de lui crier tout mon amour.

Un nuage passa sur son front. Il s'inquiéta :

— Pourvu qu'elle ait pour moi autre chose que de la pitié ! Qu'elle veuille jamais consentir !...

— Vous le lui demanderez, dit Énimie en souriant. Maintenant il faut se reposer.

En réalité, elle était lasse ; cette émotion heureuse venait de la briser, plus que ses nombreuses nuits de veille, et que ses jours sans halte ni trêve. Il lui semblait que sa tâche était remplie et qu'elle n'avait plus rien à faire sur la terre. Dans le grand fauteuil elle s'endormit, tandis que Michel continuait à poursuivre, éveillé, son rêve.

Le docteur Pellier était certain maintenant que Michel survivrait à sa terrible blessure. Il éprouvait l'orgueil légitime du praticien qui a réussi à détourner la mort ; mais cette fois son orgueil s'augmentait d'une fierté plus sensible : celui qu'il venait de sauver était un jeune Français, un de ces innom-

brables héros qui avaient eu la gloire de verser leur sang pour la plus belle des causes.

Ce matin de Noël, il était allé chercher Cléophas Sorguier et le professeur Dubail; il voulait les conduire lui-même au chevet de Michel et jouir de leur première surprise; pour ne pas contrarier le traitement, ni fatiguer le malade, tous deux avaient mis de la discrétion dans leurs visites, rares et courtes. Aujourd'hui, toutes consignes étaient levées. Et les trois hommes, d'un pas rapide, se hâtaient vers le but, tandis que le bruit des cloches, — plus graves, semblait-il, cette année, — retentissait sous un ciel dont le mistral avivait l'éblouissante clarté.

Quand ils entrèrent dans la chambre, Arlata était seule auprès de Michel. Leurs visages resplendissaient; ce resplendissement était si flagrant, si intense, que ni l'oncle Cléophas ni le professeur Dubail ne s'y trompèrent. Seul, le docteur Pellier, qui voyait les choses exclusivement au point de vue médical, ne s'en aperçut point.

— Voyez! disait-il en découvrant la poitrine de Michel, les chairs se sont refermées normalement; nous n'avons plus aucune infection, aucune complication à redouter. C'est un homme sain, en santé parfaite, que je vous rends; aujourd'hui il pourra descendre au jardin; demain, s'il le veut, il sortira dans la ville.

— Oui, dit Michel, et après-demain, je retournerai à mon poste.

L'oncle Cléophas, malgré son stoïcisme, se récria :

— C'est impossible! Tu ne vas pas recommencer si tôt à t'exposer. Attends au moins d'avoir retrouvé toutes tes forces.

— Je suis pressé, dit Michel. Il faut que cette guerre se termine vite. Après, j'ai un si beau destin devant moi!

Il s'était tourné vers Arlata et tendrement la regardait, comme si déjà ils n'eussent eu qu'une pensée et qu'un cœur.

— N'est-ce pas? lui demanda-t-il.

— Oui, déclara-t-elle, si votre oncle et mon père le veulent bien.

Mais elle était sûre d'avance de leur double consentement.

Énimie venait de rentrer de l'office; elle rapportait dans ses vêtemens à longs plis les parfums tièdes de l'encens, et, au fond de ses prunelles, les clartés divines de l'au-delà. Le dessein

patriotique de Michel ne l'étonnait point, elle l'approuvait même et se réjouissait de constater en lui tant de vaillance ; néanmoins, elle ne pouvait se défendre d'un peu d'attendrissement en lui voyant sacrifier si généreusement à ce noble idéal les prémices de son jeune bonheur.

— Alors, interrogea-t-elle, vous êtes décidé à repartir quand même ?

Michel étendit le bras vers les frondaisons toujours vertes du jardin :

— Quel homme serais-je, si je pouvais jouir paisiblement de la douceur de vivre, tandis que tant d'autres, — tous les autres, — se battent et luttent pour défendre notre sol ! Je partirai, mais j'emporterai avec moi une certitude qui me préservera, je l'espère ! — Et si je meurs, ne serai-je pas un de ces privilégiés qui tombent, la joie dans l'âme et le cerveau plein de songes heureux ?

— Vous avez raison, dit gravement le professeur Dubail en s'inclinant devant lui. Votre gloire est pure, gardez-la intacte. Combien elle dépassera en beauté toutes les pauvres gloires humaines, celles que l'on conquiert lentement, péniblement, qui sont toujours incomplètes, toujours incertaines, et qui se dissipent comme une fumée quand le vent de l'opinion se déplace ! La vôtre restera sur votre vie comme une flamme qui ne peut s'éteindre.

Il y eut un silence. L'émotion du père d'Arlata les étreignait tous. Cependant, à côté l'un de l'autre, les deux fiancés se buvaient du regard, frémissaient de la même secrète impatience.

Doucement, Énimie entraîna les visiteurs loin du couple charmant qui serait séparé demain.

— Laissons-les passer ensemble cette journée, proposa-t-elle. Ils doivent avoir encore tant de choses à se dire !

JEAN BERTHEROY.

# LA GUERRE NOUVELLE

## II [1]

### LE MATÉRIEL DE GUERRE

#### I

Il est évident aujourd'hui que les guerres futures, — encore longtemps possibles, quoi qu'on dise, — différeront profondément de celles que l'Histoire a fait connaître. Nous avons conclu de l'exemple actuel qu'elles transformeront bien autrement la vie des nations; la physionomie sociale de la guerre est toute nouvelle; sa physionomie matérielle ne le sera pas moins.

Nous ne prétendons pas passer en revue l'outillage entier de la guerre moderne : nous voulons seulement en considérer un instant les grands traits. Avant tout, les instrumens de transport ont pris une importance prépondérante. Le premier d'entre eux est le chemin de fer. Un train porte un bataillon d'infanterie ou une batterie d'artillerie de campagne. Les chevaux et le matériel sont les choses encombrantes. Pour emmener un corps d'armée, soit 30 000 combattans, il faut une cinquantaine ou une centaine de trains, selon qu'on ne prend que les unités de combat, ou qu'on y joint tout le convoi des services

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

d'arrière. L'embarquement nécessite quelques heures, de deux à trois heures en moyenne; mais cela dépend beaucoup du matériel à charger et des commodités offertes par la gare, sous forme de quais et d'appareils divers. Mêmes délais pour le débarquement. Les trains militaires se déplacent à une allure compassée, en principe égale pour tous et de trente ou quarante kilomètres à l'heure. Ils se succèdent à intervalle réglé : une voie unique peut en laisser passer une vingtaine par jour dans chaque sens, une voie double 50, 60, 100, ou même davantage, selon les garages et le *block-system*. Sur certaines lignes et à certains jours nous sommes allés jusqu'à 220.

Il en résulte que le débit d'une ligne double serait, en gros, d'un corps d'armée par jour. Mais il y a encore à tenir compte de mainte circonstance, en particulier des embranchemens. On voit combien il importe de disposer d'un grand nombre de voies parallèles. A cet égard, notre réseau du Nord et les réseaux frontière allemands fournissent des facilités que ne se retrouvent pas sur les chemins de fer russes par exemple. Notons le développement donné par nos ennemis à leur système de voies stratégiques en Alsace-Lorraine depuis quelques années. Des voies nouvelles entre Metz et Château-Salins, entre Sarrebourg et Dieuze, entre Strasbourg et Vendenheim, entre Metz et Sarrelouis, par Bouzonville, entre Fribourg et Schlestadt, entre Huningue et Ferrette, entre Mulhouse et Wesserling, etc., des gares immenses, comme la gare de triage de Strasbourg, qui occupe 90 hectares, des quais de débarquement multipliés, marquent l'intérêt du réseau frontière pour l'armée allemande. L'ensemble des réseaux français représente 37000 kilomètres de voie. En Allemagne, il y en a environ 60000, en Belgique 7300. Nos six grandes compagnies, en y comprenant l'Ouest-État, possèdent environ 15000 locomotives, 30000 wagons de voyageurs, 400000 fourgons et wagons de marchandises. Le gouvernement allemand, qui préparait la guerre par tous les moyens, avait, en dehors du matériel d'exploitation pacifique, accumulé des réserves uniquement destinées au service des troupes.

Les chemins de fer ont d'abord réalisé les transports de mobilisation et de concentration. Chez nous, il a fallu 4750 trains. Tout s'est passé dans le plus grand ordre. L'armée a encore besoin des chemins de for, d'une façon permanente, pour deux

usages : ses communications d'arrière, ses déplacemens. Le mouvement des communications est assez régulier, l'autre essentiellement irrégulier; mais comme il doit répondre sans délai à de brusques nécessités, on immobilise tout de même à cet effet, de façon durable, un important matériel. On se rappelle la course à la mer qui a précédé la bataille de l'Yser; on voit les énormes concentrations occasionnées par des combats comme ceux de Champagne ou d'Artois. Lors de notre offensive initiale en Lorraine et en Belgique et de notre recul ultérieur au Sud de la Marne, il a été mis en marche plus de 6000 trains militaires. Les armées sont en migration perpétuelle. Encore les nôtres ont-elles pu rester beaucoup plus tranquilles que celles du maréchal de Hindenburg, par exemple, sans cesse occupées à faire la navette sur les fronts de la Prusse orientale ou de la Pologne. C'est Napoléon qui a dit : « La force d'une armée est, comme la quantité de mouvement en mécanique, le produit de la masse par la vitesse. » Or, le chemin de fer est un moyen d'imprimer une grande vitesse à de grandes masses. Il peut faire en un jour des étapes de 600 kilomètres; à pied, on est limité à 30.

Le développement des chemins de fer est un des traits les plus marquans de la civilisation. A cet égard, comme à plusieurs autres, la banlieue des grandes villes nous offre un avant-goût du spectacle que présenteront un jour nos vieux pays. On peut s'attendre à ce que la mobilité des armées s'accroisse, de ce chef, beaucoup plus que leurs effectifs. Les pays qui s'organiseront pour la guerre ne manqueront pas d'établir sur leurs frontières des réseaux à mailles serrées, bien avant que le trafic local les rende nécessaires. S'ils veulent faire complètement les choses, ils équiperont des ceintures de voies assez multiples pour transporter à la fois, en un seul voyage, tout l'ensemble des réserves générales. Entendons par là les forces disponibles pour agir en un point quelconque, une fois les tranchées garnies tout le long de la frontière. Le nombre des lignes parallèles ainsi destinées à se doubler dépendra des effectifs, de la capacité des trains, des moyens de débarquement, etc.

L'extension de l'état de guerre à un grand nombre de pays produira souvent une situation analogue à celle de l'Austro-Allemagne, attaquée, en attaquant, sur deux frontières opposées. Dans ce cas les lignes qui traversent le pays de l'une à l'autre

remplissent un rôle militaire du même ordre que les voies frontières. Elles servent à jouer le jeu de navette non plus d'un point à l'autre du même front, mais d'un front à l'autre. Ces grands courans de troupes compliquent encore l'usage qu'on en fait pour les approvisionnemens. Il n'y a donc pas, en temps de guerre, de voie ferrée inutile. Pour nous en convaincre, il suffit de voir les Russes s'approvisionner de munitions par le chemin de fer de Kola et le Transsibérien.

Les pays entourés d'ennemis ont l'avantage des lignes intérieures, qui leur permettent de porter successivement presque toutes leurs forces contre chacun des groupes d'armées qui les menacent. Ce fut le grand art de Napoléon. Les chemins de fer facilitent ces déplacemens. Mais souvent ils donnent aussi les moyens de parer les coups ainsi frappés, car ils offrent autant de facilités aux mouvemens par lignes extérieures. On peut faire en très peu de jours le tour d'un pays comme la Pologne et contre-balancer l'appoint des renforts ennemis qui l'auraient traversé en ligne droite. L'avance de temps procurée par l'emploi des lignes intérieures n'est que le temps nécessaire à parcourir l'excès d'un des trajets sur l'autre. Cette avance est évidemment moindre avec des transports plus rapides. Or, pour en tirer les mêmes effets qu'autrefois, il faudrait qu'elle fût plus longue, parce que les batailles durent aujourd'hui plus longtemps. On mettait une armée hors de cause en quelques jours : elle n'avait pas le temps d'être secourue ; il faut à présent des semaines. A cet égard, le progrès restreint le bénéfice des lignes intérieures ainsi que l'influence de la plupart des artifices stratégiques et sans doute le rôle prépondérant des grands artistes militaires. Il rend plus assurées les conséquences d'une supériorité globale des forces morales et matérielles. La victoire est davantage la récompense d'un peuple, moins la réussite d'un homme.

Les autres instrumens de communication concourent avec les chemins de fer à cette transformation, en particulier la télégraphie, qui permet à des alliés de faire concorder rigoureusement leurs opérations sans contact direct, par-dessus des milliers de kilomètres de terre ennemie. L'entouré, qui si souvent a dû à son enveloppement même ses victoires les plus éclatantes, perd chaque jour de son avantage stratégique. Et les inconvéniens économiques de l'isolement l'atteignent de plus

en plus dans ses forces vives. Aucune nation désormais ne peut se passer longtemps des autres. Le blocus interviendra presque toujours pour étouffer quelqu'un des belligérans et pour les gêner tous. On a vu, il y a un siècle, on vient de revoir le blocus réciproque entre l'Angleterre et une Puissance continentale. Par le blocus, chaque pays est, en son entier, mis dans l'état d'une ville assiégée. C'est là un des effets de la solidarité croissante entre la population civile et les armées mobilisées.

L'appropriation des chemins de fer aux usages de guerre ne se limite pas au tracé du réseau : elle s'étend à l'aménagement des gares, à leur multiplication, à celle des voies, à la défense des ouvrages d'art, à l'abondance du matériel roulant. On doit s'attendre à des extensions considérables sur tous les points. Quelle que soit l'importance prise dans les transports militaires par l'automobilisme et l'aviation, il est probable que la voie ferrée sera toujours l'instrument de choix pour déplacer certain matériel lourd.

Le wagon peut être adapté lui-même à des usages militaires. Nous avons des wagons-citernes, des wagons frigorifiques, des trains sanitaires ; et surtout nous avons des trains blindés et des affûts-trucks. On peut concevoir la mise en campagne d'un grand nombre de ces trains blindés, qui sont à l'abri des balles et portent des mitrailleuses et des canons légers. Leur inconvénient est celui de tout ce qui est lié à la voie ferrée : étroitesse et fixité du champ de déplacement, risques nombreux d'immobilisation. D'autre part, on ne peut pas pousser très loin le cuirassement des trains. Ils deviendraient trop lourds, sans pouvoir braver les obus, puisque ceux-ci les arrêteront toujours en endommageant les voies.

Aussi les chemins de fer rendront-ils des services peut-être plus précieux encore en amenant à pied d'œuvre les pièces monstres, trop pesantes pour être véhiculées autrement. Ils leur permettent de tirer sans être débarquées. On appelle affût-truck le chariot spécial portant la pièce et fait pour subir sans dommage la réaction du tir ; et l'on obtient ce dernier résultat en appuyant à terre, une fois l'affût arrêté, des supports qui se substituent aux roues. Ils transmettent au sol le choc, qui n'est donc point reçu par les rails. Nous avons des affûts-trucks pour presque tous les modèles de notre artillerie lourde, depuis

le 155 millimètres jusqu'au 370 millimètres. Les grosses pièces de siège sont généralement fixées sur des plates-formes maçonnées, mais le chemin de fer est le plus souvent indispensable pour les y transporter.

On se demandera quel est le calibre le plus élevé que puisse recevoir un châssis roulant sur voie ferrée. La limite de charge du matériel roulant est de 10 tonnes pour un wagon ordinaire, de 5 tonnes par essieu. Mais en répartissant la charge sur un assez grand nombre d'essieux, on peut arriver à déplacer sur rail des bouches à feu d'environ 100 tonnes, c'est-à-dire d'un calibre de 38 à 45 centimètres, suivant la longueur de la pièce et le poids des mécanismes accessoires. On voit que le mortier allemand de 42 centimètres semble avoir été calculé en réponse à cette question.

Qu'il s'agisse d'organiser une ligne de ravitaillement, de faire circuler des renforts, ou de conduire à poste un matériel pesant, il peut être avantageux de suppléer à l'absence de voies ferrées normales en posant un rail sur route. Les Allemands l'ont fait bien souvent et nous aussi. Dans ce cas, on se sert de voies étroites, généralement à 60 centimètres d'écartement. Une équipe de sapeurs exercés en établit à peu près 1 kilomètre en trois heures de travail. Toutes les grandes armées ont préparé des approvisionnemens de rails avec leurs traverses et de matériel roulant. On pourra pousser encore plus loin la préparation en installant en permanence sur les routes mêmes tout ce qui ne nuirait pas à leur utilisation normale, et en particulier en réservant sous forme de trottoir un côté de la route, complètement aménagé et simplement recouvert d'un passe-pied en bois. Ce système pourrait être appliqué même à des voies larges. On peut aussi disposer des dépôts de matériel de distance en distance sur la ligne et entretenir des garages pour les wagons. Une très grande abondance de voies auxiliaires ainsi équipées en arrière d'une armée lui sera précieuse. Il est probable que, dans les guerres européennes, le commandement disposera de voies ferrées à profusion.

L'outil de transport par excellence est pourtant d'une autre nature : c'est l'automobile. Alors que le moindre accident bloque une ligne ferrée, il faut, pour arrêter l'automobile ou la destruction de la route, ce qui est rare, ou une panne de son propre moteur. Les autos de toute espèce ont été réquisitionnés

par la Guerre. Les voitures de maître, depuis la somptueuse limousine jusqu'à la simple bicyclette à pétrole, sont réservées pour les officiers d'état-major, estafettes, courriers, etc. Les troupes et le matériel sont confiés aux autobus, auto-cars et camions. Chaque grande voiture prend une trentaine de fantassins. Un convoi de mille ou douze cents d'entre elles emporte un corps d'armée. Les simples taxis parisiens ont servi à jeter sur le flanc de l'armée von Klück une partie des troupes qui livrèrent la bataille de l'Ourcq. La vitesse des convois peut atteindre 12 ou 15 kilomètres à l'heure. Une route donnera place à 50 ou 60 autobus par kilomètre, c'est-à-dire à 1 500 ou 1 800 hommes, et débitera environ 20 000 hommes par heure. Un corps d'armée s'y allongera sur une vingtaine de kilomètres au minimum. A pied, une division occupe sur route 15 kilomètres, un corps d'armée 32 ; et il met huit ou neuf heures à s'écouler. Si nous nous rappelons que le débit horaire d'une voie ferrée ne dépasse guère cinq ou six mille hommes, nous mesurerons l'intérêt du transport automobile.

La France est par excellence le pays des routes : elle se prête mieux que toute autre région du monde à leur emploi intensif. Là où le commandement dispose de deux ou trois voies ferrées pour relier deux points du front, il est rare qu'il ne se trouve pas à même d'utiliser une dizaine de routes. Il faut toutefois prévoir le passage des convois sur des pistes bien plus nombreuses encore, à travers champs. Cela peut se faire déjà très exceptionnellement : cela se ferait sans doute normalement, à condition de prendre certaines dispositions préalables; et c'est là un des problèmes que peut résoudre un avenir prochain.

Les dispositions à prendre se rapportent aux voitures et au terrain. Certaines voitures de tourisme sont en état de franchir les labours, non pas certes par tous les temps, mais dans des conditions favorables. Il reste à organiser spécialement pour véhiculer 5 ou 6 hommes de troupes, si l'on ne peut davantage, des voitures très légères, avec des roues à large surface portante. N'en viendra-t-on pas quelque jour à les munir d'un dispositif de sustentation destiné à diminuer leur appui sur le sol? Nous avons l'exemple des oiseaux coureurs. L'adhérence du terrain n'est pas la seule difficulté à vaincre : il y a aussi ses inégalités. Dans quelle mesure le dispositif précédent permet-

trait-il de les franchir? N'y a-t-il pas à notre portée des mécanismes imitant ceux de la progression animale? Ou bien en arrivera-t-on à munir les têtes de convois de passerelles à poser sur les fossés, ruisseaux et fondrières? Autant de questions auxquelles la pratique seule répondra, mais qui ne semblent pas dépasser les moyens de la science moderne.

On peut, d'autre part, aménager d'avance des pistes à travers les cultures, sans entraver celles-ci en temps de paix. Par exemple, on peut imposer des servitudes pour le raccord des chemins de terre et voies particulières, et aussi pour les clôtures, de façon à débarrasser les trajets des principaux obstacles. comme les murs, les fossés, les haies épaisses et ininterrompues, Si l'on réussit à créer l'automobile de pleins champs, les convois se déplaceront en ligne de front sur de grandes étendues et leur rapidité sera beaucoup accrue; on décuplera et peut-être on centuplera le débit horaire du transport automobile. Une armée évoluera librement sur une province presque comme un bataillon sur un champ de manœuvre.

D'après un discours de M. Maurice Binder à la Chambre des Députés, nos parcs automobiles de la zone des armées, indépendamment de certains à-coups, transporteraient régulièrement chaque mois de 160 000 à 180 000 tonnes de matériel et environ 300 000 hommes. L'armée von Klück, dans sa marche débordante à grande vitesse vers Paris, comme des fractions des armées von Hindenburg en Pologne, ont employé la méthode suivante : un tiers de l'infanterie, 75 000 hommes, dit-on, pour l'armée von Klück, faisait route en automobile pendant que les deux autres tiers allaient à pied, en attendant qu'on revînt les prendre, à tour de rôle. Le trajet en voiture formait repos. On put avancer ainsi de 50 kilomètres par jour. On y employait 5 000 voitures. On a dit que l'état-major allemand avait réuni sur un seul front plus de 20 000 autos pour ce service.

Au début des hostilités, les Puissances belligérantes disposaient de 200 000 automobiles pour poids lourds, dont 90 000 en France, 70 000 en Allemagne, 55 000 en Angleterre, 25 000 en Autriche-Hongrie et 10 000 en Russie. Grâce aux mesures prises chez nous pour encourager la construction des *poids lourds* (camions ou tracteurs), nous nous trouvions donc en avance. Les véhicules primés devaient posséder une capacité de charge utile de 2 ou 3 tonnes à une vitesse de 15 kilomètres.

En Allemagne, on exigeait 4 tonnes pour les camions ou tracteurs, 2 tonnes pour la voiture attelée : la vitesse demandée était 16 kilomètres. Nos 1 500 autobus parisiens nous ont rendu d'inappréciables services. Dès le deuxième jour de la mobilisation, 500 d'entre eux se précipitaient vers la frontière de Belgique. Berlin n'a pu en mobiliser en tout que 1 000. La première armée expéditionnaire anglaise débarqua avec 700 autobus.

L'automobile, comme le wagon, a reçu des installations spéciales. Il y a des autos-ambulances, des autos-cuisines, des autos-projecteurs, des autos-télégraphes, des autos-caissons, des autos-canons, des autos-mitrailleuses, des parcs automobiles d'aviation, etc. Par exemple, on annonçait, dans le courant de l'hiver, l'arrivée à l'armée anglaise de 250 *motoside-cars* blindés, porteurs de mitrailleuses. Ce sont là des modèles légers. Les Russes en font qui ne pèsent pas plus de 2 tonnes, tout compris, tandis que celles que les Allemands leur opposaient allaient jusqu'à 10 tonnes et s'embourbaient dans les mauvais chemins de Pologne. Mais le poids doit être en relation avec la largeur des roues. Avec des châssis munis de rouleaux comme ceux qui écrasent le macadam, on arriverait à faire porter au terrain, sur route, une charge considérable, à la condition d'aller lentement. Par là l'on pourrait augmenter dès aujourd'hui le calibre maximum des pièces d'artillerie mobiles; il en serait de même si l'on faisait usage de voies ferrées spécialement construites, comme on en peut établir déjà à l'intérieur des forteresses, comme on en fera peut-être ailleurs dans un intérêt stratégique.

On sera sans doute tenté d'accroître aussi la charge de nos plus simples autos de guerre, soit pour les abriter sous un cuirassement plus épais, soit pour accroître leur armement individuel. Cependant, il semble que l'avenir, au contraire, soit aux voitures légères : le poids nuit à la vitesse, il oblige à ne pas quitter les bonnes routes ; on ne peut songer à faire emploi des blindages qui résisteraient aux obus, même de 75, à l'explosion desquels la voiture elle-même ne résisterait pas. Il faut plutôt s'attendre à voir augmenter le nombre des voitures. Ce sera la vraie forme de la cavalerie, ou plutôt l'union intime des trois armes. Une nuée de canons et de mitrailleuses lancée à travers les plaines, avec des soldats en croupe, ne pourrait-elle encore

charger, même sur des tranchées, et si elle crève le front ennemi, se répandre sur l'arrière-pays ? Elle opérerait par grandes masses et ses effets seraient foudroyans.

On se rappelle la diffusion des autos-canons allemands par unités isolées, poussant à l'aventure sur les routes, ou des voitures blindées armées d'une ou deux mitrailleuses et remplissant ce rôle de patrouilles. Montées par 8 ou 10 hommes, elles s'avançaient, à la faveur de la nuit, loin dans l'intérieur de nos lignes, terrorisant les campagnes et enlevant les sentinelles. Ainsi répandues de tous côtés, reliées sans doute au commandement par la téléphonie sans fil, les autos d'exploration couvriront en quelques heures toute une région. Elles compléteront par un contact direct les informations des avions.

## II

Ceux-ci auront joué dans la guerre actuelle un rôle aussi notable que celui des automobiles. Mais l'avenir leur en réserve évidemment un bien plus grand encore. Ici l'instrument de transport et l'arme de combat sont intimement unis. L'un a autant d'importance que l'autre. L'aéroplane sera sans doute toujours incapable de transporter du matériel lourd. On ne pourra guère lui confier que les troupes proprement dites. S'il devait servir aux déplacemens d'une armée, il faudrait qu'elle trouvât au point d'arrivée un matériel conduit par d'autres moyens.

On n'en est encore qu'à l'aéroplane d'observation. Les seuls passagers qu'il reçoit jusqu'ici sont des officiers qui inspectent le terrain. Les plus grands modèles usuels portent seulement deux observateurs en plus du pilote. Les poids disponibles, au fur et à mesure des progrès de la construction aérienne, sont d'abord consacrés à doubler les moteurs, à augmenter les sécurités, à accroître le nombre des obus que l'appareil peut enlever. Cependant nos alliés russes ont déjà fait l'essai d'un avion géant, dû à l'inventeur Sikorski et muni d'une cabine où 5 ou 6 hommes prennent place. Nul doute que l'avenir ne réserve à l'aéroplane un emploi de transporteur rapide, même dans la vie civile. Les projets dans ce sens sont déjà nombreux. On en a esquissé des réalisations. Deux grands obstacles s'y opposent

encore, qui disparaîtront sans doute dans un temps très prochain.

Pour véhiculer des passagers, en effet, il nous faut des appareils de grande dimension, et ils doivent présenter une entière sécurité. La dimension met en jeu des forces proportionnées. Le pilote, obligé de manœuvrer par le seul effort de ses bras et de ses jambes, ne pourra conduire sans fatigue les instrumens de grande envergure que grâce à des mécanismes auxiliaires multipliant sa propre force. Mais tout mécanisme est sujet à des enrayages, dont le moindre, si court fût-il, compromettrait, en l'état actuel des choses, la vie des passagers.

C'est ainsi que la question de la dimension est liée à celle de la sécurité. Cette dernière a été envisagée par beaucoup d'inventeurs. Leurs solutions se répartissent entre deux catégories. Ou bien, comme l'infortuné aviateur Moreau, on confie à un mécanisme automatique le soin de ramener l'aéroplane dans une position sans danger dès qu'il en prend une menaçante; mais alors le même mécanisme, s'il est faussé, mettra l'appareil nécessairement en péril. Ou bien l'on se contente, comme M. Doutre, de donner à la main du pilote un aide automatique, vigilant, qui, au besoin, opère de lui-même le redressement voulu, mais ne s'oppose jamais au geste personnel de l'aviateur. Les pilotes préfèrent avec raison ce second type de sécurité au premier; car il n'est pas de mécanisme qui ne manque à certains momens. Quoi qu'il en soit, les deux systèmes interviendront peut-être dans la solution définitive : les mécanismes rigides, sous une forme rendue assez sûre pour que leurs défaillances deviennent l'infime exception; les autres, par des modèles assez puissans et assez sensibles à la fois pour permettre aux pilotes d'imiter Moreau et de se croiser les bras.

Ces garanties ne seront d'ailleurs suffisantes qu'avec l'adjonction d'un parachute pratique. Les expériences faites encouragent l'espoir d'un succès prochain.

On a trop de peine à se figurer encore le nombre de passagers d'un de ces aérobus futurs pour faire la comparaison avec les automobiles. On ne saurait donc dire quels effectifs s'en iront par les airs. On peut toutefois indiquer le nouvel appoint de vitesse apporté par l'avion, dans la mesure où il servira aux transports. Au lieu de 15 kilomètres sur route, nous en aurons

au moins 100 ou 200 sur nuages. Un autre élément formant la contre-partie de ce progrès serait évidemment la dépense, qui ne peut manquer d'être beaucoup plus forte, pour la voie aérienne. Notons cependant que l'aéroplane n'a rien d'équivalent à l'usure des roues par frottement. Mais la question n'est pas là. Presque tous les progrès s'accompagnent d'une dépense qui n'arrête pas l'Humanité. Quand il s'agit en particulier de l'efficacité militaire d'un nouveau moyen d'action, il ne faut jamais tenir pour invraisemblable que l'ennemi fasse les sacrifices nécessaires. Il n'y aurait pas d'attitude plus imprudente. Nous n'avons pas cru avant cette guerre à la puissance de l'effort matériel fait par les Allemands pour la préparer : il nous en a coûté plus cher que n'aurait coûté une préparation égale à la leur.

Le transport aérien, à lui seul, changerait complètement la physionomie du combat et les moyens de la stratégie. Il équivaudrait d'abord au déplacement quasi instantané des troupes. Par un crochet en arrière de son front, un général pourrait dérober en une nuit toute son armée et la porter à la fois sur un point inattendu. Il pourrait l'y descendre dans son ordre même de bataille. Il pourrait enfin, s'il était maître de l'air, la déposer en plein territoire ennemi. Il faut seulement nous rappeler que là, dépourvue de son matériel qui doit se traîner à terre, elle ne serait pas à même de se livrer à des opérations militaires normales. On ne peut cependant envisager cette hypothèse, réalisable sur une échelle plus ou moins vaste dès que l'aéroplane sera devenu un vrai instrument de transport, sans se demander quel sera le sort des lignes de communications et des services de l'arrière ainsi menacés d'une descente ennemie.

Nous ne pouvons séparer dans ces opérations la faculté de transport de la faculté de combat. Avant d'emmener des passagers, l'aéroplane aura emmené des armes et s'en sera servi. On sait qu'il lance des fléchettes et des bombes et qu'il porte une, deux ou même trois mitrailleuses. Un de nos petits avions actuels peut semer un ou deux milliers de fléchettes, qui font l'office de balles. Il y a plusieurs espèces de bombes, que ce n'est pas le lieu de décrire. La plupart sont simplement constituées par des obus d'artillerie, appartenant chez nous le plus souvent au calibre de 90 ou de 155 millimètres. Un aéroplane

emporte une douzaine d'obus. C'est encore peu, et c'est d'autant plus insuffisant que l'aviateur est à la fois incapable de s'arrêter pour rectifier son tir et de le diriger hors de la verticale.

Il n'est pas dit qu'on n'arrivera pas à réaliser la sustentation immobile par une hélice horizontale. Le colonel Renard a démontré qu'elle était aujourd'hui impossible, étant donné le poids par cheval de nos moteurs actuels. En admettant qu'on se heurte toujours à la même impossibilité, il est encore permis de se demander si l'on n'obtiendra pas des appareils capables de descendre lentement sur place, grâce à l'emploi de plans verticaux, qui maintiendraient la stabilité. Dans ce cas, l'aviateur pourrait momentanément rester à peu près au-dessus d'un point visé et rectifier son tir. On lui fournira sans doute, pour le faire plus aisément, des bombes à fumée, qui marquent les coups.

Un autre perfectionnement consisterait à lancer les bombes au moyen d'un petit mortier ou d'une sorte de catapulte, de façon à les faire partir horizontalement et à couvrir sur le sol, non plus seulement une piste linéaire, mais une bande large de 200 ou 300 mètres. L'aviateur, renseigné par la lecture de télémètres spéciaux et pointant au moyen d'alidades de tir, graduées pour tenir compte de ses mouvemens propres, comme celles qui servent au lancement des torpilles, étendrait ainsi à volonté son action à droite et à gauche de son sillage. Sur l'objectif choisi, il projetterait une gerbe d'obus calculée de façon que l'un au moins d'entre eux tombe sur une surface donnée, ou encore il balaierait un terrain en promenant en dessous de soi un rideau de feu.

Évidemment, ces méthodes de tir supposent un grand approvisionnement de projectiles. Mais c'est le point qui va dès maintenant bénéficier des premières améliorations. Pour combattre, comme pour observer, l'avion n'a pas besoin de plus de deux passagers. On est arrivé à les y mettre. La provision de combustible est aujourd'hui amplement suffisante. Nos aviateurs en ont donné la preuve en allant à 150 kilomètres de leur base bombarder Carlsruhe. Le rayon d'action n'est plus limité par la quantité d'essence, mais par la fatigue du pilote. Dans l'expédition que nous venons de rappeler, il a fallu rester six heures en l'air. C'est à peu près tout ce qu'on peut demander, dans des conditions pareilles, à un homme bien

entraîné. Quant au remplacement du pilote, en cours de route, il n'est guère possible actuellement et pour diverses raisons. Il ne le deviendrait, sans doute, que le jour où des sécurités nouvelles rendraient beaucoup moins difficile la tâche du conducteur d'aéroplane.

L'action directe des avions contre la terre n'est pas encore très redoutable. Leur rôle principal a jusqu'ici consisté à servir d'auxiliaires aux troupes et à l'artillerie. C'est comme informateurs qu'ils ont rendu les plus grands services. Il ne leur a fallu pour cela que la possibilité de s'élever au-dessus des lignes adverses. Ils surveillent les concentrations ennemies, repèrent l'emplacement des tranchées, décrivent l'état des fortifications et contribuent à régler le tir des batteries en observant les points de chute des obus. Ils ne sont pas assez nombreux pour exercer une surveillance permanente : ils opèrent par reconnaissances espacées. Pour accomplir leur mission, ils pourront recevoir des installations spéciales : lunettes à fort grossissement, appareils photographiques sur pivot, projecteurs électriques, fusées de signaux, télégraphie sans fil, etc.

Là comme ailleurs, nous voyons le principe de la liaison des armes produire les plus grands effets. Il est la manifestation d'une solidarité et l'application d'une idée de concentration. Solidaire des armes de terre, l'avion l'est aussi des autres appareils aériens. Il partage surtout avec eux l'emploi d'observateur pour le réglage du tir. On sait que le capitaine Saconney a imaginé de faire enlever un observateur par un grand cerf-volant. Le cerf-volant, lui, reste en l'air pendant longtemps. Voilà un veilleur fixe. Le ballon captif avait depuis un siècle permis d'en faire monter d'autres au-dessus du champ de bataille. Mais le ballon est un but trop vulnérable pour qu'on le hasarde à étroite proximité des lignes. Il présente souvent un autre inconvénient : le vent, couchant son câble de retenue, le ramène à terre.

Alors que le ballon captif sphérique s'accommode mal du vent, le cerf-volant ne peut s'en passer. On a eu l'idée d'unir leurs qualités en créant des ballons cerfs-volans. Ce sont des flotteurs aériens à formes allongées, comme les dirigeables. De là leur surnom de *saucisses*. Amarrés par un bout, ils fonctionnent dans le vent un peu comme les cerfs-volans des

enfans; mais ils sont, dans une certaine mesure, maîtres de leurs mouvemens.

Il y a donc les renseignemens de l'observateur aérien toujours présent, mais immobile et placé un peu trop en arrière, et les renseignemens intermittens des reconnaissances mobiles, qui vont survoler les lignes ennemies. La collaboration des avions avec les ballons pourrait devenir plus directe. Rien n'oblige à supposer que l'oiseau automobile, malgré ses immenses supériorités, devra faire disparaître son ancêtre, le plus léger que l'air. En général, les armes successives subsistent les unes à côté des autres en se spécialisant; et leur meilleure raison de ne pas se supprimer réciproquement est de se rendre de mutuels services. Si l'on cherche quelle aide le ballon, et en particulier le ballon captif, pourrait apporter à l'aéroplane, on en entrevoit une assez singulière. Le ballon ne pourrait-il servir de perchoir à l'avion?

Celui-ci ne saurait rester en l'air sans se mouvoir et n'y restera jamais sans manœuvrer. Cela lui serait pourtant utile à l'occasion. Que ce soit pour se reposer, visiter son moteur ou se réapprovisionner, s'il doit descendre, il perd un de ses gains les plus précieux : l'altitude. Si nos aviateurs du camp retranché de Paris avaient pu s'élancer à la chasse des « taube, » non plus de la surface du sol, mais de mille mètres au-dessus, ils auraient gagné sept ou huit minutes, c'est-à-dire le temps nécessaire à une avance d'une douzaine de kilomètres au moins. Or, rien n'empêcherait un ballon de s'élever en portant deux ou trois aéroplanes veilleurs suspendus au-dessous de lui, à l'extrémité de câbles disposés à cet effet. Reste pour eux la difficulté de s'en détacher en mettant en marche. Si elle est insoluble aujourd'hui, ce que nous ne saurions dire, en l'absence de toute expérimentation correspondante, elle ne le serait évidemment plus le jour où l'aéroplane deviendrait capable de se soutenir sur place ou de grandement ralentir sa vitesse. Et dès ce même jour, il parviendrait sans doute à se raccrocher lui-même aux basques du ballon captif. La reconnaissance aérienne, au lieu de perdre le temps nécessaire à prendre hauteur, pourrait se lancer instantanément; elle pourrait de même trouver un relais provisoire.

Elle est exposée aux coups de l'adversaire dont elle surprend les secrets. La balle de fusil ou de mitrailleuse monte à

1800 mètres environ, l'obus de 75 à 4000. Mais le réglage du tir sur un objectif mobile comme un avion est malaisé. On ignore sa hauteur et sa vitesse exactes. L'imprévu de ses mouvemens déconcerte. Malgré l'organisation des postes de repérage et de tir, qui seront évidemment beaucoup perfectionnés, on n'atteint pas souvent l'ennemi qui court à 1800 ou 2000 mètres d'altitude. Si, plus bas, on l'atteint, on l'arrête rarement. Les trous dans les ailes ne l'empêchent pas de marcher. Il faut, pour provoquer une catastrophe, toucher quelques points vitaux, qui ne forment pas un gros but : tuer ou blesser sérieusement l'aviateur, crever le réservoir, couper une commande importante. En fait, nos hommes-oiseaux se rient des coups de feu. Ils descendent lancer leurs bombes à 100 ou 200 mètres du sol. Bien peu d'entre eux sont mis hors de combat. Leur principal ennemi est l'aviateur adverse.

Un grand progrès serait accompli, si l'on avait réussi à atténuer le bruit de leur moteur et de leur hélice. Leur présence ne serait plus annoncée à dix lieues à la ronde. Ils pourraient sortir inopinément de la nuit, du brouillard, ou de derrière les nuages, pour accomplir leur besogne. A vrai dire, on peut croire qu'aux temps futurs où les chemins de l'air seront incessamment parcourus par d'innombrables appareils volans, un bruit d'hélices se perdra mieux qu'à présent dans le grondement continu du roulage aérien. Il ne dirigera plus l'attention.

Un autre progrès consiste à diminuer la visibilité de l'appareil en constituant ses ailes d'une matière transparente. Les Allemands utilisent, dit-on, pour cet usage, le *cellon*, sorte de celluloïd non inflammable inventé par deux Français peu avant la guerre.

Pour nous figurer l'état de l'atmosphère, sillonnée en tous sens par les navires de l'air, nous n'avons pas d'autre point de comparaison que la mer et les vaisseaux. Malgré les différences, les choses s'y passeront de même dans les grandes lignes. La stratégie de l'air ne sera qu'un développement de la stratégie navale, mais avec quelles curieuses variantes! La loi universelle de spécialisation y aura la même conséquence, en spécialisant d'abord le champ des rencontres décisives. Dans l'un et l'autre cas, la lutte comportera normalement deux actes successifs : pour vaincre, il faut, en premier lieu, triompher dans l'ordre purement professionnel, pourrait-on dire; en marine, conquérir

la maîtrise de la mer, en aviation la maîtrise de l'air. Alors seulement, on peut aborder librement les opérations profitables contre la terre. La plupart du temps, comme la maîtrise de la mer se conquiert au large, la maîtrise de l'air se décidera dans la haute atmosphère, hors de portée de la plupart des canons terrestres. La question se réglera entre aériens. La guerre du large aura pour théâtre une couche limitée par en bas à la zone des obus venus de terre, par en haut à celle où l'aéroplane ne peut monter. L'un au moins des adversaires aura toujours avantage à gagner ce champ, libre des interventions d'en bas; et son initiative obligera l'autre à l'y suivre, sous peine d'être dominé et bombardé d'en haut.

On manœuvrera donc pour prendre l'avantage de l'altitude, comme les flottes à voiles manœuvraient pour gagner l'avantage du vent. Mais les groupes ennemis se suivront en se disputant le zénith. La couche atmosphérique où se dérouleront leurs combats ne sera peut-être pas fort épaisse : sans cesse, les progrès de l'artillerie terrestre pousseront plus haut ses projectiles efficaces, et l'ascension de l'aéroplane est loin d'être indéfinie.

D'ailleurs, pour combattre, il faut se rapprocher. C'est utile, même pour essayer de laisser tomber des bombes sur l'ennemi volant, si difficile à saisir sous soi, en raison de sa grande vitesse. Et la guerre aérienne aura d'autres armes. Outre ce tir vertical de haut en bas, qui permet l'emploi de grosses bombes, elle aura le tir horizontal ou incliné de ses mitrailleuses, de ses petits canons. Enfin, l'oiseau mécanique pourra agir par choc.

On peut ainsi envisager trois genres d'avions de ligne : les spécialistes de la hauteur, navires légers et rapides, puisque c'est la plus grande vitesse qui soutient dans un air plus raréfié; les spécialistes du choc, armés d'un éperon; les avions canonniers, alourdis par leur artillerie. Les deux premières catégories se confondront peut-être, ayant pour qualité commune la rapidité de marche. Il semble que le monoplan soit désigné pour ce rôle.

Trois élémens de la guerre maritime sont ici sans équivalens : la protection lourde, qui nécessite des poids inconciliables avec le vol; l'invisibilité du sous-marin, autre forme de protection; enfin la grosse artillerie à longue portée. Dans les airs, on se battra de près, sauf, à l'occasion, dans le sens vertical. Les passes seront rapides, terribles. Les vaincus, pré-

cipités de quatre ou cinq mille mètres, viendront se réduire, sur le sol, en bouillie et en fumée... à moins que d'ingénieux parachutes ne transforment leur descente en une agréable promenade.

Les escadres de l'air s'avanceront en ordre cubique, se mêleront en charges furieuses, feront retomber sur les campagnes une pluie de débris ensanglantés. L'horreur de ces luttes, qui obscurciront le soleil, dépassera tout ce que l'homme a connu. Et la flotte victorieuse, bientôt suivie, à quelques centaines de mètres du sol, par le convoi pesant des porteurs de bombes et de troupes, viendra s'abattre, comme un immense vol d'oiseaux de proie, sur le territoire du vaincu, jetant partout l'ombre, la mort et l'incendie.

## III

Quittons ce domaine du vertige, pour redescendre sur les eaux. Elles seront le lieu de rencontre de trois races formidables : la chimère *hydravion*, accourant du haut du ciel pour se poser légèrement à la surface des flots ; une hydre, le *sous-marin*, qui n'émerge que par son œil périscopique ou son naseau respiratoire ; un monstre énorme, le *cuirassé*, protégé, sur ses flancs, sur son dos, sous sa coque même, par une lourde carapace.

La mer est prédestinée aux transports. Elle est la voie universelle. Le développement des peuples sur tous les continens la couvrira d'une foule innombrable de paquebots et de vapeurs de charge. Mais elle sera aussi le champ de bataille commun, où se joindront, aussi bien que dans l'air, les armées des États séparés par l'épaisseur du globe, où circuleront, en proie au vainqueur, les richesses du trafic international. La mer, étant par excellence le chemin des échanges commerciaux, doit être le lieu d'élection de la guerre. Elle offre enfin passage à l'invasion militaire par-dessus les océans. Le transport aérien des troupes est forcément borné aux hommes et au matériel léger. Le matériel lourd devra emprunter la voie maritime.

Bien que leur tâche première dans l'ordre chronologique soit en général la lutte contre leurs similaires, les forces navales ont

toujours eu pour capacité essentielle d'agir, directement ou non, sur les forces terrestres. La guerre actuelle aura montré leur immense utilité à cet égard. Par leur influence ont été possibles le transport des armées anglaises sur le continent, celui de nos coloniaux par-dessus la Méditerranée, l'attaque des Alliés aux Dardanelles, l'expédition allemande en Courlande, etc. Les canons de notre flottille de la mer du Nord ont interdit aux Allemands les dunes de la côte belge auprès de Nieuport. Ne parlons pas des expéditions coloniales, dont la plus importante fut celle du Japon à Kiao-Tchéou. Les flottes de l'avenir auront les moyens de jeter des millions d'hommes sur un rivage éloigné. On aura sans doute constitué le matériel de débarquement qui nous manque encore. Aux Dardanelles, on a fait un premier essai avec un grand vapeur, le *River Clyde*, dont les aménagemens intérieurs avaient été détruits, de façon à transformer sa coque en une sorte de long tunnel. Lancé à grande vitesse sur la grève du cap Hellès, il vint s'échouer, de sorte que son avant touchât presque le rivage. On ouvrit alors, à ses deux extrémités, de larges portes préparées d'avance. Les chalands, les bâtimens porteurs de troupes l'accostaient comme un appontement. Hommes, voitures et canons le traversaient sans aucune peine et trouvaient ensuite un plan incliné qui les conduisait sur la terre ferme.

Les cuirassés se sont heurtés à des obstacles provenant des batteries de côtes, des mines flottantes et des sous-marins. Les insuccès résultaient, pour la plupart, d'une insuffisante appropriation du bateau à son action contre la terre. La division du travail n'a pas encore été poussée assez loin. On y viendra, par la force des choses. On séparera le bateau de ligne, consacré au combat naval, des batteries flottantes, construites pour agir contre les forts. Ces dernières n'auront pas besoin de grande vitesse. Il leur faudra de faibles tirans d'eau, qui leur permettront de s'approcher du littoral et réduiront les risques dus à la torpille. Un épais cuirassement sera nécessaire, au-dessus de l'eau comme au-dessous. On arrivera probablement au type portant un seul canon, du plus gros calibre qu'un bateau puisse recevoir.

Nous avons vu qu'à terre, on ne peut mouvoir sur les rails actuels des pièces d'un calibre supérieur à 45 centimètres environ. Un affût automobile sur route solide irait plus loin, peut-

être jusqu'aux calibres de 50 ou 60 centimètres. Mais il faudrait des plates-formes fixes et bétonnées pour le tir.

Sur un flotteur, les pesées se répartissent uniformément dans la masse liquide, dont la résistance est indéfinie. On n'est arrêté que par celle de l'affût lui-même, c'est-à-dire du bateau. Là peuvent être réalisés les plus monstrueux chefs-d'œuvre de la mécanique homicide.

Le bateau-canon ne sera donc pas inférieur à la batterie de côtes, ni comme portée du tir, ni comme puissance du projectile. A égalité de force, il a été jusqu'ici victime d'un double désavantage tenant au danger mortel que lui font courir les moindres avaries sous la ligne de flottaison ou à son voisinage et à la facilité qu'a l'ennemi pour rectifier son tir. Car les obus, en tombant dans la mer, soulèvent des gerbes d'eau visibles à grande distance. Le premier inconvénient doit être atténué par la protection sous-marine, le second sera quelque jour entièrement supprimé par l'emploi des rideaux de fumée.

Il y a là une méthode dont les premiers indices ont déjà paru, mais qui doit se développer considérablement pour assurer au feu des vaisseaux une supériorité décisive sur les forts. Le bateau se meut et il choisit son moment. Tels sont les deux avantages qui lui permettent de tirer profit de la méthode en question contre un adversaire immobile. Voyons d'abord le fait acquis : à plusieurs reprises déjà, il a été fait usage de rideaux de fumée, produits artificiellement, soit pour dissimuler des zeppelins, soit pour soustraire des bateaux au feu ennemi. Le 2 juillet, par exemple, près de l'île Gottland, des croiseurs russes poursuivaient une division légère allemande. Bientôt l'*Albatros* était gravement atteint. Les torpilleurs allemands, pour le dissimuler, l'entouraient d'un voile épais de fumée traînante. Une escadre, ayant le choix du jour et de l'heure, c'est-à-dire du vent et de l'éclairage, pourra donc s'approcher d'une côte, en se faisant précéder d'un rideau qui la masque complètement. Il est possible qu'en certains cas du moins elle conserve une vue du rivage suffisante pour fixer sa propre position et régler son tir par visée indirecte. Toutefois, la solution générale du problème tactique suppose, en principe, que l'assaillant sera maître de l'air et pourra se faire renseigner par ses avions sur les points de chute et sur les effets des projectiles. Elle suppose aussi

l'organisation, qui ne se heurte à aucune impossibilité théorique, d'un tir indirect indépendant de toute vue du rivage. A terre, on atteint aisément un objectif caché, si l'on connaît son rapport géographique avec un autre point visible : on pointe sur celui-ci, au travers d'une hausse faisant, en vertu d'une correction calculée à l'avance, l'angle voulu avec la vraie ligne de tir de la pièce. Il s'agirait, dans le cas qui nous occupe, de réaliser, sur le bateau-tireur lui-même, un but fictif, dirigé d'après la carte et rectifié sur les indications de l'observation aérienne. Seulement, il faudrait le soustraire aux mouvemens de roulis du navire et compenser les déplacemens angulaires dus à la marche. Les propriétés du gyroscope en donnent les moyens. Il ne resterait plus au pointeur qu'à ramener sans cesse sa ligne de mire sur le but fictif et à faire feu au moment de la coïncidence.

Contre un bateau ainsi mobile et caché, les artilleurs des forts ne sauraient où tirer, tandis que les marins, connaissant par ailleurs la forme immuable des terres et leur propre position par rapport à elles, seraient toujours à même de tracer l'épure qui orienterait leurs coups.

Les mines et les torpilles sont aussi des adversaires redoutables du cuirassé. On sera pourtant, quand on le voudra, moins désarmé qu'on ne croit à leur encontre. Les mines fixes, reliées à une ancre par un câble, peuvent être écartées par une filière extérieure au bateau; et d'ailleurs on les drague. Les mines flottantes, comme les torpilles automobiles, nécessiteront une protection plus gênante, mais réalisable. Aucune paroi ne résisterait au choc direct de leur explosion. La simple cuirasse sous-marine ne suffit donc pas. Il faut la faire précéder d'un matelas d'amortissement. Et pour que l'équilibre du navire ne soit pas changé, lorsqu'une grande partie de ce matelas sera défoncée par l'explosion et ouverte à l'eau, il semble indispensable que l'eau y pénètre en tout temps. Nous arrivons ainsi à envisager la protection par une couche d'eau, superposée à une cuirasse métallique.

Le problème consiste à faire exploser la torpille à distance de la vraie coque, sur une ceinture externe, écartée de deux ou trois mètres par exemple. Au lieu d'un filet Bullivant mobile, qui ne peut rester en place pendant la marche, le cuirassé portera une sorte de seconde coque en tôle. L'intervalle entre

les deux coques sera en libre communication avec la mer. Ce système entraîne pour le bateau une augmentation de poids, de largeur et de frottement. Il oblige à faire des sacrifices sur la vitesse et à accroître les tonnages. Mais la sécurité vaut qu'on y mette le prix.

Ainsi équipé, on doit croire que le cuirassé subsistera. Ses raisons d'être sont de celles qui s'imposent. Il représente la force. Il joue sur mer, au milieu du peuple innombrable des navires, le rôle du policeman sur la place publique. Il commande la mer et le rivage; c'est-à-dire qu'il les interdit ou les laisse ouverts aux transports de troupes, de commerce et d'approvisionnement des États belligérans. Ces instrumens d'action appliquée, faibles par eux-mêmes, rechercheront toujours la protection d'escortes spécialisées. Les escortes se heurteront à des armées plus puissantes. Et l'unité qui dominera les autres unités navales aura le dernier mot. La maîtrise de la mer reste la condition préalable de toute entreprise maritime en temps de guerre.

L'ennemi le plus redoutable du vaisseau de ligne sera sans doute l'aéroplane, laissant tomber des bombes sur ses coupoles et ses ponts blindés. Là encore, la fumée, en couvrant le cuirassé, peut le sauver. Quant au sous-marin, rien n'autorise à penser qu'il fera disparaître son adversaire de la surface des mers. Beaucoup l'ont cru; les hauts faits des sous-marins allemands ont exagéré l'estime où on le tient, peut-être un peu tardivement. Mais le principe du sous-marin est essentiellement défensif. Tout en lui se subordonne à la protection par l'eau. C'est sur ce thème qu'il est construit. Et s'il conserve une valeur offensive, c'est que cette protection le soustrait aux regards en même temps qu'aux coups, et lui apporte ainsi accessoirement un élément actif : la surprise. Le cuirassé, au contraire, est l'application même du principe offensif. Il est fait d'abord pour porter des armes, canon et torpille, dans leurs meilleures conditions d'emploi; il se protège ensuite du mieux qu'il peut, par des cuirasses de métal. Il bénéficiera toujours de la supériorité de l'offensive.

Le sous-marin est aujourd'hui, techniquement, en avance sur le cuirassé, aussi bien que sur les combattans de l'air : de là son succès momentané. Si, au lieu de 30 ou 40 sous-marins, les Allemands en eussent possédé dix fois plus, la mer nous

était fermée. Certes les progrès en nombre et en puissance individuelle continueront : en particulier, on est loin de la limite de charge de la torpille. Mais il restera au sous-marin deux tares inguérissables : sa faiblesse et sa myopie. Elles le condamneront toujours à se cacher devant le cuirassé. Celui-ci trouvera des auxiliaires dans les aéroplanes à marche lente, s'il en existe jamais, ou dans des dirigeables spéciaux, au besoin s'accrochant à la surface marine par une ancre flottante. Des escadrilles aériennes le flanqueront à droite et à gauche, le précéderont, l'entoureront. On sait que le regard, plongeant verticalement, aperçoit les sous-marins en immersion. Une fois vus, ils seront suivis, et des torpilles plongeuses, tombant du ciel, iront les détruire sous les eaux.

Le progrès du mécanisme universel ne fera qu'accroître l'importance de la puissance navale. D'une part, la valeur des flottes de commerce et l'utilité du trafic maritime, d'autre part la force des expéditions de débarquement se développeront avec le mécanisme. Nous sommes dans une période où la capacité des transports par-dessus la mer ne correspond pas encore aux effectifs mobilisables. Mais ceux-ci sont voisins de leur limite extrême. Un peuple pourra quelque jour jeter sur une côte lointaine, d'un seul coup, toute son armée. C'est comme auxiliaire, ou si l'on veut comme intermédiaire de la guerre terrestre que la guerre maritime aura toujours son principal intérêt. La suprématie de l'action terrestre ne saurait faire de doute : par elle seulement on atteint la nation ennemie dans son sol et dans sa chair. Mais pourquoi opposer les deux formes de puissance militaire : elles sont destinées à s'appuyer l'une l'autre !

Nous ne pouvons pas oublier que le bateau a d'autres voies que les voies maritimes. Des sous-marins allemands circulent par les canaux belges. Sur l'Yser, nos canonnières ont joué leur partie dans le grand concert de mort. Les canaux se multiplient dans les pays à population dense. Ils ont leur place marquée pour donner passage aux chargemens pondéreux. Le matériel de guerre les utilise avec avantage. Un seul chaland porte beaucoup d'obus ou de provisions. On n'a pas jusqu'ici créé de type de navire de combat spécialement fait pour les canaux. Il n'est pas dit qu'on ne préparera pas du moins des bateaux aisément adaptables aux conditions de la navigation intérieure et à son emploi militaire.

Un rôle pour lequel les canaux offrent des avantages certains sur les chemins de fer est celui qui concerne l'évacuation des blessés, soustraits ainsi aux secousses des trains sanitaires. On pourrait doter des ambulances flottantes de tout le confortable nécessaire.

Des nombreux moyens de transport que nous venons de passer en revue, chacun a ses avantages, et tous serviront. Ils ne prêtent à comparaison que sur quelques points seulement. L'un est la vitesse; nous en avons parlé. Un autre est la dépense : elle s'élève au maximum avec l'automobile de plein champ et surtout l'aéroplane; elle tombe au plus bas avec le chemin de fer et surtout le bateau. Un dernier point a trait au nombre des hommes requis pour le service du mécanisme de transport, et par là distraits des effectifs de combat proprement dits. Pour l'autobus, il faut deux chauffeurs par 30 ou 40 fantassins et un personnel d'entretien qui peut égaler une fraction notable du personnel de route. Les automobiles légers et les avions Sikorski ne prendront peut-être jamais que quelques passagers : une forte proportion de l'effectif serait ainsi consacrée à conduire le reste. Et nous ne savons si par ailleurs on réalisera le grand vaisseau aérien. Un chaland mené par deux hommes pourrait contenir une compagnie d'infanterie; un train reçoit un bataillon, pour trois ou quatre mécaniciens, chauffeurs et serre-freins. Mais le service des voies retient du personnel. Il est vrai que c'est en partie un personnel féminin ou peu valide. Enfin, sur un navire de haute mer, la proportion de l'équipage aux troupes peut être de 5 à 6 pour 100.

## IV

Le machinisme aurait suffi à transformer la guerre, quand bien même il ne se fût appliqué qu'aux transports. Mais les armes en ont aussi bénéficié. Les principales d'entre elles sont des machines et comptent parmi les plus merveilleuses que l'homme ait conçues. Nous ne les décrirons pas. Tout le monde connaît maintenant les traits caractéristiques du 75. Il constitue la solution la plus parfaite d'un certain nombre de problèmes mécaniques. Le canon est le grand maître de la bataille actuelle. Il rend impossible la progression des troupes en terrain décou-

vert. Notre pièce légère peut tirer près de 30 coups par minute, Le nombre des pièces leur permet de couvrir tout le front, en y promenant un infranchissable barrage de feu.

Pour passer, il faut donc réduire au silence l'artillerie adverse. Là comme en mer, la lutte se décide d'abord entre spécialistes, et entre spécialistes de l'arme atteignant au maximum de force. Un premier duel a lieu entre les canons à longue portée. La supériorité sur ce terrain sera d'autant plus indispensable que la proportion d'artillerie lourde ira croissant. Le vainqueur pourra aussitôt s'assurer, dans la zone couverte par ses obus, la liberté d'action de l'artillerie légère. Et, dès lors, il y sera « maître de la terre. » Mais son succès sera retardé et limité par la résistance des tranchées. Rappelons que la question se complique aussi par l'intervention des aéroplanes.

Nos armées emploient des pièces de 20 calibres différens, dont 9 ou 10 appartenant en propre à l'artillerie de terre, le reste à la marine ou aux batteries de côtes. Les calibres s'étagent depuis le petit canon de 35 millimètres, jusqu'à l'obusier allemand de 42 centimètres, la « grosse Bertha. » Les portées de 5 kilomètres et demi pour le 77 allemand, de 6 et demi pour notre 75, de 10 kilomètres et demi pour le 105 allemand et de 12 et demi pour le nôtre atteignent 13 et 14 kilomètres pour l'artillerie lourde de campagne et de siège ayant de 130 à 150 millimètres de calibre. On sait que les mortiers et obusiers sont des bouches à feu courtes, envoyant avec une faible vitesse initiale, c'est-à-dire à petite distance, des projectiles volumineux, chargés de grandes quantités d'explosif. La trajectoire est très courbe et franchit ainsi les obstacles. La pièce se pointe à 42 degrés environ de l'horizontale. Les obusiers de 210 millimètres ou 280 millimètres portent à 8 ou 9 kilomètres seulement, le 420 millimètres à 14 au maximum, tandis que les canons longs de 305 millimètres touchent à plus de 25 kilomètres. Nous avons des 340 millimètres dont la portée est encore supérieure. La flotte anglaise emploie des 381 millimètres. Il existe enfin un canon allemand de côtes de 406 millimètres. Ce canon pèse 113 tonnes. On doit approcher de la limite des poids utilisables à terre. Mais des progrès dans la qualité du métal et dans la technique des poudres étendront certainement encore les portées. Il n'est donc pas exagéré de compter qu'on ira foudroyer l'ennemi à 50 kilomètres ou davantage. Un pays

comme la Belgique ou la Hollande, large de quelque 200 kilomètres, verra la moitié de son sol sous la gueule des canons étrangers pointés par-dessus la frontière.

L'obusier lourd allemand de 280 millimètres tire un projectile de 340 kilogrammes, contenant 17 kilogrammes d'explosif; le projectile de l'obusier du Creusot du même calibre en contient 40 kilogrammes, bien qu'il ne pèse que 275 kilogrammes. L'obus de 380 millimètres de la *Queen-Elisabeth* arrive au poids de 885 kilogrammes, dont environ 100 kilogrammes d'explosif, le canon allemand de 406 à 940 kilogrammes. L'explosion de pareils engins, qui produiront les effets de véritables petits volcans artificiels, pulvérisera tous les parapets de béton et toutes les coupoles cuirassées des forts. Et la surface habitée qui, pour son malheur, tombera sous le feu des canons monstres, sera rasée et mise en miettes jusqu'aux fondations.

On a annoncé des torpilles aériennes, sortes de petits dirigeables chargés d'explosifs et mus, sur un parcours limité, par un moteur à air comprimé, par exemple. Il en existerait qui, grâce à un appareil récepteur de vibrations hertziennes, obéiraient à la direction des artilleurs qui les ont lancés. C'est la solution du problème de la télémécanique. On conduirait ainsi le projectile, comme avec la main, jusque sur l'ennemi. Tous les systèmes analogues, si séduisans en apparence, ont le même défaut : l'homme qui dirige doit voir. Il faut donc que la torpille soit bien visible et assez lente. Mais l'adversaire, dont elle s'approche, finira par la voir beaucoup mieux encore et pourra la détruire ou troubler son mécanisme de direction.

Alors que la grosse artillerie grandit, le petit canon diminue sans cesse. Le 75 est un admirable joujou. On fait plus mignon encore pour les autos. L'obusier de tranchée, nouveau venu dans la famille des bouches à feu, ne tire qu'à 300 ou 400 mètres. Le canon s'adapte à tous les besoins et à toutes les distances.

En même temps, il se multiplie. Quinze mille canons au moins s'alignent face à face le long de notre front pour un effectif total de cinq millions de combattans. On en est donc à une pièce pour un peu plus de 300 hommes armés. La proportion de l'artillerie ne fera sans doute qu'augmenter, et l'on arrivera peut-être à une pièce pour moins de 100 hommes. Mais

il faudra toujours que la masse principale de l'armée soit composée par l'infanterie et réduite aux armes portatives. Notons que la proportion actuelle a déjà été atteinte avant la Révolution, avec des bouches à feu individuellement beaucoup moins puissantes.

En réalité, l'extension du machinisme sera plus grande encore, et l'on peut dire que la moitié des hommes finiront par être des sortes de canonniers, de vrais mécaniciens de mort : car le lance-bombes et la mitrailleuse, qui sont des armes de l'infanterie, constituent une véritable artillerie de tranchées.

Il existe des lance-bombes de différens modèles : les uns sont de petits obusiers très courts, se chargeant par la bouche et lançant une « marmite » ou un obus sphérique, le « crapouillot ; » les autres, analogues aux canons porte-amarres de la marine, lancent une espèce de flèche, coiffée à son extrémité, au dehors de la bouche du canon, d'une grosse bombe ou torpille aérienne. La flèche reste en arrière et tombe à petite distance ; la torpille franchit les quelques centaines de mètres qui séparent les tranchées adverses. Elle porte, dans une enveloppe mince, parfois plus de 60, près de 100 kilogrammes d'explosif.

La mitrailleuse ne tire que des balles de fusil, mais elle en débite, au besoin, 900 par minute. La meilleure allure est un peu plus modérée et correspond à 300 ou 400. Un mitrailleur vaut à lui seul 80 fusils. Nous sommes partis en guerre avec une section de mitrailleuses, soit deux mitrailleuses, par bataillon, les Allemands avec quatre fois autant. Nous-mêmes augmentons beaucoup notre armement. La mitrailleuse a la portée du fusil, de 2 400 à 4 000 mètres, suivant les modèles. En pratique, on ne gaspille pas ses munitions en tirant à grande distance, et c'est à moins d'un kilomètre, et le plus souvent presque à bout portant, qu'on utilise la terrible pompe à balles.

Comme le lance-bombes, la mitrailleuse doit être transportable à bras. Elle pèse une vingtaine de kilos. Il faut deux hommes pour la déplacer. On en garnit les angles des tranchées, les fortins improvisés ; on en flanque l'arrière des lignes, de façon à arrêter net toute offensive ennemie ayant réussi à franchir les premiers obstacles. Il semble que leur nombre s'accroîtra encore considérablement. On arrivera ainsi à une puis-

sance totale de feu, c'est-à-dire à des besoins d'approvisionnement qui dépasseront de loin ce que nous voyons aujourd'hui et qui nécessiteront une immense organisation de convois et de moyens d'accès. Il faut cependant noter que le nombre croissant des pièces n'entraîne pas forcément une consommation proportionnelle. Souvent, il a pour principal effet de permettre une concentration dans le temps : on dépense en quelques minutes les munitions qu'on eût dépensées en quelques heures, parfois on en dépense moins ; elles sont employées simultanément, au lieu de l'être successivement ; le résultat, plus foudroyant, est plus complet, non pas plus coûteux. Les pièces se taisent plus longtemps : elles attendent leur heure et ne frappent qu'au bon moment. Mais il faut de plus grands stocks.

On est descendu plus bas encore dans l'allégement de la machine à tuer. On a fait un instrument plus maniable que la mitrailleuse, intermédiaire entre elle et le fusil, le fusil mitrailleur, qui est un fusil automatique. C'est la forme offensive de la mitrailleuse. Pesant sept ou huit kilogrammes, le double seulement du fusil ordinaire, se posant par le canon sur une fourche et s'épaulant, au besoin accroché à l'épaule dans un étrier, emporté par le tireur dans les tranchées ennemies, le fusil mitrailleur semble être le fusil de l'avenir. Il sera capable d'arroser le terrain d'un demi-millier de balles par minute. La difficulté étant de porter les cartouches et d'alimenter la machine, sans doute n'y aura-t-il qu'un fusil par deux ou trois hommes.

Sans doute aussi admettra-t-on une nouvelle réduction du calibre. En l'amenant de 9 à 7 millimètres, le fusil Lebel avait fait un pas hardi dans la voie de l'allégement, utile contrepartie du tir rapide. L'abondance des canons légers, comme notre 75, la puissance et la rapidité de leur action contre l'infanterie, la création peut-être d'une mitrailleuse de fort calibre, ne dispenseront-ils pas de l'emploi du fusil aux distances supérieures à 1 000 ou 1 200 mètres? On pourrait alors s'en tenir à un fusil mitrailleur de 4 ou 5 millimètres de diamètre, peut-être moins, si l'on obtient un métal plus lourd pour la balle et de plus grandes vitesses initiales. On lancerait des fléchettes minuscules, ne produisant que de toutes petites blessures, anodines là où elles ne toucheront pas à un point vital, mais suffisantes pour mettre l'homme hors de combat.

Le contact des lignes est de plus en plus rapproché. Deux armes nous ramènent presque à la guerre du Moyen Age : la grenade à main et la mine souterraine. Dans ce pullulement de machines qui s'annihilent les unes les autres, il est curieux de voir le dernier mot revenir à un projectile lancé à la main comme la pierre, arme des premiers hommes. La grenade est une boule chargée de mélinite, retenue au poignet par un bracelet qui arrache, au départ, le rugueux de l'étoupille. Elle se lance à quinze ou vingt mètres; mais on peut aussi l'adapter à une flèche poussée par une cartouche spéciale dans le fusil d'infanterie. Elle parcourt alors 400 mètres. Les grenades sont faites dans les usines de l'intérieur. Sur le front, on en fabrique l'équivalent, les pétards ou « boites à singe. » Ce sont des paquets de poudre, amorcés avec des mèches lentes, au moment de lancer. Ils sont fixés sur des planchettes en forme de raquette.

La guerre de sape est tout aussi archaïque. Elle remonte, sous sa forme primitive, à la plus haute antiquité. Son importance nouvelle tient à l'inviolabilité actuelle des fronts défensifs en tranchée et à la force de nos explosifs.

Ne pouvant plus avancer à découvert, on avance sous terre, en poussant une galerie sous la ligne ennemie. C'est ce qu'on a toujours fait dans la guerre de siège, où les fortifications permanentes rendaient aussi les fronts inviolables. La parade consiste en une contre-mine, galerie dirigée vers la mine adverse pour la rendre inutile. Autrefois, on visait à déboucher dans la mine; maintenant, il suffit d'arriver à son voisinage, de préférence en dessous : on peut agir à distance, par suite de la portée des effets d'explosion à travers les terres. Mais cette portée se limite à quelques mètres.

Pour savoir où creusent les sapeurs ennemis, on écoute. Les appareils microphoniques permettront sans aucun doute d'entendre mieux qu'on ne fait encore, et d'éliminer presque entièrement la part de surprise qui caractérise la guerre de sape. Là aussi, le génie individuel cédera le pas à l'effort réglé et à la préparation collective. Le succès dépendra des questions de masse et de mécanisme.

Un premier emploi du mécanisme sera de creuser les galeries. Avec le travail à la main, on avance d'environ deux mètres par iour. Il existe des machines perforatrices qui abattent les

terres trois ou quatre fois plus vite, quand elles sont bien adaptées au terrain. Leur inconvénient est de faire du bruit. Pour le boisage des parois et l'enlèvement des déblais, on perfectionnera beaucoup le matériel. Comme il s'agit le plus souvent d'arriver à établir des mines avant l'adversaire, la vitesse est un élément de première importance. On n'y donnera donc jamais trop de soins.

Quand on n'a plus qu'à avancer d'une faible distance pour être au point d'installer le fourneau, on pratique parfois des mines forées, qui se font rapidement : on a des trépans ou des tarières qui tracent une petite galerie de forage de quelques centimètres de diamètre, où l'on pousse un pétard de dynamite. L'explosion de celui-ci donne une chambre. Voilà l'amorce d'une méthode de sape accélérée. La guerre souterraine n'est qu'à son aurore.

Elle nécessite déjà des dépenses énormes. Un fourneau de mine peut avoir deux buts : il est offensif ou défensif. Offensif, il doit faire sauter les terres jusqu'à la surface, en détruisant les troupes et leurs abris; défensif, il ruinera une mine ennemie, soit en la faisant exploser prématurément, soit en obstruant la galerie en arrière de la chambre de mine, soit en ameublissant le sol devant le cheminement, ce qui le rend à peu près impossible.

C'est ce dernier type qu'on appelle camouflet. Il lui suffit de charges modérées. Mais le fourneau offensif exige parfois 150 kilogrammes de mélinite. Une guerre comme la nôtre consomme chaque mois des centaines de tonnes d'explosifs souterrains. Il faut prévoir un très grand développement des opérations de ce genre quand on voudra forcer des tranchées solidement organisées et défendues par une artillerie qui ne se laisse pas réduire au silence, et qu'on ne pourra pas s'assurer la maîtrise de l'air.

Et peut-être en viendra-t-on, faute d'assez d'explosifs, à faire de la galerie rapidement et largement multipliée une simple préface à l'attaque directe par l'arme blanche à laquelle elle servira d'accès. Celle-ci n'a pas cessé d'être l'*ultima ratio* des combats. La lutte d'artillerie, l'explosion des mines, les rafales des mitrailleuses, le jet des grenades, ne sont, en dernière analyse, que des préparations. On finit toujours par en venir au corps à corps. La baïonnette a joué un rôle de premier plan.

Elle a décidé le sort de beaucoup d'actions acharnées. Encore est-elle trop longue pour l'étroit champ de carnage des tranchées. Le fusil gêne nos grenadiers pour lancer leurs pétards, pour ramper entre les lignes, pour couper les fils de fer. On les arme plutôt d'un long poignard, d'un vrai « surin, » fixé à la ceinture. Si le fusil mitrailleur détrône notre porte-baïonnette, qui sait si une lance légère, s'attachant sur le dos, ne consacrera pas la séparation définitive des deux outils de mort. Il ne manque plus qu'un bouclier, pour que nous retrouvions le combattant de l'*Iliade*.

## V

Passons sur les projections de liquide enflammé, poussé dans les tranchées par des pompes à incendie; sur les fumées asphyxiantes et autres applications accessoires de la science à l'art de détruire. Le premier procédé n'a pas l'efficacité des torpilles aériennes; le second suppose un vent favorable. Ce sont en particulier des vapeurs de chlore et de brome ou d'autres gaz que nous n'avons pas à désigner, qui sont lâchées en avant d'un front, de manière à former un nuage bas, roulant sur l'ennemi. On s'en protège avec des masques, filtrant les vapeurs au travers d'un tissu spongieux, imprégné par exemple d'hyposulfite de soude (1). Tout produit pouvant être dangereux pour ceux qui l'emploient est d'un avenir limité. Et, s'il existe pour eux un moyen de préservation, l'ennemi ne manquera pas d'en faire usage aussi. Ne nous en fions pas aux artifices trop faciles. La défensive se développe en même temps que l'offensive; elle répond à ses progrès par des progrès égaux, qui ne sont bien souvent que la conséquence des mêmes faits. Ainsi l'équilibre est en quelque sorte l'effet d'une loi fatale.

Mais cet équilibre n'est pas immobile. Il penche tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, avant de revenir à l'équivalence plus ou moins parfaite. Or, aujourd'hui, c'est plutôt la défensive qui paraît l'emporter. Voyez les tranchées : elles barrent tout le front d'un obstacle infranchissable. Jamais armées n'auront été

(1) L'emploi le moins périlleux des vapeurs nocives consiste à les faire dégager des obus lorsqu'ils explosent; mais les masses dégagées sont alors insuffisantes.

paralysées en leur entier par des retranchemens, comme sont depuis plus d'un an déjà celles qui se regardent par-dessus le front occidental. Et l'on va s'écrier : « La protection triomphe définitivement de l'attaque. » Il se trouvera même des gens pour ajouter que la guerre en va devenir impossible. D'autres enfin se demanderont pourquoi l'on ne s'est pas avisé depuis longtemps de ce pouvoir merveilleux des tranchées, qu'on était à même de creuser au temps jadis, aussi bien qu'à présent.

Si elles résistent victorieusement aux armes actuelles, qu'eût-ce été vis-à-vis des vieux fusils et des canons impuissans? Et n'eussent-elles pas rendu invincible l'armée assez bien inspirée pour s'y abriter, il y a quarante ou cinquante ans!...

Tout le monde sait comment sont faites les tranchées. Il était facile en effet d'en établir. Est-ce seulement faute d'y penser qu'on a préféré la lutte de mouvement en rase campagne? Nous ne déciderons pas cette question ; c'est affaire à de plus hautes autorités. Peut-être l'insuffisance des effectifs, en empêchant de barrer toute la ligne des frontières, rendait-elle la tranchée inefficace. Car le front fortifié risquait d'être tourné par les ailes. En tout cas, on se trompe en attribuant à la prépondérauce de la protection inerte le phénomène auquel nous assistons.

Il coïncide au contraire avec une faillite de la protection. Les places fortes, où l'on avait accumulé les défenses les plus formidables, ont à peine tenu quelques jours, lorsqu'elles s'en sont fiées à leurs remparts bétonnés et à leurs coupoles d'acier. L'obus moderne à grande capacité d'explosif écrase tout, disloque tout. Aucun ouvrage permanent n'est capable de supporter son feu.

Cependant l'élan ennemi s'est brisé contre Verdun. Il n'a jamais pu franchir nos lignes improvisées de Belfort à Nieuport. Le retranchement résiste, et presque aussi bien quand il consiste en un simple sillon gabionné, mais profond, que dans ses plus orgueilleux bastions. Sa vertu n'est donc pas tant dans le bouclier qu'il forme que dans la puissance des armes qui s'y appuient.

Elle est dans les deux ensemble. Pourquoi ne peut-on franchir l'intervalle des lignes? On le pouvait autrefois. L'élément nouveau, c'est l'impossibilité de progresser en terrain découvert sous le feu des balles. Le fusil à tir rapide et la mitrailleuse ont fait l'inviolabilité des tranchées. Celle-ci résulte des forces

nouvelles et des faiblesses anciennes de la balle, qui ne laisse plus circuler personne hors de la tranchée, mais qui n'atteignait et n'atteindra jamais personne au dedans.

La guerre des tranchées, c'est donc la guerre des balles. On aperçoit déjà ce qui va y mettre fin : la guerre d'obus. Qu'il soit lancé par canon ou par avion, l'obus tue dans la tranchée ainsi qu'au dehors, mais moins bien. Ses effets sont limités par les traverses pare-éclats. On arrivera sans doute à projeter des gerbes linéaires d'éclats tombant de haut, plus efficaces contre ces hommes enterrés en autant de trous séparés. Une pluie de fléchettes, longeant le front, ferait encore mieux l'affaire.

Déjà, néanmoins, l'artillerie rend les simples tranchées parfois intenables ; elle empêche les rassemblemens en arrière qui permettraient des assauts de vive force. Si l'artillerie était protégée des obus par ses épaulemens ou son défilage comme le fantassin des balles par son talus, la situation n'aurait d'autre issue que celle de la guerre de mines, qui est lente.

Mais l'artillerie détruit de loin l'artillerie et tout se résout en un duel de bouches à feu, premier acte nécessaire avant que l'obstacle des tranchées puisse être levé. Il le sera ensuite aisément, quand une des deux artilleries aura nettement triomphé. L'intérêt offert par la tranchée est de retarder obligatoirement la décision jusqu'après le duel d'artillerie.

La durée de cette phase préalable est plus ou moins longue. Les petits calibres, qui s'adressent de près un grand nombre de coups, se réduisent aisément au silence : une batterie repérée est détruite ou obligée de déloger. Au contraire, les gros canons, tirant de loin, ont peu de chances de se toucher réciproquement : une pièce est un but trop précis pour un tir à 20 kilomètres. Leur entrée en ligne est donc une menace d'immobilisation des fronts. Il faudra que la petite artillerie à tir rapide soit assez multipliée pour faire son œuvre en bravant leur feu et charge sur eux jusqu'à la distance où ils tomberont sous le sien. Mais leur mise hors de cause sera surtout la tâche des escadres aériennes.

Ainsi nous savons maintenant que la puissance de la défensive est principalement due à l'emploi des armes offensives. Ce qui rend inviolable une ligne de tranchées, c'est le nombre des mitrailleuses qui y sont abritées pour empêcher de l'approcher

et de celles qui, plus en arrière, empêchent de la dépasser; c'est la rafale d'obus qui brise l'assaut ennemi avant qu'il soit à portée; ce sont les obusiers et canons lourds qui écartent l'artillerie légère adverse. Le rôle de la fortification n'est cependant pas négligeable. Et sa technique se perfectionne. Les tranchées elles-mêmes, d'abord, qui couvrent contre la balle, sont soigneusement boisées, parfois renforcées de longrines en fer, munies de traverses pour arrêter les coups d'enfilade, articulées à des fortins. On les installe confortablement, on épuise l'eau. Contre la vue des observateurs, on organise des couvercles en planches et en branchage; on se dissimule complètement. Enfin on bétonne la paroi, pour la rendre plus résistante aux coups de l'artillerie moyenne. Puis voici les abris souterrains, parfois aménagés dans des caves ou des carrières, souvent pratiqués en pleine terre. On en vient à bétonner leur plafond. C'est une nouvelle guerre qui commence, la guerre des catacombes. On y installe, en galerie, des chambres pour les états-majors, des salles de repos, des ambulances de première ligne, des dépôts de munitions, et de vivres, des pièces de réserve, etc.

Avant de quitter la tranchée proprement dite, signalons quelques-uns de ses auxiliaires. En premier lieu, le fil de fer. Il en est devenu inséparable. Toute tranchée est précédée d'un réseau quelquefois multiple de fils de fer barbelés tendus au-devant d'elle. Pour passer, ou bien il aura fallu qu'un véritable orage d'obus ait réussi à opérer des destructions à peu près complètes, ou bien les assaillans devront, sous les balles, couper le fil de fer avec des pinces. On commence à intercaler dans les réseaux des poutres de bois ou des fer à T. Contre les grenades, on se couvre encore de panneaux de toile métallique.

Derrière tous ces abris, l'homme est relativement protégé, mais il ne peut se montrer aux créneaux pour tirer sans s'exposer. On a donc inventé le périscope de tranchées, instrument d'optique comprenant un oculaire qu'on peut faire émerger au-dessus du parapet et un système de miroirs ou de prismes renvoyant l'image par en bas. Il ne resterait plus qu'à adapter au fusil lui-même un pointage indirect par périscope pour faire disparaître complètement le combattant.

Le boyau est une tranchée d'accès, non de combat. Il met en communication les parallèles : c'est l'artère de circulation.

On ne peut passer que par là. En bien des endroits, il faut s'y traîner à plat ventre. Des kilomètres de boyaux sillonnent la double zone de front organisée en chaque point de contact.

La guerre d'abris utilise naturellement les maisons. Au XVIIIe siècle, les armées s'écartaient avec soin de tout lieu habité qui eût rompu leur ordre rigide et favorisé l'indiscipline. Nous recherchons, nous autres, les villages. Une maison devient bientôt un petit fort. Les caves, surtout, à l'épreuve du canon moyen, servent de point d'appui à une forte résistance; on les relie de maison en maison; on les creuse encore; on gabionne les soupiraux, qui ne laissent plus passer qu'une gueule de mitrailleuse.

La tranchée a son système nerveux, le réseau téléphonique. Par lui, isolée quelquefois des heures durant, elle reçoit des ordres et fait connaître sa situation. On lui annonce les attaques imminentes. Elle désigne des buts à l'artillerie.

Il existe une machine à creuser les tranchées, ou plutôt une charrue mécanique destinée à faire des canalisations. C'est en Belgique qu'elle a été inventée : les Allemands s'en sont emparés pour l'appliquer à la guerre. En une minute, la machine excave un fossé d'un mètre cube. En terre favorable, elle peut avancer ainsi de plus de 100 mètres à l'heure, alors qu'il faudrait une équipe de 200 hommes pour obtenir le même résultat à la pioche. Comme instrument militaire, elle offre toutefois le grave inconvénient d'être très vulnérable et de ne pouvoir suivre qu'avec une grande lenteur le mouvement des armées. Elle ne peut servir qu'à l'arrière des lignes de combat pour les tranchées préparées d'avance. Mais si c'est là une exception dans le passé, cela tend à devenir la règle générale dans l'avenir prochain. La machine à creuser aura donc sa large application.

Le front franco-belge, à lui seul, représente un développement de 950 kilomètres. On a relevé à de certains endroits, rien que du côté allemand, trente-deux lignes de tranchées parallèles. Ajoutons-y les boyaux et nous ne pourrons pas estimer à moins de 40 000 kilomètres la longueur des fossés ainsi creusés. Les guerres futures en feront-elles un moindre usage? L'élargissement des sphères d'opérations, l'ampleur des transports, la grandeur des effectifs sont des raisons pour en douter. Tant que la tranchée aura sa valeur défensive, il faudra pouvoir s'en

servir dès la première heure des hostilités, pour appuyer les troupes de couverture et attacher au sol les forces chargées de tenir sur les secteurs défensifs. Dans la phase d'organisation où nous sommes entrés, on prépare tout à l'avance. L'agresseur veut donner son effort maximum aux premiers jours de la lutte. Il faudra que son adversaire soit prêt à le recevoir en n'ayant plus rien à improviser. On se sera prémuni de tout ce qui peut être fait d'avance.

Nous sommes donc amenés à supposer que, dès le temps de paix, des lignes de tranchées seront établies devant les frontières, avec tous les perfectionnemens possibles. De quel avantage ne nous eût pas été un semblable système de retranchemens au lendemain de Charleroi, pour barrer momentanément la route à l'envahisseur et nous permettre de reconstituer nos forces sur la Somme, et non sur la Marne!

Essayons de nous figurer la forme parfaite d'une telle organisation. Une sorte de rempart entourant un pays entier se renforce d'épaisses murailles de béton armé, de lourds masques d'acier, de pilastres, de talus. Le réseau de fil de fer en permanence tendu sur les glacis est un véritable et inextricable tissu, composé pour partie de bandes de toile métallique barbelée. Il se développe sur un terrain miné et suivant un tracé savant, avec des forts aux angles et des feux d'enfilade. L'artillerie lourde est partiellement en place et des plates-formes sont préparées pour le surplus. Des groupes de mitrailleuses restent sous des abris en casemate, de distance en distance, ou bien, réunis à l'artillerie légère, se tiennent prêts à franchir instantanément les quelques kilomètres qui les séparent de leurs postes. Ceux-ci ont été fixés d'avance, ainsi que la disposition des troupes d'occupation, dans les deux ou trois hypothèses correspondant aux plans les plus probables.

Pour tenir des lignes aussi formidablement organisées, il suffit sans doute d'une forte troupe de couverture; elle doit être assez nombreuse pour mettre en action les principaux moyens de lutte, car la puissance défensive de la tranchée est active, non passive. Les masses de manœuvre seront produites par la mobilisation. L'étendue des frontières est assez grande pour exiger en permanence la presque totalité de l'armée active. En cas de tension politique sur un seul front, les garnisons des frontières non menacées serviront de noyaux aux réserves.

Par conséquent, en temps de paix, toutes les troupes tiendront garnison sur les lignes de tranchées, les détachemens se relevant à la garde effective, à l'inspection et à l'entretien des ouvrages, le surplus concentré à proximité. C'est le service des places appliqué à l'ensemble du territoire national. En arrière et dans le corps du pays, il ne reste que des organes de recrutement et de commandement : dépôts, magasins, centres d'état-major, noyaux de police intérieure, etc. ; mais plus de garnison proprement dite.

Nos tranchées étant habitées à poste fixe, les modestes abris des premiers temps sont devenus des casernes casematées, profondément enfoncées en terre, à l'épreuve de l'obus comme de la balle. On y trouve tout le confort compatible avec cette situation. Elles communiquent par le réseau des boyaux, qui sont maintenant des tunnels, donnant sur l'extérieur seulement par leur débouché dans les tranchées et par des orifices de ventilation. Ainsi rien n'offre prise aux coups de l'ennemi aérien. Peut-être même les tranchées sont-elles couvertes sur la plus grande partie par des plafonds bétonnés, ne laissant que des meurtrières pour tirer et des sorties, d'espace en espace, pour déployer les troupes à ciel ouvert.

Ces boyaux se ramifient comme les branches d'un arbre. Dans chaque secteur, les plus éloignés du front se réunissent en un tronc commun, qui les met tous en communication avec le réseau des chemins de fer. Ils sont l'aboutissement des lignes stratégiques destinées à l'alimentation du système entier. Il importe extrêmement que les voies ferrées voisines soient à l'abri des coups et même des vues, pour qu'on ignore les déplacemens des troupes le long de la frontière : concentration d'attaque, passages de renforts, etc. Les terminaisons au moins des chemins de fer et la voie parallèle aux tranchées sont donc aussi pratiquées en tunnel, et se raccordent avec les boyaux proprement dits.

Dans ces milliers de galeries l'air est poussé par des ventilateurs, la pensée portée sur des fils téléphoniques, la lumière et la force sont distribuées par une canalisation d'électricité alimentant les lampes intérieures, les projecteurs, les pompes d'assèchement, les appareils des ateliers de secours, les machines perforatrices, les locomotives des convois sur rails, les cuisines souterraines, etc. A mesure que les sapeurs dévelop-

peront en avant des rameaux d'attaque, ils y étendront ce réseau des courans de force et d'éclairage.

Ils y conduiront aussi les canalisations d'eau et de fumée. Les inondations volontaires ont joué un rôle inoubliable dans les Flandres : elles ont rendu infranchissable la ligne de l'Yser. Les ressources de l'industrie future permettront sans doute d'organiser en grand, sur toute la surface des régions frontières, sinon toujours des inondations durables, difficiles en pays accidenté, du moins des chasses d'eau d'une extrême puissance. On entretiendra dans les montagnes d'immenses réservoirs sans cesse remplis. Ils communiqueront avec la zone de défense par d'énormes conduits. On déversera de même, au besoin, des rivières à des centaines de lieues de leur lit habituel. Enfin, des tranchées pourront partir des jets de pompe ou des ruisseaux artificiels destinés à ruiner les tranchées adverses. Qui sait si l'eau ne sera pas le pire ennemi de la tranchée?

Quant aux fumées, nous avons vu leur usage offensif; on peut en tirer parti défensivement, pour se dissimuler aux regards de l'ennemi, pour l'empêcher de discerner l'emplacement des batteries et de voir porter ses coups. Dans ce cas, on n'a pas à faire emploi de fumées asphyxiantes, mais simplement opaques ou demi-opaques. On s'efforcera de les faire stationner soit en avant, assez loin pour couvrir ce qu'on veut cacher, mais assez près pour laisser des vues à nos propres observateurs, soit en l'air, comme un rideau tendu entre la terre et les avions.

Les Allemands transportent aux tranchées de première ligne de lourds récipiens qu'ils ouvrent, un vrai laboratoire de chimie homicide.

Une usine éloignée fournirait plus aisément les produits voulus, par l'intermédiaire de tuyaux souterrains. Dans la guerre de mines, évidemment très développée entre ces systèmes de catacombes, les gaz délétères constitueront une arme des plus dangereuses. En quelques heures, un tube métallique à pointe d'outil aura foré son passage. Il pourra venir de loin percer dans une sape ennemie, par un trou gros comme le doigt, en y chassant un courant de mort, qui remontera de galerie en galerie.

Alors, on regrettera nos beaux combats au grand soleil. La mort sera noire, étouffée : celle du mineur dans un coup de grisou. Du plus haut du ciel au plus profond de la terre, se

superposent les visions d'épouvante. La guerre d'hommes, péniblement, se poursuivra dans la fange, au ras du sol, entre une guerre d'abeilles, les avions, et une guerre de termites, les sapeurs. Sous un ciel obscurci et empuanti, traversé d'immenses vols destructeurs, dans le fracas de la mitraille, sur un terrain bouleversé d'explosions internes, le soldat mécanicien s'accrochera désespérément à cette terre oscillante. Il y poussera ses pièces sur des traîneaux à boue. Il y vivra dans le brouillard et la suffocation.

Et l'effort décisif s'accomplira peut-être dans les interminables tunnels par où des millions d'hommes, entassés dans l'ombre, descendront frapper l'industrie militaire de l'ennemi jusqu'en son cœur. Les fabriques de munitions et de matériel de guerre, les usines centrales de produits chimiques se seront terrées sous les flancs de quelque montagne. Et c'est là que se livreront les dernières batailles, entre l'eau précipitée du sol et le feu allumé par les mines sous les pieds des combattans. Lumières éteintes, dans d'étroits corridors, tout gluans de sang, on s'égorgera sans se voir; il faudra percer les cadavres pour déboucher dans les avenues de la place souterraine, qui se défendra encore par la foudre et par le poison. Quelle horreur!... Si le génie de l'homme reste appliqué à l'art de détruire, la guerre deviendra plus effroyable que toute imagination. Dès que se soulève un coin du voile, l'avenir nous montre des spectacles à faire frémir. Et, cependant, qui oserait affirmer aujourd'hui que l'ère de la paix soit vraiment prochaine!...

En se retournant vers le passé, on voit qu'il a démenti tous les espoirs des bonnes âmes croyant toucher aux jours de justice sans violence. L'homme est toujours un loup pour l'homme. Est-ce demain qu'il va changer?... Et l'on s'aperçoit aussi que l'industrie de mort a dépassé de siècle en siècle les prévisions des experts. Sous les doigts de l'humanité, en toute matière naissent des merveilles qui surprennent sa vue et sa pensée; la plus importante encore des branches de production et des sources de profit, l'art de tuer, n'est pas un rameau qui se dessèche sur l'arbre du progrès : il reste en pleine vie, il paraît en pleine croissance. La guerre s'égalera sans peine aux rêves les plus audacieux.

GEORGES BLANCHON.

# LA CHEKAIA

C'est jour de chekaia chez M. l'administrateur. La chékaia, c'est la doléance, la plainte qu'on apporte à M. l'administrateur, et c'est aussi le bon conseil qu'on attend de lui, même dans les affaires intimes de son ménage. M. l'administrateur, pour ses administrés kabyles, doit être le grand Pan. Comme Jupiter, il dispose de la foudre qui châtie; mais il est aussi Minerve et Thémis, et les indigènes s'adressent à ses autels, afin d'obtenir justice.

Et désirez-vous savoir si les bureaux de la Commune mixte, — le « birot, » comme s'expriment les Arabes, — impressionnent par leur aspect monumental? Point du tout. A Fort-National, par exemple, ils sont disposés dans des baraquemens militaires désaffectés, d'assez petite allure. Les cavaliers, en burnous rouge ou en séroual bleu, qui montent la garde aux diverses portes, leur donnent, heureusement, quelque couleur d'africanisme. Dans la cour ou sur le chemin, la foule des quémandeurs, loqueteuse, marmiteuse, s'entasse. Il semblerait que ces bonnes gens revêtent leur gandourah la plus élimée et leur burnous le plus effrangé pour rendre visite aux autorités. Vieux souvenirs de la domination des deys et des Turcs : alors le vêtement propre attirait amendes et confiscations; seule, la livrée de la misère servait de sauvegarde aux biens du fellah.

J'ai frôlé de ces Kabyles sanieux, aux loques aérées par des trous nombreux comme les jours dans l'année, qui possédaient

quelques centaines de mille francs, fruits de l'usure. En Algérie, gardons-nous de conclure à première vue sur l'apparence des indigènes et contrôlons plusieurs fois nos assertions.

A Michelet, le « birot » de la commune, grande villa charmante parmi les treilles, les beaux arbres aux frondaisons en pendentif, et devant un panorama semé de villages qui ressemblent sur leurs collines aux chapelets coraniques à gros grains de corail, donnerait envie de s'asseoir à son seuil fortuné.

Ailleurs, le « birot » ressemble à une sous-préfecture digne, nette et un peu ennuyée. Ailleurs encore, on se croirait devant un palais de justice manqué, dont les colonnes étriquées paraissent crier au tympan trop lourd : Pitié ! tu m'écrases.

En petite ou grande Kabylie, certains « birots » rappellent de bonnes maisons bourgeoises, — à Maillot, par exemple, — ou bien évoquent des hôtelleries, voire des prisons style de Fresne et aussi des casinos pour stations naissantes.

Sans doute, il eût été souhaitable que la belle, ample et riche Algérie construisît ses maisons des Communes dans un style non pas uniforme, mais approprié à la province. Les charmans hôtels de ville provençaux, aux vieilles toitures de tuile à la romaine et aux murs ocrés, eussent convenu en Kabylie, comme les blancheurs de l'art mauresque eussent enchanté les artistes dans les pays arabes.

* * *

La chekaia ! la chekaia ! Les Kabyles s'impatientent dans la cour et, quoique robustes et rudes, les cavaliers de l'administration contiennent avec peine les plaignans. Aujourd'hui, des femmes nombreuses viennent réclamer leurs allocations. C'est la grande guerre en Europe et, parentes de tirailleurs sur le front, elles demandent ce qui leur revient et même ce qu'on ne leur doit pas.

M. l'administrateur s'assied derrière son bureau épais, forteresse à l'épreuve des assauts passionnés des réclamans. Monsieur l'administrateur, — son uniforme rappelle celui d'un préfet, — tient à la fois du fonctionnaire et de l'officier par son allure autoritaire, car il est et doit être un excellent cavalier pour courir les douars de la montagne. Levant la

main, il commande à Meddour, le gendarme indigène, d'introduire le premier Kabyle. Ali ben Saridj, son interprète, fin, menu et élégamment costumé d'un boléro à gilet soutaché, s'installe à son pupitre. La porte s'ouvre et, comme une tigresse sortant de sa cage ponr entrer dans la grande loge aux exercices publics, une vieille femme, en toge blanche, la taille serrée d'une écharpe rouge, les reins cambrés, jambes nues, ses mains brunes et sèches portées à ses cheveux gris, afin de saluer, s'avance à toucher M. l'administrateur, afin de s'en mieux faire écouter.

— Arrière! commande d'une voix terrible Meddour.

— Recule, dit avec douceur l'interprète.

— Parle, ordonne M. l'administrateur.

Des paroles confuses s'échappent à torrent de la bouche de cette paysanne. On croit comprendre qu'elle se nomme Seffa et qu'elle se plaint d'être frustrée de ce qui doit légitimement lui revenir. Comme sa prolixité embrouille son cas au lieu de l'éclairer, M. l'administrateur fait demander par l'interprète si cette femme est venue seule au Fort. Peut-être l'un de ses parens pourrait-il mettre un peu de lumière dans ses réclamations?

— Mon père m'accompagne, déclare Seffa.

— Va le chercher, Meddour.

A peine le cavalier a-t-il ouvert la porte, qu'une poussée se produit dans le couloir et qu'un mascaret de Kabyles déferle dans le cabinet.

— Arrière! hurle Meddour, et il fonce sur les envahisseurs qu'il refoule des poings, des coudes, de la poitrine, des genoux. Cent cris s'élèvent.

— Silence, gronde le cavalier, et il arrache du tas humain une sorte de vieux bouc à barbiche follette sur un menton galochard. Nu dans une chemise couleur de la poussière des chemins, car il la porte au moins depuis l'année précédente, les joues et la poitrine de la teinte des poteries kabyles, ce vieillard aux mollets d'une maigreur effrayante qui lui font des pattes de coq et les pieds chaussés de bou-affas, sandales en peau de chèvre dont le poil est conservé à l'extérieur, doit être encouragé, car il n'ose parler.

— Eh bien! oui, je suis le père de Seffa, annonce-t-il enfin d'une petite voix rouillée, et il croit devoir se pencher sur le

bureau à toucher M. l'administrateur, qui se renverse sur le dossier de son fauteuil, car le bonhomme sent le beurre rance et la bique. Saisissant par un bras ce montagnard, Meddour le rejette à distance respectable.

— Explique-toi.

Le vieillard ahuri raconte qu'un nommé Ouali s'est engagé aux tirailleurs de Mostaganem sous le nom de Ali ben Saïd, qui est le fils de la femme Seffa, ici présente. Par conséquent, la famille Ouali touche indûment l'allocation qui revient à la famille du vrai Ali ben Saïd, son petit-fils.

— Comment expliques-tu le faux nom pris par Ouali? demande M. l'administrateur.

— La famille du fils Ouali voulait l'empêcher d'entrer au régiment. Il quitta donc la Kabylie et vint s'offrir à Mostaganem sous le nom d'Ali ben Saïd, qui est le nôtre. Mais la famille Ouali, qui n'est pas contente de voir son fils tirailleur, est bien contente tout de même de toucher l'allocation qui nous revient, à ma fille et à moi.

L'interprète sourit. Meddour rit. M. l'administrateur promet des recherches.

Une autre femme s'avance, irrésistible, conquérante. C'est une belle statue biblique en robe couleur des pétales de la grenade. Aux fibules d'argent de ses épaules, un voile jaune canari est épinglé et retombe sur les reins. Un foulard outremer entoure son front. Son visage de Tartare aux yeux obliques reluit comme un cuivre poli. Sur son menton et sur son cou, des dessins géométriques, les mêmes qui ornent les poteries des Beni-Aïssi, sont tatoués. Elle a mêlé des herbes parfumées à ses cheveux tressés qui pendent sur ses oreilles chargées de boucles à pendeloques. D'une voix passionnée, avec une mimique de tragédienne, elle explique qu'elle est la seconde femme d'Amar ben Ahmar et elle réclame contre la première femme répudiée qui touche indûment l'argent qui devrait lui revenir à elle, l'épouse légitime.

— Justice te sera rendue, annonce M. l'administrateur.

Sans remercier, elle s'éloigne comme une reine sauvage, faisant tinter ses bijoux, ses anneaux de cheville, ses bracelets.

Un petit vieux à tête de mouton, et une toute petite vieille au menu visage cireux s'avancent en trottinant, leurs mains liées comme les danseurs d'un intermède comique. Ensemble,

ils saluent l'interprète qu'à son beau gilet arabe ils prennent pour le grand chef. Les saisissant aux épaules, Meddour les pousse devant M. l'administrateur, qui sourit avec bonté.

En duo et très vite, Aicha et Tekla ben Arbi assurent que leur fils Ahmed ayant divorcé d'avec sa femme, c'est à eux, ses père et mère, que l'allocation doit désormais revenir.

L'interprète qui traduit leurs doléances les interrompt, et, lui si doux, paraît outré :

— Monsieur l'administrateur, explique-t-il, je comprends l'affaire. Ces vieillards rapaces ont écrit à leur fils :

« Ta femme, n'est-il pas vrai, ne t'est plus d'aucun usage depuis ton départ pour la guerre? Répudie cette inutile et, ainsi, nous toucherons chaque mois la somme. »

Aicha et Tékla sont tancés, mais on ne peut leur refuser l'allocation. Joyeux, ils se reprennent les mains et sortent en marchant sur les orteils avec une légèreté de chats sauvages.

Dans le couloir, contestation. Cinq Kabyles prétendent entrer dans le bureau. Encore une fois, Meddour est obligé de charger ces importuns. Il les jette de côté du même geste dont les âniers arabes repoussent sur les accotemens des routes leurs bourriquets au passage d'une voiture; puis, galant, il s'efface devant une jolie jeune femme de seize ans qui s'avance légère comme une sylphide. A treize ans, Alima ben Chabane fut mariée à un bijoutier des Beni-Yenni. Son épaisse chevelure gonfle un foulard mandarine. Sa gandourah rouge est brodée de dessins géométriques. Une ceinture de cuir richement décorée de fils d'argent ceint sa taille d'une souplesse lascive. Elle porte sur le bras gauche six bracelets larges comme des carcans et, sur le bras droit, le burnous d'homme qui la voilait tout à l'heure lorsqu'elle se trouvait avec le menu peuple. Elle se campe presque insolente devant le bureau, un pied nu avancé, pied cambré à fine cheville, et elle croise les bras en renversant sa petite tête au profil busqué et gentiment féroce.

— Qu'est-ce qui t'amène, Alima, questionne l'interprète? N'es-tu pas la femme d'un bijoutier? Tu ne saurais venir réclamer une allocation?

Elle proteste avec des gestes impératifs, brefs, sans grâce, des gestes de pugiliste et elle glapit :

— Je ne suis plus la femme de Sliman, le bijoutier.

Étonné, M. l'administrateur compulse ses dossiers, fixe ensuite la jeune femme et, d'un ton ironique, prononce :

— Au fait, c'est la vérité. Le bijoutier Sliman n'est-il pas mort? — Alima souffle de dépit. Son joli visage se convulse et devient un mufle de tigresse.

— En effet, un tirailleur en état de légitime défense tua Sliman, et ce soldat, Tahar, est mon mari, maintenant, prononce Alima.

De ses yeux étincelans, elle défie tour à tour M. l'administrateur, Ali ben Saridj et Meddour.

— Comment peux-tu, chargée de bijoux et vêtue avec élégance, demander ce secours?

— C'est mon droit comme femme de tirailleur, réplique-t-elle brutalement.

— Ses bijoux lui viennent de Sliman, l'ex-mari, le bijoutier assassiné, explique avec douceur l'interprète.

— Ce n'est pas tout, raconte Meddour, à treize ans, Alima vivait encore chez sa mère qui, devenue veuve, s'était remariée. Or, son beau-père, paraît-il, aima cette fillette, d'où un autre crime probable. Le beau-père, mangea certain mauvais couscous préparé par la mère jalouse. On l'assure.

Alima écoute ces paroles françaises sans les comprendre. Peut-être devine-t-elle? Sa respiration siffle entre ses petites dents serrées. Ah! si elle pouvait mordre! On la renvoie. Elle résiste.

— Va-t'en!

Elle insiste, elle veut qu'on la paie, tout de suite. Devant la porte, elle revêt son burnous. Maintenant, on ne lui voit plus qu'un œil. Sous le lainage elle réclame encore d'une voix gutturale, sauvage, ardente.

— Daroul Bou Djelma! appelle le cavalier.

Une femme bouffie aux énormes pommettes de Chinoise remontant sous les yeux en boutonnière, s'avance lourde et inquiète. Ses mains, son front, son menton, son cou sont tatoués de petits cubes superposés en pyramides. Une étoffe de laine bleue soutient ses cheveux en couronne. De longues franges terminent sa ceinture. Cette Daroul Bou Djelma offre d'un air humble à M. l'administrateur une lettre d'une calligraphie ampoulée qu'elle vient de dicter à l'écrivain public. En termes polis, celui-ci explique l'affaire qui conduit Daroul à la « Commune mixte » et il fait remarquer que cette femme

modeste ne quitte jamais sa maison, il a donc fallu que... et puis que...

— Combien as-tu payé la fabrication de cette supplique? questionne M. l'administrateur.

— Quatre sous, Sidi.

— Inutile dépense, ma pauvre femme, tu te serais expliquée toi-même. D'ailleurs, ta cause n'est pas défendable. Comment, autrefois, tu vivais avec quarante francs par mois, ce que l'enquête révèle : maintenant tu touches 112 francs d'allocation pour toi et tes cinq enfans et tu te plains encore?

A cette apostrophe Daroul appuie sa tête, avec une expression dolente, sur sa main. Elle raconte que son mari, malade, ne gagne plus rien.

— Peut-on mentir avec cette audace! s'exclame Meddour. L'autre jour, ayant été porter un pli à l'*amin* du village de cette femme, j'ai trouvé son mari qui dormait sous ses figuiers; il souffrait d'indigestion! Depuis qu'ils sont aisés par suite du départ de leur aîné comme tirailleur, ils mangent trop.

Un énorme sourire ouvre la grande bouche de Daroul. Eh bien! tant pis! Dieu n'a pas voulu que sa ruse réussît, et elle s'éloigne, béate, après une révérence à M. l'administrateur.

Quel est ce fracas? Un bâton d'olivier tombe sur le parquet. Une vieille femme l'a jeté d'un geste tragique. Par là, elle semble dire :

— Je ne sortirai pas d'ici avant d'avoir reçu satisfaction.

Infortunée Bourrich Turkia! L'un de ses yeux, sanguinolent, est clos; l'autre, dilaté, est envahi par une taie. Un coup de poing cassa le nez de cette pauvresse. Son front est bosselé comme un vieil ustensile de ménage, et sa bouche, à longues dents, reste ouverte.

Une maladie de foie verdit son visage. Elle sort de sa ceinture un chiffon noué qu'elle développe et, avec un geste élégant, elle tend à l'interprète un papier graisseux que celui-ci, dégoûté, déploie du bout des doigts. C'est la lettre du mari, prisonnier de guerre en Allemagne.

Apitoyé, M. l'administrateur demande :

— De quoi vis-tu?

— Du bien de Dieu.

— Elle mendie, explique Ali ben Saridj.

La malade touche ses joues vertes et reprend d'une voix plaintive :

— Je mange de la farine de paille et des herbes.

— C'est probable, assure Meddour.

— Tu obtiendras certainement l'allocation, Turkia, assure M. l'administrateur.

Reconnaissante, la misérable se ploie à toucher du menton la forteresse de M. l'administrateur dont elle aurait voulu baiser a main, et elle prononce vite :

— M'rci, m'rci, m'rci, m'rci, m'rci.

Meddour l'a déjà refoulée dans la foule impatiente du couloir, qu'elle répète encore avec le son d'un petit grelot :

— M'rci, m'rci, m'rci!

Un vieillard grêle, au profil en casse-noisette, s'approche. Ses genoux semblent à ressorts; il rentre en lui-même puis se détend à chaque enjambée. Une jolie fille de quinze ans, au teint de citron, aux cheveux brillans laissant passer des oreilles roses comme la nacre des conques marines, le suit. Son svelte corps laisse voir ses seins ronds sous l'entre-bâillement de sa « tameldint. » Effarouchés, les grands yeux de Fatimah se baissent, puis se relèvent vers M. l'administrateur, vers l'interprète et vers Meddour.

Elle s'est reculée vers la muraille, mais le vieux Tahar, son père, la tire à lui et la tient par le coude comme un objet de démonstration. Et quel admirable mîme que le vieux Tahar! Inutile de le traduire. Ses gestes racontent. Il semble que les patriarches de la Judée ressuscitent, ardens et vindicatifs, dans ce Kabyle des Kouriet.

— Ma fille Fatimah que voici, prononce-t-il (d'une poussée il force la craintive petite épouse à un mouvement en avant), se trouve, en l'absence de son mari, chez ses beaux-parens. Or, ces chiens ne veulent plus l'entretenir, maintenant que le mari appartient à l'armée. Ils mangent seuls la somme d'argent. (A ces mots Tahar claque des dents pour montrer la voracité répugnante de ces beaux-parens.) Et ils menacent Fatimah de la faire répudier par leur fils, si elle se plaint.

Cas embarrassant. M. l'administrateur hoche le front. Ah! certes, la plaie musulmane profonde, c'est le divorce trop facile. Il n'en faut pas douter, ces beaux-parens obtiendront de leur fils qu'il renvoie sa jeune femme, quitte à la reprendre, plus

tard, à l'issue de la guerre. En attendant, le tour sera joué et l'allocation détournée de son but.

S'enhardissant, l'épouse de quinze ans prononce d'une petite voix rauque :

— Mon mari me veut du bien et, la preuve, regardez ce qu'il écrit à son enfant.

— Quel enfant? interroge l'interprète. Ah! je comprends. Il n'est pas d'usage que les hommes s'adressent directement à leurs femmes. Comme ce soldat, jeune marié, est père d'un fils, c'est à ce bébé, qui ne sait encore parler, qu'il écrit :

« Mon cher Marouf,

« Ma santé est bonne. Je ne manque de rien, mais je te prie de ne pas négliger le travail de mes champs et surtout des figuiers. Taille les oliviers. Ma mort ne serait rien, mais la terre négligée serait un grand malheur. Je veux, Marouf, que ta mère profite avec toi de l'argent du gouvernement. »

— Cette lettre nous dicte notre devoir, prononce M. l'administrateur.

Le vieux Tahar reconduit la petite épouse avec des égards et la fait passer devant lui, puisqu'elle a gagné son procès. Meddour déclare qu'il n'a jamais vu un père kabyle traiter de telle sorte sa fille. Faut-il que cette Fatimah représente un important revenu, autant que le produit d'un troupeau de chèvres!

... Un montagnard, — il semble carbonisé et n'a plus qu'une grande dent à sa mâchoire supérieure, — tend une lettre à M. l'administrateur. Elle lui expliquera son affaire. Hélas! l'écrivain public s'est moqué de lui et s'est contenté de répéter du haut en bas de la page : « Que la bénédiction de Dieu soit sur toi! »

— Il suffit, prononce M. l'administrateur. Meddour, je lève la séance. Le cavalier se rua dans le couloir, qui retentit aux cris dépités des quémandeurs, et l'interprète, Ali ben Saridj, assujettit sa jolie cravate dans son col rabattu à l'européenne.

*
* *

Huit heures du matin. M. l'administrateur dépouille son courrier. Quel courrier! Il contient surtout des lettres assez vives, adressées de France par les tirailleurs. Ces gaillards, en

termes de vainqueurs, réclament pour leur femme, pour leurs enfans, pour leur père, pour leur mère. En vérité, il semblerait que l'administration soit à leurs ordres :

« M. l'administrateur, si l'on ne fait pas droit immédiatement à mes doléances, j'en parlerai à mon commandant, je ferai agir mon colonel, je préviendrai le ministre de la Guerre, s'il le faut. »

Doucement ironique, le fonctionnaire parcourt ces missives barbares dont les demandes, quelquefois justifiées, sont plus souvent absurdes et tout au moins exagérées. Néanmoins, il chargera son secrétaire de quelques lignes de réponse.

Ah ! M. l'administrateur sourit en lisant cette lettre bizarre qui lui arrive d'un village :

« Said Mehdi ben Azga

« à M. l'administrateur, salut !

« Mon frère aîné, qui porte, par erreur, les mêmes prénoms que moi-même, va se marier jeudi prochain. A cette occasion, il se propose de donner une fête avec tambours et *rhédas.* A cause de la guerre actuelle, la pudeur, à défaut de patriotisme, recommande de s'abstenir de toute joie bruyante.

« Je vous prie, monsieur l'administrateur, de l'empêcher de donner suite à son projet, en l'obligeant, par les nombreux moyens à votre disposition, à conduire sa future femme chez lui dans l'intimité. Je vous demande cette faveur pour la raison suivante. Dans un mois, je me marierai, moi aussi. Comme je ne donnerai pas de fête à cette occasion, ma future femme serait jalouse, si le mariage de mon frère avait lieu au son des tambours et des *rhédas.*

« Je me suis décidé à vous demander cette faveur parce que, il y a exactement trois ans, vous m'avez empêché (ce dont je vous suis reconnaissant) de faire passer ce frère devant le tribunal répressif pour m'avoir mordu en trois endroits, à la figure et à la main.

« Dans l'espoir que ma démarche sera couronnée de succès... »

...Lorsqu'il a terminé cette lecture bien significative de l'état d'esprit de certains Kabyles, M. l'administrateur déchire une nouvelle enveloppe et, cette fois, il rit franchement. Un

jardinier de B.-M. le supplie de faire emprisonner sa belle-mère.

« J'en mourrai, monsieur l'administrateur, si vous ne m'exaucez pas. Ma belle-mère, qui me déteste, empêche ma femme d'avoir des relations avec moi. »

— Pauvre homme, murmure le fonctionnaire et il jette les yeux sur un papier assez crasseux. Un tâcheron des Beni-Ai'ssi réclame une carte d'identité afin de pouvoir circuler aisément lorsqu'il va louer ses bras au patron le plus offrant. A défaut de photographie, ce travailleur donne en ces termes son signalement :

« Monsieur l'administrateur, jai :

« Le front noir, le nez rond, les yeux noirs, barbe noir, les moustaches en frise, la bouche petite. »

« Quel gendarme ne reconnaîtrait du premier coup un gaillard ainsi charpenté, » pense l'administrateur qui presse du doigt un bouton électrique. Au beau cavalier indigène qui se présente en saluant militairement, il demande :

— Personne ne s'est présenté, Mouziane?

— Pardon, monsieur l'administrateur, le vieux Silem, du village de Taourit-Amokrane, voudrait vous parler.

— Je ne le connais pas. Fais entrer.

Un grand vieillard de la bonne race kabyle, musclée et maigre, à la tête longue, au grand nez aquilin et aux yeux minces et luisans se présente, appuyé sur le haut bâton entaillé dont il aide sa marche en montagne. Dans la main gauche, il tient un journal ployé et ficelé. Ses genoux touchent le bureau. Il avancerait encore, si cela lui était possible. Comme il ne se décide pas à s'expliquer, le fonctionnaire lui prend son journal, se doutant qu'il doit renfermer le motif de cette démarche. Enfin Silem se décide à parler.

— Je viens au sujet de mon fils Mouloud que j'ai fait engager, quoiqu'il fût mon soutien.

— Quelle preuve de cet engagement peux-tu m'apporter, Silem?

— Justement, monsieur l'administrateur, dans ce papier vous verrez la photographie de mon garçon avec des écritures sur son régiment.

Ouvrant le journal, le fonctionnaire trouve une chromolithographie. En exergue une femme, très peu voilée, étendue sur un nuage, joue du luth. Au-dessous d'elle, dans un encadrement doré, un dessinateur figura la silhouette d'une église sous laquelle cette inscription est imprimée :

BUDAPESTH
ESCALIER DE L'ÉGLISE DU COURONNEMENT.

A la plume, un calligraphe, écrivit, sous ce premier titre :

MAISON DE CONVALESCENCE
D'HAMMAM-RHIRA
HORS-D'ŒUVRE
PATÉ A LA TÊTE DE TURC
ENTRÉE
CHAPON BELGE
ROTI
VEAU DE FRANCE
SALADE RUSSE, ETC.

— Ah ça! plaisantes-tu, s'exclame l'administrateur amusé? La photographie de ton fils Mouloud! En es-tu certain?

— Je le croyais! N'est-il pas là?... Le vieillard pose l'index sur la muse au luth, puis sur l'église en disant : « La cazirne! »

M. l'administrateur ne doute plus de la bonne foi du malheureux Silem. Comme beaucoup de Kabyles, il ne comprend pas les images, il ne les voit pas. Silem ressemble à ces Berbères qui, rencontrant un paysagiste dans le Djurjura, allaient regarder son tableau et lui disaient :

« Tu fais nos portraits, n'est-ce pas? »

Le peintre, pour les éprouver, retournant le ciel la tête en bas, ils s'écrièrent :

— Ah! la mer, maintenant.

M. l'administrateur explique à Silem que son fils s'est moqué de lui en lui faisant tenir un menu d'hôtel comme pièce d'identité et il le renvoie.

Il sonne ensuite Mouziane et le prie d'introduire les présidens des douars qui, chaque semaine, viennent lui faire un rapport des incidens survenus dans leurs villages. Le premier

à se présenter, un caïd d'origine maraboutique et certainement de sang arabe, a l'allure noble d'un chef de grande tente.

Malade, ses yeux admirables sont agrandis par les cernes et ses paupières battent fiévreusement. Derrière lui, s'en vient un président circonspect, froid, ancien élève du lycée d'Alger, et qui parle le français en termes précis. Des yeux d'un noir doré, exorbités dans un visage pâle. Que de soucis sur son front tourmenté! Il semble porter la charge du gouvernement d'un grand pays. Sincèrement rallié, ce Kabyle compare, juge et comprend que la France veut l'amélioration de la condition des indigènes par l'instruction, l'ordre, de meilleures méthodes culturales et l'enseignement professionnel. Peut-être même ce président a-t-il saisi quelques faiblesses de notre administration, car un petit sourire démoniaque fleurit quelquefois à la commissure de ses lèvres, à peine visible dans sa grosse barbe rugueuse.

Un autre caïd surgit, jeune, fort, avec un franc visage de soldat dont il garde, dans l'intimité, les jurons candides, sans cesser d'ailleurs de croire à Mohamed et à Allah. D'une famille qui nous est dévouée, ce brave A... estime que nous mettons trop de gants pour punir les fauteurs de troubles dans les douars.

— Lorsqu'il y a crime, déclare-t-il, si l'on me chargeait de trouver les coupables, ce serait vivement fait. Tous les gens douteux seraient bouclés. Vos gendarmes, vos juges sont trop gentils. Ils encourageraient plutôt les malfaiteurs.

Ce caïd appartient à l'espèce méritoire qui ferait le feu à nos côtés, s'il en était besoin. M. l'administrateur le sait et serre cordialement sa rude main.

Voici que s'avance un président souriant, amène, cauteleux, et son sourire lui épargne les paroles. D'ailleurs, il ignore ou fait profession d'ignorer le français. Il doit sa nomination à l'influence de quelques hommes politiques, assurent ses administrés, et, tout bas, on chuchote dans les *djemaa* que son élection lui coûta tant d'argent qu'il lui faut maintenant récupérer ses frais. Lorsque ce président apparaît dans un village, les Kabyles disparaissent, les maisons se vident.

Un gentilhomme le remplace devant le bureau de M. l'administrateur, un gentilhomme portant le haut turban algérien et le costume arabe à la fois fastueux et de bon goût. Un grand

nez en cimeterre, des yeux en amande, des manières aisées, des gestes exacts, caractérisent ce Kabyle de bonne famille, — et bachelier. Il compte des amis parmi les Français, et il leur dit avec mélancolie :

— Quel dommage que je ne puisse être sincère comme président! Je dois mentir souvent à mes administrés et je ne puis ouvrir mon cœur à l'administration. Résultat : je suis suspect aux miens et je ne suis pas aimé de vous.

Le cavalier Mouziane se précipite comme le simoun dans le cabinet de M. l'administrateur et l'avertit qu'un courrier, arrivant des Beni-Douala, assure qu'un instituteur indigène a été surpris donnant une pièce de cinq francs à un prisonnier allemand du camp et qu'un coup de feu fut tiré la nuit précédente sur la porte du directeur français de l'école de Taguemmount-Azouz.

— Vite, qu'on selle mon cheval, ordonne le fonctionnaire. Je veux enquêter moi-même.

Les présidens sont expédiés, M. l'administrateur saute sur son barbe élégant et, en prenant le trot vers la montagne, suivi d'un cavalier dont le burnous rouge paraît l'étendard représentatif de la Commune mixte, pense :

« Certes, notre situation n'est pas une sinécure. mais elle est passionnément intéressante ; et c'est la paix française que nous faisons régner du meilleur de notre cœur dans le bled. »

CHARLES GÉNIAUX.

# L'EFFORT MILITAIRE ANGLAIS

Les lois et coutumes de la libre Angleterre se trouvent à la veille d'une évolution décisive. Sous la pression irrésistible des événemens, dans une guerre qui, sans parallèle dans l'histoire du monde, nécessite des efforts sans précédens, elle se voit amenée, malgré des traditions séculaires, à envisager le sacrifice de sa liberté la plus chère, par l'acceptation du service militaire.

Il aura fallu dix-huit mois d'une lutte gigantesque pour que la nation se résigne au joug d'une telle loi. Mais la portée de cette mesure sera considérable, et si les Puissances germaniques affectent de ne s'en point tourmenter, les Alliés se réjouiront de voir la Grande-Bretagne enfin prête, quoiqu'un peu tardivement, à jeter dans la balance le poids d'une épée de plus en plus lourde.

*
* *

Quelles sont les raisons de la répugnance anglaise à cette obligation militaire qu'acceptent toutes les autres nations européennes, c'est ce que nous allons d'abord examiner.

Nous verrons ensuite comment l'idée du Service National a cheminé dans les esprits anglais et s'est imposée comme une nécessité inéluctable ; comment l'extension du *voluntary system* et son développement merveilleux a permis de retarder pendant plus d'une année l'heure fatidique, comment enfin la prolongation d'une guerre mondiale au delà de toutes limites

humainement prévues a rendu inévitable l'adhésion de la libre Angleterre au système continental de la nation armée.

*
* *

En dehors de toute raison d'égoïsme, le citoyen anglais était demeuré foncièrement hostile à l'obligation militaire pour plusieurs motifs, dont le premier, le plus puissant, reposait sur son attachement passionné à la liberté individuelle. On se heurtait ici à un préjugé ancré profondément dans les esprits et dans les mœurs. Par-dessus toute chose, l'Anglais redoutait la conséquence inévitable du service militaire : l'encasernement ; ce régime lui semblait non seulement une contrainte, mais une punition, et il considérait très exactement les *barracks* comme une prison.

S'il regarde la liberté individuelle comme le plus précieux des biens, c'est qu'il la possède depuis des siècles, avec des garanties qui ne rencontrent d'équivalens chez aucune nation.

Alors que nous avons péniblement conquis, il n'y a guère plus de cent ans, et acheté avec beaucoup de sang cette liberté essentielle, le citoyen anglais s'en trouve nanti depuis sept siècles.

C'est le 15 juin 1215, en effet, qu'un statut de la Grande Charte imposée par les seigneurs anglais au roi Jean sans Terre, déclarait : « qu'aucun homme libre ne serait arrêté, ni emprisonné, ni atteint en aucune façon, si ce n'est en vertu d'un jugement régulier rendu par ses pairs et selon les lois du pays. » En même temps, vingt-cinq barons nommés à l'élection, gardiens et conservateurs des conventions, avaient le droit après jugement de confisquer les terres et les châteaux du Roi, si ce dernier violait la Charte.

Quatre siècles plus tard, ces garanties de la liberté individuelle anglaise se voyaient renforcées par le fameux *habeas corpus Act*, voté le 26 mai 1679 sous le roi Charles II. En vertu de cette loi célèbre, tout sujet anglais, arrêté pour un motif quelconque, peut réclamer un *writ* d'*habeas corpus*, qui lui donne le droit d'être amené devant le juge dans un délai très court. Le magistrat peut ordonner ou le maintien de l'arrestation, ou l'élargissement définitif, ou la mise en liberté sous caution. Or, celle-ci est de règle dans la procédure anglaise, tandis qu'en France elle demeure encore l'exception, doit être

demandée par l'avocat de l'inculpé avec l'exposé des motifs et peut toujours être refusée par le juge lui-même (1). La loi anglaise décide en outre qu'une action en dommages-intérêts peut être exercée contre l'auteur d'une détention arbitraire, admirable garantie où se retrouve l'esprit pratique du peuple anglais et la seule efficace contre l'omnipotence du juge.

Cet attachement à la liberté inividuelle se retrouve dans toutes les circonstances de la vie politique ou sociale anglaise. En voici un curieux exemple.

En décembre 1912, une grève de *Railwaymen* éclatait dans une compagnie de chemin de fer anglaise pour un motif des plus originaux. La Compagnie avait révoqué un mécanicien, à l'abri de tout reproche dans le service, mais qui avait eu le tort de s'enivrer à domicile : elle invoquait non sans raison le danger que pouvaient faire courir aux voyageurs de telles habitudes d'intempérance. Les *Railwaymen* ripostaient en proclamant le droit à l'ivresse à domicile, comme faisant partie de la liberté individuelle. En dehors du service dû à la Compagnie, disaient-ils, nous sommes libres de nos personnes et de nos actes, donc de nos vices. D'où conflit aigu qui ne put être résolu que par un compromis.

Plus récemment, lors des grèves déplorables qui, à la grande joie de l'Allemagne, et en pleine crise des munitions, éclatèrent chez les mineurs du pays de Galles, certains meneurs furent traduits devant le Tribunal des Munitions et condamnés à l'amende en vertu du *Defence of Realm Act*. Il s'agit là d'une juridiction et d'une loi d'exception, imposées par les nécessités de l'état de guerre. Cette atteinte au droit de grève, — dont les ouvriers anglais se montrent si jaloux, — leur parut si sensible que, comme condition de la reprise du travail, les mineurs exigèrent l'annulation des jugemens et la remise des amendes. M. Runciman, président du Board of Trade, et M. Lloyd George lui-même durent capituler.

On conçoit que le citoyen anglais tienne par-dessus tout à une liberté individuelle si ancienne, si traditionnelle, si fortement garantie par les lois, si ancrée dans les mœurs, si respec-

(1) On se rappelle le cas de Mrs Pankhurst, la notable suffragette, arrêtée comme complice d'un attentat à la dynamite commis chez M. Lloyd George, qui fut mise en liberté sous caution moyennant une caution de cinq cents livres. Et pourtant on se trouvait là en matière criminelle.

tée par tout ce qui détient sur le sol britannique une parcelle d'autorité. Or, aucune notion ne s'oppose plus directement aux principes de cette liberté que le service militaire.

Une autre cause de la répugnance anglaise, c'est le privilège de l'insularité, dont la nation se montre si fière, la base du fameux orgueil britannique. Cette situation spéciale, privilégiée, unique en Europe, par laquelle l'Angleterre ignorait les incidens de frontière, lui a seule permis d'échapper à cette obligation militaire à laquelle sont soumises toutes les nations continentales.

D'autre part, l'Anglais demeurait imbu de cette conception traditionnelle que le métier des armes est un *business* tout comme un autre. Du moment qu'il s'achetait des soldats de métier, il se croyait, de bonne foi, affranchi de tout devoir personnel. Le même mot anglais *duty* ne signifie-t-il pas impôt et devoir?

Enfin, suprême argument contre l'obligation militaire, la conscription, mot et chose abhorrés, n'a jamais été dans les traditions anglaises. Sans doute, en remontant jusqu'aux temps lointains de la guerre de Cent Ans, on trouvait bien dans l'histoire un exemple de service obligatoire, organisation qui a d'ailleurs puissamment contribué aux victoires anglaises; tout sujet d'Édouard III était en effet soumis au service de seize à soixante ans, — chiffres qui nous édifient, remarquons-le en passant, sur la vigueur physique de la race au Moyen Age.

Depuis cette époque reculée, les armées britanniques n'ont jamais eu recours qu'à l'enrôlement : exception faite pour une courte période critique, celle de la guerre contre les armées napoléoniennes en Espagne. Comme le recrutement volontaire tombait alors presque à zéro, lord Castlereagh, pour maintenir les effectifs nécessaires, dut créer un certain système d'obligation militaire. Chaque régiment comprit alors deux bataillons : l'un de soldats professionnels, l'autre de milice levée par *compulsion*. Mais cette application très réduite des principes du service obligatoire demeura tout exceptionnelle et ne survécut pas à la chute du vainqueur d'Austerlitz.

Ainsi, l'attachement à la liberté individuelle, le privilège de l'insularité, la conception spéciale du métier des armes, les traditions contraires, tout concourait à rendre les esprits anglais réfractaires à l'idée d'une obligation militaire généralisée.

*
* *

Mais du jour prochain où la nation entière, réalisant enfin la grandeur du péril germanique, rejettera ces préjugés séculaires, elle mettra en œuvre pour de puissantes armées nationales des élémens incomparables. D'une part, la vigueur physique de la race, entretenue dès l'adolescence, est maintenue dans l'âge mûr par la pratique des sports. L'Anglais aime passionnément les sports : c'est dire qu'il ne redoute pas la peine, qu'il aime la lutte, qu'il se complaît au spectacle de l'effort, de la violence même, pourvu qu'elle demeure sportive; car il possède l'esprit combatif individuel.

D'autre part, le patriotisme, le loyalisme, l'énergie tenace, le sentiment de la discipline, le calme et le sang-froid, toutes ces qualités natives, dès qu'y sera joint l'esprit de sacrifice universel, contribueront à faire du soldat anglais, même non volontaire, un combattant redoutable.

Le citoyen anglais aime passionnément son pays et cet attachement tient à des racines profondes aussi vieilles que la patrie elle-même. Or, la patrie anglaise, le *dear Old Country*, comme disent nos voisins, est la plus ancienne des patries européennes. Ce fait a résulté de la situation particulière de la Grande-Bretagne, son insularité, qui lui a permis de réaliser de bonne heure son unité nationale. Celle-ci était chose accomplie dès la fin du XIIIe siècle, s'achevant par l'annexion du pays de Galles, moins de deux cents ans après l'organisation de la conquête normande. En France, au contraire, l'unité du royaume, patiemment et lentement élaborée par les rois capétiens, fut mise en grand péril par deux crises redoutables, guerre de Cent ans, lutte contre la maison de Bourgogne, et la grande œuvre d'unification n'était complétée par les derniers Valois qu'à la fin du XVe siècle.

Mais lorsqu'un pays possède des frontières extérieures aussi nettement et invariablement déterminées que celles d'une île, son unité géographique, réalisée par la nature elle-même, prépare son unité politique. L'idée de patrie se développe ainsi de bonne heure, en supposant celle de l'ennemi extérieur, du danger commun que fait courir l'étranger à tous ceux d'une même race. Pour la race anglaise et invariablement depuis sept cents ans, la Patrie c'est l'Ile, l'île inviolée, la vieille terre

britannique, entourée d'eau par un privilège des dieux et défendue par sa ceinture naturelle contre le terrien.

***

Pourtant, chose singulière, l'Anglais ignore le mot de patrie, qui n'existe pas dans sa langue : il ne connaît pas davantage le mot s'expatrier et l'amertume affreuse qu'il évoque à nos âmes françaises. C'est que l'Anglais ne peut guère s'expatrier. Dès qu'il a quitté le sol de son île, en quelque contrée du globe qu'il dirige ses pas, il rencontre non des compagnons d'exil, mais des compatriotes, des hommes restés profondément britanniques; il verra flotter sur terre ou sur mer le drapeau de l'Union Jack : il entendra parler sa langue, il trouvera des marchandises anglaises, des produits anglais; en outre, il excelle à transformer le coin le plus exotique en un *home* britannique; en quelques jours, il s'installe à l'anglaise, vit à l'anglaise n'importe où il se trouve, se tenant au courant de tout ce qui se passe dans le *Old Country*, il reçoit ses livres, ses journaux, ses vêtemens d'Angleterre; les meubles de son logis sont *home made*. Ainsi, par la transplantation de ses habitudes, par les plus humbles détails de sa vie intime et journalière, l'Anglais garde un culte profond, un attachement inébranlable pour le sol natal.

A ce vigoureux patriotisme, il joint un loyalisme traditionnel, un grand respect des autorités et des lois, — peut-être, comme on l'a remarqué, parce que la sagesse des institutions anglaises accorde à l'individu le maximum de liberté compatible avec la vie sociale, — mais aussi résultat du fond sérieux de son caractère.

En outre, qualité essentielle chez un soldat, l'Anglais possède le sentiment inné de la discipline, une de ses vertus traditionnelles. Déjà, il y a cinq siècles, dans l'armée d'Édouard III, roi d'Angleterre, les hommes savaient obéir et combattre au rang que leur assignait la volonté du chef.

On sait comment la cohésion anglaise, due à l'excellente discipline et à la froide ténacité de ses soldats, triompha parfois de la masse brillante, mais désordonnée de la chevalerie française. Cette ténacité, nous la retrouvons à l'heure décisive, dans les rangs britanniques à Waterloo, exprimée par la bouche

de l'Iron Duke, jetant cette brève réponse : « Tenir! » à la question : « Mylord, quels sont vos ordres? » — et magnifiquement réalisée par l'invincible résistance des baïonnettes anglaises aux charges épiques de la cavalerie française sur le plateau de Mont-Saint-Jean.

Aujourd'hui, cette précieuse vertu guerrière, que les Anglais appellent d'un mot intraduisible la *doggedness* (de *dog*, chien), s'affirme toujours dans l'âme de nos braves combattans alliés. La vigueur physique de la race et ses qualités morales, aptes à se transformer en vertus guerrières, prédisposent admirablement l'Anglais à faire un soldat.

***

Chose singulière! cette obligation militaire qui paraît si lourde aux esprits anglais, toutes les jeunes Dominions qui ressortissent à l'Empire britannique en ont adopté le principe. En prenant conscience de leur existence autonome, elles ont voulu se donner, entre autres organes d'une vie propre, le noyau d'une armée nationale par une loi militaire.

Le *Commonwealth of Australia* donnait l'exemple. Bien que sa situation insulaire la mette à l'abri de l'invasion tout comme le *Old England*, l'Australie, depuis les progrès de l'expansion slave en Extrême-Orient, a eu la hantise d'un débarquement de troupes russes, en cas de conflit russo-anglais, le fameux duel tant de fois prédit entre l'Ours et la Baleine. C'est sous l'empire de cette crainte qu'était votée en 1906 le *Commonwealth Defence Act*, en vertu duquel des périodes d'instruction militaire sont imposées aux *junior cadets* de douze à quatorze ans, aux *senior cadets* de quatorze à dix-huit, enfin à tous les citoyens de dix-huit à vingt-six ans dans les *Citizen forces*. En cas de guerre sur le territoire, tous les hommes valides sont appelés à porter les armes. On sait qu'à l'appel de la mère patrie, le gouvernement du Commonvealth a répondu par l'expédition d'un corps australien de volontaires, dont M. Asquith a fait connaître l'effectif dans son grand discours du 2 novembre, 92000 hommes, sans compter 25000 New-Zélandais. Le magnifique entraînement physique de ces soldats, ainsi que leurs qualités spéciales d'adresse, de bravoure et d'audace, ont fait l'admiration des troupes britanniques combattant à leurs côtés,

sur ce champ de bataille si rude, si âpre, si tourmenté qu'est la péninsule de Gallipoli.

En outre, en octobre 1915, M. Crawford Vaughan, premier ministre de South Australia, un des États fédérés de la Commonwealth, à un meeting tenu dans l'hôtel de ville d'Adélaïde, a présenté une résolution préconisant l'adoption d'un *Compulsory Service Act* pour la durée de la présente guerre, et M. Peake, leader de l'opposition, appuyait la résolution, qui fut votée par l'assemblée presque à l'unanimité. Si un tel mouvement se généralisait dans toute l'Australie, la grande île deviendrait un précieux réservoir de forces militaires considérables.

La *Dominion of Canada*, elle, n'est majeure au point de vue militaire que depuis 1905, date où le dernier soldat anglais a quitté son sol. Mais, dès 1904, un *Act* du Parlement prévoyait une organisation d'armée canadienne en milice, et une loi du 5 novembre 1910, revisant cet *Act*, posait dans son article 11 le principe du service militaire obligatoire et personnel. On sait que les volontaires canadiens ont déjà fourni aux armées anglaises combattant dans les Flandres l'appoint d'un contingent important, atteignant 96 000 hommes, et dont nous avons signalé la haute valeur.

Enfin, dernière venue dans la famille des Dominions, l'Union sud-africaine suivait l'exemple de ses aînées. Constituée en État autonome en 1909 par un *Act* du Parlement britannique, elle se dotait à son tour d'un bill de défense, voté le 16 mai 1912 par la Chambre des députés de l'Union, et qui créait une petite armée sud-africaine sur la base suivante : « Tout citoyen entre dix-sept et soixante ans est tenu en temps de guerre au service militaire personnel pour la défense de l'Union. »

En attendant l'envoi d'un contingent de 6000 hommes sur le continent européen, pour y prendre part à la grande lutte, la Dominion du Sud-Afrique a donné un bel exemple de loyalisme en mettant sur pied une armée qui, sous l'habile conduite du général Louis Botha, l'ancien chef boër, a défait complètement les troupes sud-africaines allemandes, au cours d'une expédition difficile, dans un immense pays presque entièrement désertique, sans eau et dépourvu de toutes ressources : campagne trop peu connue en France, mais justement admirée

en Angleterre, où elle eut un grand retentissement. « Je ne crois pas, a dit lord Crewe dans une adresse publique de remerciement au vainqueur, qu'une petite armée ait jamais fait davantage en moins de temps, dans des conditions plus ardues, avec un succès plus complet. De la côte vers l'intérieur, il a fallu traverser une zone de cent milles de large, où ne tombe jamais une goutte d'eau, où, dans le sens le plus littéral, on ne trouve pas un brin d'herbe, pas une créature vivante, un Paradis de sable, et, à travers ce misérable désert, les colonnes devaient improviser un chemin de fer qu'il fallait chaque jour nettoyer du sable ; elles devaient distiller l'eau à la côte et la transporter pour les hommes et pour les bêtes, car, dans la région où elle ne manquait pas, l'eau avait été empoisonnée dans les puits... » Les résultats de la campagne de l'Ouest Africain se traduisaient par 3 497 prisonniers, 37 canons de campagne, 22 mitrailleuses et 320 milles carrés de territoire, le tout accompli avec un effectif inférieur à 10 000 hommes.

On le voit, toutes les grandes colonies anglaises, répudiant le préjugé séculaire, s'étaient voté des lois militaires où le principe du service obligatoire était posé, donnant ainsi l'exemple aux fils de la Vieille Angleterre !

*
* *

Ces préliminaires exposés, examinons quel était l'état des questions militaires dans le Royaume-Uni, au moment où éclatait la guerre de 1914.

Au sujet de la défense de l'Empire britannique, deux théories se trouvaient en présence. D'une part, celle de la *Blue Waters School*, la vieille école classique des « eaux bleues. » Rappelant avec orgueil la fameuse tirade de Shakspeare, qui célèbre « l'île porte-sceptre, la terre de majesté, la forteresse que la nature s'est bâtie à elle-même contre l'invasion et les violences de la guerre, cette pierre précieuse enchâssée dans la mer d'argent, » l'école classique déclarait :

Lycurgue affirmait que les meilleurs remparts d'une nation étaient les poitrines de ses citoyens : l'Angleterre étant une île, ses forteresses sont les coques de ses navires et ses hommes d'armes, ses navires eux-mêmes (1).

(1) Chose curieuse, le langage lui-même a suivi cette idée, puisque les cui-

Dès lors, mettant sa confiance unique et entière dans la flotte britannique, l'école faisait fi de tout développement des forces terrestres, et elle ajoutait :

Si la flotte anglaise nous protège victorieusement contre toute invasion, une armée de défense terrestre ne sert de rien. Si, au contraire, la flotte succombe, si la maîtrise de la mer passe en d'autres mains, l'ennemi n'aura plus besoin de débarquer ni de nous envahir. Comme les Iles Britanniques ne peuvent vivre sur elles-mêmes, il les réduira à merci en les isolant, et nous mourrons de faim, même avec une armée d'un million d'hommes, impuissante à défendre le sol contre l'asservissement. Dans l'un comme dans l'autre cas, à quoi servirait une armée nombreuse et coûteuse ? Conclusion : Hurrah pour la marine anglaise et en avant pour la construction des Dreadnought !

On comprend qu'une telle conception de la défense nationale ait longtemps rallié la grande majorité de l'opinion, puisque, se fondant sur le fameux privilège de l'insularité, elle flattait l'orgueil britannique en réclamant la création d'une flotte de plus en plus puissante, et aboutissait à conjurer le spectre redouté de la conscription.

A cette théorie s'opposait celle d'un certain parti militaire, représenté par la *National Service League*, présidée par le vieux feld-maréchal lord Roberts. L'École des eaux bleues, disait-elle, se trouve en défaut sur un point essentiel : raisonnant comme si l'Angleterre n'avait d'autre danger à redouter que l'invasion de son sol, elle négligeait le point de vue continental. Elle oubliait qu'historiquement même, la véritable défense de l'Angleterre a toujours été sur terre, que si Aboukir et Trafalgar sont les colonnes du temple de la puissance anglaise, Waterloo est le couronnement de cet édifice, que si Nelson a sauvé l'Angleterre, c'est Wellington qui l'a faite invincible. Grâce à l'illustre marin, elle a su demeurer une île inviolée depuis les temps millénaires de la conquête normande ; mais elle doit à l'Iron Duke et à ses victoires terrestres d'être restée, au cours du XIX[e] siècle, la grande puissance mondiale. D'ailleurs, la politique traditionnelle anglaise a toujours

rassés de Sa Majesté britannique s'appellent en anglais les *men of war*, les hommes de guerre ; mais, par une singularité que nous ne nous chargeons pas d'expliquer, ces *men of war* sont, en anglais, du genre féminin.

consisté à tenir la balance de l'Europe en empêchant un seul État de prévaloir : or, une telle partie ne se peut jouer que sur le continent, et, en présence d'une Europe en armes, ne peut plus se décider sans armées puissantes.

En outre, plusieurs années déjà avant la guerre, les partisans de la *League* dénonçaient le péril germanique que la flotte seule ne suffisait pas à écarter. Ils faisaient remarquer que l'établissement de fortifications et d'un port de guerre à Helgoland menaçait directement l'Angleterre : qu'à Emden, petit port obscur sur la mer du Nord, de longs quais maritimes d'une étendue considérable étaient construits pour l'embarquement d'une énorme masse de troupes. Et, dès 1909, lord Roberts avait démontré à la Chambre des Lords la possibilité d'un rassemblement de 150 000 hommes dans les ports allemands, directement et même sans recourir aux procédés de la mobilisation.

Enfin, la *League* démontrait l'existence d'un danger plus grand et plus proche. Les pangermanistes ne cachent pas leurs visées ambitieuses sur les provinces maritimes du Nord de la France, et convoitent Calais et Dunkerque aussi âprement que Nancy. Une fois ces ports entre les mains allemandes, c'en serait fait de la puissance maritime et commerciale anglaise. « Les temps sont changés depuis le jour où M. Balfour déclarait que le problème de la défense de l'Empire était celui de l'Afghanistan. Aujourd'hui, le problème de la défense de l'Angleterre est celui de la défense de la France. » Ainsi s'exprimait prophétiquement en 1909, dans un article retentissant, *Germany and England*, le grand écrivain socialiste M. Robert Blatchford, ancien rédacteur du *Clarion*, et aujourd'hui un des plus chauds partisans de la conscription, et il ajoutait : « L'Allemagne n'a pas besoin d'envahir l'Angleterre pour la frapper ; elle peut atteindre sa rivale là où celle-ci est vulnérable, sur le continent, en France. »

Ainsi, pour jouer un rôle en Europe dans les conflits futurs, pour se garder contre le péril germanique prévu et dénoncé par quelques hommes d'État clairvoyans, pour défendre l'Empire britannique en défendant la France, une puissante armée anglaise était proclamée nécessaire. Or, les enrôlemens en temps de paix ne fournissaient à la *Regular Army* qu'un contingent péniblement recruté de 36 000 hommes en

moyenne (1). Une armée considérable ne se pourrait donc lever que par un système d'obligation militaire. Ainsi concluait la *National Service League* et, dès 1912, le colonel Repington écrivait dans le *Times :* « Sous une forme ou sous une autre, il nous faut une armée nationale derrière les Réguliers. » Mais la question de « forme » est si importante lorsqu'il s'agit de toucher aux institutions anglaises, qu'en parlant de service obligatoire, on n'entendait qu'une simple obligation d'instruction. Lord Roberts lui-même ne demandait pas davantage : il préconisait pour tout citoyen anglais l'obligation d'accomplir une période de quatre à six mois suivant les armes, et autant que possible dans des camps. Nous avons expliqué pourquoi l'Anglais éprouve une répugnance invincible à la vie de caserne : mais il accepterait l'existence du *camping*, même agrémenté des fatigues militaires. En somme, il s'agissait d'un *compulsory training*, le mot conscription et même le mot service, qui effarouchent si fort les oreilles anglaises, étaient soigneusement bannis du système.

D'autres esprits, cependant, ne craignaient pas d'aller plus loin, entre autres le général sir John French, alors chef d'état-major général de l'armée anglaise, et récemment encore commandant en chef sur le front des Flandres, qui se déclarait ennemi des demi-mesures et partisan déterminé du système militaire continental.

Entre ces deux thèses rivales, le gouvernement libéral, d'accord avec la grande majorité de l'opinion, s'était tenu à la vieille école. Aussi, le 12 juillet 1909, malgré les efforts de lord Roberts, la Chambre des Lords repoussait le *compulsory training* par 123 voix contre 103, écart minime qui fut pour beaucoup une surprise. L'année d'après, le colonel Seeley, ministre de la Guerre, déclarait à la Chambre des Communes : « Je puis assurer qu'aucune loi de ce genre ne sera proposée ou appuyée par le gouvernement actuel, à moins qu'on ne soit obligé de dire à la nation qu'un grand danger la menace, encore ignoré d'elle, et que, seule, l'adoption du service militaire obligatoire peut la sauver. »

(1) En réalité, 70 000 volontaires se présentaient chaque année dans les bureaux de recrutement anglais, mais près de la moitié étaient éliminés pour inaptitude physique : ce déchet s'explique, d'une part, par les exigences du service médical; de l'autre, par ce fait que la majorité de ces hommes provenaient des classes sociales les plus miséreuses.

Ainsi, à la veille du grand conflit, le Cabinet de M. Asquith demeurait nettement hostile à toute augmentation des forces militaires de l'Empire, et il donnait la preuve de son pacifisme aveugle en refusant d'augmenter les charges financières incombant à la défense nationale. Dans les crédits militaires votés pour l'année 1913-14, le budget de la marine ne comportait qu'une légère augmentation de 30 millions sur un total de 1 milliard 157 millions, — et celui de l'armée un accroissement de 9 millions, insignifiant sur un chiffre de 705 millions.

Contraste saisissant avec le développement énorme des forces militaires allemandes, — avec le grand effort patriotique et financier que la France s'imposait au même moment par la loi de trois ans, — et que peut seul expliquer un singulier manque de clairvoyance chez les dirigeans de la nation anglaise.

***

C'est dans cet état d'*unpreparedness* que la guerre éclata et surprit nos voisins d'outre-Manche beaucoup plus encore que nous-mêmes. Ainsi, au mois d'août 1914, l'organisation des forces militaires de l'Empire était la suivante :

La *Regular Army*, organisée en corps expéditionnaire, appelé un peu pompeusement la *striking force* (force frappante), susceptible d'être rapidement transporté sur le continent à l'effectif de 160000 hommes. La moitié seulement, croyons-nous, put être débarquée à temps dans le courant du mois d'août, pour prendre part aux opérations dans le Nord et à la bataille de la Marne.

La *Territorials force*, — qu'il ne faut assimiler en rien à nos territoriaux, — exclusivement composée de volontaires appelés à la défense de l'île, et ne pouvant être astreints sans leur consentement exprès à combattre en dehors du Royaume-Uni. Péniblement mise sur pied en 1908, elle ne comprenait que des hommes ayant suivi quelques séances de *drill* (exercice) et accompli dans les camps de courtes période d'instruction *(training)* de une à deux semaines : presque entièrement dépourvue de cadres et de matériel, théoriquement chiffrée à 300000 hommes, mais n'ayant jamais dépassé l'effectif de 260000, cette force ne pouvait constituer qu'un embryon d'armée. Il semble que lord Haldane lui-même, son créateur, ne

se soit pas fait grande illusion sur sa valeur et en tous cas se soit rendu compte de sa précarité, puisqu'il la déclarait « nécessaire et suffisante pour mettre le pays *quelque temps encore* à l'abri de la conscription. »

On conçoit qu'organisées sur ces bases étroites et fragiles, les forces militaires britanniques n'auraient apporté qu'une participation illusoire à la grande guerre continentale qui mettait sur pied des millions d'hommes.

Il n'existait pas de grandes armées anglaises et il fallait les créer. Tout en assurant le ravitaillement du corps expéditionnaire une fois débarqué, il s'agissait de trouver des hommes, de leur donner l'instruction et l'entraînement nécessaires pour en faire des soldats, du matériel de guerre pour les équiper, des chefs pour les encadrer et les conduire : tâche écrasante qui fut confiée aux robustes épaules de lord Kitchener. Or, selon les principes du *voluntary system* dont le chef du War Office restait partisan convaincu, et l'Angleterre n'ayant aucune loi militaire, il fallait, pour trouver des hommes, les chercher, les attirer, les poursuivre au besoin, leur montrer la grandeur du péril et la noblesse de la cause, pour les émouvoir et les convaincre, les tenter enfin par les avantages matériels de l'*enlistment* pour les décider.

Avec une ingéniosité et une variété de moyens des plus curieuses, toutes les combinaisons furent employées. Les *recruiting offices*, bureaux qui fonctionnaient déjà en temps de paix furent multipliés dans tout le Royaume-Uni. Des tableaux militaires impressionnans, des visions de guerre tragiques placardés partout vinrent obséder et comme violenter les regards; une gigantesque campagne d'affiches s'ouvrait par un débordement d'images pathétiques soulignées d'appels éloquens, ayant pour thème : « Venez, garçons, dans les Flandres aider les camarades; — Votre roi et votre pays ont besoin de vous. » Sur une plateforme érigée en permanence à Trafalgar-Square au pied de la colonne de Nelson, des officiers, des soldats, des blessés revenant du front, des médaillés pour faits de guerre s'adressant à la foule, engageaient les hommes valides à rejoindre immédiatement. Des gradés décorés de la Victoria Cross, cette distinction militaire si enviée et accordée pour bravoure exceptionnelle (*conspicuous gallantry*), étaient promenés en voiture dans les rues de Londres, accompagnés d'officiers recruteurs; et ceux-ci

mettaient à profit l'enthousiasme des spectateurs pour recruter des volontaires.

Tous les moyens de réclame, tous les genres de publicité furent mis en œuvre, et l'on sait que les Anglais excellent en la matière. On vit les femmes elles-mêmes, les suffragettes en tête, poursuivre dans les rues les hommes valides et faire honte aux *slackers* (embusqués) par des apostrophes virulentes : « Pourquoi n'êtes-vous pas engagé? Rejoignez immédiatement! » Des films patriotiques se déroulèrent dans tous les cinémas, avec des appels émouvans ou impérieux, multipliés jusqu'à créer un cauchemar d'obsession, une atmosphère de suggestion irrésistible.

Dans toutes les villes du Royaume-Uni s'organisaient des processions avec musiques et bannières, toutes ces manifestations dont le peuple anglais se montre si friand. Tout récemment à Londres, au cours de la journée Kkaki, — le *Khaki day*, — on vit défiler à travers 50 miles des rues de la Métropole, des colonnes d'hommes en khaki accompagnées de 39 musiques. 6000 soldats prirent part à ce cortège, la plus grande *recruiting demonstration* tenue jusque là. Malgré un temps détestable, les soldats furent accueillis par des ovations enthousiastes ; à certaines haltes fréquentes, des appels vibrans étaient adressés à la foule, soit par des *speakers*, ou orateurs à la solde du War Office, soit par des membres du Parlement, tandis que, tout le long de la route, les officiers recruteurs s'affairaient dans leur besogne. Chaque nouvelle recrue, après avoir signé son engagement en pleine rue, se joignait au cortège au milieu des applaudissemens. Parmi les *speakers* qui prirent la parole. on entendit M. Horatio Bottomley, sir William Bull, M. William Thorne, M. Charles Bowerman, etc. Le même jour, de grands *meetings* de recrutement se tenaient à Ealing, Finchley, Kilburn, Hendon, etc. Dans d'autres villes de province, d'imposantes manifestations s'organisaient. A Hull, un aéro, après avoir lancé sur la ville des feuilles de littérature pour recrutement, atterrit dans un champ où trois grands meetings furent tenus, dont l'un présidé par lord Nunburnholm. Eastbourne voyait défiler dans ses rues un bataillon impressionnant de 1 500 blessés, en uniforme bleu de convalescens, entre les rangs d'une foule qui s'étendait sur trois miles de longueur.

Si nous ne les considérions qu'avec nos yeux français, nous

pourrions trouver ces réclames en plein vent un peu puériles, ces parades sur tréteaux un peu tapageuses, ces processions un peu théâtrales. Mais il faut remarquer que, même en temps normal, ces sortes de manifestations font partie de la vie anglaise ; il suffit, pour s'en rendre compte, de s'arrêter dans Hyde-Park devant les plates-formes où des orateurs improvisés de tout âge, de toute condition, de l'un et l'autre sexe, pérorent et parfois non sans éloquence, sur les sujets les plus divers et les plus hétéroclites, toujours écoutés avec le plus grand sérieux par les auditeurs bénévoles, tant le respect des libertés de la rue est ancré dans les mœurs.

N'oublions pas non plus que l'Angleterre est le pays des *meetings*, et des grandes manifestations que permet la discipline admirable de la foule anglaise (1). Qu'on juge de l'impression profonde exercée sur les esprits, quand le sujet des discours est le maintien des libertés britanniques, et le but des manifestations le recrutement des défenseurs de l'Empire. Il n'est pas rare qu'à ces *meetings*, un télégramme de lord Kitchener soit lu au milieu du plus grave recueillement, comme au dernier *meeting* de Southampton tenu le 12 octobre. « Des hommes sont nécessités d'urgence pour compléter les unités et les départs au delà des mers. Tout effort doit être fait pour amener (*induce*) les hommes à rejoindre. »

Les argumens développés par les *recruiting officers* ou les orateurs se ramènent aux suivans :

— La destruction de la Belgique et son oppression systématique ne seraient que de pâles images à côté des ruines et des massacres qui attendraient l'Angleterre envahie, depuis que le refrain allemand s'entend sur toutes les bouches : « Dieu punisse l'Angleterre ! »

(1) Il nous souvient avoir vu, il y a quelques années, se dérouler dans les rues de Londres un cortège de *hopgrowers* (cultivateurs de houblon), près de 50 000 manifestans, hommes et femmes, réclamant des droits sur les houblons d'Amérique, dont la libre entrée allait ruiner la culture houblonnière anglaise. Dans cette colonne imposante que précédait gravement une locomobile enguirlandée ouvrant la marche, 200 *policemen* à cheval suffirent à maintenir en ordre parfai cette armée de pauvres gens, menacés pourtant dans leurs conditions d'existence, mais résignés et non révoltés. Seules les inscriptions de leurs bannières faisaien entendre leurs émouvantes protestations : « Nous demandons à ne pas mourir, » ou bien : « Sauvons les houblons de la vieille Angleterre. »

Une telle manifestation, à Paris, aurait exigé la mobilisation de toute la garnison et la mise sur pied de toutes les forces de police.

— Si le Royaume-Uni est vaincu et asservi, la libre Angleterre aura cessé d'exister : elle sera aussitôt prussianisée ; et ses citoyens deviendront allemands sous la direction d' « experts » venus de Berlin. Il faut choisir : être les volontaires du roi George, — ou devenir les conscrits du Kayser.

— Les pertes des armées britanniques, sont considérables sur tous les fronts de guerre : en Flandre, aux Dardanelles, il faut des hommes pour combler les vides.

— La domination germanique serait la fin des libertés anglaises. Cet argument impressionne tout particulièrement les esprits, ainsi que la description de ce qui arriverait si l'Allemagne triomphait. Un journaliste, M. Alan Raleigh, en a donné sous une forme humoristique quelques piquans exemples.

« Le Dr Ernesth Smith, professeur de médecine à l'Université de Londres, vénérable savant aux cheveux blancs, se promenait hier dans Piccadilly. Comme il est quelque peu myope, il ne put éviter la rencontre d'un jeune second lieutenant qui déambulait avec l'air insolent et agressif du conquérant. Le choc lança le professeur dans le ruisseau en brisant ses lunettes. Comme le vieillard se relevait et brossait ses vêtemens, l'officier le frappa au visage du plat de son épée. Le professeur leva les mains pour parer le coup : il fut arrêté et condamné à un mois d'emprisonnement pour insultes envers l'Armée.

A la fin de la guerre, Herbert Jones, âgé de 21 ans, déterminé à tout prix à éviter le service militaire dans l'armée d'occupation, se refugia en Amérique. Rappelé six mois plus tard près de sa mère mourante, il fit un voyage secret en Angleterre pour la revoir une dernière fois. Il arriva quelques heures trop tard. Le soir même, un inspecteur de police venait arrêter Herbert Jones, et le conduisait devant M. le président de police à *West London Court*, où il fut accusé : d'abord de n'avoir pas notifié son arrivée à Londres et condamné à l'amende de 100 *marks;* secondement, de s'être absenté du pays étant astreint au service militaire. Pour cette dernière offense, il a été fusillé à la Tour de Londres.

Alice Thompson, une jeune domestique, était assise dans Hyde-Park auprès de son fiancé, lorsqu'un régiment de chasseurs vint à passer. Un officier la regarda si fixement qu'elle ricana. Arrêtée aussitôt, elle fut condamnée à 100 *marks*

d'amende pour insultes à l'Armée. Son compagnon, ayant protesté, fut arrêté également et condamné à trois mois de *hard labour*. »

— Enfin tous les faits de guerre intéressant directement la population du Royaume-Uni sont naturellement exploités par les recruteurs pour dénoncer la barbarie allemande et démontrer la nécessité d'y mettre un terme. Citons l'automne dernier le bombardement des villes ouvertes Scarborough et Hartlepool, les 26 raids nocturnes des pirates aériens du comte Zeppelin tragiquement baptisés les tueurs d'enfans (*baby killers*), les méfaits des sous-marins allemands et plus récemment la froide exécution de la *nurse* Cawell. C'est ainsi que l'on a pu dire que les meilleurs auxiliaires de lord Kitchener dans sa tâche gigantesque de chef recruteur étaient — après M. Hedley Le Bas, l'auteur des affiches militaires du War Office — le comte Zeppelin, l'amiral von Tirpitz, le Kayser lui-même et l'anonyme assassin de l'infirmière héroïque.

Restent enfin les argumens positifs, la perspective des avantages matériels accordés aux soldats volontaires et à leurs familles, — que les recruteurs ne manquent pas de faire miroiter.

La solde du Tommy anglais atteint de 1 fr. 20 à 1 fr. 50 comme argent de poche : et l'on sait qu'il perçoit en nature pour son alimentation de fortes rations en viande, lard salé, fromage, légumes, sans compter le sucre, le thé et, spécialité de l'armée anglaise, la confiture, le tout constituant un ordinaire excellent. Quant à la famille du soldat marié, elle perçoit des indemnités dont le montant élevé lui permet non seulement de vivre largement, mais apporte une véritable prospérité dans les classes ouvrières pauvres ou dans les districts ruraux. La *separation allowance* atteint en moyenne une livre sterling par semaine pour une mère et trois enfans. Dans bien des cas, celui des ouvriers agricoles par exemple, qui ne gagnent pas plus de 18 *shillings* par semaine, l'allocation dépasse le salaire normal du père, et comme celui-ci, absent, n'est plus à entretenir, il en résulte pour la famille une source de profits appréciable. De plus, des femmes, des filles, des garçons, qui ne réussissaient pas à s'employer dans l'industrie en temps de paix, trouvent aujourd'hui facilement de l'ouvrage bien payé. Enfin, dans un grand nombre de villages, les familles bénéficient du

*billeting*. C'est que, les casernes n'existant pas en Angleterre, il a fallu loger les nouvelles armées de Kitchener en billets chez l'habitant. Celui-ci perçoit en échange des indemnités élevées : 30 centimes par homme et par nuit pour l'espace nu d'un local, 60 centimes si le matelas est fourni, et 90 centimes avec la part au feu et aux ustensiles de cuisine, 3 *shillings* pour une chambre d'officier. Remarquons que ces mêmes tarifs sont appliqués par l'administration au logement des troupes anglaises en France : ce qui explique, toute considération de sentiment mise à part, l'empressement avec lequel nos populations accueillent officiers et soldats de S. M. britannique.

Comme de plus le Tommy logé chez l'habitant abandonne journellement à ses hôtes le trop-plein de ses rations, la famille voit en même temps ses dépenses réduites et ses ressources augmentées : d'où bénéfice qui permet aux classes pauvres les frais d'un luxe inconnu. Ainsi a t-on vu s'introduire dans les *soldier villages* l'usage des rideaux blancs aux fenêtres, l'achat d'orgues, de pianos, de gramophones, etc., et dans tous les marchés ruraux le commerce d'orfèvrerie commune réaliser des chiffres d'affaires inespérés.

Un tel état de choses, une prospérité si inattendue, justifie ces paroles recueillies par lady Seely lors de son enquête auprès des femmes de soldats de la classe ouvrière : « Une livre par semaine, et pas de mari à garder, c'est le Paradis ! »

Ces considérations, haute paye et nourriture excellente pour le soldat, larges allocations pour sa famille, expliquent comment les classes pauvres ont fourni aux armées de Kitchener un contingent considérable. Au 1er octobre 1915, le chiffre officiel déclaré par M. Tenant des *separation allowances* atteignait 857000. On conçoit les dépenses journalières formidables qui en résultent pour les finances anglaises. Mais comme l'Anglais est plus positif que sentimental, il ne fallait pas moins que la perspective d'avantages très réels pour l'inciter à l'enrôlement.

Cependant il ne reste pas insensible aux considérations élevées, quand celles-ci font appel à son loyalisme. Aussi le récent message du Roi à son peuple a-t-il donné le signal d'un réveil des enthousiasmes. Le 23 octobre dernier, s'adressant solennellement à la nation anglaise, George d'Angleterre, I. R., écrivait :

« ... Je me sens fier de mes sujets qui de tous les points du

monde ont répondu volontairement et sacrifié famille, foyer, existence même. Mais la fin n'est pas encore en vue,... des hommes toujours de plus en plus *(more men and yet more)* sont nécessaires pour assurer la victoire. Je vous demande, hommes de toutes classes, de venir volontairement prendre part à la lutte... »

On voit que dans cet appel émouvant, le mot *voluntary*, si cher aux oreilles anglaises, revenait à deux reprises sur la bouche royale. Comme le *King's appeal* suivait de près la mort de miss Cawell, dès le lendemain, un flot de recrues assiégeait la plate-forme de Trafalgar-Square pour y signer leur *enlistment*, et, au milieu d'une foule immense, têtes découvertes et fronts inclinés, la résolution suivante était votée :

« Nous citoyens de l'Empire britannique déclarons que nous ne remettrons pas l'épée au fourreau avant d'avoir vengé l'assassinat de miss Cawell. »

Le message royal trouvait un écho jusqu'au delà des mers, et le 5 novembre le gouverneur général du Canada télégraphiait au secrétaire d'État aux Colonies qu'une mobilisation était décrétée pour atteindre le chiffre de 250 000 hommes, en augmentation de 100 000 sur le contingent canadien déjà fourni.

*
* *

Si le Roi, faisant appel à de nouveaux soldats, pouvait rendre un solennel hommage à ses armées de volontaires, c'est que les résultats du *voluntary system* anglais ont été admirables et tels qu'aucune autre nation n'aurait su les égaler.

Le War Office n'a jamais fait connaître le chiffre officiel des engagemens. On peut toutefois essayer de s'en faire une idée d'après certains indices. Dans son grand discours du 2 novembre, M. Asquith a parlé de 2 500 000 hommes transportés par les flottes anglaises. Si l'on en défalque près de 500 000 blessés et malades rapatriés, total des pertes et déchets au 9 octobre, il resterait approximativement deux millions d'hommes combattant ou en service hors du Royaume-Uni. Aux Dardanelles par exemple, le chiffre des pertes avait atteint récemment 98 000, sans compter 76 000 malades ou réembarqués. Il semble ainsi que les forces anglaises dans la presqu'île de Gallipoli n'ont pas absorbé moins de 300 000 hommes. Sur

le front des Flandres et dans les bases anglaises en France, plus d'un million, toujours d'après M. Asquith. Il faut ajouter le chiffre des tués qui dépassaient 100 000 à la date du 9 octobre. On sait qu'à l'encontre du gouvernement français, qui sur ce chapitre s'enferme dans un mutisme insondable, le Cabinet anglais a toujours annoncé franchement et officiellement le nombre des pertes, quelque impressionnant qu'il soit, jugeant la nation assez forte, assez maîtresse d'elle-même pour connaître ces cruelles réalités. Ainsi, le 9 octobre, les pertes britanniques se décomposaient comme suit :

| | Officiers. | Soldats. |
|---|---|---|
| Tués | 6 660 | 94 992 |
| Blessés | 12 633 | 304 832 |
| Manquans | 2 000 | 72 177 |
| Totaux | 21 293 | 472 001 |

En tenant compte de tous ces chiffres, et en y ajoutant les centaines de mille soldats demeurant encore sur le sol anglais, on voit qu'au total le nombre des volontaires de l'Empire britannique a dû dépasser le troisième million et tend vers le quatrième.

L'effort de la nation anglaise a donc été considérable et il faut lui rendre hautement justice.

Cependant le *voluntary system* était vigoureusement combattu par une partie de l'opinion qui le déclarait injuste, insuffisant et réclamait le service obligatoire pour tous. Ses argumens se résumaient ainsi :

— Pour avoir des hommes en grand nombre et à tout prix, on a enrôlé pour le *home defence Army* des milliers d'hommes trop âgés, d'où perte de temps et d'argent.

— Le *recruiting system* nécessite des frais énormes, en publicité, réclames, *meetings*, affiches, etc. Il emploie souvent des moyens peu recommandables, et obtient ainsi des soi-disant volontaires qui sont plutôt des *pressed men*.

— Les avantages matériels, indispensables pour obtenir des volontaires, occasionnent des dépenses considérables. S'il en résulte pour certaines classes une prospérité imprévue, les charges pour l'État sont écrasantes.

— La proportion des hommes mariés enrôlés est considérable, alors que de nombreux célibataires, jeunes et solides,

demeurent : d'où frais énormes d'allocations aux familles, et de pensions aux veuves en cas de mort du père.

— Dans les classes pauvres, beaucoup de prétendus volontaires ont été poussés de force à s'enrôler (*kicked out*, chassés dehors à coups de pied), déclarent certains, par leurs femmes alléchées par la *separation allowance*.

— Un soldat volontaire, dit-on, vaut trois *pressed men*, affirmation plus que douteuse. L'exemple de l'armée allemande, de l'armée française, qui comprennent des hommes astreints, est là pour démontrer que le système de l'obligation peut produire d'admirables soldats.

— Le système volontaire consacre de grandes injustices. Il a pour conséquence que l'élément le plus noble, le plus courageux, d'esprit le plus élevé, les meilleurs de la nation se sacrifient et que beaucoup disparaissent, tandis que les couards et les lâches demeurent pour la continuation de la race. En outre, tandis que nombre d'ouvriers et d'employés abandonnent pour s'enrôler leur situation et leur salaire, les « embusqués » en profitent pour leur dérober les places et les emplois vacans.

Toutes ces inégalités, toutes ces injustices choquantes, seraient évitées par le service obligatoire.

* * *

Mais l'opinion publique anglaise, longtemps bercée par l'optimisme officiel du gouvernement, maintenue dans la quiétude par une presse à *soothing syrup* (potion calmante), tenue dans l'ignorance de la réalité des faits par une censure rigoureuse, ne s'est rendu compte que trop tardivement des exigences de la guerre, et de la nécessité de sacrifices de plus en plus grands.

Cependant, des journaux plus hardis lui avaient donné l'éveil, entre autres le *Times* et le *Daily Mail*. Le premier en dénonçant avec force au printemps dernier la crise des munitions, que le second n'hésitait pas à qualifier de *shell scandal*. On se rappelle qu'un désaccord des plus fâcheux et trop longtemps dissimulé, éclata entre lord Kitchener et sir John French, au sujet des obus explosifs, celui-ci se plaignant amèrement du manque de projectiles, et celui-là démentant officiellement le fait. Mais par les membres de la presse et du parlement, retour du front, par les lettres des officiers et soldats combattant en

Flandre, la vérité se faisait jour, et cette déplorable crise aboutissait à l'heureuse création du *Ministry for munitions*, confié à M. Lloyd George.

Ce premier incident vint démontrer que tout ne marchait pas aussi bien que les dirigeans anglais en réitéraient paisiblement l'assurance : il alla jusqu'à éveiller des colères, des violences même, non pas contre les auteurs responsables de la crise des munitions, comme on aurait pu s'y attendre, mais contre la presse coupable d'avoir signalé courageusement ces incuries lamentables! On vit le *Times* et le *Daily Mail* d'abord exclus des bureaux du Stock-Exchange, puis brûlés publiquement dans les rues de Londres : événement symptomatique si l'on considère l'universel respect dont le grave journal de la Cité était jusqu'alors entouré. Ces journaux, il est vrai, prenaient prétexte du *shell scandal* pour entamer une vigoureuse campagne en faveur du service obligatoire. *Inde iræ...*

Un autre incident vint ébranler la molle confiance où s'engourdissait l'opinion. M. Winston Churchill, alors premier lord de l'Amirauté, déclarait publiquement au mois de juin « qu'un événement décisif était à la veille de se produire aux Dardanelles. » Or, depuis cette prédiction sensationnelle, rien ne s'était produit dans la péninsule de Gallipoli qu'une résistance acharnée des Turcs, et l'immobilisation absolue du front franco-anglais. M. Asquith déclarait dans son récent discours qu'aucune déception dans toute la guerre ne lui avait été plus sensible.

Enfin, quand elle connut le montant formidable des dépenses, quand elle sut le chiffre des pertes, atteignant 250 000 au 31 mai, aujourd'hui dépassant 500 000, en y joignant celles de la *Navy*, la nation anglaise prenait conscience des dures réalités : elle se rendait compte que la censure lui avait soigneusement caché les mauvaises nouvelles et transformé en succès importans quelques minces victoires *(tiny victories)*; elle comprenait que l'ère allait s'ouvrir pour elle de sacrifices nouveaux en argent et en hommes.

Cependant, tandis que le Parti libéral ne cachait pas ses préférences pour la continuation du *voluntary system*, les Unionistes penchaient en faveur de l'obligation, eux qui déjà, aux précédentes élections législatives, avaient pris pour devise : « *Tax the foreigner and defend the flag!* » (Taxez l'étranger et défendez le drapeau.)

Quant aux socialistes, comme ils ont toujours préconisé la « compulsion de tout homme pour servir son pays en paix et en guerre, » ils se déclaraient en faveur du service obligatoire. C'est l'un d'entre eux, nous l'avons vu, M. Robert Blatchford, qui, en 1909, écrivait en faveur de la conscription le plus éloquent plaidoyer, et il existe un Comité socialiste de défense qui, dès le début de la guerre, réclamait une mobilisation industrielle, aujourd'hui partiellement réalisée par le programme de M. Lloyd George. C'est que le Parti socialiste s'attache aux intérêts de la collectivité, même au détriment des libertés.

Le *Labour Party*, au contraire, se consacrant au maintien et à la conquête des droits de la classe ouvrière, s'opposait délibérément à la conscription, dans la crainte que celle-ci mît fin aux libertés si chèrement acquises par les travailleurs. Aussi a-t-il fait de grands efforts pour appuyer le *voluntary system*, et il est devenu un organe de recrutement des plus actifs, des plus précieux pour lord Kitchener. Tout un plan de *recruiting campaign* a été élaboré sous la direction des membres du Parlement travaillistes et, au récent meeting tenu à Camberwell, M. Bowerman déclarait en termes énergiques « que le *Labour* allait mettre bas sa cotte et relever ses manches pour obtenir encore plus d'hommes. »

Aussi, le Parti lançait dernièrement un manifeste aux travailleurs :

« Un appel aux hommes libres,

« Camarades compatriotes, à aucune époque de l'histoire, notre nation ne s'est trouvée en face d'une telle crise : grâce au *voluntary system*, nous avons levé de grandes armées dont les exploits nous rendent fiers. Cependant, si les principes en sont maintenus, 30 000 hommes par semaine doivent être trouvés pour soutenir la puissance de nos armées et assurer une victoire qui libérera le monde de la tyrannie germanique. En ce moment, dans le pays, il y a des dizaines de milliers d'hommes d'âge militaire, physiquement aptes, qui n'ont pas encore rallié les drapeaux, et pour lesquels équipement et munitions sont prêts. Nous faisons appel à tous ceux-là pour prendre immédiatement leur part du fardeau, non seulement parce qu'ils défendront ainsi leurs propres intérêts, mais parce que leur action préservera les intérêts vitaux de la nation. Ce n'est pas qu'ils manquent de courage pour s'enrôler, mais ils ne se ren-

dent pas compte du sérieux de la situation. Nous savons que la défaite ou une paix équivoque *(inconclusive)* signifie pour nous non seulement la perte de prestige comme nation et la certitude que le conflit se rouvrira dans peu d'années, mais la ruine de ces libertés personnelles et de ces privilèges qui vous ont demandé des siècles d'efforts à conquérir.

« La responsabilité de la victoire ou de la défaite repose sur ceux qui n'ont pas encore répondu à l'appel. C'est pourquoi rejoignez comme volontaires, pour la défense de votre pays. »

Cependant, le chef du gouvernement, M. Asquith, ne cachait pas sa répugnance pour la conscription. Quant au présent ministère de coalition, tout comme l'ancien Cabinet libéral, il se trouvait divisé sur cette grave question, avec une faible majorité en faveur du volontarisme; mais les personnalités les plus marquantes se rangeaient dans la minorité pour le service obligatoire. Il semblait donc que l'avis de lord Kitchener dût l'emporter et son opinion régler celle du gouvernement tout entier. Or, le 2 octobre, à une assemblée des membres du *Labour Party*, le chef du War Office, tout en affirmant ses préférences pour le *voluntary system*, qui, entre ses mains, s'est montré un instrument remarquable, déclarait que le taux du recrutement journalier ne correspondait plus aux besoins croissans des armées en campagne et devenait impuissant à combler les brèches.

Aussi avait-il esquissé un plan personnel pour appliquer le système du *balloting*, frappant chaque district d'une contribution en hommes, fixée à un certain *quantum*, qu'il s'agirait d'atteindre soit par volontaires, soit par *compulsion;* en somme, une sorte de réquisition d'hommes, mais où la responsabilité et les mesures d'*enforcement* seraient laissées à la charge des autorités locales du comté.

C'est un système du même genre qui fut appliqué en 1809 par lord Castlereagh, nous l'avons vu, pour le recrutement des bataillons de milices.

Il en fut de même plus tard aux États-Unis, à l'instigation du président Lincoln, dès la deuxième année de la guerre civile. Le recrutement par volontaires avait fléchi considérablement. A l'appel de 300 000 hommes en août 1862, 86 000 seulement avaient répondu; les meilleurs et les plus braves étaient partis; les moins braves s'effrayaient des rigueurs de la

guerre, les simples égoïstes gagnaient des salaires qui leur faisaient regarder comme des mendians les soldats à maigre paye. L'introduction de cette loi fut d'ailleurs attaquée furieusement. Le but de Lincoln, disaient ses adversaires politiques, était l'établissement d'un despotisme irresponsable et la destruction des libertés. De sanglantes émeutes marquèrent le commencement de la conscription ; à New-York seulement, près d'un millier d'hommes de la populace furent tués. Mais le président tint bon, avec un courage inflexible, et la victoire, comme par magie, revint à la bannière étoilée.

Ainsi le *balloting system* de lord Kitchener établirait une obligation restreinte, puisque limitée à un certain chiffre, mais susceptible d'accroître ses exigences à mesure des besoins par la simple augmentation de ce *quantum*. Ce serait une sorte de compulsion progressive, un service obligatoire échelonné et qui pourrait englober peu à peu tous les hommes valides ; mais le principe de la liberté individuelle serait respecté jusqu'à l'extrême limite du possible, et ce fameux mot de *conscription* qui sonne si fâcheusement aux oreilles anglaises serait encore une fois écarté.

En attendant, M. Asquith avait fait voter une mesure préparatoire, le National Registration Act. Cette loi prescrivait l'établissement d'un registre où se trouveraient portés tous les citoyens du Royaume-Uni avec l'indication de leur âge, de leurs aptitudes spéciales et de leur réponse, par : Oui ou non, à la question : Voulez-vous servir?

Ouvert à la date du 16 août, ce recensement aujourd'hui clos a permis au gouvernement de se rendre compte des ressources en hommes disponibles et pourra servir de base à une liste générale de recrutement.

*
* *

Enfin, avant de se décider pour une forme d'obligation légale militaire, le gouvernement anglais a voulu soumettre le *voluntary system* à une épreuve décisive.

Ce fut le *Derby's scheme* ou projet de lord Derby, auquel la tâche a été confiée dans des circonstances piquantes, qu'il a contées lui-même dans un meeting. Posant devant la Chambre haute une question sur les moyens que le Gouvernement comptait employer si le système volontaire venait à faire fail-

lite, il reçut en réponse l'offre de prendre lui-même en mains la direction des services du recrutement.

Par amitié pour lord Kitchener, lord Derby accepta et par une loyauté d'autant plus remarquable qu'il était lui-même, avant la guerre, partisan du *National Service*. Il s'engageait à faire tous ses efforts pour l'extension du système volontaire, en ajoutant que s'il échouait, il le déclarerait franchement ; mais il ne se dissimulait pas les difficultés de la tâche et se sentait un peu, a-t-il dit lui-même, dans la position du « syndic d'une affaire en faillite » *(a receiver of bankrupt concern)*.

Ancien secrétaire financier au War Office, ancien *Post-Master general*, lord Derby est une personnalité politique éminente. Le dix-septième comte de Derby, assurent ses admirateurs, possède le même courage que le premier, lequel prit part en 1485 à la bataille de Bosworth. A l'époque de la guerre sud-africaine, il remplissait les fonctions de chef de la censure. Depuis le commencement de la guerre, lord Derby s'est déjà occupé avec zèle de recruter des soldats. Le *Dockers' Battalion* du *King's Liverpool Regiment* a été levé par ses soins ; et l'on doit à son initiative et à son pouvoir de persuasion la formation de trois « Pals » bataillons de Liverpool, qui, par permission spéciale du Roi, portent au bras les armes des Derby.

Bravement lord Derby a accepté la responsabilité du succès ou de l'échec décisif du système volontaire dont le gouvernement s'est déchargé sur lui. Une période de six semaines était fixée pour la durée de l'expérience, — pendant laquelle il s'agissait de recruter 30 000 hommes par semaine. « Nous sommes arrivés, a dit lord Derby, à l'embranchement de deux chemins, et pour avoir des hommes il nous faut ou faire un succès au *voluntary system* pendant six semaines ou recourir à d'autres méthodes. »

Pour recruter cette petite armée, lord Derby mit en campagne ses *canvassers* (recenseurs). Tout homme susceptible par son âge de s'engager, — indications fournies par le National Register, — recevait la visite des recenseurs hommes ou femmes. Les comités locaux de recrutement avaient donné aux canvassers des instructions précises. Ceux-ci se présentaient chez l'intéressé jusqu'à ce qu'ils l'aient rencontré en personne, — puis lui exposaient clairement et poliment les besoins du pays, — mais sans le menacer ni le rudoyer *(bully)*. Tout homme devait

être de préférence enrôlé dans l'infanterie. En somme, il s'agissait d'un recrutement à domicile, et y mettant ces « formes » auxquelles la mentalité anglaise demeure si curieusement attachée. La division du Royaume-Uni en circonscriptions parlementaires était utilisée pour le recrutement. Dans chacune d'elles fonctionnait un comité comprenant des représentans de tous les partis, auquel chaque soir les *canvassers* rendaient compte des résultats obtenus.

Les hommes, ainsi visités et exhortés, devaient ou s'enrôler immédiatement, ou promettre de s'enrôler lorsqu'on les appellera. Le *canvass* une fois clos, il a été dressé un tableau de tous les hommes répartis en 46 classes, soit 23 divisions comprenant chacune les âges de dix-huit à quarante-deux et subdivisée en 2 classes distinctes : celle des hommes mariés, et celle des hommes seuls. Lord Derby a annoncé que les *single men* seraient appelés d'abord. En ceci était l'originalité du système.

Cette disposition rencontrait l'assentiment public, en faisant disparaître une des inégalités choquantes du *recruiting* de lord Kitchener : l'enrôlement sans distinction de tous les hommes mariés ou non aboutissant à l'envoi sur le front de pères de famille, tandis que de nombreux célibataires demeuraient à l'abri. On évaluait à plus de 750 000 dans la seule périphérie de Londres le nombre de ces *shirkers*.

Les partisans du *Derby's scheme* estimaient que ce nouveau mode d'exhortation et d'appel déterminerait un mouvement « irrésistible. » On pouvait l'espérer ; mais les engagemens ainsi obtenus par la chasse et l'objurgation ne conservaient plus du système volontaire que l'ombre d'une apparence, — suffisante toutefois, vu la gravité des circonstances, à rassurer le fétichisme anglais pour la liberté individuelle.

La durée d'exercice du *Derby's scheme* était fixée à six semaines et devait se terminer le 30 novembre, mais l'expérience fut prolongée jusqu'au 11 décembre. Les derniers jours qui précédèrent la date fatidique, une vague d'enthousiasme amena des flots de recrues, les bureaux ouverts nuit et jour étaient assiégés, les officiers recruteurs débordés, si bien que

(1) Une application de ce principe vient d'être faite. Le 18 décembre, un ordre du Roi prescrivait l'appel de cinq groupes des *single men* de dix-neuf à vingt-trois ans, en leur fixant pour rejoindre un délai de quinze jours.

neuf cent mille hommes signèrent leur *enlistment* sans avoir le temps de subir l'examen physique.

Ce beau mouvement fit illusion aux partisans du système volontaire, qui triomphèrent passagèrement. On verra plus loin que la réalité vint leur donner un démenti brutal.

Mais en attendant les résultats du *Scheme*, M. Asquith faisait le 22 décembre d'importantes déclarations à la Chambre des Communes, il renouvelait sa promesse déjà faite concernant les hommes mariés enrôlés; il donnait à nouveau l'assurance que ceux-ci ne seraient pas appelés avant que tous les *single men* se soient engagés; enfin il adressait à ces derniers un solennel et suprême appel. Il restait convaincu, ajoutait-il, que ceux qui ne répondraient pas, ne formeraient qu'une « négligeable minorité. »

Le 5 janvier enfin, le rapport publié par lord Derby venait renverser les prévisions trop optimistes : l'opinion publique s'était illusionnée sur le flot des recrues de la dernière heure. Réduits à la sécheresse des chiffres, voici quels étaient les résultats :

Les 5011441 hommes d'âge militaire entre dix-huit et quarante et un ans se décomposaient en 2832210 hommes mariés, 2179231 célibataires.

De ceux-ci, 1029231 n'avaient pas répondu; en en déduisant 378071 *starred men*, ou travailleurs occupés à la fabrication nationale, restait le nombre impressionnant de 651160 réfactaires.

On se trouvait loin de compte avec la « minorité négligeable » dont se leurrait M. Asquith.

« Il ne sera pas possible, concluait lord Derby, de maintenir l'engagement des hommes mariés, tant que les services des célibataires n'auront pas été obtenus par d'autres moyens, le présent système n'ayant pas réussi à les amener sous les drapeaux. »

Le rapport de lord Derby causa dans tout le pays un émoi et une déception sensibles. La nécessité d'une forme quelconque de service militaire apparaissait aux yeux des plus déterminés partisans du système volontaire.

Quant au Premier ministre, sa dernière illusion écroulée, et malgré ses répugnances personnelles, faisant face aux réalités, il se résignait à l'inéluctable. Le 6 janvier, il déposait à la

Chambre des Communes un projet de loi, le *Military Service Bill*.

Bien que partisan du volontariat, disait-il, il regardait la loi comme nécessaire : mais il n'y avait pas lieu, à son avis, d'établir une obligation générale. Aussi le Bill comportait-il de nombreuses restrictions.

Tout d'abord, il ne s'appliquait qu'aux célibataires entre dix-huit et quarante et un ans.

Il ne s'étendait pas à l'Irlande : une population de plus de cinq millions d'habitans échappait ainsi à cette charge.

La durée du service était limitée à la durée de la guerre.

Un droit d'appel était ouvert aux hommes astreints devant trois juridictions successives : comités locaux, tribunaux régionaux et tribunal suprême.

Enfin le Bill était corrigé par un certain nombre d'exemptions dont les principales portaient sur les membres du clergé.

Les hommes reconnus nécessaires au travail national, les soutiens de famille ou ceux qui laisseraient des parens sans soutien : exemple, le dernier fils d'une mère dont les autres auraient été tués.

Enfin ceux qui font valoir une « objection de conscience » *(consciencious objectors)*.

Cette dernière disposition, qui nous paraît singulière, s'explique par l'importance que prennent les questions religieuses en pays anglo-saxon : elle était imitée de la loi militaire australienne. Sont qualifiés *consciencious objectors* ceux qui prouvent devant l'autorité compétente que leurs croyances ne leur permettent pas de porter les armes. On sait que la secte des Quakers, entre autres, professe cette répulsion.

L'intéressé devra toutefois prouver que son objection est authentique, et n'a rien de commun avec une « conversion » de circonstance.

Le *Military Service Bill*, on le voit, comportait nombre de dérogations et de tempéramens, — excluant même de son intitulé les mots d'obligation ou de *compulsion*, — pour rendre moins sensible à la nation anglaise le renoncement à sa liberté la plus chère.

Le même jour, s'adressant à la Chambre des Lords, lord Kitchener déclarait :

« Il est nécessaire que l'engagement pris par le premier

ministre reçoive sa réalisation, afin de maintenir le principe de l'enrôlement volontaire, en ce qui concerne dans l'avenir le service des hommes mariés. Je ne considère pas que le système proposé puisse être regardé comme une dérogation au système volontaire. Il affecte seulement pendant la période des hostilités une seule classe d'hommes parmi lesquels, sans doute, certains n'ont qu'une piètre idée de leurs devoirs de citoyens. A ceux-là, il faut une persuasion plus grande qu'un appel à venir se ranger sous les drapeaux. »

Le chef du War Office, on le voit, semble garder une foi indéfectible dans le principe du Système volontaire.

Nous avons exposé l'irréductible opposition du *Labour Party* à tout mode d'obligation militaire. Aussi les adversaires du Bill tentaient un dernier effort. Au grand Congrès des *Trade-Unions*, dont on sait la puissante organisation, tenu le 6 janvier au *Central Hall* de Westminster, dans une assemblée représentant trois millions de travailleurs, un amendement en faveur du service obligatoire était repoussé par 541 000 voix contre 2 121 000.

A la suite de ce vote, M. G. Henderson, ministre de l'Instruction publique, annonçait qu'il donnerait sa démission de ministre et de député pour en appeler à ses électeurs.

Cependant, le 7 janvier au soir, les débats sur le Bill militaire prenaient fin : et le projet était adopté en première lecture par 405 voix contre 105, la minorité comprenant des nationalistes irlandais, quelques membres dissidens du *Labour Party* et quelques radicaux.

Malgré cette majorité imposante, la démission de trois membres du Ministère de coalition laissait flotter un certain malaise : et certains milieux politiques considéraient la situation comme assez sérieuse pour faire envisager des élections générales.

Mais, outre que l'agitation inséparable de celles-ci donnerait aux nations alliées un déplorable exemple, qui serait exploité par l'opinion ennemie, il semble, comme l'a fait remarquer un membre du Parlement, M. Duke, qu'une saine compréhension de la situation interdise de risquer une chute du Gouvernement et une rupture de la trêve des partis pour un groupe d'hommes qui persistent à manquer à leur devoir envers le pays.

Quoi qu'il en soit, le *voluntary system* paraît définitivement

condamné. La nation anglaise comprend que ce vieux régime n'est plus capable de fournir les armées nécessaires à la victoire.

Sans doute il ne s'agit encore que de l'appel forcé d'un nombre d'hommes restreint, mais le premier pas fait dans cette voie, les gouvernans anglais y persévéreront selon les besoins de l'heure, et la nation, enfin réveillée, ne manquera pas de les suivre.

Ainsi, après avoir dans un magnifique effort formé des milliers de volontaires, la Grande-Bretagne a pris conscience que ce n'était pas assez, que des sacrifices encore plus grands devenaient nécessaires.

Sans doute, le péril d'une invasion allemande en Angleterre paraît écarté. La flotte germanique, réduite par la perte de nombreux croiseurs de bataille, n'ose plus s'aventurer hors du canal de Kiel, qui joue sur le front de mer le rôle d'une grande tranchée. L'activité meurtrière des sous-marins allemands s'est ralentie dans les mers du Nord, tandis que l'apparition inattendue des sous-marins anglais dans la Baltique, appuyés sur des bases navales russes, cause à la *Hochsee flotte* un malaise grandissant et entrave singulièrement la navigation dans cette mer jusqu'alors librement allemande. Mais la vigilance des *men of war* britanniques demeure impuissante contre les oiseaux nocturnes du comte Zeppelin; et les raids meurtriers des grands pirates de l'air ont démontré que l'insularité de l'Angleterre ne suffit plus à protéger son sol contre les insultes, ni ses habitans contre les atteintes d'un ennemi entreprenant et sans scrupules.

D'autre part, l'incessante augmentation de dépenses formidables, l'immensité des pertes chiffrées aujourd'hui à plus d'un demi-million d'hommes, — la fixité des lignes anglaises dans les Flandres en face d'une redoutable muraille d'acier et de béton, l'extension grandissante des fronts de guerre avec leur consommation croissante d'hommes, tout démontre aux esprits anglais que l'heure est venue pour chacun de prendre sa part d'une lutte décisive et sans merci !

Enfin, la marche des Allemands sur Constantinople a achevé de convaincre les moins clairvoyans, en atteignant le principe même de toute la politique anglaise. « Napoléon est allé en Égypte par mer, écrivait récemment le capitaine de vaisseau allemand Persius, un critique autorisé. Aujourd'hui, pour

libérer l'Égypte de la domination britannique, il n'est pas nécessaire de passer par la Méditerranée. Des navires de guerre anglais empêcheraient difficilement de traverser le canal de Suez; et, une fois en Égypte, on peut regarder vers l'Est ou vers le Sud; partout, le regard constate l'impuissance de la domination maritime anglaise. »

Ainsi, pour garantir contre une telle menace l'empire qu'ont édifié quatre siècles de puissance essentiellement maritime, l'Angleterre est amenée à reprendre l'esprit continental et à envisager le développement de ses forces militaires terrestres.

« Suez et l'Égypte, disent nos voisins d'outre-Manche, constituent le cou (*neck*) de la puissance britannique. » Une fois saisi à la gorge par la brutale main teutonne, ce grand corps périrait par étranglement.

Devant la gravité des événemens, l'Angleterre ne peut plus douter que, pour triompher, elle devra comme la France faire appel à toute l'étendue de ses ressources : elle a déjà fourni largement argent et matériel, mais elle peut encore fournir des hommes et constituer avec ses prochaines armées la réserve générale des Alliés sur le front d'Occident.

Alors, à l'impérieuse formule allemande du Kaiser : « Jusqu'au dernier soldat et au dernier cheval ! » les Puissances alliées pourront opposer, en même temps que le clair mot d'ordre français : « La paix par la victoire, » la nouvelle formule de l'empire britannique :

« Jusqu'au dernier homme et au dernier *shilling!* »

HENRI CARRÉ.

# LA DETTE FRANÇAISE

La France, qui avait réussi à financer les seize premiers mois de guerre sans créer de rentes consolidées, vient d'émettre un grand emprunt 5 pour 100, qui a obtenu un succès considérable. Sous beaucoup de rapports, cette opération de crédit se distingue de toutes celles qui l'ont précédée : à aucune époque de notre histoire, nous n'avons connu de chiffres approchant de ceux qui ont été proclamés à la clôture de la souscription.

D'autre part, certaines modalités étaient entièrement nouvelles et constituaient une véritable expérience tentée au regard de notre public. A ces différens titres, l'emprunt de 1915 mérite de retenir une fois de plus notre attention ; il convient, à cette occasion, de retracer l'histoire de la Dette française, que nous diviserons en cinq périodes : celle qui a précédé 1789; celle qui embrasse la Révolution et le premier Empire ; celle qui correspond à la Restauration, la monarchie de Juillet, la République de 1848 et le second Empire; celle qui comprend la guerre de 1870 et la troisième République jusqu'en 1914; enfin, celle qui date de la présente guerre, et qui, en dix-huit mois, a apporté dans ce domaine des modifications plus soudaines et plus considérables que ne l'avaient fait des siècles antérieurs.

Même en tenant compte de la différence de valeur des monnaies d'autrefois et de celles d'aujourd'hui, les chiffres des engagemens du Trésor royal étaient peu de chose à côté de ceux du xx^e^ siècle. Ils avaient cependant fini par provoquer de tels embarras que la chute de Louis XVI a été due en partie à la situation des finances publiques. Le désordre fut au comble au début de la seconde période, sous la Révolution. Mais Napo-

léon apporta un ordre merveilleux dans la gestion des deniers publics et conquit l'Europe sans augmenter les charges de la France. Au cours de la troisième époque (1815-1870), quatre régimes politiques se sont succédé : un trait commun les caractérise, c'est le développement économique rapide du pays, qui, au cours du XIX[e] siècle, s'est industrialisé, et dont les budgets ont alors suivi une progression ininterrompue. La quatrième époque est celle de la troisième République : de 1870 à 1914, la Dette française a triplé, mais une partie notable de cette augmentation a été la conséquence de la politique du second Empire. D'ailleurs, si le capital des emprunts a subi pendant ces quarante-quatre ans une majoration rapide, le taux d'intérêt a baissé presque de moitié, en sorte que les contribuables ont trouvé là une compensation à l'aggravation des charges provoquée par les opérations nouvelles. La cinquième période date du 1[er] août 1914 : elle a déjà vu notre dette consolidée croître de plus de 60 pour 100.

## I. — L'ANCIEN RÉGIME JUSQU'EN 1789

Avoir (est-ce bien le verbe qu'il convient d'employer ?) une dette paraît, de nos jours, l'un des apanages de la souveraineté. Il n'est si minuscule État qui, à l'exemple des plus grands, ne croie devoir emprunter sous forme d'obligations négociables sur les marchés financiers, et qui ne pense affirmer ainsi son droit à l'existence dans le concert des Puissances autonomes. A peine une principauté s'est-elle constituée que, avant même d'avoir coupé tous les liens qui la rattachaient à un État suzerain, elle cherche et trouve des banquiers complaisans qui monnayent sa signature et placent dans le public ses rentes, entourées de garanties plus ou moins sérieuses. Cette forme moderne des emprunts publics a pris, durant le XIX[e] siècle, une extension tout à fait extraordinaire, qui a coïncidé avec le progrès de la fortune mobilière, et qui a fait du crédit des empires, royaumes et républiques, une sorte de marchandise courante, qui s'échange à chaque minute dans les principales Bourses du monde, et dont les cours reflètent le crédit de chacun d'eux, c'est-à-dire l'opinion que la majorité des hommes se forment de la solvabilité du débiteur. C'est l'existence de ces marchés publics, l'ampleur des transactions qui s'y effectuent, qui a

donné, dans le monde contemporain, un aspect particulier au problème des dettes publiques. Mais l'existence de celles-ci n'est pas un phénomène récent. On peut remonter haut dans l'histoire et y trouver à chaque page la trace d'opérations financières par lesquelles les gouvernemens se procuraient des ressources. Les républiques de la Grèce antique (1), la Rome impériale, eurent souvent besoin d'emprunter. L'ancienne monarchie française, à maintes reprises, fit des avances aux nations étrangères, auxquelles elle était alliée, et qui combattaient pour sa politique; mais elle empruntait elle-même à ses propres sujets. Les rentes sur le Trésor et sur l'Hôtel de Ville jouaient un rôle important dans la vie économique de nos pères. Il arrivait que les arrérages n'en fussent pas toujours régulièrement payés. On a souvent cité les vers de Boileau :

... plus pâle qu'un rentier
A l'aspect d'un édit qui retranche un quartier.

En vertu du droit du plus fort, l'État débiteur supprimait parfois un ou plusieurs trimestres de l'annuité qu'il s'était engagé à verser régulièrement et intégralement entre les mains de ses bailleurs de fonds. A mesure qu'on avance dans l'étude de notre histoire, aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, on trouve le Trésor en proie à des difficultés croissantes; on voit les déficits grandir sans cesse, les ministres avoir recours à des expédiens de plus en plus dangereux, si bien qu'on a pu dire que le désordre financier n'avait pas été une des moindres causes de la Révolution de 1789.

L'habitude d'emprunter était beaucoup plus invétérée chez nos rois qu'on ne le croit généralement. En 1287, Philippe le Bel enjoignait à son trésorier de procéder au remboursement d'emprunts contractés antérieurement par lui dans la généralité de Rouen; en 1299, il agissait de même en Saintonge. Son successeur, Louis le Hutin, formule de nombreuses demandes de prêt, qu'il promet de rembourser en affectant à leur sûreté certains revenus de la couronne. Le 4 juin 1315, envoyant des délégués conclure une opération de ce genre à Lyon, il les autorise à assigner aux souscripteurs tous les exploits, émolumens et revenus de ladite sénéchaussée.

(1) Voyez notre communication à l'Académie des Sciences morales et politiques de 1911.

Une ordonnance de 1316, de Philippe V dit le Long, constitue des rentes viagères et des rentes perpétuelles à la charge du Trésor royal. Un mandement de Charles V, de 1364, charge les conseillers du diocèse de Rouen de lever un emprunt et de donner les ordres pour en garantir le service. L'existence d'une Dette publique, dès le XIV^e^ siècle, est attestée par Sully, qui déclare soumises à la revision « toutes les dettes du Roi, même celles contractées avant 1375. » La plupart portaient intérêt, malgré l'hostilité que l'Église témoigna longtemps à ce genre de placement. C'est sous François I^er^ que furent constituées les premières rentes dites de l'Hôtel de Ville. Une administration indépendante du Trésor royal, ne relevant que de l'autorité municipale, fut constituée à Paris. Par lettres patentes du 2 septembre 1522, le Roi donne pouvoir à des commissaires d'aliéner jusqu'à 25 000 livres tournois de rente, à raison de 10 pour 100 et au-dessous, avec engagement sur les aides, gabelles et impositions en la ville de Paris et autres lieux. En 1536, une nouvelle somme de 100 000 livres est fournie au Roi, en échange de 8 333 livres 6 sous 8 deniers de rentes, à répartir entre les « habitans aisés de la ville. » Cela représentait un emprunt contracté au taux de 8 1/3 pour 100 (denier douze, c'est-à-dire un denier pour douze). Le droit de rachat perpétuel était expressément réservé au Roi.

Désormais, beaucoup d'emprunts royaux se firent par l'intermédiaire et sous la garantie des prévôts et échevins de Paris. On admet qu'en 1560, le capital de la Dette s'élevait à 42 millions de livres; il ne cessa d'augmenter jusqu'à la fin du XVI^e^ siècle. Sully, le grand réformateur, s'attacha à l'apurement des comptes. Dès 1593, il proposa à Henri IV de dresser un état de « toutes les dettes auxquelles la France pouvait être engagée, soit à cause des engagemens ou aliénations des domaines, soit par création ou constitution de rentes, soit pour toute autre cause. » En 1604, l'enquête était terminée : une revision aussi équitable que possible réduisit de 6 millions le service annuel de la Dette.

Un siècle plus tard, à la fin du règne de Louis XIV, le contrôleur général Desmarets dut recourir à une mesure analogue : en 1710, une déclaration du Roi prononça la réduction au denier 20, c'est-à-dire à 5 pour 100, de toutes les rentes dues par l'État; en 1713, il diminua le capital d'un certain nombre

d'entre elles, s'appuyant sur le bas prix auquel leurs derniers acquéreurs les avaient obtenues. Le service des rentes n'exigea plus dès lors qu'une somme annuelle de 34 millions de livres. Sous Louis XV, la dilapidation des deniers publics atteignit d'effroyables proportions. Le mémoire au Roi de l'abbé Terray, qui avait été nommé contrôleur des finances à la fin de 1769, évaluait la dette exigible arriérée à 100 millions. L'abbé fit subir aux rentiers des amputations aussi excessives qu'injustifiées, essaya d'emprunter à diverses reprises, et, ne trouvant pas de fonds en France, s'adressa en 1771 à une maison de banque hollandaise, Horneca Hoggues et C^ie^ : celle-ci s'engageait à verser 26 millions contre remise de 2 millions de rentes viagères constituées à 8 pour 100 sur une tête et à 7 pour 100 sur deux têtes. Peu de temps après être monté sur le trône, Louis XVI remplaça Terray par Turgot, qui devint contrôleur des finances le 24 août 1774 : durant sa courte administration, il resta fidèle aux principes qu'il avait posés dès le premier jour : il n'emprunta pas et il ne fit subir aucune violence aux créanciers de l'État. Il estimait, en 1775, à 119 millions de livres la charge annuelle de la Dette perpétuelle, viagère, flottante. Celle-ci comprenait les avances des fermes générales, des recettes générales, de la ferme des Postes, de la caisse de Poissy, de la ferme des droits réservés, des régies des droits réunis, des hypothèques et des domaines, de la régie de la Flandre maritime. Dans le total étaient compris les intérêts des emprunts des pays d'État (Languedoc, Bretagne, Bourgogne, Provence) contractés pour le compte du Trésor, et la Dette envers la Compagnie des Indes. En outre, une dette arriérée exigible représentait un capital de 235 millions.

Turgot tomba en mai 1776, fut remplacé par Clugny, qui céda lui-même la place à Necker au mois d'octobre de la même année. Ce banquier eut immédiatement recours à l'emprunt : en cinq ans, il se procura par cette voie 530 millions de livres, qui servirent à payer les frais de la guerre contre l'Angleterre. Son successeur, Joly de Fleury, continua le même système : en deux ans d'administration, il augmenta le capital de la Dette de 273 millions, chiffre considérable pour l'époque. M. de Calonne fut alors chargé des finances à la fin de l'année 1783 : c'est lui qui proclamait la prodigalité « une généreuse et intelligente économie. » C'était annoncer qu'il aurait largement

recours aux emprunts, selon le système de Necker. Il en créa pour 100 millions dès le mois qui suivit son entrée aux affaires, 125 millions en décembre 1784, 80 millions en décembre 1785, chaque fois au taux de 5 pour 100. Afin d'attirer les souscripteurs, il leur promit des avantages extraordinaires, tels qu'un remboursement en vingt-cinq ans avec accroissement annuel, de 15 pour 100 par an les trois premières années, de 20 pour 100 pour les trois suivantes et ainsi de suite jusqu'à 45 pour 100 pour les trois avant-derniers tirages; le dernier devait donner une prime de 100 pour 100. Des primes, allant jusqu'à 150 000 livres, étaient promises aux obligataires de l'emprunt de 1785, qui avaient la faculté de demander, en échange du capital que le sort leur aurait attribué, des rentes viagères à 9 pour 100. Toutes ces rentes devaient être exemptes de toutes retenues et impositions généralement quelconques et ne pourraient jamais être réduites ni diminuées en aucun cas ni pour quelque cause que ce pût être. En dehors des emprunts directs, Calonne eut recours à d'innombrables expédiens : il se fit consentir par le clergé une avance de 18 millions, verser 12 millions par les administrateurs des domaines pour rachat de leur charges, remettre 70 millions à titre de cautionnement par la Caisse d'escompte; il contracta, par l'entremise des pays d'État, divers emprunts. De tout cela le ministre tira plus de 650 millions de ressources extraordinaires.

C'est sous l'administration de Calonne que fut constituée la *Tontine d'Orléans*, en vertu de lettres patentes du 27 novembre 1785. Le duc d'Orléans était autorisé à constituer une société de 6000 actions de 1000 livres: à chacune était attribuée une rente viagère de 40 livres, qui s'accroissait, à mesure du décès de chaque rentier, au profit des rentiers survivans, le dernier devant jouir de 240 000 livres de rente. L'opération du tiers consolidé réduisit ce chiffre à 80 000 livres : l'annuité a été payée jusqu'en 1883 à une survivancière, qui avait réuni sur sa tête toutes les rentes du début.

En dépit de ces expédiens, le gouffre se creusait. Dans son mémoire du 20 août 1786, Calonne avouait au Roi la situation vraie des finances et demandait la convocation d'une assemblée des notables, à laquelle il exposa tout un plan de réformes, comprenant notamment l'établissement d'une contribution territoriale, la liberté du commerce des grains, la suppression des

douanes intérieures, l'abolition des corvées, le remplacement du système des fermes. Ces projets ne furent pas admis, et Calonne fut remplacé, en avril 1787, par le cardinal de Loménie de Brienne. Celui-ci commença par établir quelques taxes nouvelles, puis proposa de créer une série d'emprunts graduels et successifs, dont l'émission devait avoir lieu annuellement de 1788 à 1792. En dépit de l'opposition du Parlement, l'édit fut enregistré en un lit de justice. Mais le public ne souscrivit pas, et le gouvernement convoqua les États généraux pour le 5 mai 1789.

Comme, en attendant cette réunion, il fallait vivre, le cardinal ne trouva d'autre moyen de se réserver des ressources que celui de suspendre partiellement, le 16 août 1788, les paiemens en numéraire à effectuer par le Trésor : les appointemens et les rentes devaient dorénavant être acquittés pour une fraction seulement en espèces et pour le reste en billets du Trésor royal. Deux jours après, le caissier général de la Caisse d'escompte, seule institution de crédit qui existât, était autorisé à effectuer ses paiemens en Bons. Necker, qui revint alors au pouvoir, s'empressa de faire rapporter cette mesure (arrêt du 4 septembre 1788). Dans son premier discours aux États généraux, il se défendit d'avoir jamais songé à réduire les intérêts de la Dette publique. Le 7 août 1789, il proposa un emprunt, qui fut voté, au taux de 4 1/2 pour 100; mais le public n'en prit qu'une fraction infime. Necker obtint alors que l'Assemblée revînt sur sa première décision et autorisât un emprunt de 80 millions à 5 pour 100.

## II. — LA RÉVOLUTION ET LE PREMIER EMPIRE

Ces diverses rentrées représentaient bien peu de chose en face des engagemens de la nation. Dans son rapport du 18 novembre 1789, M. de Montesquiou présenta le tableau de ce qu'il appelait les dettes criardes, comprenant les anticipations, les arriérés des rentes, les cautionnemens des fermiers et régisseurs généraux et autres fonctionnaires, les arriérés des départemens, les besoins extraordinaires. Il chiffrait le tout à 878 millions. D'autre part, la charge annuelle des rentes perpétuelles et viagères et de l'intérêt des capitaux dus à divers titres s'élevait à 208 millions. C'est à ce moment qu'apparurent

les assignats, au moyen desquels l'Assemblée espérait faire face au déficit et dont l'incroyable abus devait accumuler de si effrayans désastres dans notre pays. Le 22 septembre 1790, Lebrun, au nom du Comité de liquidation, présentait un rapport, d'après lequel le capital de la dette flottante atteignait 1350 millions, sans compter 400 millions d'assignats. Le 29 du même mois, l'Assemblée en créa 800 millions de plus. Un an plus tard, le 16 août 1791, était instituée la Trésorerie Nationale, composée de six commissaires, placée directement sous le contrôle du Comité des finances de l'Assemblée. Au mois d'avril 1792, Cambon déclarait à l'Assemblée législative que les engagemens du Trésor étaient les suivans :

| | | |
|---|---|---|
| Arrérages de la Dette constituée . . . . | 185 | millions |
| Capital de la Dette exigible. . . . . . . . | 1 950 | — |
| Assignats . . . . . . . . . . . . . . . . . | 1 564 | — |

Le 23 septembre suivant, deux jours après la première séance de la Convention dans laquelle la royauté avait été abolie, Cambon rendit compte de la situation : « Il n'y a plus, dit-il, d'autre ressource financière que les assignats, tous les impôts sont taris. Le gouvernement ne peut ni emprunter ni s'imposer. » La loi du 4 octobre 1792 porta à 2400 millions la circulation des assignats : elle devait atteindre 40 milliards.

Au milieu de tant de mesures funestes, il faut signaler l'heureuse initiative prise par Cambon lorsqu'il créa le Grand Livre. La Dette dite constituée se divisait en deux catégories. La première comprenait les rentes de l'Hôtel de Ville ; la seconde, les rentes constituées à la charge des anciens pays d'État, des communautés religieuses ou industrielles, les dettes des communes, des fabriques et du clergé, exigeant une annuité perpétuelle de 89 millions. Au passif figurait en outre la Dette exigible à terme fixe, provenant des divers emprunts remboursables avec primes contractés sous le règne de Louis XVI : de ce chef, 416 millions étaient dus à Paris, 12 millions à l'étranger. La dette exigible liquidée et à liquider se composait du capital des offices de judicature, de finances, de jurande et autres supprimés le 14 juillet 1789, évalué à 626 millions. A ces sommes, il y avait lieu d'ajouter les assignats mis en

circulation, ce qui conduit au total suivant, à la date du 1er août 1793 :

| | | |
|---|---|---|
| Capital de la Dette constituée, au taux de 5 pour 100 | 1 797 | millions. |
| Dette exigible à terme fixe | 429 | — |
| Dette exigible à liquider | 626 | — |
| Assignats | 3 775 | — |
| Total | 6 627 | — |

La loi du 24 août 1793 ordonna la création d'un Grand Livre, dans lequel seraient inscrites toutes les créances contre le Trésor au fur et à mesure de leur reconnaissance. Ce Grand Livre serait le titre unique des créanciers de l'État. En moins d'une année, le travail était achevé. Le 16 nivôse an III, Cambon put annoncer à la tribune que les quatre cinquièmes des inscriptions avaient été remises aux ayants droit.

Quand le Directoire entra en fonctions, il essaya de remplacer les assignats par des cédules hypothécaires, gagées directement sur un milliard (valeur de 1790) de biens nationaux. En même temps, il décréta un emprunt forcé de 600 millions *en valeurs métalliques*, que devaient souscrire les citoyens aisés, répartis à cet effet en seize classes, dont la contribution devait varier entre 50 livres au minimum et 5 000 au maximum. A défaut de métaux, les grains, calculés au cours de 1790, ou les assignats, calculés au centième de leur valeur nominale, seraient reçus en paiement. Malgré tous les efforts du gouvernement, le public fournit à peine 100 millions en numéraire. La loi du 28 ventôse an IV créa 2400 millions de mandats territoriaux comportant hypothèque, privilège et délégation spéciale sur tous les biens nationaux : la valeur de ces domaines fut fixée à vingt-deux fois leur revenu de 1790. En dépit de cette soi-disant garantie, le sort de ces mandats fut celui des assignats ; très peu de mois après leur apparition, ils n'étaient plus admis que pour le centième de leur valeur. Il est facile de comprendre quelle était alors la détresse des rentiers, dont les arrérages étaient payés en cette monnaie pour ainsi dire inexistante. La loi du 9 vendémiaire an VI (30 septembre 1797) vint consommer leur ruine partielle, en décrétant l'opération qui est restée fameuse dans l'histoire sous le nom de Tiers consolidé. Chaque inscription perpétuelle ou viagère portée au Grand Livre fut ramenée au

tiers; les deux autres tiers furent déclarés remboursables en bons mobilisés au porteur, qui pourraient servir à l'acquisition de biens nationaux en France et à Saint-Domingue, la rente perpétuelle étant capitalisée à 5 et la rente viagère à 10 pour 100. Les rentes furent encore un fois déclarées exemptes de toute retenue présente et future. La loi du 22 frimaire an VII exonéra de tous droits d'enregistrement les inscriptions au Grand Livre, leurs transferts et mutations, les quittances des intérêts payés et généralement tous les effets de la Dette.

Lorsque Napoléon eut rétabli l'ordre dans les comptes de la nation, il apporta tous ses soins à ne pas augmenter le chiffre de la Dette : « Le temps n'est pas venu pour la France, disait-il à Mollien, de fonder ses finances sur les emprunts. Elle ne doit songer qu'à payer exactement les intérêts de sa Dette sans en accroître le capital. » L'Empereur resta fidèle à ce programme et ne recourut pas au crédit. La Caisse d'amortissement racheta à diverses reprises des chiffres de rente plus ou moins importans. En 1814, au moment de la Restauration des Bourbons, la Caisse possédait 3 700 000 francs de rentes : mais elle fut alors supprimée et réunie au Trésor.

### III. — LA RESTAURATION, LA MONARCHIE DE JUILLET, LA SECONDE RÉPUBLIQUE, LE SECOND EMPIRE

En 1815, le total des rentes 5 pour 100 inscrites s'élevait à 63 millions : tel fut le legs du premier Empire à la monarchie de Louis XVIII. Les déficits des exercices 1812, 1813 et 1814 avaient modifié la situation prospère des finances impériales : l'arriéré exigible s'élevait à 759 millions. Le baron Louis et le comte Corvetto, premiers ministres des Finances du nouveau gouvernement, eurent fort à faire pour rétablir l'équilibre : ils y parvinrent en émettant des rentes, des annuités, des reconnaissances de liquidation et des obligations du Trésor. Leurs successeurs, le comte Roy et le comte de Villèle, persévérèrent dans cette politique.

En présence de ces lourdes charges, l'idée de reprendre l'amortissement de la Dette devait se présenter à l'esprit d'administrateurs soucieux de leur responsabilité. Le 23 décembre 1815, le comte Corvetto proposa la création d'une nouvelle Caisse d'amortissement, qui fut décidée par la loi du

28 avril 1816. Le revenu des postes lui était exclusivement et immuablement attribué; le Trésor devait parfaire ce qui manquerait pour le porter à 14 millions par an, et verser en outre chaque mois à la Caisse 500 000 francs. Cela faisait une dotation de 20 millions, qui fut doublée en 1817.

L'ordre ayant été ramené dans les finances, l'indemnité aux Puissances étrangères payée, le territoire évacué, le cours des fonds publics remonta, et, en 1825, M. de Villèle put tenter la conversion du 5 pour 100 qui avait alors atteint le pair. Il en existait 197 millions de rente. Il proposa de les convertir au pair en un 4 1/2 pour 100 garanti contre le remboursement jusqu'en 1835, ou en un 3 pour 100 à 75 francs. L'opération échoua : 1 million de rente seulement fut convertie en 4 1/2 et 24 millions en 3 pour 100, en sorte que l'économie annuelle ne dépassa guère 6 millions. Le capital nominal de la Dette avait d'autre part été augmenté de plus de 200 millions.

Une autre loi de la même année, celle du 27 avril 1825, créa 30 millions de rente 3 pour 100, c'est-à-dire un capital d'un milliard, destinés à indemniser les émigrés dont les biens avaient été confisqués et aliénés, « en exécution des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement. » Les rentes seraient inscrites à raison d'un cinquième par an, du 22 juin 1825 au 22 juin 1829. Au 1er janvier 1831, il avait été attribué un capital de 829 millions. La loi du 5 janvier 1831 raya 131 millions du Grand Livre au profit de l'État. Dix ans plus tard, en 1841, un solde de 3 millions en capital fut encore annulé. En résumé, la Restauration avait inscrit au Grand Livre 159 millions de rentes, destinées presque exclusivement à liquider les engagemens du passé; mais la Caisse d'amortissement, de 1816 à 1830, avait racheté 54 millions de rente, correspondant à un capital d'un milliard de francs, en sorte que pendant cette période l'augmentation de l'annuité budgétaire affectée au service de la rente dépasse à peine 100 millions.

Cette gestion avait été sage. Le gouvernement de Juillet, à peine installé, eut à faire face à des dépenses extraordinaires, pour lesquelles il eut recours à l'emprunt. Une loi du 24 mars 1831 ordonna l'émission d'un emprunt 5 pour 100 au capital de 120 millions. Le 8 août 1832, une autre émission de 150 millions eut lieu au cours de 98,50. Le 18 octobre 1841, un capital de 150 millions en rentes 3 pour 100 fut mis aux

enchères et adjugé au prix de 78,52. Le 9 décembre 1844, 200 millions du même fonds trouvèrent preneur à 84,75; le 8 août 1847, 350 millions furent souscrits à 75,25. En même temps qu'il procédait à ces émissions, le gouvernement se préoccupait de consolider la Dette flottante, de plus en plus considérable, qu'il contractait vis-à-vis des Caisses d'épargne par suite de l'afflux des versemens des déposans. A plusieurs reprises, des rentes furent remises à la Caisse des dépôts et consignations, en représentation des sommes dont elle était créancière à la suite de la remise faite par elle au Trésor des fonds des porteurs de livrets.

L'un des traits particuliers de l'histoire de la Dette française sous Louis-Philippe, c'est la répétition des tentatives, toujours infructueuses, qui furent faites de convertir la rente 5 pour 100. Ce fonds se maintint au-dessus du pair pendant la majeure partie du règne et atteignit souvent des cours très élevés. Dès 1836, un ministre et plusieurs députés demandèrent, sans succès, qu'il fût procédé à l'opération. L'idée fut reprise en 1838; la Chambre des députés, dans sa séance du 5 mai, adopta une proposition en vertu de laquelle la conversion devait avoir pour effet de réduire au moins de moitié le service de la rente sans augmenter le capital de plus d'un cinquième; mais la Chambre des pairs la rejeta. En 1840, Hippolyte Passy, ministre des Finances, déposa un nouveau projet, qui fut défendu par son successeur, Pelet de la Lozère, et encore une fois repoussé par la Chambre haute. Garnier-Pagès en 1844, Muret de Bort en 1845, M. de Saint-Priest en 1846, rouvrirent la question, sans obtenir plus de succès.

Une loi importante en ce qui concerne la Dette publique fut celle du 10 juin 1833, qui décida que la dotation de la Caisse d'amortissement, dont le chiffre était alors de 44 millions, serait répartie au marc le franc du capital des diverses dettes 5, 4 1/2, 4 et 3 pour 100, pour être employée à des rachats; mais bientôt une partie des disponibilités de la Caisse d'amortissement fut appliquée à l'acquisition de rentes nouvelles émises par le Trésor et non plus à l'annulation de titres retirés du marché. Dès lors, le but de l'institution était faussé; aussi les résultats, qui avaient encore été considérables pendant les trois premières années de la monarchie de Juillet, puisqu'ils s'étaient traduits par des rachats de près de 13 millions de rentes,

allèrent-ils en s'amoindrissant : du 1er juillet 1833 à fin décembre 1847, il n'a été annulé qu'une quantité égale à celle de la période 1830-1832. Il est vrai que, pendant ce laps de temps, 910 millions ont été fournis par la Caisse d'amortissement pour payer les travaux extraordinaires et couvrir les déficits des budgets. Les dix-huit années du règne de Louis-Philippe ont amené une augmentation d'inscriptions au Grand Livre, de 44 millions de rentes : mais ce chiffre comprend 32 millions qui ont été remis à la Caisse d'amortissement : l'accroissement réel n'a donc été que de 12 millions.

La République de 1848 créa, dès ses débuts, des rentes qu'elle remit aux porteurs de Bons du Trésor échus et aux déposans des Caisses d'épargne, le 3 pour 100 étant calculé à 55 et le 5 pour 100 à 80, puis à 71,60. D'autre part, il fallut porter de 3 à 5 l'intérêt sur l'emprunt qui était en voie d'émission en 1847, mais sur lequel les souscripteurs, au moment de la révolution de Février, n'avaient encore effectué qu'un premier versement. D'autres inscriptions au Grand Livre eurent pour objet le rachat du chemin de fer de Paris à Lyon et les indemnités données aux propriétaires d'esclaves qui furent affranchis dans nos colonies. Au total, le chiffre des rentes créées par la deuxième République, s'éleva à 53 millions de francs.

L'une des premières mesures du gouvernement de Louis-Napoléon fut la conversion du 5 pour 100, ordonnée par le décret du 14 mars 1852. Il offrait aux porteurs de 5 pour 100 de les rembourser au pair ou de remplacer leurs titres par ceux d'un fonds 4 1/2, garanti contre le remboursement pendant dix ans. A cette échéance, c'est-à-dire en 1862, M. Fould, qui était alors ministre des Finances, opéra la transformation du 4 1/2 et du 4 pour 100 en 3 pour 100 : il laissa aux porteurs la même rente que celle dont ils jouissaient, mais en la capitalisant sous forme de titres 3 pour 100, et en leur demandant, pour prix de l'augmentation de capital nominal qu'il leur consentait, une modique soulte de 5,40 par unité de 4 1/2 et de 1 fr. 20 par unité de 4 pour 100. Il encaissa de ce chef une maigre somme de 157 millions, tandis que le capital de la Dette publique avait été augmenté d'une somme décuple, 1 600 millions. Ce fut une opération fâcheuse, qui avait tous les caractères d'un mauvais expédient budgétaire.

Le second Empire émit plusieurs emprunts. Celui de 250 millions, de mars 1854, laissait aux souscripteurs la faculté de demander du 4 1/2 à 92,50 ou du 3 pour 100 à 65,25 : il leur fut attribué un capital de 100 millions du premier fonds et de 240 millions du second. Une autre opération, motivée comme la précédente par la guerre de Crimée, eut lieu au mois de janvier de l'année suivante, avec des taux d'émission presque identiques à ceux du précédent emprunt, 92 et 65,25 : elle procura au Trésor un demi-milliard, pour lequel furent inscrits au Grand Livre 8 millions de rentes 4 1/2 et près de 16 millions de rentes 3 pour 100. Un troisième emprunt, émis en juillet 1856, procura 780 millions, pour lesquels 36 millions de rente furent créées. La guerre de Crimée ajouta ainsi 2200 millions au capital de la Dette. La guerre d'Italie amena, dès le mois de mai 1859, un emprunt qui fut émis, suivant le système antérieurement adopté, à la fois en 4 1/2 et en 3 pour 100, à 90 et à 60,50. La guerre du Mexique provoqua l'opération de conversion dont nous avons parlé plus haut et qui procura au Trésor environ 200 millions de francs. Au mois d'août 1868, un capital nominal de 650 millions en rente 3 pour 100 fut mis en souscription à 69,25 : il fit entrer dans les caisses du Trésor 450 millions, destinés à couvrir les déficits des exercices précédens et à payer un certain nombre de dépenses militaires. Au total, le capital nominal des emprunts contractés sous le second Empire, avant la guerre de 1870, dépasse 4 milliards.

### IV. — LA GUERRE DE 1870 ET LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE JUSQU'A LA GUERRE ACTUELLE

La guerre de 1870, comparée à celle d'aujourd'hui, nous paraît un jeu d'enfans : l'importance des effectifs engagés, le nombre des rencontres, la puissance des armes et des projectiles, la conduite générale des opérations elles-mêmes, tout diffère à un tel point que les hommes de la génération d'alors, qui sont les vieillards d'aujourd'hui, cherchent vainement à mesurer, d'après les événemens d'il y a quarante-six ans, les conséquences probables des batailles présentes. Au point de vue financier il en est de même. Nous dépensons, en deux mois, autant de milliards qu'en exigea toute la campagne d'alors, et, bien que notre Dette publique, à la veille des événemens actuels, fût

triple de ce qu'elle était à la fin du second Empire, il ne suffira pas de la doubler comme en 1871 et 1872 pour acquitter nos charges nouvelles. Cependant, l'effort demandé au pays fut déjà considérable : aux dépenses militaires proprement dites, s'ajoutèrent celles de la liquidation, de l'indemnité à payer et de la réorganisation complète de nos armées, de nos arsenaux, de nos forteresses.

L'un des traits nouveaux du financement de la guerre de 1870 fut l'intervention de la Banque de France, qui jamais encore ne s'était produite dans une pareille mesure. Le gouvernement s'adressa à elle pour obtenir des avances, qui s'élevèrent successivement à près de 1 600 millions. Dès le 18 juillet, la Banque, vis-à-vis de laquelle l'État n'était engagé que pour 60 millions à lui avancés en 1857, escompte pour 50 millions de francs de Bons du Trésor; le 18 août, ce chiffre est porté à 100 millions; le 19 août, la Banque prête 40 millions, contre garantie de titres, à la Caisse de dépôts et de consignations, pour lui permettre de fournir aux Caisses d'épargne les fonds réclamés par les déposans. Le 23 septembre, un crédit de 75 millions est ouvert à Paris au gouvernement de la Défense nationale; le 5 décembre, un nouveau crédit de 200 millions est accordé. Le 11 janvier 1871, la Banque avance 400 millions, garantis par les forêts domaniales; elle reçoit des Bons du Trésor à 3 mois, qu'elle escompte au taux de 3 pour 100. Pendant que ces opérations s'effectuaient dans Paris investi, d'autres prêts étaient consentis par la Banque, en province, à la délégation du gouvernement, qui s'était transportée d'abord à Tours, puis à Bordeaux. Au mois de juillet 1871, le total des avances, y compris l'ancien découvert de 60 millions, s'élevait à 1 530 millions.

Le cours forcé des billets avait été établi par une loi du 12 août 1870, qui fixait à 1 800 millions le maximum de la circulation. Ce maximum avait été, par étapes successives, porté en dernier lieu à 3200 millions par la loi du 15 juillet 1872. Dès le 2 janvier 1872, l'État s'était engagé à rembourser à la Banque 200 millions de francs par an; en 1878, il avait acquitté l'intégralité de sa dette, à l'exception de 80 millions, qui s'ajoutèrent aux 60 millions avancés depuis 1857. En 1896, à la veille du renouvellement du privilège de la Banque, l'avance permanente consentie au Trésor fut élevée à 180 millions et cessa de produire intérêt. En 1911, elle fut portée

à 200 millions de francs, qui ne sont exigibles qu'en 1920, lors de l'expiration du privilège de la Banque. Le service rendu par elle aux finances publiques avait été considérable : avec une grande sagesse, le gouvernement comprit qu'il ne fallait pas user en temps de paix du crédit de l'institut d'émission, mais le ménager comme une de nos meilleures réserves de guerre. Il aurait même dû, selon nous, s'abstenir de lui demander les 200 millions dont nous venons d'exposer les origines et qui ont servi en partie à l'État à fournir des avances aux Caisses de crédit agricole. Nous voyons en ce moment combien cette prudence était justifiée et combien il était nécessaire de laisser intactes, pour les jours d'épreuve, l'intégrité des forces de la Banque.

La Banque de France n'avait d'ailleurs fourni au gouvernement qu'une partie des fonds dont il avait besoin. Dès le début du mois d'août 1870, M. Magne, alors ministre des Finances, émit un emprunt de 800 millions de francs en rente 3 pour 100, au prix de 60 fr. 60. Pour obtenir cette somme, il avait fallu créer un capital nominal de 1 327 millions. Au mois d'octobre suivant, le gouvernement de la Défense nationale fit négocier à Londres, par M. Clément Laurier, un capital de 250 millions de francs en rente 6 pour 100 amortissable : cette opération est restée connue dans l'histoire sous le nom d'emprunt Morgan. On sait que cette maison se trouve de nouveau étroitement mêlée à nos finances de guerre en 1914-1916. C'est par son intermédiaire que le gouvernement français achète les fournitures qu'il fait venir des États-Unis ; c'est elle qui s'est mise à la tête du syndicat américain qui a acquis les titres de l'emprunt anglo-français émis à New-York, au mois d'octobre 1915. L'opération de 1870 avait été onéreuse pour l'emprunteur, qui dut payer un taux de 7,42 pour 100 et se reconnaître débiteur d'un quart de milliard, alors qu'il ne recevait que 202 millions.

Dès 1875, M. Léon Say fit disparaître le type 6 pour 100 de notre Grand Livre, en donnant, en échange de chaque obligation de l'emprunt Morgan au capital de 500 francs et d'une soulte en espèce de 144 francs, 30 francs de rente 3 pour 100 perpétuelle.

Les négociations que nous venons de rappeler avaient tout juste suffi pour couvrir les dépenses de la campagne. Aussitôt

la paix de Francfort signée, nous dûmes recourir à des opérations d'une plus vaste envergure pour réparer les désastres, et avant tout libérer le territoire. Un emprunt, destiné à produire 2 milliards de francs effectifs, fut offert au public le 27 juin 1871, en rentes 5 pour 100, au prix de 82 fr. 50 : le succès fut grand. Ce fut un premier rayon de soleil dans le ciel assombri de la patrie que l'empressement significatif avec lequel Français et étrangers apportèrent leur or aux guichets du Trésor public. L'année suivante, une nouvelle quantité du même fonds 5 pour 100 fut mise en souscription au prix de 84 fr. 50 (loi du 15 juillet 1872). On demandait 3 milliards, il en fut souscrit 44. De mémoire d'homme, aucun emprunt n'avait jamais rencontré pareil accueil. Le capital inscrit au Grand Livre, à la suite de ces deux opérations, fut de 6 800 millions de 5 pour 100. En très peu de temps, le cours remonta au pair, qui fut dépassé dès 1874. Le nouveau 5 pour 100 ne cessa de s'élever, si bien qu'en 1881 on le vit franchir le cours de 121. Ce prix démontrait avec la dernière évidence que le taux de notre crédit avait changé, et que la France trouverait tous les capitaux qu'elle voudrait à un prix bien inférieur à celui qu'elle avait dû payer au lendemain des défaites de 1870. Le cours de la rente 3 pour 100, qui s'éleva en 1880 jusqu'à 87, indiquait qu'un taux de moins de 4 pour 100 était dès lors celui qui correspondait à notre puissance financière. La conversion était mûre : elle aurait pu se faire dès cette époque. On crut devoir la différer, pour des raisons de politique et de sentiment; on voulait ménager les souscripteurs qui, aux jours d'épreuve, avaient apporté leur or au pays.

Ce ne fut qu'en 1883 que le 5 pour 100 fut converti en un fonds 4 1/2, qui était garanti contre tout remboursement pendant dix ans. Le cours s'en établit au-dessus du pair, et sa conversion, à l'échéance, en 3 1/2 pour 100 ne fut qu'un jeu. Dès le 17 janvier 1894, le taux le plus élevé payé par la France à ses créanciers était de 3 1/2 pour 100. Quelques anciennes rentes 4 et 4 1/2 pour 100, qui subsistaient encore et dont l'une remontait à un emprunt de 1829 et l'autre était le résidu de la conversion Villèle de 1825, avaient été, par M. Rouvier, converties en 3 pour 100. C'est en 1887 qu'eut lieu cette opération, qui portait sur un capital d'environ 900 millions et qui amena la disparition de 37 millions de rente 4 1/2 et d'un

demi-million environ de rentes 4 pour 100. Le Trésor y trouva un bénéfice de 173 millions, parce qu'il fut créé un chiffre de rentes 3 pour 100 égal à celui des rentes converties, et que l'excédent de ce chiffre sur le montant nécessaire à la conversion fut aliéné.

Pendant que s'accomplissaient ces brillantes opérations, un nouveau fonds avait été créé, le 3 pour 100 amortissable, dont le but spécial était de fournir au Trésor la somme dont il avait besoin pour l'exécution du vaste programme de travaux publics arrêté vers 1878, et auquel le nom de M. de Freycinet est resté attaché. M. Léon Say, qui fut le créateur de ce nouveau type, jugea que, si l'État empruntait pour construire des ponts, des canaux, des voies ferrées, il devait prévoir, à l'heure même où il s'endettait, l'extinction graduelle de la charge ainsi contractée. C'est pourquoi il s'arrêta à un fonds remboursable dans une période égale à celle qui est assignée en général aux Compagnies de chemins de fer pour l'extinction de leurs obligations. Tous les titres de rente amortissable auront disparu en 1955. Chaque année, le 1er mars, un tirage au sort désigne les numéros de celles des 175 séries qui sont appelées au remboursement. La première émission eut lieu en 1878, par voie de placement direct en Bourse par le ministère des agens de change; une nouvelle en 1881, au cours de 83 fr. 25; une dernière en 1884, au cours de 76 fr. 25. En outre, il a été créé des rentes amortissables pour la consolidation de la Dette flottante, la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, de sorte que le capital nominal inscrit au Grand Livre s'est élevé à 4 254 millions.

La rente 3 1/2 pour 100, créée en 1894, était garantie contre tout remboursement pendant huit ans, c'est-à-dire jusqu'en 1902. Dès que cette échéance eut été atteinte, M. Rouvier se préoccupa de convertir un fonds qui avait largement dépassé le pair et d'unifier la Dette française au taux de 3 pour 100. Cet habile ministre procéda à une conversion dite différée, c'est-à-dire qu'il promit aux porteurs qui accepteraient l'opération quatre années d'intérêt à 3 1/4 avant de les réduire à 3 pour 100. Pour procéder immédiatement à la délivrance d'obligations à ce taux, la loi du 9 juillet 1902 ordonna le paiement anticipé de la différence d'intérêt d'un quart pour 100 pour la période intérimaire, ce qui faisait un franc par 3 francs

de rente. Cet ingénieux procédé permit d'unifier, dès 1902, la totalité de la rente 3 pour 100, qui figurait alors dans le Grand Livre pour un capital nominal de 21 milliards et demi de francs. Dans ce chiffre est compris un montant de 265 millions de francs, émis au pair le 21 décembre 1901, en vertu de la loi du 6 du même mois. C'est M. Caillaux qui avait ainsi capitalisé l'annuité que la Chine s'est engagée à nous verser, en réparation des dommages causés à nos nationaux par l'insurrection des Boxers.

A cette époque, la totalité de la Dette consolidée française était représentée par le 3 pour 100 perpétuel et le 3 pour 100 amortissable, qui se tenaient l'un et l'autre aux environs de 102. Ce fut l'apogée de notre crédit, qui fléchit quelque peu au cours des années suivantes; ce recul était d'ailleurs dû à des circonstances générales plutôt qu'à des causes intrinsèques.

Sous l'influence d'une activité industrielle intense et des guerres sud-africaine, russo-japonaise, italo-turque, balkaniques, le loyer des capitaux s'élevait et les fonds de tous les États baissaient : en 1913, notre 3 pour 100 tomba aux environs de 83, et l'amortissable aux environs de 88. Aussi lorsqu'en 1914, le gouvernement français se décida à émettre un emprunt, eut-il recours au type 3 1/2 pour 100, alors que, depuis le commencement du siècle, il n'avait pas créé de rentes à un taux supérieur à 3 pour 100. Le 7 juillet 1914, fut émis un capital de 900 millions de francs en rentes 3 1/2 pour 100, amortissables en vingt-cinq ans, offertes aux souscripteurs à 91. Les coupons de cet emprunt devaient être soumis à l'impôt sur les valeurs mobilières de 4 pour 100, c'est-à-dire que le revenu de 3 francs 50 par 100 francs de capital nominal était en réalité ramené à 3 francs 36. C'était la première fois qu'une rente nationale était ainsi frappée. Nous verrons bientôt que les ministres des Finances n'ont pas persisté dans cette voie, et qu'on est aujourd'hui revenu au principe tutélaire des émissions de rentes nettes d'impôt.

En résumé, à la veille de la guerre, notre dette consolidée, en chiffres ronds, se composait de :

22 milliards de 3 pour 100 perpétuel.
4 milliards de 3 pour 100 amortissable.
1 milliard de 3 1/2 pour 100 amortissable.

Au total : 27 milliards de francs.

Si l'on ajoute à ce chiffre celui que représente la capitalisation des annuités dues à divers titres, des pensions civiles et militaires, de la Dette flottante, on arrive à une somme qui approche de 40 milliards de francs, soit à peu près mille francs par tête d'habitant.

Avant de clore ce chapitre et d'entrer dans la période qui correspond à la guerre actuelle, et qui, sur le terrain financier comme sur les autres, marque un tournant de l'histoire, il est intéressant de rappeler quelles furent, jusqu'à cette date, les principales fluctuations des cours des rentes françaises.

Les mouvemens de nos fonds publics, examinés de près, donnent les indications les plus instructives sur la situation du pays au point de vue économique et politique. Bien que la concordance des effets de la prospérité des affaires et de la stabilité gouvernementale ne soit pas absolue, on n'en reconnaîtra pas moins que notre crédit s'élevait à mesure que la nation avait plus de confiance dans l'avenir de ses destinées et se livrait avec plus de sécurité aux travaux qui devaient développer sa force productive.

Le 3 pour 100 perpétuel, qui fit son apparition, en 1825, aux environs de 76, tomba un moment au-dessous de 60, mais se releva graduellement jusqu'au cours de 86, qu'il dépassa en 1840. Il fléchit assez sensiblement jusqu'à la fin du règne de Louis-Philippe, et recula passagèrement, après la Révolution de 1848, jusqu'au cours de 32. Il valut 86 francs en 1852 et 51 francs en 1870, accusant ainsi une oscillation de près de 50 pour 100 entre le début et la chute du second Empire. Il s'est alors relevé sans interruption, pour ainsi dire, jusqu'en 1897, année au cours de laquelle il dépassa le cours de 105. Il est revenu aujourd'hui aux environs de 64.

Le 3 pour 100 amortissable, né en 1878, a eu des variations parallèles, d'une façon générale, à celles du 3 pour 100 perpétuel, mais avec des caractéristiques qui méritent d'être relevées. En principe, il est évident qu'un fonds remboursable dans une période déterminée, doit valoir plus qu'une rente perpétuelle, lorsque la cote de celle-ci est inférieure au pair, et moins, lorsque cette rente se tient au-dessus du pair : dans le premier cas, en effet, le remboursement est un avantage, et dans le second, un inconvénient. D'autre part, cet avantage ou cet inconvénient sont d'autant plus sensibles que l'on

s'approche davantage de la fin de la période d'amortissement. Cependant, les fluctuations de la rente amortissable n'ont pas toujours obéi à cette loi. En 1901, son cours le plus bas a été de 99,10, alors qu'au cours de la même année, le 3 pour 100 perpétuel n'est pas descendu au-dessous de 99,85. Au contraire, depuis que celui-ci est entré dans une ère de fléchissement, l'écart entre les deux fonds s'est tendu au profit de l'amortissable : en 1913, ce dernier fonds n'est pas descendu au-dessous de 87,50, tandis que le 3 pour 100 a reculé un moment jusqu'à 83,45. Aujourd'hui, le perpétuel est à 64, tandis que l'amortissable est à 75.

L'étude des cotes du 5 pour 100 nous fait remonter à la période révolutionnaire, au cours de laquelle le désordre financier l'avait fait tomber un moment au niveau invraisemblable de 9 ; il est vrai que, la même année, il remontait à 24. Sous le premier Empire, il atteignit son prix le plus haut, 93,40, le 27 août 1807. En 1814, il connut les points extrêmes de 45 et de 80. Sous la Restauration, il dépassa 110, en 1829 ; sous Louis-Philippe, il descendit au-dessous de 75, en 1831, et franchit 126 en 1844. La République de 1848 le vit, à ses débuts, tomber à 50, et dépasser notablement le pair au début de 1852. Il disparaît alors pour faire place au 4 1/2, dont le plus bas cours, 75, fut enregistré en 1859, au moment de la guerre d'Italie, et le plus élevé, 118, en 1880, à la veille du *boom* de l'Union générale. Le nouveau 5 pour 100, créé en 1871, dépassa le pair dès 1874, 121 en 1881, et fut, en 1883, converti en un 4 1/2 qui ne vécut que dix ans et oscilla entre les cours extrêmes de 113 et de 111. Le 3 1/2, qui lui succéda, se négocia entre 100 et 109.

D'une façon générale, la cote de nos fonds publics a atteint son apogée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à une époque où la paix semblait raffermie en Europe, où les capitaux étaient abondans, et où l'équilibre budgétaire avait été rétabli. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, des événemens politiques et économiques sont venus modifier cette situation : un essor industriel considérable dans les diverses parties du monde, les guerres nombreuses qui se succédèrent, à de brefs intervalles, en Europe et en Asie, firent rouvrir le Grand Livre de la Dette de plusieurs États et provoquèrent une dénivellation générale des crédits. Au cours de cette période, nos fonds ont fléchi moins rapidement que ceux

de la plupart des Puissances européennes, mais d'une manière assez sensible cependant.

### V. — LA GUERRE DE 1914-1916

C'est à 26 milliards environ que s'élevait, avant la guerre actuelle, le capital du 3 pour 100 perpétuel et du 3 pour 100 amortissable. Cette Dette consolidée exigeait, pour son service annuel, 812 millions. Il faut ajouter à ce chiffre celui de la Dette viagère, s'élevant à 341 millions, et des annuités dues à divers titres, notamment du chef des conventions avec les Compagnies de chemins de fer : ce dernier chapitre atteignait 165 millions, tandis que celui de la Dette flottante s'élevait à 1 432 millions, dont 1 914 rapportaient intérêt. La partie de cette Dette flottante qui est représentée par des Bons à court terme, n'était, au moment où la guerre éclata, que de 195 millions. Les avances de la Banque de France atteignaient un total de 200 millions, celles de la Banque de l'Algérie 5 millions de francs seulement.

C'était à ces deux sources, que le gouvernement allait s'adresser en premier lieu. En ce qui concerne la Banque de France, il n'eut tout d'abord aucune mesure spéciale à prendre. La convention de 1911 avait prévu le cas de guerre : il suffit de faire approuver par le Parlement les accords qui prévoyaient un prêt au Trésor de 2 900 millions par la Banque de France et de 100 millions par la Banque de l'Algérie. Le maximum de la circulation des billets était fixé à 9 milliards pour le premier de ces établissemens et à 400 millions pour l'autre.

Dès le mois de septembre 1914, il apparut que les montans prévus ne seraient pas suffisans. Un nouveau traité intervint, par lequel la Banque de France s'engageait à porter son découvert à 6 milliards. Des décrets de septembre 1914 élevèrent le maximum de sa circulation de 9 à 12 milliards et celui de la Banque de l'Algérie de 400 à 450 millions. Enfin, au mois de mai 1915, le maximum de l'avance fut fixé à 9 milliards et celui de la circulation à 15 milliards. Le taux d'intérêt que l'État paie est de 1 pour 100 ; en réalité, l'impôt qu'il prélève sur la circulation dite productive ramène ce taux à 7/8 pour 100. Il sera relevé à 3 pour 100 un an après la conclusion de la paix. Mais ce supplément de 2 pour 100 n'ira pas grossir les profits

des actionnaires; il servira à amortir les pertes éventuelles que la Banque aura pu subir du chef de son portefeuille moratorié, c'est-à-dire des effets de commerce qu'elle avait escomptés avant la guerre et dont l'échéance s'est trouvée successivement reculée par une série de décrets pris au cours des hostilités. Au bilan du 30 décembre 1915, la circulation des billets était de 13 milliards, et l'avance consentie à l'État de 5 milliards, en dehors des 200 millions dont nous avons expliqué l'origine.

La Banque de l'Algérie, de son côté, par convention en date du mois d'octobre 1915, a fait à l'État une nouvelle avance de 100 millions et a vu le maximum de sa circulation porté à 500 millions par décret du 27 novembre 1915.

A côté de ces milliards, le gouvernement en a demandé d'autres aux Bons du Trésor. En temps ordinaire, ces Bons, qui ne sont pas autre chose qu'un billet à ordre émis par le caissier payeur central du Trésor à l'échéance de 3, 6 ou 12 mois, servent à régulariser le service des dépenses publiques, lorsque les recettes ne rentrent pas aussi vite que s'effectuent les paiemens. En temps de guerre, ils rendent un service analogue: mais comme alors les recettes, même au bout de l'exercice, n'équilibrent pas les débours, il faut avoir recours à l'émission de Bons d'une façon permanente jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli, c'est-à-dire jusqu'à la conclusion de la paix.

Au début de la guerre, le montant des Bons en circulation s'élevait à 427 millions; le 7 septembre suivant, il avait été réduit à 350 millions. C'était là un chiffre très faible, à peine égal à celui qui, en temps de paix, alimente les besoins courans de la Trésorerie. Le ministre avait coutume d'opérer le placement de ces Bons dans une clientèle restreinte, celle des Chambres de commerce et des banquiers. Il a jugé que le moment était venu de s'adresser au public, de lui faire connaître ces valeurs si intéressantes au point de vue de la sécurité et du rendement. Il a pour cela décidé de créer de petites coupures et d'en opérer la vente par l'entremise des comptables directs du Trésor, des receveurs des administrations financières et des receveurs des postes, de façon à multiplier les guichets où les acheteurs pourraient s'approvisionner. Le décret du 13 septembre 1914 a décidé que ces Bons porteraient le nom de Bons de la Défense nationale : l'intérêt est de 4 pour les Bons à trois mois, de 5 pour les Bons de six mois à un an. Ils sont

admis pour la libération des souscriptions à tous emprunts futurs, avec droit de préférence pour les souscripteurs qui les apportent en paiement.

Ces Bons sont rapidement devenus populaires et ont constitué l'emploi favori des disponibilités des sociétés et des particuliers. Le montant placé en a augmenté de mois en mois. Ils conviennent spécialement aux personnes morales et aux particuliers qui, tout en ayant des sommes d'argent dans leurs caisses, ne sauraient les consacrer à des achats de rentes perpétuelles, parce que dans un bref délai, ils peuvent avoir besoin de retrouver la libre disposition de leurs fonds : ils ne peuvent donc les employer qu'à l'acquisition de valeurs à courte échéance, dont le capital est fixe et la rentrée certaine. Les Bons du Trésor répondent admirablement à ce desideratum, surtout depuis que la Banque de France a pris, en novembre 1914, l'engagement d'escompter ceux dont l'échéance ne dépasse pas trois mois. Dès le début d'octobre dernier, M. Ribot faisait connaître au Conseil des ministres la progression satisfaisante des souscriptions et indiquait la préférence manifestée par le public pour l'échéance la plus lointaine, preuve de sa confiance dans la signature de l'État.

Un décret du 2 septembre 1914 avait fixé à 940 millions le montant des Bons à émettre pour le service de la Trésorerie et les négociations avec la Banque de France. Cette limite fut élevée à 1 400 millions par décret du 3 décembre suivant, à 4 1/2 milliards par la loi du 27 mars, à 6 milliards par celle du 18 mai 1915, à 7 milliards en août. Dans cette dernière limite n'est pas compris le montant des Bons que le ministre a été ou sera autorisé à remettre à la Banque de France, pour être escomptés au profit des pays alliés ou amis. D'après le bilan du 30 décembre 1915, le total en atteignait alors 630 millions.

Afin de permettre aux bourses les plus modestes de participer à ces opérations, un décret et un arrêté du mois d'août 1915 ont créé des Bons de la Défense nationale de 5 et de 20 francs, qui peuvent à tout moment être transformés en obligations, dont la plus petite coupure est de 100 francs : il leur est alors tenu compte des intérêts à raison de 2 ou de 8 centimes par mois. Au bout d'une année, ils sont remboursables au pair avec un intérêt de 5 pour 100. Ils sont également admis pour la libération des souscriptions aux futurs

emprunts de l'État. Le 12 novembre 1915, M. Ribot déclarait à la Chambre que le total des Bons en circulation s'élevait à 8 353 millions.

En dehors des Bons qu'il a placés et place tous les jours en France, le gouvernement en a émis à l'étranger. A la fin de 1914, d'après l'exposé que M. Ribot a présenté au Parlement au mois de décembre, il avait été placé pour 102 millions de francs de Bons du Trésor en Angleterre et aux États-Unis. La loi du 7 mai 1915 a autorisé la création de Bons du Trésor, destinés à être remis ou gouvernement britannique et escomptés par lui, le produit net de l'escompte devant être appliqué au paiement d'achats effectués par la France sur certains marchés étrangers. Cette autorisation a été donnée pour 1 059 500 000 francs, soit 42 millions de livres sterling au change de 25 francs 22 la livre. Ces Bons ont été créés à six mois d'échéance, sont renouvelables et devront être remboursés un an au plus tard après la conclusion de la paix. Le gouvernement britannique s'est engagé à appliquer à l'escompte de ces Bons le taux auquel il négocie sa propre signature dans la Cité. Enfin, nous avons, au mois d'octobre 1915, placé aux États-Unis, conjointement avec le gouvernement anglais, un emprunt de 500 millions de dollars, dont la moitié, c'est-à-dire, au change actuel, environ 1 500 millions de francs, nous a permis de solder une partie de nos achats américains.

D'autre part, la France a, depuis le début de la guerre, consenti des prêts à la Belgique, à la Grèce, à la Serbie, au Monténégro. Le décret du 27 octobre 1914 autorisait le ministre des Finances à ouvrir, dans les écritures centrales du Trésor, un compte de fonds spéciaux intitulé « avances à des gouvernemens ou à des établissemens étrangers » et à y imputer une somme répartie comme suit :

| | francs. |
|---|---|
| Avance au gouvernement belge. . . . . . . . | 250 000 000 |
| — au gouvernement serbe. . . . . . . . . . | 90 000 000 |
| — à la Banque du Monténégro . . . . . . . | 500 000 |
| Total . . . . | 340 500 000 |

Un décret du 20 novembre 1914 a autorisé une avance de 20 millions à la Grèce. Le 4 mars 1915, une loi a porté à 1 350 millions le total de ces avances. A cette date, il avait déjà

été prêté 185 millions à la Serbie. Des avances ont été consenties à la Russie par l'Angleterre et la France. En outre, des conventions sont intervenues avec la Banque de Russie, pour lui fournir à Paris des fonds dont la contre-valeur était portée à Petrograd au crédit de la Banque de France. Cet avoir représente la plus forte part du chapitre « Disponibilités à l'étranger » qui figure pour plus d'un milliard (exactement 1 056 millions) dans la dernière situation de 1915 de la Banque de France.

Les avances que nous avons accordées ou que nous pouvons être appelés à fournir à divers pays alliés ou amis ont augmenté d'autant les besoins de notre propre Trésor, auquel les prêts de la Banque et les Bons ne suffisaient pas. Le ministre a eu alors recours à un troisième mode d'emprunt, tenant le milieu entre la Dette flottante ordinaire, à court terme, et les rentes consolidées, nous voulons parler des obligations décennales 5 pour 100 de la Défense nationale, qui sont remboursables au pair au plus tôt en 1920, au plus tard en 1925, et qui ont été créées par la loi du 10 février 1915; il en a été délivré jusqu'en novembre de la même année.

Ces obligations de la Défense nationale ont rencontré auprès du public un très bon accueil. Elles ont été demandées pour un chiffre qui n'atteint pas tout à fait la moitié de celui des Bons, ce qui s'explique par le fait que ces derniers attirent à eux la masse des capitaux qui ne peuvent s'engager que pour de très courtes périodes, des semaines, des mois tout au plus. D'autre part, les Français n'étaient pas accoutumés, avant la guerre, à ce type de valeurs d'État remboursables à échéance déterminée, intermédiaire entre le Bon qui est une véritable lettre de change et la rente perpétuelle, dans laquelle la notion du remboursement du capital disparaît devant celle du paiement de l'intérêt annuel, seul engagement pris par le débiteur. Il s'est écoulé quelque temps avant que les capitalistes appréciassent tous les mérites de ce titre, dont le revenu réel dépasse 5 1/2 pour 100 et se rapprocherait de 6 pour 100, si le gouvernement faisait usage, dès 1920, de son droit de le rembourser au pair.

La loi récente qui a réglé les conditions d'émission de l'emprunt 5 pour 100 en rente perpétuelle, a suspendu l'émission des obligations de la Défense nationale et autorisé, conformément aux engagemens pris vis-à-vis des porteurs,

l'échange de ces obligations contre des titres de l'emprunt nouveau. La majeure partie des détenteurs a fait usage de cette faculté et abandonné leurs créances, remboursables au plus tard dans neuf ans, contre une dette perpétuelle, dont ils ne pourront jamais réclamer le capital à l'État. C'est pour celui-ci un allégement considérable de son passif à brève échéance.

Au mois de novembre 1915, le ministre des Finances jugea le moment venu d'émettre un emprunt consolidé. Seize mois de guerre avaient été conduits avec les ressources procurées par l'impôt, par la Banque de France, par les Bons et les obligations de la Défense nationale émis à l'intérieur et à l'étranger. Il convenait de recourir maintenant à l'aliénation de rentes perpétuelles. Nous avons exposé, dans la *Revue* du 1er décembre 1915, comment M. Ribot fut amené à choisir le type de 5 pour 100, à déterminer les diverses conditions de l'opération, prix d'émission, durée de la période pendant laquelle l'État renonce à son droit de rembourser le porteur, conversion facultative du 3 pour 100, admission à la souscription, au pair ou bien au prix d'émission, des Bons et obligations de la Défense nationale.

L'une des grandes innovations apportées aux habitudes du public français était la non-limitation du chiffre de l'emprunt. Lors des opérations antérieures, le total des rentes offertes par l'État était toujours fixé à l'avance, ce qui permettait aux souscripteurs de se livrer à des calculs de probabilité sur la répartition à attendre, et les engageait souvent à majorer leurs demandes en vue d'une réduction éventuelle. C'est ainsi que, dans certains cas, ces demandes ont été dix, quinze, vingt fois supérieures au total de l'emprunt.

En décembre 1915, rien de semblable ne pouvait se produire. Chacun était certain de recevoir tout ce qu'il souscrivait et limitait, en conséquence, strictement sa demande au chiffre qu'il désirait obtenir. C'était écarter d'avance le péril de la spéculation, mais c'était restreindre en même temps la possibilité de ces feux d'artifice de souscriptions qui, à d'autres époques, avaient paru un témoignage éclatant de la confiance du public dans le crédit de l'État.

La souscription, ouverte le 25 novembre, a été close le 15 décembre suivant. Les résultats ont été considérables. Dès le 24 décembre, M. Ribot déclarait à la tribune du Sénat que

le nombre des souscripteurs en province atteindrait 2 millions, et qu'avec le contingent de Paris, le chiffre de 3 millions serait certainement dépassé. Cela correspond à une moyenne de 5000 francs de capital par tête de rentier.

A côté des grosses souscriptions, ajoutait le ministre, nous avons une infinité de petites souscriptions, apportées pieusement pour la défense de la patrie. Des gens pauvres, humbles, attendirent des heures pour souscrire 5, 10 ou 15 francs de rentes, à la porte des Caisses d'épargne, aux guichets de la poste ou de ceux que le ministère des Finances a installés au Pavillon de Flore, dans le palais des Tuileries. En Angleterre, nous avons recueilli 602 millions avec 22000 souscripteurs. La Suisse a donné plus de 100 millions. En Italie, en Égypte, en Espagne, dans les pays scandinaves, en Amérique du Nord et du Sud, en Australie, partout on a tenu à envoyer à la France un témoignage de sympathie et à marquer la confiance qu'on a dans son crédit.

Pour quelques-uns de ces pays, la position du change a favorisé le mouvement. Il résultait en effet de la prime à laquelle le dollar des États-Unis, le florin des Pays-Bas, la livre sterling britannique, le franc helvétique, la peseta espagnole étaient cotés par rapport au franc, que les Américains, les Hollandais, les Anglais, les Suisses et nos voisins transpyrénéens se trouvaient en mesure de souscrire, pour une même somme de leur monnaie nationale, une quantité de rentes plus forte. Prenons comme exemple un Genevois qui, le 1er décembre, voyait le change à 90, c'est-à-dire que, moyennant 90 francs suisses, il se procurait 100 francs français. Les 87 fr. 25 à verser à Paris pour obtenir 5 francs de rente ne lui coûtaient que $\frac{90 \times 87,25}{100}$ soit 78 fr. 525. Au lieu de placer son argent à 5,73, il le place à 6,37. Il est vrai que si, lors de l'échéance des coupons, le change n'était pas remonté au pair, il subirait une perte proportionnelle sur cet encaissement : mais il est probable que, dès que la guerre sera terminée, on reviendra à la situation normale. L'exemple que nous avons choisi s'appliquerait également aux quatre autres pays à qui le change est passagèrement favorable. Mais d'autres raisons les ont décidés à souscrire. Les sympathies de New-York s'étaient déjà affirmées lors de l'émission sur cette place de l'emprunt

franco-anglais. Les Espagnols se sont souvenus de tout ce que le capital français, au cours du XIXe siècle, a fait pour le développement de la péninsule. La Revue la *Actualidad financiera* rappelait que, lors de la guerre cubaine, en 1898, la France avait avancé au ministère d'*Ultramar* les sommes nécessaires au prompt envoi de la flotte et des troupes à la Havane : grâce à cette amicale intervention, faite aux conditions les plus modérées, la prime du change sur France, qui était montée un moment à 110, enlevant ainsi à la peseta espagnole plus de la moitié de sa valeur, était retombée à 70. Nos voisins n'ont pas oublié ces événemens; ils y ont vu une raison de plus, pour s'associer au grand mouvement de souscription à l'emprunt français de 1915.

Le capital souscrit atteint 14 milliards et demi de francs : il a été fourni, jusqu'à concurrence de 5 milliards et demi, par des espèces, et de 2 milliards et demi par des Bons de la Défense nationale. Il convient d'ailleurs de compter les souscriptions faites en Bons comme équivalentes à des souscriptions en numéraire : si en effet les Bons n'avaient pas été employés à cet objet, ils n'eussent pas tardé à être présentés, à l'échéance, au Trésor qui aurait eu à débourser une somme égale. Le reste a été couvert par des obligations décennales et de la rente 3 pour 100 apportée à la conversion.

Dans la majeure partie des cas, le montant total a été versé au moment même de l'émission : jamais encore une proportion semblable de titres n'avait été libérée à la souscription d'aucun emprunt. A ces divers points de vue, quantité du capital mis à la disposition du Trésor, qualité des souscriptions, multiplicité des parties prenantes, il est permis de dire que c'est un succès sans précédent. Il est encore plus remarquable, si l'on considère que nos départemens les plus riches du Nord et de l'Est sont encore occupés par l'ennemi, que le pays est troublé dans ses moyens de production, que beaucoup de Français ne peuvent disposer de leurs créances, tels que les propriétaires qui n'ont pas touché leurs loyers, les porteurs d'effets de commerce dont les moratoires successifs ont prorogé les échéances. C'est donc avec des économies réalisées et non avec des économies escomptées que l'emprunt a été souscrit. Dès le premier jour, il est classé, c'est-à-dire entré dans les portefeuilles d'où il n'est pas destiné à sortir. La spéculation, dans le mauvais sens du mot, n'a pris aucune part à l'opération. Il n'est point venu

aux guichets, comme c'est souvent le cas, cette foule de souscripteurs qui n'ont d'autre but que de réaliser un bénéfice rapide, en se préparant à revendre dès le lendemain, avec une légère prime, les titres obtenus par eux. Cette prime s'est produite, puisque, avant la fin de l'année 1915, on cotait déjà l'emprunt à Londres à 2 pour 100 au-dessus du cours d'émission, et que, depuis le 5 janvier 1916, il se négocie à la Bourse de Paris au-dessus du prix d'émission. Mais ce cours n'a point provoqué d'offres de la part des rentiers, qui désirent encaisser leurs coupons et non pas profiter d'une plus-value de capital.

Les réserves de la France sont encore considérables. Elles continueront à s'accroître, non pas aussi rapidement qu'en temps de paix, mais avec une intensité suffisante pour préparer, aux prochaines émissions que le Trésor sera amené à faire, un accueil aussi empressé que celui qui a été réservé à l'emprunt de la Défense nationale, en décembre 1915. On a tellement le vertige des milliards en ce moment que des chiffres qui, avant la guerre, nous eussent fait rêver, nous paraissent aujourd'hui tout naturels. Si l'on nous avait pourtant annoncé, en juillet 1914, lorsque nous émettions moins d'un milliard de 3 1/2, que, dix-huit mois après, en plein conflit, avec d'immenses armées sur pied, nous recueillerions sans difficulté 15 milliards de francs, nous serions peut-être demeurés sceptiques en face de cette prédiction. Elle vient de se réaliser. Il a été souscrit autant de milliards à notre emprunt que notre alliée l'Angleterre en a recueilli, au mois de juillet 1915, lors de l'émission de son second emprunt de guerre. La comparaison n'est pas pour nous déplaire. La dernière opération britannique avait été, il est vrai, précédée d'une première émission de 9 milliards de francs de 3 1/2 pour 100, en novembre 1914. Mais on peut dire que le placement de nos Bons et de nos obligations décennales avait fourni à notre Trésor des ressources équivalentes à celles du premier emprunt de guerre anglais. Nous ne saurions faire un meilleur éloge de nos finances que de dire qu'elles sont à la hauteur de celles de la Grande-Bretagne, qui n'a pas cessé d'exceller sous ce rapport. Il est intéressant de constater que nos alliés ont été amenés à hausser de 2 1/2 à 4 1/2 le taux de leurs fonds publics, tandis que nous avons passé du type 3 1/2, pratiqué par nous à la veille de la guerre, à celui de 5 pour 100. En ce qui concerne la Dette flottante, le Trésor bri-

tannique délivre en ce moment des bons à toute échéance à 5 pour 100, tandis que nous plaçons nos Bons trimestriels à 4 pour 100. Le nivellement des deux crédits de la France et du Royaume-Uni a été en quelque sorte officiellement constaté par l'émission à New-York d'un emprunt conjoint, contracté par les deux gouvernemens, et dont le service est assuré pour moitié par chacun d'eux.

Ce qui est très remarquable dans l'emprunt francais 5 pour 100 de 1915, c'est qu'il a été souscrit avec une facilité que tous les témoignages sont unanimes à faire ressortir. De bien des côtés on nous assure que, si la souscription eût été prolongée de quinze jours, d'autres milliards auraient été apportés au Trésor. L'ouverture des guichets a suivi de si près l'annonce de l'opération, que bien des gens n'ont pas eu le temps de préparer leurs disponibilités. Dans beaucoup de cas, les capitalistes, grands et petits, cherchaient à réaliser en France ou à l'étranger des valeurs qu'ils désiraient arbitrer contre la rente nouvelle : mais ces ventes, à l'époque actuelle, ne s'exécutent pas avec la même rapidité qu'en temps ordinaire. Souvent il a fallu renoncer à l'effectuer, faute d'être certain d'y réussir en temps utile. Notre gouvernement n'a pas encore offert aux porteurs nationaux de titres étrangers les facilités que le Cabinet anglais a données pour les titres américains, sur lesquels il s'est déclaré prêt à consentir des avances. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de prendre une mesure de ce genre à Paris (1). En vue d'une nouvelle émission, nos rentiers sauront se préparer eux-mêmes des fonds en continuant à réaliser une partie de leur portefeuille étranger. Il ont encore des réserves puissantes, qui garantissent au prochain emprunt, qui verra le jour vraisemblablement au cours de l'été 1916, un succès égal à celui du premier.

L'expérience acquise lors de l'émission de décembre 1915 servira sous divers rapports. Le personnel qu'il a fallu recruter hâtivement aura acquis une expérience qui facilitera et accélérera la marche des opérations futures. Si, lors du prochain

(1) Le Trésor anglais s'est déclaré disposé à se charger de la vente des titres américains que leurs possesseurs désireraient réaliser, ou à consentir des avances a ceux qui ne voudraient pas s'en défaire immédiatement. Toutefois, dans ce dernier cas, le gouvernement se réserve le droit, à toute époque, de procéder à l'aliénation des titres, en accordant aux propriétaires une bonification de 2 1/2 pour cent au-dessus du cours du jour.

emprunt, on a soin d'imprimer à l'avance une grande quantité de titres et de les tenir prêts à être aussitôt livrés aux souscripteurs contre versement des espèces, au lieu de les obliger à passer par la filière d'un grand nombre de reçus provisoires et de récépissés successifs, on encouragera singulièrement les demandes de la petite clientèle, qui a tant contribué au succès et au classement immédiat de la nouvelle rente 5 pour 100. Ne perdons pas de vue que c'est la collaboration active, intelligente, ardente pourrions-nous dire, de la nation tout entière qui, en matière financière comme en matière militaire, assure le succès des opérations. Certes elle a besoin d'être guidée; des chefs clairvoyans et résolus sont indispensables : mais dès qu'ils montrent la voie, ils sont suivis.

Un élément extrêmement important, qu'il ne faut jamais perdre de vue lorsqu'on étudie la Dette française, c'est le fait qu'elle est pour ainsi dire tout entière placée en France, possédée par nos nationaux. Certes, nous avons salué avec joie et fierté les souscriptions étrangères qui sont venues nous apporter le témoignage éclatant du jugement porté, non seulement par nos alliés, mais par les neutres, sur notre crédit. Mais nous devons constater que l'immense majorité des créanciers du Trésor, aussi bien en ce qui concerne les rentes consolidées que la Dette flottante, sont des Français. C'est là une force singulière pour nos finances, pour notre marché monétaire, pour celui des changes. La perte temporaire que notre monnaie subit par rapport à celle de certains États, qui nous fournissent en grandes quantités le matériel de guerre supplémentaire dont nous avons besoin et pour le paiement duquel nous avons des sommes énormes à leur envoyer, est peu de chose à côté de celle qui atteint le mark allemand et la couronne autrichienne; l'un est déjà amputé de 25, l'autre de 40 pour 100 de sa valeur. Ce sont là les signes d'un affaiblissement financier, dont la répercussion doit être profonde dans la vie économique des deux Empires du Centre. C'est l'un des effets de la maîtrise des mers, que l'admirable marine anglaise, en dépit des sous-marins teutons, assure si magnifiquement, avec le concours des flottes alliées, depuis le début des hostilités. L'arrêt d'un commerce extérieur qui permettait à nos ennemis de placer tous les ans des milliards de leurs produits au dehors, l'emprisonnement, dans leurs propres ports et dans ceux des nations

neutres, de leurs navires marchands, est une cause de gêne qui va s'aggravant pour eux très rapidement. Leurs ressources s'épuisent, tandis que les nôtres se maintiennent.

La France peut donc continuer sans inquiétude la lutte glorieuse qu'elle soutient pour son indépendance, pour celle des nations que l'Austro-Allemagne prétendait écraser. Nous ne manquerons pas plus de munitions financières que d'obus pour nos canons et de cartouches pour nos fusils. Nous avons montré non seulement de quelles ressources matérielles nous disposions, mais comment, à l'heure du péril, tous les citoyens savaient les mettre en commun pour le salut public. Une pareille union est le gage le meilleur du triomphe définitif. L'emprunt 5 pour 100 de 1915 a marqué une étape sur le chemin de la victoire. N'est-ce pas d'ailleurs de ce nom qu'il a été, dès le premier jour, baptisé par ses souscripteurs?

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

# LA POÉSIE CLASSIQUE

## DANS

## LES "MÉDITATIONS"

On a beaucoup parlé du romantisme des classiques. En recherchant dans les œuvres les plus fameuses du romantisme les traces de l'esprit classique, on ne se livrerait pas seulement au jeu facile qui consiste à faire ressortir la vanité des classifications et dénominations d'école. La question a une tout autre portée. Il s'agit de constater dans l'histoire de notre littérature, à travers les changemens qui sont la condition même de la vie, la persistance de certains traits par lesquels se caractérise l'esprit français. Les plus hardis novateurs, alors même qu'ils se font fort de rejeter l'héritage de leurs aînés, le recueillent et le continuent. C'est, au sens large et précis du mot, la tradition. Aujourd'hui plus que jamais nous en sentons le prix, et nous voyons avec certitude que le maintien de cette culture française intéresse directement les destinées du pays. Alors même que nous semblons nous détourner de notre passé et nous abandonner à des influences étrangères, nous restons fidèles aux tendances essentielles de la race. C'est la vérité à l'appui de laquelle une édition nouvelle des *Méditations* (1) nous fournit tout un arsenal de preuves et un luxe de documens.

Cette édition inaugure une deuxième série de la célèbre

(1) Lamartine. *Méditations poétiques*, nouvelle édition par M. G. Lanson. 2 vol. in-8°. Collection des Grands Ecrivains de la France. Deuxième série. — XVIII° et XIX° siècles (chez Hachette).

« Collection des Grands Écrivains de la France » publiée par la librairie Hachette. Ce que la première série a fait pour les écrivains du XVII^e siècle, il restait à le faire pour ceux des XVIII^e et XIX^e siècles. La nouvelle collection comprendra, non pas leurs œuvres complètes — c'est leur faute : pourquoi ont-ils tant écrit? — mais leurs œuvres principales. Après les *Méditations* de Lamartine, que suivront les *Harmonies* et *Jocelyn*, viendront *la Légende des siècles*, qu'on nous promet pour une date très prochaine, puis *le Génie du christianisme*, des romans de Stendhal, de Balzac, etc. Pour le XVIII^e siècle, les chefs-d'œuvre de Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Diderot. Il faut féliciter la librairie Hachette d'avoir fait dater de la tourmente actuelle cette entreprise de longue haleine, qui est un hommage à l'esprit français et un acte de foi dans sa vitalité. Elle en a confié la direction à M. Gustave Lanson, qui, par sa large et précise érudition, en assurera le succès, et dont il n'est que juste de dire que le choix s'imposait.

Avec ses riches références, avec son appareil critique abondant et pourtant mesuré, l'édition savante des *Méditations*, due précisément à M. Lanson, sera désormais celle dont se serviront les historiens de la littérature comme du plus précieux instrument de travail. L'établissement même du texte offrait peu de difficultés. Il n'était que de nous remettre sous les yeux, tel que l'ont eu les contemporains, le petit recueil dont l'apparition émut si fort la sensibilité du XIX^e siècle : les vingt-quatre *Méditations* poétiques parues, sans nom d'auteur, au Dépôt de la librairie grecque-latine-allemande, le 13 mars 1820. Les éditions qui se sont rapidement succédé n'y ont apporté que de légères modifications : Lamartine n'était pas l'homme des retouches et des corrections. L'embarras commence quand il s'agit d'assigner une date à chaque morceau : les indications fournies par le poète lui-même ne sont pas toujours exactes, et les recherches les plus minutieuses n'aboutissent souvent qu'à des conjectures. Un commentaire suivi accompagne le texte. Les nombreux rapprochemens qu'y a groupés M. Lanson permettent, en replaçant la poésie lamartinienne dans l'ensemble de la production contemporaine, de montrer, mieux qu'on n'avait encore fait, par quels liens elle se rattache à ce qui a précédé, et ce qu'elle a apporté de vraiment neuf.

Longtemps, on a considéré la date de 1820 comme celle d'une

révélation. Un jeune poète, qui ne savait que son âme, venait d'inventer une poésie qui ne ressemblait à rien de déjà connu, et à laquelle tout ce qui suivrait devrait ressembler : cette révélation était une révolution. Lamartine n'avait pas été étranger à cette interprétation, où son amour-propre trouvait son compte. Rien de plus faux. Le caractère qu'a eu le moins la poésie lamartinienne, c'est celui de l'imprévu. La preuve en est dans le succès immédiat et incontesté qui l'a accueillie. M. Lanson a réuni les jugemens de la presse littéraire sur les *Méditations*. C'est à peine si, dans un concert de louanges, on discerne quelques fausses notes. Il est vrai que *le Constitutionnel* met fort au-dessus du *Lac* les petites pièces de M^me^ Desbordes-Valmore. Dans la *Minerve littéraire*, E. Dupaty traite *le Lac* de galimatias qui ne restera pas « dans la mémoire des gens de goût » et lui préfère les simples vers de M. Pillet. Dans *le Globe*, Ch. de Rémusat met Lamartine sur le même rang que Béranger et Casimir Delavigne, non sans qualifier ce dernier d'être « celui peut-être qui promet le plus à l'avenir. » N'oublions pas M^me^ de Genlis, qui, dans *l'Intrépide*, affecte d'être juste, mais sévère, — avec intrépidité! Lamartine, ayant parlé de ruines qui dorment sous les herbes, « l'herbe est poétique, prononce cette prude personne, les herbes ne le sont pas, parce qu'au pluriel elles rappellent l'usage journalier qu'on en fait dans les cuisines. » Et, parmi les appréciations les moins pénétrantes, signalons celle de Victor Hugo, qui, dans *le Conservateur littéraire*, cite l'*Homme*, *Dieu*, la *Poésie sacrée*, la *Semaine Sainte*, met l'*Invocation* au-dessus de toutes les autres pièces du recueil, et, sauf *le Souvenir*, n'a remarqué aucune des poésies purement lamartiniennes. Son excuse est qu'il avait dix-huit ans. Mais l'applaudissement fut général. Plus encore qu'un succès de presse, les *Méditations* furent un succès de public. C'est donc qu'elles trouvèrent un public préparé à les comprendre. La révélation, s'il y en eut une, était très attendue.

Ni pour les sentimens ni pour leur expression, les *Méditations* ne contenaient rien qui fût de nature à choquer le lecteur et ses habitudes d'esprit. La versification en est toute classique. Le plus ancien souvenir d'une impression littéraire que Lamartine retrouvât dans sa mémoire, était celui de son père lui lisant *Mérope*. C'est en écoutant les vers de Voltaire que son oreille s'était ouverte à l'harmonie du vers français.

Il est, une fois pour toutes, imprégné de Voltaire et de Racine : vous entendez bien qu'il s'agit de Louis Racine, dont le poème sur *la Religion* eut, au début du XIX[e] siècle, sa plus grande vogue. Il a lu pareillement Parny, Bertin, Gresset, et il a versifié à leur imitation : les quatre livres d'élégies, dont il a fait un beau jour le sacrifice, étaient dans cette manière, qui fut sa première manière et dont nous pouvons nous faire une idée par les morceaux conservés dans la *Correspondance*. Il goûtait dans ces petits poètes du XVIII[e] siècle une nuance de tendresse encore superficielle et de sensibilité fugitive. Les Anglais lui enseignèrent la mélancolie, la rêverie triste, délicieusement triste, dans les brumes du paysage et dans les brumes de l'âme. Ossian plus que tout autre. « Ossian fut l'Homère de mes premières années : je lui dois une partie de la mélancolie de mes pinceaux. » Mais Young presque autant qu'Ossian. Nous avons coutume de railler Baour Lormian, — ou Lormian Baour, — et d'être sévères à Letourneur coupable de n'avoir pas traduit littéralement Shakspeare. Il serait plus juste de reconnaître tout ce que nous leur devons pour les nouveautés qu'ils ont acclimatées chez nous. Ajoutez le désenchantement de *Werther* et la notion de l'infini que Virieu avait rapportée d'Allemagne à son ami. Auparavant, Lamartine s'était plongé dans les *Confessions* et *la Nouvelle Héloïse* ; il découvrait un jour Chateaubriand ou M[me] de Staël, un jour Pope ou Byron. On ne saurait trop le redire : dans les années qui ont suivi sa sortie du collège de Belley, il a été un grand dévoreur de livres. C'est alors qu'il a fait, une fois pour toutes, provision d'idées et de souvenirs littéraires. Parmi les ouvrages qui ont influé sur lui, M. Lanson ne se contente pas de signaler les grands livres ; il tient compte aussi, et avec raison, d'ouvrages secondaires, médiocres peut-être, mais imprégnés de l'air du temps et qui l'apportaient à un lecteur impressionnable. Le Lamartine des années d'apprentissage se tient au courant de tout ce qui paraît. « Ainsi le livre qu'il apportera, quelle que soit son originalité, sera rattaché par mille liens à la vie française, à la vie européenne d'hier et d'aujourd'hui : ce ne sont point du tout des chants sauvages éclos dans une solitude visitée seulement de quelques génies immortels. » Cinquante ans de modes littéraires ont précédé et préparé les *Méditations*.

Non certes que le morceau, le vers, la phrase, le mot, dont

telle pièce ou tel passage de Lamartine évoque irrésistiblement le souvenir, en ait été à proprement parler l'origine. Cette poésie n'est nullement livresque. En multipliant les citations, le savant éditeur n'a pas prétendu que chacun accusât un emprunt du poète : il a voulu seulement indiquer les états d'âme déjà répandus dans la littérature, pour montrer que Lamartine en était pénétré et qu'ils agissaient en lui, par l'intérieur, comme les sources de son inspiration. Il ressort de ce travail de comparaison que tous les thèmes lamartiniens étaient déjà des lieux communs de la littérature sentimentale, avant que le poète les eût repris, pour leur donner, comme à autant d'ébauches, une forme définitive. Voici *l'Isolement*, première pièce et, en quelque sorte, préface du recueil. Il est composé de trois thèmes qui s'enchaînent : un thème pittoresque, la description du paysage au coucher du soleil; un motif sentimental, l'impression d'universelle solitude causée par l'absence de la femme aimée; un thème mystique, l'aspiration au bien idéal, vague objet de nos vœux. Or la méditation du soir devant la nature était à la mode depuis un demi-siècle, et déjà liée dans *Werther* au sentiment de la désespérance. L'idée que, pour un être qui lui manque, le monde est dépeuplé, était dans *la Nouvelle Héloïse*, dans *Delphine* et dans *René*. Enfin M^me^ de Staël avait dit : « Le sentiment de l'infini est le véritable attribut de l'âme... on ne peut entendre ni le vent dans la forêt, ni les accords délicieux des voix humaines; on ne peut éprouver l'enchantement de l'éloquence ou de la poésie; surtout on ne peut aimer avec innocence, avec profondeur, sans être pénétré de religion et d'immortalité. » Voici, placé à la fin du recueil, l'*Automne*. Chez les anciens et leurs imitateurs de la Renaissance, cette saison des fruits et des vendanges signifiait la richesse, l'abondance et la joie de vivre; au contraire, chez certains poètes modernes des pays septentrionaux, au XVIII^e^ siècle, elle est devenue le symbole des mêmes idées tristes que l'hiver éveillait jadis chez les anciens; chez Millevoye l'idée de la chute des feuilles s'associe à celle de la chute des jours. C'est alors que Lamartine s'empare du sujet : désormais, la *Chute des feuilles* nous fait l'effet d'une complainte d'ailleurs charmante, l'*Automne* est le chef-d'œuvre lyrique. Le thème du *Golfe de Baïa*, une promenade en barque, est dans Rousseau. Celui du *Soir*, évocation des morts dans tous les bruits et tous les rayons, a été popularisé

par Ossian : « N'est-il point dans les airs quelque ombre dont la robe en passant fait frémir ton feuillage? Souvent on voit les âmes des morts voyager dans les tourbillons des vents, quand la lune part de l'Orient et roule dans les Cieux. » Et ainsi de suite.

La teinte même partout répandue, la mélancolie, est la nuance alors à la mode, la seule qui se portât en poésie. Lamartine a reçu de son époque cette idée toute faite que, seul, le malheur a une vertu poétique. Que ce soit Elvire ou Graziella, il ne les chante qu'en les pleurant. Il s'apercevra plus tard qu'il y a une poésie de l'amour heureux et, — j'en demande pardon aux romantiques, — c'est auprès de sa femme qu'il s'en apercevra. Marianne Birch devenue M<sup>me</sup> de Lamartine a inspiré au poète quelques-uns de ses vers les plus amoureux, pour ne pas employer une expression plus vive. Mais cette poésie du bonheur n'était pas encore familière aux imaginations; Lamartine en a fait la découverte avant ses lecteurs ; c'est une des raisons pour lesquelles les secondes *Méditations* n'ont pas eu le même succès que les premières : l'auteur y était, à certains égards, en avance sur son public. Dans les premières *Méditations*, il avait été devancé par lui. Tous les thèmes qui y sont traités l'avaient été déjà chez nous, mais en prose ; ou bien, ils nous arrivaient dans des traductions de poètes étrangers : il restait à en trouver l'expression poétique. Ce sera l'œuvre de Lamartine. Or, — c'est la démonstration très neuve et très forte que nous devons à M. Lanson, — la forme sous laquelle l'auteur des *Méditations* va exprimer cette poésie diffuse, c'est la forme générale, universelle, où se reconnaît l'art des classiques. Il va fixer cette poésie *sub specie æterni*, non pas à l'usage d'une société et à la mesure d'un individu, mais pour tous les temps et pour tous les hommes, en fonction de l'être humain.

Ce travail de généralisation apparaît tout de suite, si on étudie les procédés de composition familiers à Lamartine. On s'est efforcé de reconnaître dans les « paysages » des *Méditations* ceux-là mêmes que le poète a eus réellement sous les yeux. Le soir où la première inspiration de *l'Isolement* s'est présentée à son esprit, il était bien, en réalité, assis sur une montagne, à l'ombre d'un vieux chêne : la montagne est le Craz qui domine Milly et que couronne un taillis de chênes. De là, il est exact qu'il apercevait un fleuve dont le cours, s'il ne serpente pas,

traverse du moins la plaine : c'est la Saône. Mais la Saône ne mugit, ni ne gronde et ne blanchit pas en vagues écumantes. Et il n'y a pas de lac dans les environs. Il faut qu'à un certain moment, la vision se changeant en réminiscence, un autre paysage se soit substitué au paysage bourguignon, celui de Savoie, et qu'à l'image présente s'en soit ajoutée une autre évoquée par le souvenir. Lamartine s'est souvenu du paysage qu'il avait contemplé des hauteurs de Hautecombe : le Rhône y mugit, le lac du Bourget y étend ses eaux dormantes. Mais ce que Lamartine *voit* ou *revoit*, il est non moins vrai qu'il l'avait *lu* : colline, arbre, torrent, lac, vagues sont les élémens du paysage d'Ossian. « Je suis assis au sommet de la colline sur la mousse qui borde le torrent ; le feuillage d'un arbre antique frémit sur ma tête ; à mes pieds, les flots bourbeux du torrent roulent sur la bruyère ; plus bas, le lac présente une surface trouble et fangeuse... Il est midi, tout est calme ; je suis seul et la tristesse s'empare de mes pensées. » Et cela est de la littérature. Continuons : un son religieux s'élance « de la flèche gothique. » M. Reyssié qui, dans la *Jeunesse de Lamartine*, a poussé aussi loin que possible l'interprétation littérale et réaliste des vers de Lamartine et en a donné le commentaire local, est heureux de pouvoir préciser : « C'est l'angelus qui sonne à Sologny. » Mais il se désespère : « La flèche gothique, nous devons l'avouer, n'a jamais existé. » Elle existe : seulement, c'est dans Chateaubriand : « Au milieu de mes réflexions, l'heure venait frapper à coups mesurés dans la tour de la cathédrale gothique. » Du haut du Craz, et si loin que s'étende la vue, elle chercherait vainement à découvrir aucun « palais. » Lamartine ne s'est fait nul scrupule d'en introduire un. Et pourquoi non ? si ce palais faisait bien dans le paysage. Car on voit, maintenant, que ce paysage est composé, dirai-je : à la manière du paysage historique ? Lamartine, beaucoup plus conscient de son art qu'on ne l'a dit, a lui-même, dans le *Ressouvenir du lac Léman*, défini sa méthode de description :

> Pour revoir en dedans je referme les yeux,
> Et devant mes regards flottent à l'aventure,
> Avec des pans de ciel, des lambeaux de nature.

On démêle ainsi les momens du travail qui s'est accompli dans l'esprit du poète et les apports successifs qui se sont com-

binés dans son imagination. Les habitudes littéraires de l'époque ont dessiné en lui la première ébauche; elle a été précisée par le spectacle directement aperçu : les souvenirs d'autres « choses vues » ont complété l'image. N'oublions pas l'idée qui appelle tous ces élémens, les modifie et les organise, pour en former un cadre en accord avec le tableau ou le motif sentimental. Le poète crée ainsi un paysage qui n'est pas réel, mais qui est vrai. Ce n'est pas exactement le paysage où se trouvait le rêveur : c'est le Paysage où se trouvera chez elle toute rêverie mélancolique.

Du paysage passons à une scène, celle du *Lac :* le procédé est le même. Il existe un précieux carnet offert par Julie Charles à Lamartine et qui contient l'esquisse de plusieurs *Méditations.* Lamartine l'avait légué à M. Émile Ollivier. On lit, sur ce carnet, cette note au crayon : « Assis sur le rocher, à la fontaine intermittente, le 29 août 1817, pensant à toi (Julie). Abbaye d'Hautecombe, à pic sur le lac. Le jour à choisir si... Passé la journée du 29 dans les bois d'Hautecombe sur le lac de B..., avec cinq personnes bonnes et aimables. *Souvenir de notre journée du mois de septembre passée sur le même lac avec elle.* » Voilà l'aventure réelle. D'autre part, la promenade en barque avec la femme aimée était un thème littéraire en circulation. L'amant d'une première Julie, à laquelle la Julie de Lamartine devait sûrement son nom, s'était déjà souvenu du lac où l'on n'entendait qu'un bruit de rames. « Nous gardions un profond silence. Le bruit égal et mesuré des rames m'excitait à rêver. » Et les accens inconnus à la terre, avant d'être ceux d'Elvire, ont eu la voix d'une autre : « Atala et moi, nous joignions notre silence au silence de cette scène du monde primitif, quand tout à coup la fille de l'exil fit éclater dans les airs une voix pleine d'émotion et de mélancolie. » Entrons dans le détail. Rousseau a exprimé, et non pas le premier, l'émotion du retour aux lieux où l'on a aimé. « Voilà la pierre où je m'asseyais pour continuer au loin ton heureux séjour. » De là pour Lamartine a pu venir la suggestion littéraire. Mais voici le souvenir personnel; on lit sur le Carnet Émile Ollivier : « 30 août, au bout de l'allée des petits peupliers, sur les restes d'un petit mur, assis à la place même qu'elle occupait le premier soir où nous nous promenâmes au clair de lune. Premier aveu. Premier baiser. » Bien imprudent qui voudrait, d'après le *Lac,*

raconter les incidens de la promenade qu'ont faite un certain jour, sur un certain lac, Alphonse de Lamartine et Julie Charles. Mais il n'est nul promeneur amoureux qui ne retrouve dans sa propre émotion un peu de leur émotion. Ainsi, les souvenirs littéraires, la réalité et la fiction se mêlent et deviennent : la Poésie.

Voulez-vous voir maintenant le portrait que le poète a tracé de lui-même, au cours de ses *Méditations*, et comment il l'a poussé au « type? » L'art classique est fait de choix. Parmi les sentimens qui se pressaient, et souvent se contrariaient, dans son âme juvénile, Lamartine a choisi, éliminant les uns, accentuant les autres : il s'est simplifié, unifié. Un examen un peu attentif de la *Correspondance* ne nous laisse à ce sujet aucun doute. On sait combien cette correspondance abonde en renseignemens psychologiques pour les années de jeunesse. Dans les longues lettres de cette époque, si intimes, si sincères, le jeune homme inquiet, qui se regarde vivre, décrit, suivant l'ami auquel il s'adresse, les états d'âme avec lesquels son correspondant peut le mieux sympathiser. Toutes les émotions qu'il transposera dans ses vers s'y trouvent déjà consignées; on les y saisit comme à leur source; et, ainsi, il est vrai de dire qu'il a vécu sa poésie. Mais ces émotions ne sont pas les seules qui aient fait vibrer son âme. Sa vie intérieure est plus complexe que celle dont les *Méditations* portent le témoignage. Oui, le solitaire de Milly a eu ses heures de lassitude et de découragement; oui, il a traversé ces crises de désespoir durant lesquelles tout nous devient indifférent de ce qui n'est pas notre propre détresse. Mais il était jeune, ardent, dévoré d'ambition : sa nature énergique reprenait vite le dessus; il réagissait contre une dépression passagère pour s'élancer vers l'avenir, avec toute la violence passionnée propre aux âmes de désir. Après la mort de M^me^ Charles, son chagrin fut immense et de ceux qui se prolongent par un éternel regret : qui pourrait en douter? Pourtant dans ces jours mêmes où on pourrait le croire anéanti par la douleur, nous le voyons tout occupé de projets littéraires et autres, dans une fièvre d'activité et une fermentation d'idées. En 1819, il est malade et, dans l'*Automne*, il dit adieu à la vie : cela ne l'empêche pas de multiplier les démarches pour obtenir un poste diplomatique et de lutter avec énergie contre les répugnances de la vieille dame anglaise qui refuse la main de

sa fille à un jeune homme sans position. Ainsi des élémens complexes que lui fournissait la richesse de sa vie sentimentale, il a laissé tomber tous ceux qui ne secondaient pas son dessein poétique. Il a recueilli ceux-là seulement qui convenaient à un portrait idéal.

Cette poésie est toute personnelle, dit-on, car le poète se met en scène; mais aux traits qu'il se prête, il faut bien de la complaisance pour reconnaître le jeune gentilhomme campagnard qui avait encore si peu vécu. Il se représente chargé d'ans et courbé par l'âge :

Mon front est blanchi par le temps,
Mon sang refroidi coule à peine.

En fait, il n'a pas la trentaine... A l'entendre, on croirait qu'il a épuisé la coupe des jouissances : il a eu la plus banale des aventures avec une petite amie, qui était moins qu'une ouvrière, et une brève liaison avec une femme mariée que la mort lui a enlevée. Surtout il se donne pour avoir tout lu et tout vu, creusé les philosophies, fait le tour des connaissances humaines et le tour du monde. Or, il a sans doute beaucoup lu, mais au hasard, et plus de poètes et de romanciers que de philosophes; il a discuté des problèmes de l'âme, mais avec ses compagnons d'âge et son ami le romanesque curé de Bussières; il a visité Rome et fait l'amour à Naples, il n'est pas encore le pèlerin du *Voyage en Oorient :* pour être revenu de tout il lui manque d'y être allé. Peu importe : le Moi lyrique s'élargit : nous avons devant nous l'homme sur le déclin de l'âge qui se retourne vers ses belles années et juge la vie.

Et maintenant, le portrait de l'amante. Mais faut-il mettre le mot au singulier? L'indiscrétion des biographes a répondu : elle n'a pas eu de peine à démêler dans les *Méditations* la trace de plusieurs influences féminines. La femme dont le souvenir flotte dans les brises embaumées du *Lac* n'est pas celle qui a inspiré l'*Hymne au Soleil*, le *Golfe de Baïa* et même les vers *A Elvire*. Elvire avait été précédée, dans la tendresse du poète, par une première Elvire, dont on sait qu'un jour la seconde fut jalouse. Elles sont deux : ne sont-elles que deux? Cette dualité, ou cette pluralité, le lecteur ne s'en douterait pas, tant le poète a fondu les ressemblances individuelles dans la conciliante imprécision d'une seule image. Lui-même, en tête d'une

même pièce, a brouillé les dédicaces. Si d'ailleurs il a pu donner d'abord à la petite Napolitaine le nom qui, par la suite, est resté à la seule Elvire, c'est qu'il avait commencé par en dessiner une image qui ne lui ressemblait guère : « Cette femme angélique, écrivait M$^{me}$ Charles, m'inspire jusque dans son tombeau une terreur religieuse. Je la vois telle que vous l'avez peinte, et je vous demande ce que je suis pour prétendre à la place qu'elle occupait dans votre cœur. » Non, sous ces traits de « femme angélique, » la future Graziella ne se ressemble pas à elle-même; il en est d'elle comme aussi bien d'Elvire : elle ressemble surtout à l'image idéale de la Femme que le poète portait en lui. C'est, modernisée, la Muse des classiques, l'inspiratrice qui personnifie pour un poète l'éternel féminin. « Elvire et le Poète qui la pleure sont des images idéales, écrit justement M. Lanson, les équivalens romantiques des Phèdre et des Oreste classiques, dont la fonction est d'exprimer, non du passé historique et individuel, mais l'éternel présent du cœur humain. » Ainsi le subjectivisme romantique rejoint l'impersonnalité classique.

On voit alors en quoi consiste le caractère général des *Méditations* et quelle est, dans l'histoire du cœur humain, la page qu'elles ont écrite une fois pour toutes. Les *Méditations* sont un livre d'amour, cela ne fait aucune espèce de doute. Si les critiques de l'époque se sont attachés surtout aux parties philosophiques ou religieuses du recueil, le public ne s'y est pas trompé. Ce public était surtout celui des femmes et des jeunes gens : il l'est resté. Du reste, entre les pièces religieuses et les pièces amoureuses il n'y avait pas désaccord ; les premières contribuaient à donner à toute l'œuvre son noble caractère et à la séparer nettement de la poésie galante du siècle précédent. Cet amour est épuré à la fois par la douleur et par le souvenir :

> Je l'ai dit à la terre, à toute la nature,
> Devant tes saints autels je l'ai dit sans effroi,
> J'oserais, Dieu puissant, la nommer devant toi.

On a qualifié cet amour de platonique; restituons-lui son vrai nom, qui est : platonicien. Pour Lamartine, comme pour Pétrarque, comme pour Platon, l'amour est d'essence divine. Il traduit les idées absolues du Beau et du Bien, dont il est l'émanation, le symbole terrestre et humain. Il nous ramène à

leur contemplation. Cette conception de l'amour était nouvelle dans notre littérature. Ce n'est pas celle des poètes de la Renaissance, qui conseillent à leur maîtresse de cueillir les roses de la vie. Ce n'est ni l'amour cornélien qui est une forme supérieure de l'estime, ni l'amour racinien qui est Vénus tout entière à sa proie attachée. C'est un amour qu'après Lamartine comme avant lui, aucun de nos grands poètes n'a célébré, ni celui de la *Tristesse d'Olympio*, ni celui du *Souvenir*. « Tous ceux qui pleuraient un amour perdu ou qu'un désir d'amour obsédait, écrit M. Lanson, tous ceux que nulle réalité ne contentait et que le rêve de l'infini tourmentait, tous ceux qui flottaient entre le doute et la foi, tous ceux-là ont trouvé que Lamartine, en se disant, les avait dits. Et tous ceux qui, dans l'avenir, seront pareils à ceux-là, se retrouveront comme eux dans les tristesses de l'amant d'Elvire. » J'ajoute : tous ceux que l'amour élève au-dessus d'eux-mêmes et exalte dans une sorte de communion avec l'infini. Ils trouveront tous un peu de leur tourment et de leur rêve, de leur tristesse et de leurs espérances dans les *Méditations*, qui sont le livre classique de cet amour éthéré et mystique.

Je ne puis terminer cet article sans adresser un mot d'adieu personnel au directeur très aimé qui vient de nous quitter trop tôt et qui laisse ici d'unanimes regrets. Francis Charmes était d'une bonté parfaite, accueillant à tous, et pour quelques-uns d'une amitié à toute épreuve. Nous étions entrés ensemble à cette *Revue*, où nous ne devions plus cesser d'être, comme il disait, voisins de chroniques. Pendant les années où il a présidé aux destinées de cette grande maison, j'ai toujours trouvé en lui le guide le plus sûr et le meilleur conseiller. Entre les qualités de son esprit une surtout le désignait aux fonctions qu'il a si heureusement remplies pour le bien de tous : le tact, qui était chez lui le plus naturellement délicat et le plus averti. En ces derniers temps, si durs pour beaucoup d'entre nous, il m'avait témoigné une affection empressée et touchante. Je lui en reste à jamais reconnaissant.

René Doumic.

# REVUE SCIENTIFIQUE

## A PROPOS DE LA SCIENCE ALLEMANDE

Le fait que la guerre actuelle est surtout une guerre scientifique n'est plus aujourd'hui contesté par personne. Mais de ce fait diverses personnes ont tiré des conclusions fort différentes selon qu'elles sont d'un côté ou de l'autre de la barricade... J'entends par là la vieille barricade qui sépare, depuis qu'il y a des hommes et qui ratiocinent, les disciplines sentimentales des réalistes. Cette précision n'est pas inutile et c'est regrettable, car il ne devrait point y avoir aujourd'hui d'autre barricade que cette mince faille frangée de fils barbelés, qui, de la mer du Nord à la Suisse, est la marge sanglante de nos espoirs.

Une chose pourtant est faite pour nous consoler, c'est que ces polémiques d'avant-guerre sont exclusivement le fait de gens qui n'ont point fait la guerre et ne la connaissent point. Les combattans, eux, ont mieux à faire que de disputer sur des controverses métaphysiques. Ils laissent cela aux moins privilégiés qu'eux, dont l'héroïsme est surtout typographique, à ceux qui lancent bravement chaque jour à l'assaut du Boche les colonnes des gazettes, toutes hérissées des baïonnettes étincelantes de l'invective et des liquides enflammés de leur encrier. Au temps où les écritoires ne contenaient que des plumes d'oie, le cliquetis batailleur de toute cette éloquence scripturale eût évoqué l'image auguste du Capitole. Mais les plumes sont devenues métalliques, et c'est pourquoi tant d'aèdes bardés d'épithètes seront après

tout fondés à dire que c'est à la pointe de l'acier qu'ils ont fait reculer l'ennemi.

Mais si les soldats n'impriment rien, — ceux du moins que l'âpre bataille n'a point couchés loin de l'action, — en revanche, ils lisent. Ils lisent pour se distraire ou pour s'endormir... selon les auteurs, et en lisant les polémiques qui, comme des relens de l'arrière, arrivent jusqu'à eux, ils risquent d'être parfois meurtris dans leurs plus chères illusions, dans leur idéal quel qu'il soit, dans ce qui leur donne tant d'âme pour se battre et pour endurer. Aussi n'est-ce point sans tristesse que nous avons vu et que nous voyons des doctrinaires tirer argument des événemens quelconques, heureux ou malheureux, de cette guerre, pour le système qui leur est cher, ce qui est légitime, et contre le système opposé, ce qui l'est moins. C'est ainsi que nous avons vu tour à tour proclamer, en des proses bourrées d'argumens comme une bulle de savon l'est d'air, que cette guerre a prouvé la faillite de la religion, de l'athéisme, du principe monarchique et du démocratique, du renanisme, de la théocratie, de l'antimilitarisme, du militarisme. Je me garderai bien de mettre le doigt dans l'engrenage de ces roues dentées qui, deux par deux et en sens inverse les unes des autres, tournent depuis longtemps à vide. C'est le propre des systèmes, qui sont rigides et simplistes, de pouvoir trouver, dans un fait quelconque parce qu'il est souple et nuancé aussi bien que dans son contraire, quelque facette où se réfléchisse brillamment leur lumière monochromatique.

Mais ce qu'on ne saurait laisser passer sans protester, ce sont les attaques perfides dont la guerre actuelle a fourni le prétexte à l'égard de la science qui, elle, n'est pas un système, mais une réalité belle, utile, respectable, et conciliable avec tous les idéals.

Ce n'est point la première fois que l'on proclame la faillite de la science; mais celle-ci heureusement n'est point comme les murs de Jéricho, et il ne suffit point d'emboucher les trompettes de l'anathème pour la faire tomber. Cette fois-ci le développement pris en Allemagne par les sciences et leur application, tandis que l'état moral de ce pays restait ou plutôt devenait ce que nous le voyons, l'utilisation perfide par nos ennemis de certains procédés barbares empruntés à la chimie, la cruauté avec laquelle ils ont conduit cette guerre et plus encore l'apostille doctorale qu'ont donnée à ces procédés tant de cuistres à diplômes et à lunettes de l'autre côté du Rhin, tout cela a paru fournir, à ceux qui de bonne ou de mauvaise foi détestent la science, des argumens propres à démolir une fois pour toute la « nouvelle idole. » On

y ajoute quelques sophismes rebattus, préalablement rajeunis d'une couche de peinture fraîche, et c'est ainsi que la science, cette pelée, cette galeuse d'où venait tout le mal, s'est vue plus que jamais vouée aux gémonies en vertu de raisonnemens que nous allons brièvement discuter et qui peuvent se résumer ainsi : 1° La prépondérance et le progrès de la science allemande, le développement scientifique de l'Allemagne tant pacifique que militaire sont cause de l'abominable rétrogradation morale constatée dans cette nation ; 2° cette prépondérance de la science allemande est liée, de l'aveu même des savans allemands, à celle du militarisme germanique ; 3° donc la science est une chose détestable, dont l'Allemagne telle que nous la voyons est le produit et le champion, tandis que les ennemis de l'empire allemand sont les défenseurs des disciplines sentimentales, qui sont toujours et irréductiblement opposées à la science.

Voyons ce qu'il faut penser de tout cela.



La science allemande est-elle prépondérante ? L'Allemagne a-t-elle eu dans l'histoire passée des sciences, a-t-elle dans leur histoire contemporaine une primauté? C'est une question souvent examinée depuis quelque temps. Ici même, M. Émile Picard l'a traitée avec une remarquable maîtrise pour ce qui concerne les sciences physico-mathématiques. Dans sa belle leçon d'ouverture au Collège de France, M. Henneguy l'a abordée pour le groupe des sciences biologiques. Il serait aisé de faire de même pour les sciences historiques. La vérité c'est que de tels dosages, de telles comparaisons, sont difficiles à faire. Quelle est la balance qui nous permettra de soupeser côte à côte un Leibnitz et un Descartes, un Bradley et un Bessel, un Laplace et un Gauss? L'importance du rôle joué par un pays dans l'histoire de la science dépend d'un très petit nombre d'hommes de génie ; et comme le génie est sporadique, comme il est en général complètement indépendant du milieu dans lequel il se développe et sans commune mesure avec lui, on conçoit la difficulté de telles comparaisons. Pourtant il résulte avec certitude des études consciencieuses que nous venons de citer que le rôle de l'Allemagne dans la science moderne est loin d'être d'une importance supérieure, sinon égale, à celui de la France ou de l'Angleterre. Si Képler, Gauss, Kirchoff, Hertz, Helmholtz, Koch furent Allemands, Newton, Davy, Darwin, Maxwell, Faraday, Lister étaient Anglais ; Descartes, Laplace, Lavoisier, Carnot, Ampère,

Claude Bernard, Pasteur, Poincaré étaient de notre France. Tous ceux-là furent de grands hommes, mais, comme l'a fort bien remarqué M. Émile Picard, les grands savans qu'a eus l'Allemagne se distinguent plutôt par leur minutie et leur lente ténacité, les nôtres par leur apport d'idées directrices,

Si les grandes envolées manquent même à leurs plus puissans cerveaux, s'ils sont incapables de ces coups de cognée qui font une brèche éblouissante dans la forêt du mystère, en revanche, ils ont des qualités qui suppléent au génie. Le génie, a dit Buffon, n'est qu'une longue patience. Il avait tort, et son propre génie à lui échappait à cette définition un peu désabusée. Le génie n'est pas cela seulement, mais cela en est une des formes, et que les Allemands possèdent à un haut degré. Leur érudition est méticuleuse, inlassable, fouilleuse; leur labeur tenace, tatillon, sans répit. Ils ont le génie de la compilation. De là vient que le monde est inondé de leurs répertoires, annuaires, manuels, bibliographies, guides et histoires de toutes sortes. Chez nous-mêmes on est arrivé le plus souvent, lorsque dans nos établissemens scientifiques on a besoin d'une référence relative à une œuvre française, à la chercher dans les publications allemandes qui mâchent le travail et dispensent de l'effort de remonter aux sources. On devine facilement que l'esprit tendancieux dans lequel sont faites ces compilations boches n'a pas peu contribué à répandre partout la croyance à la prétendue supériorité de la science germanique. Notre manie de nous entre-dévorer à fait le reste, et nous connaissons chez nous des hommes de science, — je ne dis pas des « savans, » il y a des mots qu'il ne faut pas prodiguer, — importans par leur situation administrative, et qui sont trop heureux d'attribuer, d'accord avec les compilations boches, à nos ennemis, tels travaux dus à leurs subordonnés et qu'ils savent pertinemment avoir été importés de chez nous par nos ennemis. Ceux-ci sont si loin! Ils ne seront jamais des concurrens pour les places et les honneurs et on a moins de peine à les haïr que les gêneurs de talens dont la présence vous porte ombrage.

Pour imiter les médecins qui affublent d'un beau nom néologique les maladies qu'ils ne savent point guérir, on me permettra de caractériser par deux mots les défauts qui chez nous ont contribué surtout à donner tant d'injuste prestige à la science germanique : *xénolâtrie* et *allélophobie.*

Si l'Allemagne ne peut réellement prétendre à une primauté quelconque dans la science moderne, elle y est nettement inférieure à la France et à l'Angleterre, si l'on remonte le cours de l'histoire.

S'il serait puéril de penser que les Germains sont moins bien doués pour les sciences et les arts que les peuples dits latins, en revanche il est incontestable qu'ils sont venus bien plus tard à la civilisation et n'ont contribué à celle-ci que par des apports plus récens et d'abord moins riches. Ce qui le prouve notamment, c'est encore la langue allemande. Tant qu'un peuple ne posséde pas une langue bien formée permettant à ses « Génies » de s'exprimer clairement, il ne peut prétendre à une culture supérieure. Or combien tard l'Allemand s'est-il créé une langue, une littérature !

Voltaire déjà l'avait remarqué : « Pétrarque et Boccace fixèrent la langue toscane, qui ne reçut plus d'altération, tandis que tous les autres peuples ont changé leur idiome. Ces arts qui d'ordinaire naissent et périssent ensemble sortaient en Italie de la barbarie, grâce au seul génie des Toscans, avant que le peu de science resté à Constantinople refluât en Italie, à la chute de cette ville. »

C'est au XVI<sup>e</sup> siècle seulement que les sciences et les arts répandus en France gagnaient par elle et grâce à elle la barbare Allemagne. Au XVIII<sup>e</sup> siècle encore, la science allemande était si pauvre que Frédéric le Grand, qui n'était pas le plus sot des Hohenzollern, était obligé de venir recruter en France l'état-major de l'Académie des sciences qu'il fondait à Berlin et de la faire présider par le Français Maupertuis. On sait d'ailleurs que les relations de celui-ci avec Voltaire, qui régnait alors sur les lettres de la Prusse, — l'usage de l'allemand étant réservé par Frédéric à ses conversations avec son cheval, — ne ressemblèrent pas beaucoup à l'union sacrée ; ce qui prouve que les Français même les plus intelligens ont toujours eu les mêmes défauts.

Quoi qu'il en soit, il n'y a guère plus d'un siècle et demi, — ce qui est peu dans l'histoire d'un peuple, surtout d'un peuple élu par la divinité, — l'Allemagne était fort loin de se prévaloir à notre égard d'une supériorité de culture, et trop heureuse de monter en croupe du Pégase français. Il en est de même dans presque tous les autres ordres d'idées concernant les œuvres de l'esprit, c'est-à-dire dans ceux qui caractérisent la « culture. » On ne peut qu'approuver M. Bergson qui fait dériver toute la philosophie moderne de Descartes. Les systèmes de Leibnitz, de Spinoza, de Malebranche, de Locke et jusqu'à l'idéalisme allemand du bon vieux temps, sont sortis du cartésianisme. Il en est de même pour le grand dada tant chevauché de la science allemande, la philologie : dès le XVI<sup>e</sup> siècle et pendant des siècles, l'école française produit des maîtres dont l'autorité se maintient encore aujourd'hui, et qui ont été copiés, mais non dépassés

de l'autre côté du Rhin. Les Cujas, les du Cange, les Budé, les Estienne, les Scaliger, les Dolet, les Muret, les Barthélemy, etc., ont fondé et pratiqué toutes ces sciences profondes : linguistique, grammaire, archéologie, paléographie, épigraphie, etc., sur lesquelles la botte prussienne s'est lourdement posée sans en pouvoir effacer l'empreinte initiale et française.

On pourrait continuer cette énumération. On ne l'achèverait même pas en considérant l'histoire de la toute moderne Allemagne. Il n'est pas jusqu'à la bière allemande, cette liqueur que nos ennemis croient la plus germanique des choses germaniques et dont ils se gonflent éperdument comme du suc même de leur patrie, il n'est pas jusqu'à leur bière qui ne soit fabriquée partout en Allemagne avec les procédés découverts par le Français Pasteur.

Si donc il y a une science allemande qui ait produit quelque chose d'utile, c'est parce qu'il y a eu d'abord une science française. Nos ennemis oublient un peu trop cette filiation. Il est vrai que la gratitude filiale n'est pas la vertu dominante dans la famille de leurs tyrans.

Gœthe opposait déjà la méthode française aux façons allemandes. « Nos savans, dit-il, sont des orgueilleux qui voient en tout la supériorité de leur génie individuel et du génie national en général. Le langage des Français est net, clair, hardi, contrairement à celui de nos Allemands qui haïssent quiconque ne pense pas comme eux. » Voilà défini en quelques mots le caractère de l'esprit germanique ; il se développera et deviendra germanolâtrie et haine sous l'impulsion savamment organisée de la Prusse.

***

De quel droit en effet les Allemands, et plus spécialement leurs mentors prussiens, osent-ils, après ce que nous venons de voir, se prétendre les possesseurs de toutes les supériorités, et surtout de la suprématie scientifique ? C'est tout simplement du droit du plus fort. Car ces prétentions ne sont venues à la Prusse qu'après la victoire de 1866.

Ayant bouté dehors l'Autriche, elle a façonné l'Allemagne à son image, instauré sa discipline brutale, imposé son esprit avide des conquêtes matérielles et « faussé » les esprits, dans le dessein avéré d'asseoir sa domination. Elle y a employé l'enseignement primaire et supérieur, les philosophes, les prédicateurs, les historiens, les

écrivains religieux et les matérialistes, la science et la littérature.

La croyance des Allemands à leur « surhomie » est une sorte de folie des grandeurs provoquée de propos délibéré par une éducation spéciale ; on a fabriqué des surhommes comme on fabrique en Afrique des derviches tourneurs, ou, au cirque, des chevaux faisant le pas espagnol.

Ce but ainsi poursuivi par l'État prussien est avoué sans ambage. Aussi Haugwitz, organisateur de l'enseignement prussien, nous dit sans vergogne : « Nous enseignons ce qui peut nous être utile, que ce soit le vrai ou le faux, peu nous importe ; nous voulons que l'Allemand croie ce qui nous semble nécessaire qu'il croie pour atteindre le but que nous poursuivons. » Qu'eût pensé de cette méthode d'enseignement l'auteur des *Provinciales?*

Et, en effet, l'histoire de la civilisation, telle qu'on l'enseigne dans les livres scolaires prussiens, sans parler du reste, est bien fabriquée d'après ce principe. Tout y est *made in Germany*. Nous avons vu par exemple des ouvrages allemands sur l'histoire de la chimie, où le nom de Lavoisier n'est pas cité ; nous en avons vu sur l'histoire de la photographie, qui ne mentionnent pas Niepce et Daguerre. C'est tout juste si les noms de Claude Bernard, Renan, Pasteur, Champollion, Burnouf, Lamarck, Saint-Hilaire, Cuvier, Laplace, sont cités par eux dans l'histoire des sciences. D'ailleurs les Grecs, Italiotes, Gaulois, Français, comme ils ont de-ci de-là produit quelque chose de bien, sont évidemment des Germains, dégénérés hélas !

Si les Allemands taisent les travaux des autres ou se les attribuent, ce ne peut être par ignorance, — ils ne sont pas ignorans, rien n'échappe à leur documentation méticuleuse et infatigable, — c'est par système.

En somme, on a inoculé au peuple allemand la croyance en sa supériorité, afin de s'en servir comme d'un levier, par les mêmes procédés de propagande que ceux des lanceurs d'élixirs, pilules, pommades, curatifs. Pour tout dire d'un mot, la guerre actuelle n'est que le résultat d'une affaire de publicité habilement lancée.

Les aveux du genre de ceux de Haugwitz, que nous venons de citer, se rencontrent assez fréquemment. Ce même auteur avoue sans ambages qu'il ne croit pas à la supériorité allemande, mais qu'il l'enseigne, afin d'exalter « l'orgueil allemand. » D'autres Allemands n'y croient pas non plus. Gœthe écrivait après 1813 : « Les Français ont été nos maîtres en civilisation, et nous avons encore à apprendre d'eux ; personnellement, je leur dois beaucoup. » On sait comment

Heine a opposé son livre : *De l'Allemagne*, à celui de Mme de Staël, trop favorable à son avis ; il ne revendique pour ses compatriotes aucune supériorité, sauf celle de la grossièreté. D'après Nietzsche lui-même, barde et prophète du surhomme, l'Allemand manque de quelques siècles de fermentation morale.

Comment des aveux du genre de ceux d'Haugwitz et de tant d'autres doctrinaires du crime ont-ils pu être publiés? Est-ce cynisme? Est-ce conviction que personne ne se préoccupera des publications allemandes ou n'en tirera des conclusions? Ce ne serait déjà pas si mal raisonné. N'avons-nous en effet pas vu récemment de très bons Français, et même un ancien ministre de l'Instruction publique, proposer sans rire de cesser dès maintenant l'enseignement de la langue allemande dans les écoles françaises ?

Voilà une belle insanité à mettre à côté de la proposition que nous firent naguère de très graves personnages, de bannir pour toujours la musique allemande de nos tympans. Que ne nous propose-t-on aussi de ne pas utiliser les rayons X pour radiographier nos blessés, puisque c'est Rœntgen qui les a découverts, ou de bannir la T. S. F., sous prétexte que Hertz a eu une part dans sa découverte ?

Il faut réagir absolument contre cet état d'esprit enfantin, absurde et nuisible. C'est en connaissant bien nos ennemis qui resteront demain et toujours nos adversaires dans tous les domaines, que nous réaliserons la condition première de la victoire. Leur force provient précisément de ce qu'ils ont admirablement su tirer parti des trouvailles et des progrès de leurs voisins, de ce que j'appellerai leur « art d'utiliser les restes. » Ne craignons pas de les imiter à cet égard, et admirons chez eux l'état d'esprit pratique, qui, sur leurs fléchettes d'aéroplane, leur a fait graver cette inscription symbolique dans sa lourde ironie : « Invention française, fabrication allemande. »

Et maintenant je le demande, quand on se souvient que la science est par définition la recherche et le culte de la vérité, est-il rien de plus éloigné de la science, est-il rien qui soit plus anti-scientifique. plus ascientifique, si j'ose dire, que ces doctrines monstrueuses par lesquelles on a dressé au crime tout un peuple? Est-il rien qui soit, à la pure figure de la science, un outrage comparable à ce système de mensonge national? Entre un Ostwald, lauréat du prix Nobel de chimie et protagoniste de ces théories, et pour qui l'Allemagne est au-dessus de tout, même de la vérité, et un Étienne Lamy qui s'écrie : « Une seule devise est digne de la France. Au-dessus de tout la vérité. » entre ces deux hommes, je n'hésite pas, je dis que c'est le second, le

noble écrivain, qui est le vrai apôtre de la science, et que le premier, l'homme de laboratoire, en est la négation et l'insulteur. Et je dis que quand on en arrive à entendre d'un côté à l'autre de la barricade, un des principaux et des plus intelligens hommes de science allemand, et un des représentans des pures lettres françaises brandir comme des drapeaux ces devises symboliques, il faut être insensé pour ne point voir que c'est bien réellement la France qui, dans cette lutte, est le champion de cette chose si haute et si pure : la science. Pour l'Allemand, celle-ci n'est rien qu'une prostituée.

Il s'est produit un phénomène bien curieux; c'est qu'à force de professer avec méthode et de vanter la pseudo-supériorité scientifique allemande, dont ils ont fait prêcher l'évangile par des bandes d'historiens stylés, par des professeurs bien payés et bien décorés, par des écrivains stipendiés, les dirigeans prussiens ont fini par être eux-même convaincus et victimes de leurs propres élucubrations; ils se sont auto-suggestionnés. Rien de plus comique à cet égard que les argumens par lesquels le célèbre Ostwald dans son livre récent sur « les Grands hommes » essaie de se persuader à lui-même que c'est arrivé; rien de plus amusant, si ce n'est la spirituelle réfutation, — je devrais dire « démolition, » — que, en employant les propres argumens ostwaldiens, M. Yves Delage lui a infligée.

Je m'excuse auprès de mes lecteurs de leur parler aussi souvent d'Ostwald. Mais ce physico-chimiste d'une incontestable valeur est plus que tout autre, par l'importance du rôle qu'il a joué et qu'il joue encore dans la mentalité allemande, le symbole de la surhomie teutonne et qu'on ne peut pas invoquer pour lui comme pour tel autre signataire du manifeste des 93, Hæckel par exemple, l'état gélatineux où un âge avancé conduit parfois les cervelles les plus académiques. Son cas est intéressant parce qu'il prouve qu'on peut être un savant de valeur tout en étant une insulte à la science. Il y a ainsi des banquiers très habiles qui sont néanmoins des voleurs, ce qui ne saurait entraîner aucun discrédit à l'égard de l'art très honorable de la banque.

C'est aussi par le dressage pédagogique et l'auto-suggestion des pédagogues qu'à côté de la supériorité teutonne s'est implanté le dogme de la quasi-divinité de l'Empereur. Mais cela a été plus difficile, et il a fallu pour obtenir ce résultat bien des amendes, bien des mois de prison. Quant à l'Empereur lui-même, il l'a cru sans peine. Pratiquez, la foi viendra toute seule.

Un homme méritant réellement le titre de surhomme devrait avoir

du génie, de l'originalité. Or il n'est pas difficile de constater que même dans la préparation et la conduite de cette guerre, les Boches manquent tout à fait d'originalité. Leurs chefs de file eux-mêmes sont simplement des épigones marchant au pas de l'oie sur les traces de leurs devanciers, appliquant des principes surannés dont l'inefficacité a été maintes fois observée.

En particulier, le superhomme-chef, le divin Guillaume semble ignorer l'histoire, sinon il saurait que les atrocités, les nouveautés cruelles n'ont jamais fait reculer un peuple courageux. Les Romains cédèrent une première fois devant les éléphans de Pyrrhus, comme les Anglais devant les gaz asphyxians ; la deuxième fois, ils tuèrent ces « bœufs d'Apulie. » Après une première surprise dans la guerre macédonienne, ils adoptèrent eux-mêmes la lance plus avantageuse de leur ennemi.

Pour combattre la flotte punique, et finalement la battre, ils apprirent la navigation. Quant aux atrocités, comme moyen d'intimidation, c'est un procédé suranné et d'une inutilité démontrée par l'histoire. Pour faire un peu d'effet, il aurait fallu revenir à l'anthropophagie, et faire limer les dents des Poméraniens en pointe comme font les Nyam-Nyam. Qnant aux bombes incendiaires et aux gaz asphyxians, il y a belle lurette qu'un pieux évêque de Munster les utilisa pour la première fois. Tout cela prouve que les atrocités actuelles des Allemands ne sont point un effet de la science, mais au contraire une réminiscence des temps où il n'y avait point de science.

*
* *

Dans le célèbre manifeste des 93, qui a surtout de manifeste sa cynique outrecuidance, est soutenue cette affirmation effarante que le développement et le maintien de la civilisation et de la science allemandes sont liés à ceux du militarisme prussien. Et il y a des historiens fameux parmi ces 93, et il y a aussi des zoologistes notoires !

Que nous enseignent donc à cet égard l'histoire et la zoologie? Évidemment un peuple écrasé ou presque détruit par la guerre ne jouera pas de grand rôle dans l'histoire du monde. Mais il ne s'ensuit pas que les peuples vainqueurs, plus guerriers, plus militarisés, mieux armés soient des peuples supérieurs.

Les Romains n'étaient pas plus civilisés que les Carthaginois, les Grecs, les Asiatiques qu'ils ont vaincus. Les Mandchoux ont vaincu les

Chinois plus nombreux, plus civilisés mais moins aguerris. Très souvent on voit le vainqueur subjugué par le vaincu plus civilisé. Rome le fut par Athènes; le Franc par le Gallo-Romain; le Mandchou par le Chinois.

Quant aux peuples militaires proprement dits, c'est-à-dire ayant la guerre comme industrie nationale, tels les Assyriens, les Spartiates, leur essor a été passager, leur existence brève, leur ruine totale. Les Spartiates étaient des rustres qui n'ont pas laissé un homme de génie. On ne sait même pas où était Sparte. Les Turcs disparaîtront, quoique d'une race guerrière longtemps victorieuse, mais réfractaires à une civilisation supérieure. Non moins guerriers étaient les Havares, les Mongols de Tamerlan, les soldats de Gengis Khan. Tous ont disparu de la terre sans laisser de traces.

Les Suédois de Gustave-Adolphe, de Charles XII faisaient la loi en Europe à une époque où la Suède ne possédait qu'une civilisation bien arriérée. Les victoires de ces deux héros ont été funestes à leur pays par l'épuisement en hommes qu'elles ont entraîné. Carthage, Venise, la Hollande, l'Angleterre, tant d'autres villes et pays petits ou grands ont prouvé qu'on peut être très puissant, durer, atteindre une haute culture sans être militarisé.

Les Romains militarisés conquérans n'avaient dans leur langue aucun terme scientifique. Tout ce qui est relatif aux arts, à la science, à la philosophie est désigné chez eux par des mots grecs. Les jeux du cirque sont l'indice d'une barbarie, d'un mépris de l'humanité inégalés; leurs mœurs privées n'étaient pas moins cruelles ; mais, après la conquête, il n'y avait plus de Romains. La civilisation qu'ils ont propagée était grecque. Rome ne serait plus qu'un marécage sans la Grèce et l'Église.

L'Allemagne doit évidemment sa grandeur politique à ses institutions militaires, à la politique des Hohenzollern, à la subordination de toutes les forces et de toutes les ressources à l'intérêt de l'État. Des auteurs allemands se sont donné beaucoup de mal pour démontrer que les œuvres de l'esprit en Allemagne s'étaient épanouies par le militarisme. C'est ainsi que, dans un article paru il y a quelques semaines et que nous avons sous les yeux, M. le professeur von Below, de Fribourg-en-Brisgau, nous présente le génie de Kant comme lié au militarisme prussien par cet argument que le vieux philosophe : le vieil apôtre de la paix éternelle goûtait, dit-on, beaucoup la musique militaire, et ouvrait sa fenêtre lorsqu'elle passait ! Il n'y a assurément rien à répondre à des argumens de cette force. Mais une

chose est certaine pourtant, c'est que, dans aucun domaine relevant de la pensée, l'Allemagne n'a produit de grands hommes comparables à ceux qu'elle eut jadis, depuis que ses succès de 1870 ont enlizé toutes ses énergies dans l'activité militaire. Pour ne prendre qu'un exemple, ce pays qui fut jadis le temple même de la musique, n'a pas produit un grand musicien depuis cinquante ans, il n'en a même pas produit qui soient comparables à ceux qu'ont vus en cette période les pays qu'elle dépassait jadis dans ce domaine, la France, l'Italie, la Russie. Il en est de même en littérature : pas un écrivain vraiment génial n'est apparu en Allemagne depuis 1870. Dans les sciences, malgré la multiplication des laboratoires et des chaires, on y a vu surgir des talens, des expérimentateurs heureux, mais aucun grand cerveau, aucun nom comparable à ceux de la période précédente, aux Helmholtz, aux Gauss.

La vérité est que les États exclusivement militaires ne peuvent échapper à leur destin, qui est de périr comme Sparte et Ninive. La culture exclusive de la force brutale se fait au détriment de la force intellectuelle. La première doit servir seulement à protéger et à développer la seconde; elle doit être un moyen et non une fin. Dans les États militarisés à l'excès, dans l'Allemagne actuelle c'est le contraire qui a eu lieu.

CHARLES NORDMANN.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Si cette place ne reste pas vide aujourd'hui, comme il eût convenu peut-être à tant d'égards, et d'abord pour marquer notre juste douleur, c'est sur le désir exprimé par M. Francis Charmes lui-même, alors que rien ne pouvait laisser prévoir l'issue funeste d'un mal qui paraissait encore tout passager. Ainsi qu'il l'avait accoutumé, depuis 1898, chaque fois (et les occasions en ont été rares) qu'il se voyait obligé de s'accorder un peu de relâche, notre directeur, notre ami, m'avait demandé de tenir pour lui une fois de plus, une ou deux fois seulement, la plume que nul n'aurait cru qu'il dût si tôt déposer à jamais. Il eût voulu s'entretenir avec moi des événemens de la quinzaine; quelque diligence que j'aie faite pour accourir à son appel, je suis arrivé trop tard; déjà la mort était présente. Il ne m'a donc pas parlé, mais je l'ai relu. Et je suis sûr, si je les traduis moins bien, de ne pas trahir ses idées, de ne point m'écarter de la ligne qu'il a magistralement tracée, qu'il a suivie fidèlement.

Pendant près de vingt-deux ans, du 1er avril 1894 au 1er janvier 1916, il n'a pas écrit ici un mot qui ne fût pour servir au dedans la liberté, et la grandeur de la France au dehors. C'est l'esprit même de la *Revue*. Francis Charmes l'avait revêtu de sa forme tout ensemble facile et ferme, d'une si grande élégance en sa grande simplicité. Personne, pendant si longtemps, n'a su dire sur la politique des choses plus raisonnables ni qui eussent mieux mérité d'être écoutées. Il s'était instruit chez les sages, et il était encore tout jeune que l'expérience des vieillards habitait en lui. Tout ce qu'on peut apprendre dans la société des livres et des hommes, il l'avait appris de bonne heure; de bonne heure aussi il avait été mis à même de contrôler le titre des doctrines par la pratique des affaires. Il y avait acquis la pondération, l'équilibre, la certitude, les élémens, les conditions d'un jugement pour ainsi dire infaillible, qu'enregistre un rédacteur impeccable.

L'enveloppe de sa phrase s'adapte parfaitement à l'objet; le contenant s'ajuste au contenu, exactement, tant la mesure est bien prise; sa prose est du meilleur aloi et rend un son très plein. Peu de pages, fussent-elles mûries et non hâtives, sonnent l'entière plénitude autant que ses chroniques des dix-huit derniers mois. Il en a eu le sentiment, quand il a consenti à les réunir en volume, lui, le journaliste que demain attirait plus qu'hier, et qui n'aimait pas se réimprimer. Ces chroniques de la guerre demeurent, en effet, et demeureront comme une excellente histoire de la guerre, à qui il va manquer désormais un témoin, l'un des plus attentifs, l'un des plus perspicaces, l'un des plus dignes de foi.

Les Chambres se sont séparées, ou plutôt elles sont parties en congé, après avoir établi entre elles, au sujet de l'application de l'impôt sur le revenu, l'accord boiteux que nous avions annoncé. Il reste à voir laquelle des deux hypothèses se réalisera, si la loi ne produira rien, ou si elle créera dans le pays une agitation, un trouble, que la plus élémentaire prudence commandait de lui épargner, puisque ce n'est l'heure, à coup sûr, ni des manifestations parlementaires, ni des manifestations populaires. Manifestation aussi, on peut le craindre, le projet voté par la Chambre des Députés, dans l'intention louable d'assurer l'approvisionnement de la France en charbon, et sa bonne répartition à un prix abordable, « péréqué, » — un barbarisme se forge plus vite qu'un canon, — de façon à instituer, en compensant le plus fort par le plus faible, une moyenne entre les divers centres de production et les divers lieux de consommation. Comme instrument de cette péréquation, comme régulateur et distributeur, le projet nous offre un bureau officiellement reconnu et investi, dans lequel il est permis, sans être trop méfiant, d'apercevoir une nouvelle amorce de socialisme d'État, l'embryon d'un organe de type socialiste, glissé là à la faveur des circonstances, qui empêchent d'y regarder de très près. Beaucoup de députés se sont abstenus, quelques-uns même ont voté « blanc » en se disant que le geste resterait vain, premièrement parce que le Sénat ne le répéterait pas, et ensuite, et surtout, parce que les lois faites de main d'homme se brisent toujours contre celles qu'a éternellement et universellement fixées la nature des choses. C'est sans doute le mieux ou le moins mal qu'il y ait à attendre d'une initiative prise d'ailleurs avec mollesse et soutenue avec hésitation.

A son retour, lorsqu'elle aura réélu et réinstallé son bureau, ce qui ne provoquera pas de vives émotions, la Chambre se trouvera en face

de la question des loyers, autre question fort épineuse, qui n'est aisée à prendre d'aucun côté, et où toute la marge qui lui est laissée va du point où elle peut être certaine de ne contenter ni les uns ni les autres au point où elle peut être menacée de mécontenter et les uns et les autres. Voilà le danger de toucher à tout, de s'y mêler ou d'y être mêlée, le moindre inconvénient de la permanence, de l'omnipotence et de l'omnicompétence. Tant que la Chambre siège, il faut qu'elle s'occupe ; or, cette année, elle n'a pas cessé de siéger. Le moment est même revenu où, aux termes de la Constitution, il lui est impossible de ne pas siéger. Le deuxième mardi de janvier, date fatidique, les deux Chambres se réunissent de plein droit. Elles se réunissent nécessairement, pour une session qui doit durer au moins cinq mois, qui, en fait, a duré les douze mois de 1915, car la session ordinaire n'a pas été close en juillet, comme de coutume ; et, en octobre ou novembre, n'a pas été ouverte, comme de coutume, une session extraordinaire. Le gouvernement, tout en maintenant théoriquement son droit, avait juré de n'en point user, pour des considérations qu'il connaît mieux que personne, mais que tout le monde connaît tout de même un peu. Il n'y a donc pas eu la plus petite solution de continuité; pas un intervalle de trois jours ; ç'a été le bloc sans fissure ; qu'on me passe cet emploi de la comparaison, c'est la tunique sans couture, et la Chambre est sortie de 1915, entrée en 1916, sans que rien marquât pour elle, comme rien du reste ne le marque dans la réalité, cette espèce de déclenchement du temps que notre esprit compte seul, entre une année qui finit et une année qui commence. Pour ne pas l'entendre retentir en elle, elle avait eu la précaution de charger son président de la convoquer avant même le 11 janvier, s'il survenait quelque chose d'urgent ; et son président, par bonheur, a pu lui laisser ses vacances de Noël et nous les laisser, si tristes, si voilées, mais si pieuses que tant de deuils et de misères les fassent. Nous avons pu du moins nous recueillir : en de tels instans, se recueillir, c'est se retremper.

Mais pourtant soyons équitables : il n'y a à redouter que les excès de zèle. Même un léger bourdonnement de mouches n'est pas tout à fait inutile autour des chevaux qui tirent le coche. Les commissions parlementaires, dont on a quelquefois blâmé les bavardages, n'ont pas été sans rendre des services. Il s'agit seulement d'obtenir d'elles qu'elles s'imposent une discipline, et prennent garde d'elles-mêmes à ce que leur curiosité ne s'achève pas en indiscrétion, leurs observations en polémique, et finalement leur surveillance en gêne. Plus

soigneusement encore, qu'elles s'abstiennent de soulever, à propos de problèmes d'intérêt général, des discussions qui puissent affecter la tournure ou l'apparence d'une querelle de personnes. Disons-le franchement : nous pensons à ce qui se passe présentement pour l'aéronautique militaire et dont nous ne savons rien, sinon qu'il ne fallait pas laisser poser une pareille question, ou qu'il faut immédiatement la résoudre.

Un gouvernement bien embarrassé, c'est le gouvernement grec. Nous avouerons qu'il a de quoi l'être, mais nous ne pousserons pas la bonté d'âme jusqu'à le plaindre. Lorsque la Bulgarie, se faisant la complice ou l'esclave de l'Austro-Allemagne, s'est jetée sur les Serbes épuisés par deux ans de lutte héroïque, la route était devant lui toute droite : il n'avait qu'à tenir sa parole, à venir en aide à ses alliés. L'engagement était clair et net, la conduite devait l'être aussi. Quoi qu'en ait dit la subtilité déplacée de fils attardés de Gorgias, les textes ne prêtaient nullement matière à épiloguer. Refuser de secourir la Serbie sous le prétexte qu'au lieu d'être attaquée par la Bulgarie seule, elle l'était par la Bulgarie assistée et poussée par deux grandes Puissances, était d'une casuistique fâcheuse, pour ne parler que de ce qui est de l'esprit. On se lançait ainsi en des volutes, spirales et détours, où l'on ne pouvait guère manquer de s'empêtrer et de s'emprisonner soi-même, d'autant plus que d'autres se déclaraient prêts à remplir le devoir auquel on se dérobait, et le prouvaient aussitôt par un acte. Déchirer un traité, en faire un chiffon de papier, est souvent beaucoup plus compliqué que de l'exécuter ; pour le faire, non point avec grâce, car le geste ne sera jamais beau, mais avec succès, il faut être ou très fort ou très habile. Si l'on n'est pas l'un ou l'autre, ou mieux encore l'un et l'autre, on le paye par toute sorte de tribulations. La morale a de ces revanches.

Les perplexités de M. Skouloudis ont augmenté naturellement à mesure que les Anglo-Français se sont consolidés dans Salonique, ont affirmé leur volonté d'en faire une base de résistance et éventuellement une base d'opérations ; à mesure, d'autre part, que les armées germano-bulgares, ayant brisé le suprême effort de la Serbie, se sont approchées de la frontière grecque. Depuis lors, chaque jour, presque chaque heure, a apporté son angoisse. Que se passerait-il si, en se repliant, les Serbes ou les Anglo-Français franchissaient cette frontière ? — Cette fois, grondait la diplomatie des Empires du Centre, la neutralité serait violée, et la Grèce, conformément aux règles du droit

international, aurait l'obligation de les désarmer et de les interner. Mais s'ils ne se laissaient pas faire? Et qu'adviendrait-il si, passant la frontière à leur tour, Austro-Allemands et Bulgares poursuivaient sur le territoire hellénique leurs adversaires en retraite? — Évidemment, disait la diplomatie de l'Entente, la neutralité serait violée deux fois pour une, et, selon les prescriptions du droit international, la Grèce aurait le devoir ou de les repousser, ou, du moins, de laisser le champ libre, pour les repousser, à ceux qui, à son défaut, voulaient le faire et qui n'étaient là que parce qu'elle les avait elle-même appelés. Mais si le redoutable, le formidable, le terrible Kaiser tonnait? — Reculez-vous, conseillaient la France et l'Angleterre; disposez vos troupes sur un autre front, nous nous chargeons de défendre Salonique, où nous tiendrons pour vous; mais nous préférons ne sentir personne dans notre dos. — Ne bougez pas, ordonnait la voix de Berlin; la maison est à vous : c'est aux autres d'en sortir, qui y parlent en maîtres.

Cependant, plusieurs semaines s'écoulaient, et, soit que les Empires du Centre aient eu besoin de leurs contingens pour répondre à l'offensive russe en Bukovine, soit (ce qu'il n'est point interdit de soupçonner) qu'ils n'aient jamais eu sur ce théâtre accessoire de la grande guerre autant de monde qu'ils se sont plu à le faire dire, soit que les Bulgares, ayant conquis ou cru conquérir la Vieille-Serbie et la Macédoine, se trouvent dès maintenant fatigués et rassasiés, soit enfin qu'ayant laissé récemment dans ces régions, eux et les Turcs, des souvenirs qui saignent et qui crient encore, ils hésitent à y rentrer, de peur que les fusils grecs ne partent tout seuls, quel que soit le motif ou quels que soient les motifs de cet arrêt, les armées d'invasion sont immobilisées, elles n'envahissent pas. Et cependant, le camp retranché de Salonique s'est organisé; il s'est étendu, aéré, outillé. A l'intérieur, il s'est purgé de quelques-uns des élémens douteux qui, de tout temps, grouillaient dans cette cité à la fois maritime et orientale, et qui, par une génération qu'il serait ingénu de croire spontanée, avaient pullulé dans ce bazar devenu ville de guerre.

Un gros incident s'est produit, qui n'a pas endormi le tourment de M. Skouloudis. Quelques aéroplanes ennemis étant venus jeter des bombes sur Salonique, comme ils ont paru avoir trop bien choisi l'endroit pour n'avoir pas été guidés par des signaux faits de la place (la principale victime a failli être un prince de la famille royale de Grèce), le général Sarrail a pris une mesure énergique : il a frappé à la tête, et fait arrêter tout d'abord les quatre consuls d'Allemagne,

d'Autriche, de Bulgarie et de Turquie, que sont bientôt allées rejoindre une trentaine de personnes, parmi lesquelles il y a de tout : une violoniste de café-concert, un agent de navigation, un professeur, directeur d'une école allemande. Si les renseignemens donnés par certains journaux sont exacts, le nombre de ces « indésirables » aurait rapidement décuplé : il aurait, le 4 janvier, atteint trois cent cinquante. (A Mitylène, hier, scène analogue.) Salonique n'était pas seulement un nid, mais une ruche, une fourmilière d'espions. Sur le genre de travail auquel se livrait ce joli monde, il ne saurait en effet y avoir de doute. Le cheminement était dirigé tout autant, plus encore contre la Grèce que contre les Alliés. Outre les documens saisis, on a découvert dans les caves du consulat d'Autriche-Hongrie un arsenal complet, consistant en centaines de fusils, de revolvers, de boîtes de cartouches, des brassards timbrés du Croissant, des uniformes turcs, 2000 drapeaux ottomans et toute sorte d'accessoires, qui n'attendaient plus que les conjurés. Et les conjurés étaient d'avance embrigadés, qui n'attendaient, eux, que l'occasion. Elle se serait offerte dans les murs quand se serait dessinée l'attaque contre les forts : l'armée anglo-française aurait été placée entre deux feux : par devant, la coalition ; par derrière, l'insurrection. Mais voici encore un sujet de méditation pour le ministère hellénique, s'il n'en avait déjà trop à son gré : pourquoi ces uniformes turcs, amoncelés en ballots ? Est-ce bien le signe que l'intention des conspirateurs était de conserver ou, le cas échéant, de restituer Salonique à la Grèce?

Pris en flagrant délit, la main dans le sac de poudre, les auteurs responsables de la machination se sont empressés d'user du procédé classique : ils out jeté les hauts cris, et, avant qu'on leur reprochât leur crime, protesté contre un « attentat, » qui, en fait comme en droit, reste à démontrer. En fait, il leur faudrait prouver que le consulat d'Autriche-Hongrie n'était pas transformé en magasin d'armes, en boutique clandestine de costumier et d'armurier; que les consulats d'Allemagne, de Bulgarie et de Turquie ne fonctionnaient pas jour et nuit en bureaux de renseignement pour l'ennemi et d'enrôlement. En droit, il faudrait établir que des consuls qui font ce métier continuent à être couverts par les immunités diplomatiques. Il suffit d'énoncer la thèse pour qu'en éclate aux yeux les plus prévenus toute l'aveuglante absurdité. Néanmoins, l'Austro-Allemagne somme la Grèce de revendiquer sa souveraineté outragée après ou avec sa neutralité. Elle la somme de restaurer le droit des gens qu'elle déclare injurié, — et elle s'y connaît ! Telle que l'affaire se présente en toutes ses cir-

constances, voilà un procès sur lequel nous accepterons volontiers la sentence des neutres. Mais quoi! Allons-nous discuter, en fait, avec les deux empires qui ont vu successivement expulser des États-Unis, pour abus de leurs fonctions, leurs attachés militaire et naval, leur ambassadeur même, un Dumba et un Boy-Ed? Allons-nous discuter, en droit, avec l'Allemagne et l'Autriche? Qu'elles cherchent ailleurs des naïfs qui, les suivant sur ce terrain, consentent à les réhabiliter. Pour nous, quoique le soin de notre défense nous oblige à croiser le fer avec eux, les bourreaux de la Belgique et de la Serbie, ceux qui ont brûlé Louvain, détruit Arras, saccagé Reims, inventé les gaz asphyxians, torpillé paquebots et navires de commerce, martyrisé vieillards, femmes et enfans, emmené comme des troupeaux et voué à toutes les misères des populations innocentes, sont et demeurent disqualifiés. L'humanité tout entière leur dénie le droit de se réclamer du droit.

Mais ils ont prétendu faire marcher M. Skouloudis. Sur leurs instances menaçantes, des explications auraient été demandées, au nom du gouvernement hellénique, par le lieutenant-colonel Tricoupis, chef d'état-major de la troisième division, à M. le général Sarrail, et une protestation aurait été rédigée par le ministère lui-même, qui y aurait exprimé vivement la colère, et peut-être un autre sentiment mieux caché, de ses membres les plus germanophiles. Les gazettes impériales, qui relatent cette double démarche, prêtent au général français une réponse qu'il n'a certainement pas faite et donnent de la note remise au gouvernement anglais et au nôtre une version que nous ne garantissons pas, mais que les *Münchener Neueste Nachrichten* présentent triomphalement à leurs lecteurs. Si cette note a été réellement envoyée, une autre, par compensation, était, dans le même temps, adressée aux Austro-Allemands pour protester contre le bombardement de Salonique par les *Aviatiks* et les *Albatros*, car c'est encore une manière de violer, du haut des airs, la souveraineté, la neutralité et même la sécurité de la Grèce. On voit que, faute d'avoir adopté une attitude, le gouvernement grec, à son grand déplaisir, est contraint de s'en ménager deux.

Distinguons au surplus et décomposons cette entité, le gouvernement. Il y a le Roi, qui seul est populaire et dont la popularité est faite de la volonté qu'on lui sait de ne pas se battre aujourd'hui, non moins que de l'admiration qu'on lui garde pour s'être autrefois bien battu. Mais le roi Constantin, murmurent les indiscrets, ne gagerait plus, avec autant d'entrain, que, même dans les Balkans, la

« victorieuse Allemagne » est invincible. Or il est nécessaire à sa justification que les Empires du Centre l'emportent sans conteste. Quand on a « lâché » un allié, parce que cet allié était en mauvaise posture et qu'il ne semblait pas que ses autres alliés pussent le sauver ou le redresser, encore faut-il ne pas s'être trompé sur le camp où l'on a préféré suivre la Force, qui a paru plus belle. Ce sont des calculs délicats : il est grave, lorsqu'on est roi, d'avoir manqué son addition. Ensuite, il y a le Ministère, — le ministère Skouloudis, — qui n'a jamais joui chez les Grecs d'une bien grande autorité, mais qui a perdu tout ce qu'il en pouvait avoir, depuis qu'aux élections provoquées par lui-même, les deux tiers du corps électoral se sont abstenus pour témoigner leur attachement à la personne et à la politique de M. Venizelos. Par là, par ce résultat significatif, se trouve plébiscité, pour ainsi dire, l'illustre homme d'État et vérifiée l'habileté de sa tactique, car, sans calomnier l'exercice du suffrage en Grèce, sans insinuer qu'il y soit plus docile ou plus corruptible qu'ailleurs, c'est toujours et partout une imprudence de jouer à ce jeu, quand, la partie étant définitive, les cartes sont données par les adversaires. Aussi catégoriquement qu'il pouvait le faire connaître en se taisant, le peuple grec a déclaré qu'il était avec M. Venizelos, non point avec le ministère, ou l'état-major, ou la cour, ou la presse, stylée et orchestrée, ou telle ou telle coterie allemande; qu'en somme il était avec les nations, et non point avec les Empires.

Nous n'avions jamais eu d'inquiétude à ce sujet, quoique ne faisant pas profession de « philhellénisme, » au sens un peu dérisoire que certains essaient d'attacher à ce mot. Nous aimons et nous admirons la Grèce antique, et c'est une chose : nous respectons et nous ne demandons qu'à aimer la Grèce moderne, et c'est une autre chose. Mais il convient qu'elle nous aide à l'aider, ou que du moins elle ne nous en détourne pas. Notre sympathie pour elle est si incorrigible, nous cherchons si peu à nous en corriger, que nous venons encore de lui avancer dix millions. D'autres pourraient sourire de notre confiance qu'ils appelleraient crédulité, ou peut-être pis : elle vient de ce que nous croyons ne pas mal connaître les inclinations du peuple grec, de ce qu'en tout cas nous connaissons très bien nos propres résolutions.

Il est des liens qui ne se rompent pas, mais qui peuvent se détendre ou se resserrer. Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'oublient que la jeune Grèce est née par elles; qu'elles trois, elles seules, pas l'Allemagne qui n'existait point alors comme Allemagne,

pas la Prusse, que ce réveil n'émouvait point, et pas l'Autriche dont ce n'était guère la spécialité de coopérer à la résurrection des peuples, elles, sans les Allemands, sans les Autrichiens, contre les Turcs (et les Bulgares, qui étaient Turcs), ont garanti l'existence du nouveau royaume. Mais elles n'oublient pas davantage qu'elles n'ont garanti l'existence que d'un État libre, indépendant et constitutionnel. Puisque, de tout son poids, la masse allemande pèse sur le gouvernement grec, pour l'entraîner de son côté, le pousse à des partis violens, se vante de lui dicter ses fantaisies tyranniques, et de s'en servir contre nous en l'asservissant, il est bon qu'on ne l'oublie pas non plus à Athènes. Le peuple s'en souvient, et s'apercevrait vite que ce qu'on tente contre nous, on le fait contre lui. Quant au Roi et au Ministère, et à ce qui les entoure, ils n'ont, dans leurs espoirs et leurs ennuis, jusqu'à présent regardé que vers les montagnes : il commence à être temps qu'ils tournent leurs soucis et leurs scrupules vers la mer.

Par toutes les routes du Montenegro et de l'Albanie, ou par ce qui en tient lieu dans ces contrées encore primitives, par les sentiers à peine frayés et par les pistes muletières, l'exode serbe continue, lamentable. Comme de Belgique, une nation entière s'en va, ruinée et déracinée. On ne sait si, depuis la Pologne, rien de pareil s'était vu dans le monde. Une série tragique d'images nous montre le roi Pierre, le roi errant, plus malheureux que le roi Albert qui du moins a pu s'accrocher à un dernier lambeau du sol de la patrie, traîné dans une charrette à bœufs sur le chemin de l'exil, obligé de faire à pied les dernières étapes, tombé de lassitude sur un rocher, entrant, pour s'y reposer un peu, dans une cabane abandonnée. D'autres images représentent le voïvode Putnik vieux et malade, hier vainqueur, traversant le pont des Vizirs dans une chaise portée par quatre soldats et suivie d'une longue file de fugitifs. Des débris de ce grand naufrage sont arrivés jusque chez nous. La vaillance de l'armée serbe avait excité notre enthousiasme ; la catastrophe qui a couché et dispersé le peuple serbe a éveillé et ne laissera pas se rendormir notre pitié. Dès que nous avons appris que, là-bas, des centaines de milliers de victimes ensanglantées, harassées de fatigue, usées de privations, mouraient de faim, nous n'avons pas perdu une minute pour les secourir. Une commission de ravitaillement a pourvu d'urgence à l'indispensable ; et toutes les Puissances de l'Entente ont tenu à honneur d'y participer.

Le plus malaisé n'a pas été de rassembler les denrées, mais de les faire parvenir. Des embûches sont semées partout dans l'Adriatique. Des trois trajets accoutumés, Vallona, Durazzo, Saint-Jean de Medua, un seul, celui de Vallona, est relativement sûr. Les escadres alliées, et notamment la marine italienne, se sont employées de leur mieux à cette œuvre qui n'a pas été sans coûter quelques sacrifices. La tempête a fait rage toute une quinzaine, telle qu'on ne se souvient pas d'en avoir vu de si furieuse. Même une fois le débarquement opéré à Vallona, il restait beaucoup à faire, pour que l'appui fût efficace. Ici encore, on se heurtait à l'hostilité de la nature : point de chemins ; des marais et des gorges, de la boue et de la neige. Les convois devaient s'engager sur une sorte de chaussée étroite, émergeant d'un pied ou deux ; d'où des lenteurs que nul certainement n'a regrettées plus que ceux qui étaient chargés d'une tâche aussi difficile. Mais l'ennemi était aux aguets, la bouche prompte à répandre le venin. De même que, l'automne passé, de prétendus neutres aux manières innocentes s'approchaient de nous et nous glissaient à l'oreille : « Méfiez-vous de tel de vos alliés, il vous trahit, » de même il se rencontre des agens de discorde pour dire aux Serbes : « Méfiez-vous de celui-ci, il ne se presse pas de vous nourrir. » L'identité des procédés est une marque d'origine. Mais il n'y aura que des Austro-Allemands, et peut-être des Bulgares ou des Turcs, pour y être pris.

Comme il vaut mieux dire les choses crûment, ce qui est le moyen de ramener chacune d'elles à sa valeur, nous ne feindrons point de ne pas comprendre que, par ces propos empoisonnés, c'est l'Italie qui est visée. Ce petit roman politique n'exige pas beaucoup d'imagination. Suivons-le bien. Par crainte de voir contrarier ses ambitions adriatiques, l'Italie se serait réjouie secrètement de l'infortune de la Serbie ; du moins elle n'en aurait pas été affligée, elle aurait attendu, pour lui tendre la main, qu'il fût trop tard et que tout fût fini. Une preuve ou un indice de cet abandon serait que Pierre Ier n'est pas allé à Caserte, où l'ancien palais des rois de Naples avait été préparé à son intention ; il serait resté à Brindisi, sur le contre-torpilleur qui l'avait apporté et qui allait le remporter, refusant toute visite, et premièrement celle des officiers et fonctionnaires italiens. Sur quoi le *Corriere della Sera* a eu raison de faire observer (puisqu'il est sage de démentir même ce qui se dément de soi) que, pendant les cinq jours qu'il a passés à Brindisi, le Roi, quoique souffrant, était descendu souvent à terre ; il se rappelait avec reconnaissance l'accueil qu'il y avait reçu ;

il déclarait que « la bonté et la cordialité de l'Italie lui étaient extrêmement chères ; » il ajoutait en termes très précis : « L'Italie est venue si affectueusement au-devant de nous pour nous secourir dans le moment de la plus grande tristesse, du plus grand besoin, qu'en descendant me promener par ses rues, il me semblait remercier personnellement. »

La mauvaise foi ne serait plus la mauvaise foi, si elle acceptait d'être convaincue. Elle persiste et elle insiste. L'Italie aurait froidement, cruellement exécuté un plan machiavélique, plus machiavélique que le machiavélisme même. Quand donc ? Justement à cette heure où, soulevée du plus noble élan, elle apparaît heureuse et fière d'avoir retrouvé sa voie, du côté du droit, de la civilisation, de l'héritage spirituel de Rome ; où elle a de nouveau frémi aux plus grands souffles qui viennent du fond de son histoire. Un jour, sans doute, il faudra dire ce que l'Italie entend par la *guerra nostra* et le *sacro egoismo*. Rien, assurément, qui ne soit digne d'elle ; et là-dessus, ce serait presque l'accuser que de la défendre.

Mais soit ; pour un instant, nous concédons aux Austro-Allemands ce point de départ : dans le bruit d'armes qui emplit l'Europe, l'Italie n'a voulu écouter que l'appel de son « égoïsme sacré. » Tant qu'au delà des confins tracés par Dante ou jalonnés par Venise, « à Pola, près du Quarnaro qui ferme l'Italie et baigne ses frontières, » ou bien un peu au-dessous, derrière la frange italienne, assez mince par endroits, dont ces rivages sont bordés, elle a pu entrevoir une Serbie agrandie qui donnerait un corps aux tronçons slaves et deviendrait peut-être, en face d'elle, une puissance adriatique qui au péril autrichien substituerait le péril serbe, alors son « égoïsme » lui commandait de s'opposer à l'agrandissement de la Serbie, de l'écarter à tout prix de la mer, de l'en rejeter le plus loin possible. Maintenant, elle le sait, il n'y a plus pour elle de danger serbe, ni de menace serbe ; mais il y a, en revanche, un autre danger. C'est que la grande Bulgarie, fidèle à son rêve de s'ouvrir sur trois faces, sur la Mer-Noire, sur la mer Egée et sur la mer Adriatique, perce vers Cattaro ou vers Dulcigno ou plus bas, ramenant avec elle l'Autriche et, avec l'Autriche, amenant l'Allemagne. Et par conséquent, maintenant, l'« égoïsme sacré » de l'Italie lui commanderait de repousser la Bulgarie et ses patrons, quand même son sentiment ne le lui commanderait pas. De tout ceci, ne retenons qu'un avertissement : aucune ruse fine ou grossière, généralement plutôt grossière, ne sera épargnée pour brouiller, pour dissoudre la Quadruple-Entente ; c'est de

nous, beaucoup plus que d'eux-mêmes, que les Empires du Centre espèrent encore leur salut, sinon leur victoire.

En décrétant, suivant une formule adoucie, que « tous les célibataires ou les veufs sans enfaus, entre dix-huit et quarante et un ans, ne possédant aucun motif d'exemption, seraient considérés comme s'étant engagés pour la durée de la guerre, » l'Angleterre est en train de faire, légalement, une révolution. Ce n'est pas que la propagande de lord Derby ait donné des résultats médiocres, ou que « l'effort militaire anglais » n'ait pas surpassé les promesses. Dans une étude particulière, la *Revue* dit tout ce qu'il a été. Mais la Grande-Bretagne a décidé qu'il serait égal à sa fortune et à ses destinées. Elle le mesure moins sur son passé et son présent que sur son avenir.

Le projet a été adopté en première leeture, par la Chambre des Communes, à plus de 300 voix de majorité. Ce débat préliminaire n'a guère entre-choqué que des principes. Mais le temps où nous vivons plie les axiomes les plus inflexibles. Le prince de Ligne raconte qu'étant allé voir Voltaire, il le trouva très échauffé sur les beautés de la Constitution anglaise, et très animé à les expliquer : « Ajoutez-y aussi l'Océan, remarqua le prince, sans quoi l'Angleterre ne serait pas du tout ce qu'elle est. » Les *Zeppelin* et les sous-marins, les canons monstrueux qui tirent à trente-cinq kilomètres, n'ont certes pas supprimé l'Océan, ni même la Manche ; mais ils ont rogné « le ruban d'argent ; » ils ont fait du « canal » un fossé, à peine une tranchée. Cela aussi est une révolution, et celle-là est, à elle seule, la raison nécessaire et suffisante de l'autre.

CHARLES BENOIST.

*Le Secrétaire Général, gérant,*

JOSEPH BERTRAND.

